



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



rd Depository
ittle Book



921 1266

HISTOIRE
DE LA
LIBERTÉ RELIGIEUSE

Paris. — Imp. de P.-A. BOURDIER et C^{ie}, rue Mazarine, 30.

HISTOIRE
DE LA
LIBERTÉ RELIGIEUSE
EN FRANCE
ET DE SES FONDATEURS

PAR
Jean-Marie
J.-M. DARGAUD

Credidi, propter quod locutus sum.
Ps. CXV.

TOME PREMIER

PARIS
CHARPENTIER, LIBRAIRE-ÉDITEUR
28, QUAI DE L'ÉCOLE

1859

Tous droits réservés.

(399)

919.39

D217hi

1859

v.1

HISTOIRE

DE LA

LIBERTÉ RELIGIEUSE

EN FRANCE

ET DE SES FONDATEURS

PAR

J.-M. DARGAUD

PROSPECTUS.

La liberté religieuse, qui a fait sortir le monde moderne des ténèbres où il croupissait depuis tant de siècles, ce bien précieux qui a enfanté tous les autres et que des insensés contestent encore çà et là, nous le devons aux plus douloureux sacrifices de nos pères.

Au commencement du seizième siècle, le vieil et dur esprit romain, qui avait déjà si longtemps pesé sur le monde et qui depuis était reparu sous une autre forme, asservissait les âmes au nom d'une religion d'amour et de charité. Il était alors arrivé à l'état de corruption où tombent tous les pouvoirs dominateurs et exclusifs, quand cet éternel besoin de vérité, qui est l'honneur de l'espèce humaine, se fit jour à travers tous les obstacles.

Alors une lutte effroyable surgit entre l'esprit de vie et l'esprit de ténèbres.

D'un côté, tout ce qui avait de la pureté au cœur, de la noblesse dans l'âme, de l'élévation dans les idées, tous ceux qui croient en la bonté de Dieu et pensent que son œuvre peut être fécondée par le progrès; ceux-là, ensemble ou séparément, se levèrent et combattirent, chacun selon ses forces et son aptitude, l'amas d'erreurs, d'obscurités, de mensonges et de tyrannies qui enchaînaient l'homme à l'ignorance et à la misère.

De l'autre côté, tous les esprits étroits, bas, tous les cœurs corrompus, les consciences souillées, en un mot les plus mauvais instincts et les plus détestables passions qui trouvaient leur satisfaction dans l'atmosphère morbide où était l'humanité, se réunirent en commun pour résister à l'esprit nouveau qui paraissait ou plutôt qui reparaisait au monde, car c'est celui de l'Évangile : l'esprit de liberté, de tolérance et d'égalité.

Ceux-là ne reculèrent devant aucun moyen, devant aucun crime. Ils égorgèrent par masses, sans distinction d'âge ni de sexe; ils inventèrent de nouveaux supplices; ils proscrivirent la science, le commerce, l'industrie, le travail, et, nous le répétons, ils commirent toutes ces monstruosités au nom d'un Dieu de paix et de miséricorde !

La victoire est restée à la bonne cause; la liberté religieuse a triomphé, et l'on peut juger de ses bienfaits en comparant l'état actuel de l'homme à ce qu'il était au commencement du seizième siècle : la force brutale comprimée, le travail en honneur, les sciences, le commerce et l'industrie créant chaque jour de nouvelles richesses, les forces de la nature domptées et mises au service de l'homme, de grands continents

arrachés à l'état sauvage, la civilisation chrétienne pénétrant partout, les famines, la peste et d'autres grands maux disparus ou amoindris, la vie de l'homme prolongée; tous ces biens, tous ces trésors, nous les devons à la liberté religieuse, cette mère féconde de toutes les autres libertés.

C'est l'histoire de ces grands événements que M. Dargaud a écrite et que nous annonçons. C'est la lutte des plus grandes passions et des plus grands intérêts, la peinture des plus grands crimes et des plus nobles vertus, le tableau des plus grands faits des temps modernes.

Avant de l'écrire, M. Dargaud l'avait préparée par de grandes recherches et des études approfondies sur tous les éléments qui la composent. Il a tout fouillé, tout compulsé, cherchant la vérité partout, dans les livres, dans les manuscrits, les correspondances privées, les pièces détachées; il a interrogé jusqu'à la gravure, jusqu'au marbre et la numismatique pour y saisir la physionomie des personnages ou la couleur des faits qu'ils reproduisent.

M. Dargaud est un écrivain, il l'a prouvé dans son histoire de MARIE STUART; il est peut-être encore plus un peintre et un statuaire. Il retrace les événements avec un pinceau ferme et coloré qui leur donne tout le relief de la réalité; il moule ses personnages avec une vigueur et une intelligence qui leur rend la vie. Aussi, son livre a tout le caractère de force, d'énergie et de couleur que le sujet comportait. Quoique passionné pour les idées libérales, M. Dargaud n'en est pas moins impartial et modéré dans ses jugements sur les hommes et sur les choses. Il a écrit, sans parti pris, pour ou contre les acteurs des grands drames qu'il a retracés. Il a été juste envers tous, quelle qu'ait été

leur foi religieuse ou politique, plus heureux; quand il en trouvait l'occasion, de signaler le bien que de flétrir le vice et de maudire le crime.

A notre époque, le fanatisme religieux n'a pas encore disparu entièrement, et ce monstre, qui a dévoré tant de victimes humaines, reparaitrait bientôt si nous nous endormions dans une fausse sécurité. Il a pour lui les âmes les plus tendres, les plus sincères et les plus naïves, mais aussi les plus faciles à égarer, comme il a aussi pour instruments les esprits les plus actifs, les plus sombres et les plus pervers. Quand on le croit abattu il reparait sous un voile de candeur et d'innocence qui le fait accueillir par les cœurs simples et généreux jusqu'au moment où il croit pouvoir saisir sa proie et la dévorer. Cette proie, c'est la paix, la tolérance et la liberté, nos plus grands biens.

C'est la crainte de ce danger qui a entraîné M. Dargaud à écrire *L'HISTOIRE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE EN FRANCE*; c'est le même sentiment qui nous la fait publier.

CHARPENTIER.

Paris, 8 novembre 1859.

L'histoire de la Liberté religieuse en France se composera de 4 volumes d'environ 400 pages chacun, et fera partie de la **BIBLIOTHÈQUE-CHARPENTIER**.

Les deux premiers volumes paraîtront le 20 de ce présent mois, les deux derniers le 10 décembre suivant.

Le prix de l'ouvrage complet sera de 14 FRANCS.

Il parviendra *franc de port* à toute personne, habitant la France ou l'Algérie, qui enverra à l'Éditeur cette somme de 14 francs, en un mandat de poste sur Paris ou en *timbres-poste*.

S'ADRESSER A L'ÉDITEUR

M. CHARPENTIER, 28, QUAI DE L'ÉCOLE, A PARIS

Et aux principaux Libraires.

Imprimerie P.-A. BOURDIER et C^{ie}, rue Mazarine, 30.

INTRODUCTION

Cette histoire, à laquelle j'ai consacré six années de ma vie, est le récit d'une première conquête de la liberté religieuse couronnée par l'édit de Nantes.

L'Hôpital tint d'abord la plume, et Coligny l'épée, puis Henri IV l'épée et la plume du droit inscrit dans cet édit avec le sang de plus d'un million d'hommes ; car cette charte de la conscience n'a pas coûté moins que cela.

Ce généreux effort de l'héroïsme au seizième siècle a fondé parmi nous le culte protestant.

Depuis, l'État, qui auparavant était d'un culte particulier, est entré dans la religion naturelle. L'État dit maintenant à tout homme : « Soyez de ma religion, ou du culte soit catholique, soit protestant, soit hébraïque, selon votre conscience. » Voilà ce que protège l'État. Il étendra de plus en plus, je l'espère, la liberté ; et de plus en plus il autorisera les cultes qui ne seront contraires ni à la religion naturelle, ni à la morale, ni à l'ordre des sociétés.

Le cycle des guerres civiles pour cause de religion sera ainsi fermé et l'ère de la paix s'ouvrira. Il n'y aura pas seulement l'église, le temple, la synagogue, il y aura toute maison que la conscience voudra élever à Dieu. Chaque foi aura son culte, chaque culte son

édifice, et lorsqu'on verra un croyant quelconque monter où le mènera son cœur, à l'autel de son choix, l'approbation de tous sera sur lui. Quel que soit son clocher, on louera cet homme de songer à sa plus grande affaire, à son plus grand sentiment.

L'État, au dix-neuvième siècle, est dans cette belle conduite de tolérance. Il marchera sur cette pente de progrès en progrès. Il élargira sans cesse la liberté des cultes.

Notre plus intime devoir, c'est une conscience ; notre plus intime droit, c'est l'inviolabilité de cette conscience. Je souhaite d'avoir ressuscité la pathétique révolution que ce devoir et ce droit déchainèrent sous les Valois et dont ce livre n'est que le retentissement.

J'extraurai de mes notes, à la fin de mon œuvre, deux catalogues très-succincts, très-abrégés, soit sur les histoires que j'ai lues, soit sur les effigies que j'ai vues.

J'engage mes lecteurs à parcourir ces catalogues qui, malgré leur rapidité, révéleront les fondements de cet ouvrage, ses assises, ses colonnes, ses médaillons. On comprendra comment et d'où l'impression des âges s'est éveillée en moi.

La Bibliothèque impériale seule possède un million et demi de volumes et de brochures imprimés ; elle possède quatre-vingt-dix mille volumes manuscrits.

Ces volumes avec les dessins, les peintures, les vitraux, les tapisseries, les estampes, les cartes géographiques, attestent la civilisation toujours croissante du genre humain.

Il est nécessaire de se restreindre dans l'abondance de tels matériaux et de bien choisir les renseignements

à son usage. Il y a pour cela un tact, un coup d'œil, un hasard, et quelquefois un bonheur.

Lorsque j'ai eu pénétré les livres et les manuscrits qui me concernaient, j'ai consulté les gravures.

Depuis douze ans, j'ai étudié plus de six mille estampes, soit dans les collections publiques, soit dans les collections privées. La plus nombreuse de ces collections est celle de la Bibliothèque impériale, qui contient environ quatorze cent mille estampes; la plus française, qui en contient dix-sept mille toutes relatives à notre histoire, est celle de M. Hennin.

C'est l'infini de l'art, où il est indispensable de s'orienter et de se borner en y puisant. J'y ai donc puisé autant que dans les livres et sans m'y absorber.

Les estampes demandent à être examinées avec une critique sévère et les ressemblances à être constatées avec un rigoureux scrupule.

Lorsqu'on est parvenu à une conviction, ce qui n'arrive pas toujours, la comparaison entre les destinées et les portraits est une méditation très-attachante.

A force de regarder, on apprend à voir. Alors les documents figurés éclaircissent les documents écrits. A côté des idées et des actions, on a les personnes, les costumes, les armures. Les textes donnent les traits, les gravures donnent la physionomie des temps. L'histoire n'est complètement lumineuse qu'à ce double flambeau.

Les quarante planches de Jean Tortorel et de Jacques Perrissin, par exemple, représentant les grands événements de 1559 à 1570, j'ai lentement considéré au moins trois ou quatre épreuves de chacune de ces planches. (Cabinet de M. Hennin et Bibliothèque impériale).

Nulles estampes n'offrent un intérêt égal à l'intérêt de ces estampes mémorables. Elles communiquent jusque dans la moelle des os la terreur des règnes les plus pathétiques de notre histoire. Le martyr d'Anne Dubourg, les supplices d'Amboise, le massacre de Vassy et tant d'autres scènes d'horreur et de sang consternent l'âme. C'est la dictature du bourreau; c'est l'enfer des guerres civiles. Chaque artiste de ces formidables estampes est un Michel-Ange barbare plus âpre, plus annaliste, au burin et au pinceau, que le Michel-Ange italien.

Les papiers Granvelle, quoique d'une originalité moins surprenante, ont une bien autre portée.

Aussi ces papiers d'État, dans leur indifférence féroce, dans leurs inextricables détours, dans leurs trappes aux mille replis; et les estampes de Tortorel et de Perrissin, dans leurs bûchers fumants, dans leurs strangulations, dans leurs égorgements, dans leurs potences, dans leurs noyades et dans leurs frissons d'agonie : voilà les deux sortes de documents écrits et figurés d'où sortent toutes vives les impressions du seizième siècle.

C'est par là que j'ai été le plus saisi.

Il y a encore des dessins d'une suavité merveilleuse, des cartons d'où émergent soit les sirènes, soit les Circés, soit les princesses, soit les diverses femmes de la renaissance, soit les héros de la réforme, créations ravissantes non-seulement d'artistes, mais de dynasties d'artistes, génies trop négligés par nous et qui ont fait avant Rubens pour l'histoire ce que l'illustre Flamand a fait pour la chair, pour la couleur.

Les dynasties de la peinture, les Janet, les Dumons-tier, les Quenel, les De Court, doivent être rapprochés

des maîtres graveurs, les Marc Duval, les Granthome, les Rabel, les Thomas de Leu, les Léonard Gaultier, les Étienne de Laune, les Wierix, les Michel Lasne. Les uns et les autres se rejoignant aux mémoires, aux correspondances, aux manuscrits, — de toutes ces recherches, de toutes ces contemplations, naîtra la vraisemblance historique, si ce n'est pas l'évidence même de la vérité.

Voilà ce que j'ai accompli à travers les bibliothèques de Genève et de Paris, les musées de Versailles, du Louvre, de l'Hôtel de Cluny, les cabinets privés qui valent quelquefois mieux que des bibliothèques et des musées. Mes longues conversations avec les savants spéciaux et singulièrement avec M. Niel, avec M. Hennin, en présence des livres, des crayons et des estampes, m'ont été d'une utilité essentielle et je me plais à exprimer ici ma reconnaissance envers ces éminents érudits de l'art.

Des portraits authentiques, soit dessinés, soit gravés, des esquisses tragiques, images des événements, me sont venus partout en aide dans le cours de cette laborieuse histoire. Quand je n'ai pas pu désigner l'artiste, j'ai désigné l'école ; car bien souvent ces nobles artistes ont gardé l'anonyme et sont restés des dynasties plutôt que des individualités.

Les anciens ne faisaient presque pas de portraits écrits. Parmi les modernes, Saint-Simon fut un grand novateur en ce genre.

Le duc de Saint-Simon allait souvent dans une maison fort vaste vis à vis des Incurables. Cette maison était à M. de Gaignières et le duc y parcourait la belle collection qu'il recommandait à l'abbé Fleury pour l'éducation du roi. Rien n'était plus attirant, selon

Saint-Simon, que « ce très-grand nombre de portraits « de ce qui, en hommes, et en femmes, avait figuré « surtout à la cour, dans les affaires et dans les armées. » Le duc est pris ainsi sur le fait. Il s'initiait, par sa curiosité passionnée des portefeuilles de M. de Gaignières, à la création des personnages qu'il peignait dans ses Mémoires pour la postérité.

De nos jours, les collections se sont accrues sans mesure; c'est un inappréciable bienfait pour nous, hommes de la dernière heure, que toutes ces collections agrandies. Elles sont innombrables et prodigieuses. Elles nous permettent d'animer l'histoire de portraits vrais et de la colorer comme une toile de physionomies immortelles. Non pas certes que l'histoire figurée dispense de l'histoire politique, philosophique et religieuse. L'histoire figurée ne vaut que comme accessoire. Elle est l'écorce; le fruit est au dedans. Ce fruit savoureux, l'humanité l'a toujours cueilli dans le champ de l'expérience morale, à l'arbre des saines traditions. De là cette belle définition antique : « *Clio magistra vitæ.* »

Pour moi, au milieu de cet océan de l'histoire, je n'ai pas eu de système, mais une méthode. J'ai lu et vu tout ce qui se rattachait de près ou de loin à mon labeur, puis j'ai laissé dormir, végéter et s'incorporer mes souvenirs. Lorsqu'ils m'ont été assimilés, je les ai repris et j'y ai ajouté mes émotions, l'activité réfléchie de ma pensée. Avant l'assimilation, mes souvenirs n'étaient que de l'érudition; depuis l'assimilation, ils ont été de l'histoire. Or l'histoire, c'est la vérité des faits et des principes passée par l'âme de l'artiste pour la transfiguration d'une œuvre, comme la sève est une circulation lente, un travail mystérieux pour une explosion de vie.

Nos ancêtres rencontrèrent beaucoup de pièges sous leurs pas. Les bons et les forts évitèrent ces pièges, les mauvais et les faibles y succombèrent.

Les princes, les princesses, les seigneurs, les papes, les cardinaux, les évêques étaient tous plus ou moins, 113 élèves de Machiavel et de Rabelais. Ces grands et cyniques génies ont été des corrompus et des corrupteurs. Machiavel se chargea des consciences et leur enseigna le crime ; Rabelais se réserva les sens et les submergea dans le vice avec une ivresse de demi-dieu. Ce hardi théoricien et cet audacieux moqueur furent des titans fils du ciel autant que de la terre, et tout en abaissant les cœurs, ils élevèrent le niveau de la civilisation.

Je les pèserai dans la même balance que tout leur siècle.

L'histoire, cette science austère, est une langue rebelle. Il faudrait la parler avec l'accent des grands écrivains dont le style est une toute-puissance, et non à la manière des curieux de profession qui, au lieu de vivifier leur étude, ne cherchent qu'à l'étaler. La question n'est pas seulement d'énumérer des sources historiques, quoi de plus facile ? mais d'être si imprégné, si ruisselant de ces sources, qu'on en répande à toute minute les fraîcheurs sacrées.

Ce livre n'est ni un pamphlet, ni une rhétorique, c'est, je le répète, un récit. Son âme, car il en a une, est l'aspiration fervente de l'historien qui poursuit, non moins que ses héros, la liberté de conscience toujours invoquée, à la fin conquise, et la tolérance universelle née du devoir de tous de respecter la foi de chacun.

Le roi de ce livre, c'est l'esprit humain. Je lui ai payé mon humble tribut de vérité. Il n'y a pas une

ligne dans ces volumes qu'il ne serait aisé de ramener à un texte ou à un dessin. On pourra contester les principes, les tendances; mais la substance et le détail des conjonctures, des situations, des portraits, sont inattaquables. Je suis assuré qu'on ne mettra en doute ni mon exactitude, ni ma loyauté, ni mon témoignage.

Que m'importent, hors de ces limites, les critiques personnelles? Ceci n'est pas un acte de vanité, c'est un acte de foi. Je voudrais être humilié jusque dans la poussière, pourvu que Dieu, le Dieu éternel, fût glorifié! Si je ne lui ai dévoué ni assez de talent ni assez de vertu, je sens que je lui ai dévoué assez de cœur. Car maintenant que j'ai gravé ici l'idée que j'aime, cette auguste idée de délivrance, de dignité morale, de conscience libre, j'éprouve au plus profond de moi qu'après avoir signé cette idée, rien, aux époques sombres des persécuteurs, ne m'eût été aussi doux que de souffrir pour elle.

Paris, le 1^{er} septembre 1850.

HISTOIRE

DE

LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

EN FRANCE

ET DE SES FONDATEURS

LIVRE PREMIER

Plan de l'historien. — La conscience, les hérésies, Arius, les Albigeois, Jean Huss. — Luther, son voyage à Rome. — Les indulgences. — Léon X. — Tetzel. — Caietano. — Diète d'Augsbourg. — Luther contre Léon X, contre Henri VIII. — Diète de Worms. — Château de Warthbourg. — La tête de Luther, par Lucas Cranach. — Retour du Réformateur à Wittenberg, sa fermeté révolutionnaire, sa mort. — Son portrait, son influence. — Calvin, son Institution chrétienne. — Farel et Viret le retiennent à Genève. — Sa dictature. — Ses rigueurs, sa procédure contre Servet, ses travaux d'écrivain, de professeur, de prédicateur. — Son caractère. — Son portrait. — Philippe Mélanchthon et Théodore de Bèze. — Leurs portraits. — Genève, la Rome du calvinisme.

Je me propose de retracer nos grandes luttes religieuses et les affranchissements successifs de la conscience au seizième siècle.

Celui qui allume comme une lampe la moindre bonne intention m'éclairera de sa lumière. Je désire seconder cette sagesse qui réside dans l'expérience

et qui instruit souverainement par le spectacle des choses révolues. Si j'ai préféré les temps les plus orageux de l'humanité, les plus labourés de violences, de passions et de crimes, c'est pour mieux surprendre et mieux adorer les desseins de la Providence qui tire le bien du mal, la tolérance du fanatisme, l'indépendance de l'asservissement, et qui, patiente mais équitable, ne permet tout que pour tout juger, que pour tout avancer progressivement, suivant les règles de son infaillible bonté.

J'écrirai donc la tragique histoire de la liberté de conscience dans notre patrie. Le nœud principal qui garrottait cette liberté sainte se trancha où se démêla en France entre 1553 et 1598. C'est là mon vrai sujet, et j'essayerai de le dérouler dans son ampleur épique. Je me contenterai d'indiquer rapidement comment des nœuds préliminaires ou postérieurs résistèrent ou cédèrent à l'effort des générations, soit avant la naissance, soit après la mort de Henri IV. Mais l'espace contenu entre le berceau de ce monarque et l'acte le plus mémorable de son règne et de son siècle : à savoir, l'édit de Nantes, sera ma principale, et, pour ainsi parler, ma seule tâche.

La grandeur de ces annales, quelle que soit du reste l'insuffisance de l'historien, sera de fixer la première évolution de la conscience française par la guerre civile, et par l'édit de Nantes. Ce jour serein que nous avons, et que nous rêvons plus beau, a eu une aurore sanglante dont les reflets coloreront ces pages.

Un siècle prodigieux, le seizième siècle, m'emportera. Ce siècle qui a conçu, préparé, accompli tant

de choses extraordinaires et qui a tant secoué le monde, fut une éclosion merveilleuse d'idées et d'inspirations. Il créa un immense mouvement qui se brisa en sectes et qui se prolongea jusque dans la révolution de 1789.

C'est ce mouvement dont je décrirai la phase décisive.

Je ne veux pas attaquer le culte ancien ; je veux établir les droits de la conscience, soit qu'elle persiste dans le catholicisme, soit qu'elle éclate dans le protestantisme, soit qu'elle se manifeste par la philosophie, soit qu'elle médite toute autre forme de la théosophie humaine. Je veux encore honorer ceux qui ont été les soldats de la liberté des âmes. Je serai heureux de les nommer avec vénération, lorsqu'on les désavoue de toutes parts, et de protester pour eux, chaque matin, pendant des années, par une parole sincère.

Ils ont combattu, ils sont tombés pour nous, et nous les renions ou nous n'osons pas les reconnaître. Nous tremblons devant l'opinion mesquine, étroite, vulgaire, quand ils ne tremblaient pas, eux, devant la mort, quand ils traversaient, intrépides, les légendes de leur éducation, afin de s'élever des terreurs aux lumières de Dieu.

Ah ! du moins, je n'imiterai pas une prudence qui serait de l'ingratitude. Je réveillerais de leur silence avec une respectueuse admiration les grandes actions de nos pères. J'embrasserais d'une étreinte d'autant plus tendre leur gloire calomniée, et je redirai leur histoire avec le même saisissement intérieur

que ma propre histoire. Eux, c'est moi, et leurs victoires sont mes origines.

J'aurai, tout en retraçant les conquêtes laborieuses de la conscience, à peindre le caractère de Henri de Bourbon. Élevé, dès mon enfance, sans superstition d'aucun homme, ni d'aucun parti, ni d'aucune secte, dans l'amour de Dieu et de mon pays, je consacrerai tout ce que je puis avoir de droiture à cette double histoire, dont l'unité se dégagera d'elle-même au milieu de la diversité mouvante des événements. A défaut d'autres qualités, j'aurai du moins la bonne foi. Je l'aurai entière, me sentant d'ailleurs assez impartial entre les cultes pour ne sacrifier à aucun d'eux la vérité, et assez ami du héros facile qui fut Henri IV pour le raconter avec attrait, mais dans un esprit vaste, également prêt, soit au blâme, soit à l'éloge, selon l'intégrité.

L'élan de la liberté dans la poitrine des peuples correspond toujours à la pression de l'autorité et à la pesanteur du joug sur leurs têtes. Ce qu'on appelle la révolte du cœur naît infailliblement de la tyrannie. Quand la tyrannie est une idée, elle est plus lourde qu'un sceptre, et suscite une révolte plus énergique.

Ces révoltes de la pensée sont autant d'hérésies, et voilà ce qui explique cette longue suite de troubles dans l'Église, depuis Arius jusqu'aux Albigeois, de-

puis les Albigeois jusqu'à Jean Huss, depuis Jean Huss jusqu'à Luther et à tous les réformateurs qu'il féconda de son souffle.

Il semble que les flammes du bûcher, d'où Jean Huss fit entendre son cantique, illuminèrent le précurseur de Calvin et des philosophes. On dirait que la poignée de terre enlevée à ce bûcher sacré ait été recueillie par Luther, pour être divisée en des millions d'atomes et distribuée avec la doctrine à des millions de disciples.

Quoi qu'il en soit, lorsque Luther apparut, l'hérésie était dans l'air.

Il la propagea en Allemagne et dans toute l'Europe. Il faut nommer Luther, si l'on veut remonter à la source de la réforme, à cet instant terrible, quoique providentiel, où le protestantisme s'échappe en torrent du grand fleuve catholique. Les partis boivent tour à tour au fleuve et au torrent et les ensanglantent l'un et l'autre. Une fois séparés, ces deux courants ne se réuniront plus, le vieux fleuve continuant de couler dans le lit de l'autorité; le jeune torrent se frayant un chemin vers la philosophie, qui, elle-même, sera l'une des religions de l'avenir.

Enveloppé de sa robe à longs plis, Luther, avant sa réforme, dédaigne le Rhin, la forêt Noire, les châteaux de la féodalité saxonne, toute la nature extérieure, pour se recueillir dans l'Infini de ses méditations. On dirait qu'il retient au fond de son immobilité tous les secrets et tous les rêves du moyen âge. Mais, à un signe mystérieux, ce Titan du cloître se lève des ombres, au seuil du seizième siècle,

comme une de ces figures de prophètes qui désignent dans la haute antiquité les frontières d'une zone inconnue, le bord d'un monde nouveau.

Les commencements de ce grand tribun, de ce législateur religieux du protestantisme, furent petits. Il naquit à Eisleben, dans le comté de Mansfeld, en Saxe, d'un pauvre mineur. Son père ne pouvant subvenir à l'éducation de Luther, l'enfant, qui étudiait à Eisenach, mendiait son pain de porte en porte et payait la charité des femmes par des chants. Plus tard, à l'université d'Erfurth, se promenant à la campagne avec un ami du même âge que lui, cet ami fut frappé de la foudre et tué à ses côtés. La sensibilité effrayée de Luther le jeta dans le couvent des Augustins. Il se fit moine, malgré l'opposition de ses maîtres et de ses parents. Envoyé par ses supérieurs d'Erfurth à Wittemberg, il fut bientôt nommé professeur de théologie dans cette ville qui devint la capitale de l'idée nouvelle et la sœur aînée de Genève.

Ce fut alors, en 1510, que Luther fit un voyage à Rome pour les affaires de son ordre.

Il partit pénétré de foi et de respect; il revint irrité et indigné. Les prodigieuses débauches de cette Babylone chrétienne l'avaient étonné et contristé. Le scepticisme et les dissolutions de la cour pontificale l'épouvantèrent. Quels que soient les ménagements dont il usera encore, le pape n'est plus pour lui que le ministre de Satan et Rome que la grande prostituée.

Du reste, il ne refoula pas longtemps les hardiesses

de son esprit et les passions bouillonnantes de son cœur.

Les indulgences étaient alors un grand commerce. Luther en fit un grand scandale.

Léon X régnait au Vatican. Il bâtissait Saint-Pierre. Michel-Ange était l'un de ses architectes dans cette œuvre merveilleuse. C'était comme une seconde époque de l'art chrétien. Tandis que les cardinaux préféraient Platon et Cicéron à l'Évangile et à saint Paul, le temple se substituait partout à la cathédrale, et la coupole remplaçait la flèche aérienne. Léon X imprima une nouvelle impulsion aux indulgences, pour subvenir aux immenses frais de ses monuments, pour payer ses favoris, ses musiciens, ses peintres, ses statuaires, ses poètes, pour faire fleurir les arts et les plaisirs autour de lui.

L'occasion précipita Luther ; son âme était pleine, elle déborda. Le puissant docteur formula quatre-vingt-quinze propositions contre les indulgences. Tetzel, moitié charlatan, moitié théologien, un de ces hommes violents et médiocres, qui nuisent aux meilleures causes en les défendant, répondit à Luther. Luther le réfuta, se moqua de lui et le bafoua. L'ardent novateur se révéla, sans le savoir, sous des aspects imprévus. On le connaissait orateur, et voilà qu'il se montrait écrivain supérieur, incisif, et que le fouet de Juvénal sifflait et lacérait dans sa main, au milieu des foudres et des éclairs de son éloquence.

Mandé à Rome, Luther refusa de comparaître, et demeura à Wittemberg. Léon X, qui avait la douceur

et l'insouciance d'un épicurien, ajourna l'excommunication qu'on le pressait de lancer contre le téméraire augustin. Du haut de sa majesté et du fond de son Vatican de délices, il dédaignait de se commettre personnellement avec ce moine insolent, qu'il regardait comme un pédant et comme un barbare.

Il chargea son nonce à la diète d'Augsbourg, le cardinal Caietano, d'interroger le rebelle et d'obtenir une rétractation.

Luther se mit en route pour Augsbourg, un bâton à la main et la Bible sous le bras. Il eut deux conférences avec Caietano, dont il déjoua toutes les séductions mêlées de menaces. Il crut deviner, et il n'avait pas tort, que la seconde partie des instructions du cardinal était de le faire arrêter et conduire à Rome, s'il s'obstinait dans les doctrines nouvelles. Il appréhenda le jugement de ce tribunal ennemi et lointain. Pour se soustraire au sort de Jean Huss, il s'évada, laissant à quelques-uns de ses partisans un placard qu'ils affichèrent sur tous les murs, et dans lequel il en appelait au pape mieux informé.

Dès lors il se détacha sans retour. Sa passion croisait avec les obstacles, et son influence s'étendait rapidement depuis les huttes des paysans jusqu'aux palais des électeurs.

Le pape, ne pouvant plus ajourner ses sévérités, lança une bulle contre quarante-neuf propositions de Luther. Eckius, le nonce apostolique des cours d'Allemagne, se hâta d'exécuter cette bulle du chef de la chrétienté. Il dissémina partout des prêtres habiles qui rassemblèrent tout ce qu'ils purent trouver

des ouvrages de Luther, et qui en firent solennellement des auto-da-fé dans les principales villes.

Le Réformateur rendit excommunication pour excommunication, incendie pour incendie. Il fit brûler avec pompe, sur la grande place de Wittemberg, la bulle pontificale et toutes les décisions du saint-siège. Il était soutenu des universités qu'il entraînait par son éloquence, du peuple qu'il subjuguait par sa doctrine, de la bourgeoisie dont il affranchissait l'intelligence, des nobles et des princes aux yeux desquels il faisait briller comme une proie les biens des couvents. Il créait l'opinion publique en Europe. Il agitait cette opinion qui le portait, semblable à un élément. Luther se fortifia dans cet orage. Irrésistiblement, il écoutait en lui et hors de lui les grandes palpitations du génie germanique. D'un moine timide qu'il avait été, il était devenu un héros. L'âme d'Arminius tonna dans son sein et sur ses lèvres contre une autre Rome. Il fut un lion rugissant. Il appela le pape un *tyran impie*, il le dénonça comme l'*Antechrist*.

Toute l'Europe fut émue. Luther continua ses prédications, ses traités, ses pamphlets. Tout ce qui lui résista, docteur ou roi, il le renversa sous son tourbillon. Henri VIII ayant essayé de le réfuter avec la double majesté de l'orthodoxie et du trône, Luther se détourna un instant pour aborder cet adversaire redoutable. Nulle considération ne le modérait. Il saisit ce logicien couronné et il l'outragea. Il lui déchira son manteau de pourpre, qu'il lui jeta en lambeaux au visage.

Le grand réformateur ne s'arrêtait devant les

obstacles qu'un moment, le temps seulement de les vaincre. Puis il reprenait sa course. Il vivait dans le combat. Plus fort qu'un homme, il luttait contre des siècles amoncelés. Il ne respirait que la guerre. Le démon des Nibelungen s'était incarné en lui. Il frappait les abus çà et là sans repos ni trêve, avec le bras d'un demi-dieu armé du marteau de Thor. D'une victoire il passait à une victoire, tantôt terrible, tantôt jovial; soufflant le frisson ou le rire dans les châteaux, dans les chaumières, dans les tavernes, où il était lu et célébré, au cliquetis des verres, au chant des convives, entre des pots de bière mousseuse.

Partant de ce principe, que la Bible est une règle certaine, une autorité suffisante pour chaque chrétien, il conclut de là l'inutilité du pape, des cardinaux, des évêques, de toute la hiérarchie catholique. Il sapa les commandements de l'Église, les vœux monastiques, le célibat ecclésiastique, l'abstinence des viandes et l'invocation des saints. Il fulmina contre le libre arbitre, la confession auriculaire et la communion sous une seule espèce. Des sacrements, il ne conserva que le baptême et l'eucharistie, dont il extirpait la *transsubstantiation*, en y ajoutant pour tous les fidèles le vin réservé jusque-là au seul prêtre.

Le monde catholique fut ébranlé jusque dans ses fondements. Charles-Quint se hâta au secours de Léon X. L'épée impériale fut prête à sortir du fourreau pour la tiare.

La grande heure de la vie de Luther avait sonné.

Cité à la diète de Worms, il se troubla. Lui, un ver de terre, l'enfant d'un manouvrier des mines, lui qui avait vécu de la charité des femmes et qui avait mendié son pain en chantant, soit des psaumes, soit de vieilles ballades saxonnes, il lui faudrait comparaître, pour les braver, devant l'empereur et l'assemblée des princes souverains, des cardinaux et des nonces ! Il y avait de quoi frémir, et Luther frémissait jusqu'au fond des os. Il était éperdu, anéanti. Mais bien qu'il fût foudroyé de honte et de terreur, son âme persévérerait. Il était résolu à confesser sa foi. Sa décision fut prompte et resta immuable. Ses amis, moins trempés que lui dans les traditions héroïques de l'Allemagne et dans l'esprit de la Bible, ne pouvaient vaincre leur effroi et cherchaient à le retenir. Si Luther leur déployait le sauf-conduit de l'empereur, ils s'écriaient que c'était un piège de plus pour l'endormir. « Qu'importe ! répondait Luther. Cessez de me tenter. Quand toutes les tuiles des toits seraient autant de diables, j'irais encore. »

Il partit pour Worms, mais il ne cheminait plus un bâton à la main et à pied, comme lorsqu'il se rendait à Augsbourg. Non, le moine de Wittemberg était maintenant le législateur religieux de plusieurs royaumes. Sa couronne rayonnait à l'imagination des peuples de plus de splendeurs que le diadème impérial. Sa parole avait plus d'autorité que celle du pape, et son enseignement pesait plus dans les balances de l'avenir que les délibérations d'un concile. Quoiqu'il fût un simple docteur

d'université, une escorte de plus de cent chevaliers l'accompagna. Un char magnifique l'attendait aux portes de Worms. Luther y monta, et fit son entrée aux applaudissements des multitudes accourues pour voir le nouveau prophète. Les rues roulaient comme des fleuves d'hommes. Les maisons étaient pleines jusqu'aux combles. Les vieillards découvraient leurs cheveux blancs des degrés de leurs demeures. Les femmes souriaient des balcons, les bourgeois se pressaient aux fenêtres, les uns battant des mains, les autres tenant leurs enfants ou les hissant sur leurs épaules, tandis que les étudiants, au-dessus de tous les étages, et les gentilshommes, à cheval dans les places, criaient d'en bas et d'en haut des hurrahs prolongés.

Luther, enivré de cet enthousiasme, se rassura sous le bouclier du Dieu fort et de cette puissante opinion publique.

Il fut introduit dans la salle de la diète, où siégeaient tant de princes présidés par l'empereur. Il comptait bien des fidèles dans cette auguste assemblée, et si l'on eût attenté à sa personne, plus d'une épée aurait jailli du fourreau. Luther ne démentit point ses ouvrages. Il offrit de soutenir sa doctrine dans une discussion publique, ce qui lui fut refusé. Ni les caresses, ni les promesses, ni les menaces de Charles-Quint ne purent, soit séduire, soit intimider le hardi docteur, soit l'incliner à une rétractation. Il sortit triomphant de cette épreuve.

L'empereur, mécontent, ordonna à Luther de s'éloigner. Il maintint son sauf-conduit pendant vingt

et un jours, après lesquels il déclara que le rebelle serait au ban de l'Empire.

Luther se déroba. Il quitta secrètement Worms avec quelques amis. A peu de distance de la ville, à un carrefour obscur du chemin, des hommes masqués l'entourèrent et l'enlevèrent. Ils le transportèrent dans le château de Warthbourg, près d'Eisenach. Ce château, situé sur le sommet de la montagne, appartenait à l'électeur Frédéric, le disciple et le protecteur de Luther. Dès que le réformateur connut quel serait son hôte invisible, il n'eut plus de crainte. Il s'établit avec sécurité sous ce toit féodal. Il y vécut de longs mois dans la sève féconde de ses pensées, dans la société des esprits, dans le voisinage des aigles, dans les bouffées de l'air libre, dans l'intimité de l'infini et dans le bruit des vents qui sifflaient au-dessus des arbres de son jardin, à travers les lucarnes et les corridors de son donjon. Il grandit encore sur les hauts lieux. Il entra en une communication plus étroite avec le monde surnaturel qu'il portait en lui. Il eut des visions et des entretiens théologiques avec le diable, qu'il exorcisa et qu'il terrassa. Après ces victoires contre Satan, il s'élançait d'un essor plus vif vers Dieu. « Ce mont fut mon île de Pathmos, » a-t-il dit lui-même. L'imagination était un talent, une superstition et une maladie chez cet homme qui exerça une si prodigieuse influence sur l'imagination des hommes.

Il se mit à méditer et à travailler. Il rassembla les fragments épars de sa doctrine, qu'il approfondit. Il commença et il acheva sa version du Nouveau

Testament dans une langue si belle, que ses partisans crurent qu'il l'avait écrite sous la dictée du Saint-Esprit.

Ces œuvres terminées, Luther, qui s'était retrempé dans la solitude, aspirait à descendre de sa montagne. Il pressentait de nouveaux combats, et il avait soif de l'action. L'étude et la prière ne lui suffisaient plus sans la lutte. L'Europe et lui s'appelaient.

Il saisit l'occasion du retour de Charles-Quint en Espagne pour dire adieu à sa retraite. Il s'en alla mystérieusement comme il était venu. Il avait laissé croître sa barbe pendant les neuf mois de son orageuse captivité. Lucas Cranach l'a représenté dans le costume qu'il avait lorsqu'il se rendit de Warthbourg à Wittemberg. Il passa le pont-levis du château sous le nom de *chevalier George*. Il avait chaussé l'éperon, ceint l'épée, la cuirasse et le casque. Ce déguisement de sûreté apparaît à l'historien comme un symbole. Luther n'était-il pas un guerrier, un conquérant ? N'allait-il pas attaquer une institution de seize siècles ? N'allait-il pas frapper du glaive spirituel et quelquefois du glaive temporel ses ennemis trop obstinés et ses amis trop ardents ?

Wittemberg tressaillit de joie à l'aspect de son réformateur. Luther avait repris ses habits de moine. Il ne les rejeta définitivement qu'en l'année 1523, où il revêtit la robe de docteur.

Pour mettre sa vie en harmonie avec la nature et avec les principes qu'il avait développés contre le célibat, Luther se maria. Il épousa Catherine de Bora

ou plutôt de Borhen, une jeune fille noble que ses parents avaient forcée au cloître. Il l'aima et en fut aimé. Catherine lui donna six enfants.

La famille, si douce à tous les hommes, était particulièrement nécessaire au réformateur toujours sur la brèche. C'est à son foyer qu'il se reposait de ses fatigues et qu'il rallumait son courage. Il essuyait la sueur et la poussière de ses combats renaissants, puis, après les délassements domestiques, il repaissait plus terrible dans la mêlée. Il s'emportait alors à des excès qui étaient plus d'un tribun que d'un législateur. Ses adversaires s'en indignaient ; ses disciples mêmes s'en plaignaient. — « C'est un nouvel antechrist, disait Carlostad. — Il y a deux papes, s'écriait Muncer, Luther en est un et il est le plus dur. — Il a la colère d'Achille, avouait Mélanchthon. — Ce n'est pas un homme, répétait souvent Calvin, c'est un ouragan impétueux. »

Ces efforts quelquefois violents, mais souvent empreints de génie et de vigueur, réussirent. L'œuvre de Luther fut bénie. La première diète de Spire fonda la liberté de conscience. Cette décision fut un acte glorieux devant Dieu pour Luther et pour le monde.

Une réaction ne tarda pas à éclater à la diète de 1529. Les catholiques essayèrent d'y restreindre le droit qu'ils avaient concédé et les luthériens le revendiquèrent par une protestation solennelle d'où leur vint le nom de Protestants qui s'étendit ensuite à toutes les sectes.

Luther cependant était au ban de l'Empire, depuis

le décret de Worms. Il ne put assister à la diète d'Augsbourg dont il se contenta de diriger par correspondance les opérations. « J'apprends, écrit-il à Spalatin, le chapelain de l'Électeur de Saxe, que vous avez entrepris une œuvre admirable, savoir, de mettre d'accord Luther et le pape. Si vous en venez à bout, je vous promets de réconcilier Christ et Bélial. » Le réformateur ne se trompait pas. Lorsque Mélanchthon présenta sa célèbre profession de foi, elle fut repoussée par la majorité catholique de l'assemblée.

L'empereur menace; les luthériens s'effrayent et doutent de l'avenir. Luther redouble de confiance au milieu de la stupeur universelle. « J'ai vu naguère un signe au ciel, écrit-il. Je regardais par ma fenêtre, pendant la nuit, la majestueuse voûte de Dieu se soutenir, sans que je pusse apercevoir les colonnes sur lesquelles le maître l'a courbée. Pourtant elle ne s'écroulait pas. Il y en a maintenant qui cherchent ces colonnes et qui voudraient les toucher de leurs mains. Et comme ils ne le peuvent, les voilà qui se désolent. Ils craignent que le ciel ne tombe. Pauvres gens ! Dieu n'est-il pas toujours là ? »

Poussés à bout, les princes luthériens organisèrent la ligue offensive et défensive de Smalkalde. Luther l'approuva. Il en fut l'agitateur. Il sonna le tocsin de la parole. Il déclara que c'était un devoir de courir aux armes pour la défense de l'Évangile. Il voua le pape, le tyran des âmes, à la mort, et tous ceux qui ne l'attaqueraient pas, fussent-ils rois ou empereurs, à l'exécration. — « Si j'étais Charles-Quint, écrivait-il, je ferais un même paquet du pape

et des cardinaux pour les jeter tous ensemble dans le petit fossé de la mer de Toscane. Ce bain les guérirait. J'y engage ma foi et je donne Jésus-Christ pour caution. »

Ainsi s'épanchait Luther, mêlant à son juste combat pour la liberté de conscience la bouffonnerie et l'emportement. Il continua de s'opposer à tout rapprochement, de blâmer les tempéraments, les expédients de Mélanchthon, et de rendre, par ses exigences peut-être indispensables à sa révolution, la tenue d'un concile général impossible. Il assista de loin aux débuts du concile de Trente qu'il commençait à flétrir, lorsque rappelé à Eisleben, il y expira presque subitement le 18 février 1546, rendant ainsi le dernier soupir là où il avait eu son premier vagissement.

Les restes de Luther furent transportés, à travers le deuil des peuples, à Wittemberg. Il y fut inhumé, avec toutes les magnificences réservées aux princes, dans l'église du château.

Les catholiques exhalèrent leur haine sur cette tombe à peine fermée. Ils publièrent que le réformateur était né, les uns disaient du commerce de sa mère avec un gnome des mines de Mansfeld, les autres affirmaient que c'était des amours de cette femme avec le diable de l'enfer. Ils répandirent qu'un démon l'avait étranglé et qu'il était lui-même un démon. Ils ajoutèrent que le lendemain de son enterrement, on avait ouvert son sépulcre et que le corps n'y était plus ; seulement il s'était échappé de la fosse une odeur de soufre et une lamentation.

Les protestants au contraire célébrèrent avec vénération cette grande mémoire. Luther était leur initiateur. Il les avait enfantés à la liberté, à la lumière, à la vie. Il les avait tirés de l'Égypte pour les conduire à une autre terre promise. C'était le verbe du Christ et le libérateur des âmes. Il avait affranchi le monde moderne. Des pèlerins accouraient en foule et venaient prier sur la pierre qui recouvrait leur sublime docteur. Les hommes, les femmes, les vieillards se disputaient ses moindres reliques. Des villes mêmes recueillaient religieusement, les unes ses bibles; les autres ses manuscrits; les autres ses meubles, son lit, sa table, son écritoire; les autres son grand verre à boire, sa flûte et le bâton sur lequel il s'appuya dans son premier voyage d'Augsbourg. La maison où il naquit ayant été incendiée en 1689, les magistrats la firent rebâtir aux frais de la cité et la consacrèrent à une école des enfants pauvres, afin de les encourager en les plaçant sous le patronage du réformateur, qui avait été dénué comme eux.

Luther fascina l'Europe, mais particulièrement l'Allemagne, parce qu'il était avant tout un grand homme allemand.

Il est dans ses meilleurs portraits un athlète teuto-nique. Il a le corps robuste non moins que l'esprit. Il tient dans ses deux mains et il serre fortement son arme surnaturelle : la Bible.

Sa tête est énorme. Elle est vivante comme un Etna en fureur. Ses yeux baignent dans les éclairs. L'aspérité entre les sourcils rappelle le front du tau-

reau. Le menton est osseux. La bouche et les mâchoires sont formidables ; si elles s'accrochent à la barque de saint Pierre, elles la feront sombrer.

Cette figure sillonnée, labourée, mobile, éloquente et sarcastique, n'est pas sans analogie avec celle de Mirabeau.

Quel est ce Samson monastique ? Attaché, rivé au vieux monument, à la cathédrale, il en ébranle les antiques assises. Il renverse l'édifice consacré, et du milieu des débris il se relève.

Il proclame le libre examen qu'il voudra en vain enchaîner, et qui à son tour brisera Luther et son œuvre.

Luther est le précurseur de Descartes et de la révolution française. C'est sa grandeur. Il est le théologien passionné et gigantesque de ce grand mouvement qui a entraîné le monde des croyances aux idées et qui le ramènera à des croyances plus lumineuses et plus hautes.

L'ironie de l'esprit et la licence raffinée des mœurs, qui sont ordinairement des signes de décadence, sont quelquefois aussi des symptômes de régénération.

D'où naquirent le Christ et le Christianisme, le sauveur et le salut, si ce n'est de l'immense épicurisme du monde antique, du monde païen mourant d'un double mal : le doute et le sensualisme ?

A l'autre extrémité des temps, presque de nos jours, d'où sortirent la rénovation de 1789, la liberté, la philosophie, la vie nouvelle, si ce n'est du scepticisme moqueur, de la dépravation universelle redoublée par les princesses et le roi lui-même, soit

dans les orgies du Palais-Royal, soit dans les débauches du Parc aux cerfs ?

Entre ces deux dates, il en est une autre bien éclatante où le même phénomène se dégage du même principe, les mêmes effets des mêmes causes.

L'Italie des Médicis est une époque accomplie de vices, de génie, de civilisation. Qui ne s'est transporté par la pensée aux soupers de Laurent le Magnifique, à ces soupers où Marsile Ficin commentait le platonisme, où Pulci se raillait de l'âme et de Dieu, où le plaisir était la conclusion de tout ? Qui ne sait que Léon X dépassa son père et que le Vatican fut, sous son pontificat, un musée, une académie, l'asile inviolable de toutes les audaces, de toutes les impuretés ?

Le protestantisme s'éleva du sein de cette corruption.

Ce furent les Médicis, les cardinaux, le pape et la cour de Rome qui firent germer Luther. Luther à son tour suscita tous les chefs de secte et le plus illustre après lui : Calvin.

Au fond, la métaphysique de Luther est presque identique à celle de Calvin.

Ces deux grands réformateurs furent surtout des hommes de combat, et chez eux, à leur insu, la guerre se cache même dans le sanctuaire de la métaphysique.

Luther voulait ruiner les couvents en théologien, avant de les dépouiller.

Que fait-il ? le principe du renoncement étant la pierre angulaire des ordres religieux, il arrache cette

pierre mystique. Il dit : A quoi bon votre immolation, puisque le libre arbitre n'existe pas ? La grâce est la source unique des bonnes œuvres.

Calvin va plus loin.

Il a besoin de condamner ses ennemis, les catholiques et les sociniens. Il décrète la *prédestination* qui divise les hommes en élus et en réprouvés. Les élus sont ses disciples. Les réprouvés sont tous ceux qui ne pensent pas comme lui. Il les fera juger et brûler, s'il le faut, par la république de Genève, dont il est le dictateur politique et religieux.

On le sent, Luther et Calvin sont des chefs de parti jusque dans les hautes régions de la foi. Leur philosophie est un arsenal.

Leur force, c'est d'avoir été convaincus, c'est d'avoir été inconséquents avec candeur. Ils furent, au milieu même de leurs erreurs et de leurs violences, les tribuns du libre examen. Ce principe de toute civilisation future se rattache à ces deux noms et à l'immense lutte soutenue par Luther, avec un génie si hardi, si imprévu et si fécond ; par Calvin, avec une volonté si opiniâtre et une logique si inflexible.

Calvin n'était pas seulement un admirable théologien, il était un grand jurisconsulte. Il avait étudié profondément le droit à Orléans sous Pierre de l'Étoile, et à Bourges sous André Alciat.

Quand il eut embrassé la cause de la réforme, il y voua sa vie tout entière. Il voyagea, sondant l'Europe et cherchant un lieu d'où il pût faire une ardente propagande.

Il avait choisi Bâle. En s'y acheminant, il traversa Genève, sans dessein de se fixer dans cette ville, où Farel, aidé de Viret, représentait et fomentait les idées nouvelles.

Calvin était célèbre déjà par ses enseignements, par ses sermons et par ce livre de l'*Institution chrétienne* qui était au protestantisme primitif ce que les Éptres de saint Paul sont à l'Évangile.

Dès que Farel et Viret surent la présence du grand docteur à Genève, ils accoururent à la petite hôtellerie où il était descendu. Après des effusions rapides et austères, ils proposèrent à Calvin de demeurer à Genève et de porter avec eux une part de leur fardeau. Soit modestie, soit dissimulation, soit habileté, Calvin résista d'abord. Viret le poussa puissamment sans l'ébranler. Farel enfin comprenant l'inutilité de leurs prières, parla avec l'autorité de l'âge et des travaux accomplis, des nécessités de la foi protestante ; il parla au nom du Dieu qui rejette autant que les tièdes, les délicats, les oisifs qui refusent de passer de la hauteur et de la douceur des théories aux humbles fatigues et aux saintes sueurs de l'action.

Calvin céda à ces obsessions de l'amitié et du devoir. Il resta à Genève où l'attendait une sorte de dictature spirituelle et temporelle.

Bien des fois, quand ses destinées se furent dévoilées, Calvin dut se féliciter du zèle de Viret et de Farel, et dut penser que ce hasard avait été un coup de la Providence.

Genève était faite pour lui. Située entre la Savoie, l'Allemagne, la Suisse et la France, elle était natu-

rellement un centre et pouvait devenir un foyer. Il ne lui fallait qu'un grand homme pour la transformer en capitale du protestantisme.

Calvin, qui était ce grand homme, comprit à l'instant toute l'immensité de son rôle. L'ascendant de son intelligence et de son caractère lui donna le pouvoir civil et le pouvoir religieux. Maître dans la cité, le réformateur répandit de là sa doctrine sur l'Europe. Il suffisait à tout. Il prêchait, il rédigeait des lois, il correspondait avec la Pologne, l'Écosse, l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et la France. Il suscitait partout des Églises. Il adressait des réprimandes ou des conseils aux rois, aux princes, aux généraux et aux peuples. Il était partout présent, quoique invisible. Il modérait dans les prospérités et consolait dans les revers. Il disciplinait surtout l'anarchie du protestantisme dans l'unité de la doctrine. Il était pour le plus grand nombre la loi elle-même et les prophètes.

Son influence était double. Il recevait à Genève les proscrits du monde entier. Il leur offrait un abri, un port assuré. Il les formait en Églises diverses, selon leurs nations. Il avait fondé autour de lui, dans sa ville, l'Église italienne, la polonaise, l'anglaise, l'allemande, la française. Et ces hommes qu'il avait recueillis, secourus, il s'en servait comme d'une garde intérieure pour abattre les factions, — surtout ce parti des libertins qu'il terrassa après de si longues luttes.

Calvin était ainsi un législateur politique et un législateur religieux, l'homme d'État d'un peuple et,

ce qui est bien plus, l'homme d'État d'une idée, l'âme et la parole d'un siècle, le docteur et l'oracle d'un Évangile.

Malheureusement, s'il avait le génie du pouvoir, il en avait aussi toutes les passions. L'opposition l'indignait et l'irritait. La contradiction le rendait facilement cruel.

Le grand vice de Calvin était l'orgueil. Il croyait, dans la naïveté de sa prodigieuse estime pour lui-même, qu'il représentait la vérité certaine, la vérité absolue. De la sorte, en se vengeant, il croyait venger Dieu, et il frappait avec une parfaite sérénité.

Chose étrange et odieuse ! cet homme, qui n'existait que par la liberté de conscience, n'hésitait pas à l'immoler et à noyer son seul droit de vivre dans le sang de ses adversaires, plus détestable en cela que l'inquisition, parce qu'il était plus inconséquent, et qu'elle suivait son principe, tandis qu'il manquait au sien. Tuer en effet ses contradicteurs au lieu de leur répondre, était une monstrueuse anomalie. Le crime, sans doute, était moins grand au seizième siècle, mais il est toujours énorme pour Calvin qui, s'il n'avait pas la sensibilité de la tolérance civile, était tenu, lui qui n'était que par elle, d'en avoir au moins la logique.

Pendant plus de vingt années il exerça des rigueurs contre ses ennemis, soit politiques, soit religieux ; mais il signala sur Servet une animosité implacable.

Servet était un Espagnol moitié philosophe et moitié théologien. Il avait rencontré Calvin à Paris. Tous deux étaient jeunes et ardents. Servet avait

défié à un combat de dialectique le fils du notaire apostolique de Noyon. Calvin alla au rendez-vous et n'y trouva point Servet.

Ils s'étaient mesurés depuis avec une colère secrète. Servet avait attaqué Calvin et l'avait harcelé dans plusieurs pamphlets. Il avait même cherché à réfuter la grande œuvre de l'*Institution de la religion chrétienne*.

En 1547, Servet écrivit à Calvin et s'efforça d'entrer en controverse avec lui sur de hautes questions religieuses. Il lui envoya un livre intitulé : *Restitutio Christianismi*, dans lequel il combattait la doctrine de Calvin sur plusieurs points importants. Calvin garda le silence. Mais dans une lettre familière à Viret, il laisse échapper un rugissement : « Dernièrement Servet m'a écrit, mande-t-il à son ami, et il a joint à sa lettre un gros volume de ses folies, me disant, avec une jactance inconcevable, que je lirai là des choses inouïes, merveilleuses, et que, si cela m'agréait, il viendrait à Genève. Je ne veux nullement lui engager ma parole, car s'il venait, pourvu que mon crédit eût quelque valeur, je ne souffrirais pas qu'il sortît d'ici vivant. »

Tout le drame horrible dans lequel Servet succomba est au fond de ces lignes.

Ce ne fut cependant que sept années après que la catastrophe éclata.

Servet, qui avait livré à l'impression son ouvrage sur le *Rétablissement du Christianisme*, excita un immense scandale. Arrêté à Vienne, en Dauphiné, et mis en jugement, il fut condamné une première fois

au feu. Il s'évada de prison et erra quelques mois en Italie.

Par un vertige inexplicable, il se rapprocha de Genève et se glissa témérairement dans l'antre du lion.

Il fut reconnu et mis sous les verrous. « Je ne dissimule point, écrit Calvin, que j'ai cru de mon devoir de réduire à l'impuissance autant qu'il était en moi cet homme obstiné et indomptable, afin que la contagion ne s'étendît pas plus loin. »

Nicolas Delafontaine s'étant présenté comme l'accusateur de Servet, il fut, selon l'usage, emprisonné ainsi que le prévenu, mais il fut mieux traité. Car Servet était outragé par ses geôliers, réduit aux aliments les plus grossiers et privé de linge. Ce Delafontaine, le dénonciateur, n'était autre que le secrétaire de Calvin. Il soutint trente-neuf propositions rédigées par Calvin lui-même, et sur lesquelles Servet, ayant été déclaré hérétique, fut envoyé au bûcher. L'exécution eut lieu le 27 octobre 1553.

La barbarie avait été poussée contre cet ennemi du réformateur jusqu'à lui refuser un avocat, sous prétexte qu'il en était indigne. Le supplice fut court pour Servet ; il dure toujours pour Calvin. Le crime pèse sur son âme devant Dieu, et sur sa mémoire devant les hommes. Et cela est juste. Car s'il y eut de la conviction dans la conduite du docteur de Genève, il y eut autant d'orgueil caché et de sourde vengeance. « De tous mes vices, disait-il, le plus difficile à extirper, c'est mon impatience (c'est orgueil qui est le mot propre). Je n'ai pu encore vaincre cette bête féroce. »

En le prenant dans un sens étendu , ce mot éclaire tout Calvin jusque dans ses profondeurs.

Cependant cet homme n'était pas tout à fait sans entrailles. Il avait une sorte d'attachement sévère pour ses disciples , et pour sa femme. C'était une veuve qu'il avait épousée et sur laquelle il répandit ce qu'il avait d'affection , j'ai peine à dire de tendresse.

L'affliction qu'il ressentit à la mort de cette femme est néanmoins bien pathétique en son austérité. Voici la lettre où il l'épanche :

« Je fais ce que je puis, écrit-il à Viret, pour contenir ma douleur; mes amis m'aident dans cette tâche, mais eux et moi nous gagnons bien peu de chose. J'ai perdu l'excellente compagne de ma vie, celle qui ne m'eût jamais quitté ni dans l'exil, ni dans la misère, qui n'eût pas voulu me survivre. — Adieu, que le Seigneur te conserve, toi et ta femme. »

Du reste, cet attachement grave de Calvin pour sa femme et pour ses disciples lui était rendu au centuple.

Les magistrats les plus éminents de la république partageaient l'enthousiasme que Calvin sut inspirer si longtemps. Ils veillaient sur lui avec un dévouement inquiet et une jalouse prudence.

Deux faits montrent bien leur sollicitude.

Le roi de Navarre demanda Calvin et Théodore de Bèze pour représenter le protestantisme au colloque de Poissy. Le grand conseil de Genève ne consentit pas au départ de Calvin, les sauf-conduits du roi de France ne paraissant pas une garantie suffisante.

Théodore de Bèze alla seul, mais il s'entendit sur les points principaux avec Calvin qui dirigea souverainement toute la conduite et toutes les conclusions des députés. Théodore de Bèze ne fut que l'orateur de cette conférence; Calvin en demeura le théologien.

Il y a dans les registres du conseil d'État un autre témoignage trop précieux à Calvin pour ne pas le citer ici.

On lit sur ces registres à la date du 1^{er} juin 1543 : « Le ministre Pierre Blanchet étant mort à l'hôpital pestilentiel, on ordonne aux ministres d'en envoyer un autre, en leur défendant de choisir Calvin, à cause de l'extrême besoin que l'Église et l'État ont de lui. »

Calvin, qui se présenta pour ces fonctions périlleuses, fut repoussé par la prévoyance du grand conseil.

Il justifiait cette faveur du gouvernement et du public par la plus prodigieuse activité. Il se multipliait partout, égal à toutes les tâches, à toutes les prospérités, à tous les revers de la république et de la religion. Une journée de Calvin nous paraîtrait impossible, et serait à nos épaules ce que serait à notre main une épée des croisades. Rien n'est plus incroyable et cependant rien n'est plus certain que ces fabuleux labeurs.

Il était l'un des plus concis et des plus féconds prosateurs de son siècle. Il était en même temps attentif à la doctrine, aux affaires et aux âmes. Il inspirait les pasteurs, il dirigeait le consistoire, il assistait aux séances du grand conseil, et pas une loi, pas une négociation ne se faisait sans lui. Il donnait à tout la sanction suprême de son approbation. Et au milieu

de ces soins, de ces travaux et de sa vaste correspondance avec l'Europe, il avait trois leçons de théologie par semaine et il prêchait quinze sermons par mois, plus s'il le fallait. Aussi, indépendamment de ses sermons imprimés, la bibliothèque de Genève en conserve plus de deux mille, manuscrits. Il entrecoupait tant d'occupations de prières qui le soutenaient et sans lesquelles il eût succombé peut-être. Il avait coutume, après avoir parlé debout, de composer couché, soit dans son lit, soit dessus, le matin dès cinq ou six heures, avant de monter en chaire, ou lorsqu'il en était descendu, toujours entouré de livres qu'il consultait et d'un secrétaire auquel il dictait. Nulle considération personnelle ne ralentissait ses efforts, pas même les angoisses ou les détresses de la maladie, car il souffrait de la goutte et de la pierre. Il avait l'estomac le plus débile. Il était tourmenté de migraines fréquentes, il crachait souvent le sang et une fièvre nerveuse le consumait. Il surmontait tout.

La gloire de Calvin est d'avoir possédé et exercé cette imposante dictature sans fonctions officielles. Il n'était qu'un professeur et qu'un prédicateur. Il eut cependant le pouvoir absolu. Ses titres ne lui venaient ni de la naissance, ni de l'élection, mais d'une confiance unanime dans son caractère, dans son génie, et il était tenu de les renouveler tous les jours et sans cesse dans l'abondance croissante de la pensée, de la parole, de la volonté et de l'action. Il vécut et devait mourir plus tard pape et roi.

Comment n'aurait-il pas été admiré et abhorré de

ses contemporains, selon qu'il satisfaisait ou qu'il froissait leurs convictions, leurs intérêts ou leurs passions ? La postérité ne peut se défendre non plus des impressions en apparence les plus contraires, mais les plus légitimes sur le réformateur. Elle éprouve pour lui une immense estime mêlée par moments d'une vive haine. Elle est équitable, et elle n'est point inconséquente en cela. Calvin mérite ces deux sentiments. Car ils s'adressent en lui au grand homme ou au sectaire.

Luther avait été l'agitateur de l'Église, le tribun du catholicisme ; Calvin fut un législateur, un logicien et un politique. Il fut de plus un très-éminent écrivain, l'un des plus étonnants du seizième siècle. Il se proposa une tâche limitée, précise. Le mouvement immense créé par le moine de Wittemberg, Calvin résolut de le régler. Comme il arrive toujours aux hommes de cette trempe, il entra plus de volonté encore que de génie dans son action et dans son rôle. Établi en Suisse, il y établit avec lui sa suprématie à la fois gouvernementale et religieuse. Il fit de Genève une Rome protestante. C'est de là qu'il propagea son dogme. La fortune du calvinisme fut rapide dans les États de la reine de Navarre, en Écosse, en Amérique, même en Allemagne où Luther régnait. Ce culte était trop simple pour l'Italie où il pénétra cependant. Quoique bien rigide pour la France, il y fut acclamé d'abord avec enthousiasme, sans doute, comme une transition héroïque et nécessaire.

Calvin, il est vrai, avait des prosélytes partout,

mais l'on se tromperait en pensant qu'il forma d'abord une secte distincte de celle de Luther. Les protestants de Genève et ceux de France qui adhèrent à la même confession sont appelés luthériens dans les édits de François I^{er} et de Henri II. C'est plus tard seulement, vers 1561, que Calvin fut considéré par tous comme le chef d'une nouvelle phase de la réforme.

Indépendamment de ce qu'il eut une autre zone de territoire, les différences entre lui et Luther se marquèrent de plus en plus.

Il se rallia sur la grande question de l'eucharistie aux sacramentaires. Il se sépara de Luther qui, conservant à ces paroles : *Ceci est mon corps*, une signification littérale, soutenait que le Christ est substantiellement présent dans le sacrement de la Cène. Il se réunit à Carlostadt et à Zwingle, qui symbolisaient les mêmes paroles et qui croyaient la Cène une simple commémoration de celle de Jésus-Christ avec ses disciples.

Calvin ne s'arrêta pas aux superficies. Il approfondit sans ménagements son radicalisme contre la messe, contre l'adoration des saints, contre la hiérarchie épiscopale. Il retrancha les cérémonies, les pompes, les spectacles pieux. Il s'appliqua stoïquement à rendre le culte nu et froid, afin de le rendre, selon lui, plus digne de l'intelligence, plus spiritualiste, en l'affranchissant des illusions des sens et des enivrements de l'imagination. Il méprisait les arts. Il donna, comme dit Bossuet, un nouveau tour à la réforme. Il la fit triste à son exemple.

Calvin avait le corps courbé par les fatigues innombrables de sa vie et par son habitude de se pencher, soit pour lire ou pour écrire, soit pour méditer.

Il était d'une taille moyenne, d'une complexion maigre et d'un teint fort pâle.

Son portrait est curieux et intéressant. Il rappelle par plus d'une affinité Richelieu, comme le portrait de Luther, Mirabeau. Les âmes pareilles semblent sculpter ainsi du dedans les mêmes figures ou plutôt les mêmes physionomies.

Le front de Calvin est serré, ses joues minces, son menton effilé. Il y a de l'économie dans la formation de cette tête étrange. Tout se retire, se masse, se concentre, rien ne s'épanouit, n'éclate, ne déborde. Le cerveau ferme se replie sur lui-même; on devine un nœud intérieur. Le nez est long et menaçant, l'œil fatal, aigu, les sourcils droits et coupants. C'est un visage tranchant et perçant qui rappelle la hache ou le couteau, et dont la barbe, les moustaches, les cheveux, les regards se terminent en pointe comme un poignard.

Ce portrait est bien Calvin, il est un peu Richelieu. Ils ont tous des masques étriqués, terribles, ces esprits altiers qui se préoccupent du bûcher, de l'échafaud ou du billot, pour les transformer en institutions et qui songent plus à la sanction sanguinaire de la loi qu'à la loi elle-même.

Le bonheur de Luther et de Calvin fut d'avoir l'un Mélanchthon, l'autre Théodore de Bèze pour coopérateurs. Les toiles qui les retracent, œuvres des maîtres du seizième siècle, sont vraiment parlantes

et ne me paraissent pas les documents les moins précieux de l'histoire.

Mélancthon est une des plus expressives figures de l'humanité. Il fut l'ami de Luther, il fut le disciple de Platon et du Christ. On pourrait l'appeler un Fénelon protestant. On ne s'imagine pas à quel point il mérite ce surnom.

Les traits de Mélancthon et ceux de Fénelon se ressemblent autant que leur génie. Mélancthon a les cheveux longs d'un apôtre. Ils retombent par derrière en boucles naturelles. Son front est labouré par les travaux de la théologie et par les combats de la foi. Ses yeux lancent un feu doux et ses lèvres délicates donnent à l'allemand la suavité du grec. C'est l'abeille de la réforme. Philippe Mélancthon compose son miel des fleurs de l'antiquité profane et de l'antiquité biblique. Il n'est pas moins d'Athènes que de Jérusalem. Il sait le Thééthète autant que les épîtres de saint Paul, et il cite l'Odyssée après l'Évangile.

C'est un Fénelon germanique avec plus d'érudition et moins de grâce. Ce n'est pas un Fénelon grand seigneur, un Fénelon de cour, c'est un Fénelon populaire, un Fénelon d'université, plein de modestie et aussi versé dans les belles-lettres que dans les saintes lettres. Mélancthon étaya Luther de sa science et l'assouplit de toute l'huile de son âme. Il le vulgarisa par la persuasion. Il supprima les bouffonneries bonnes peut-être en plein vent, et il substitua l'amour à la haine. Il fit pénétrer par l'onction une doctrine que Luther faisait retentir par l'élo-

quence, par le sarcasme et par toutes les foudres de la colère.

A l'exemple de Luther et comme tous les grands réformateurs, Mélanchthon s'était marié. Il entremêlait avec une bonhomie touchante ses devoirs de père et de pasteur. Il lui arrivait de rester des heures entières à bercer ses enfants, un Homère à la main. Quand les cris des pauvres petits se faisaient entendre, Mélanchthon interrompait sa lecture ou ses rêveries, puis, par des chants qu'il savait rendre semblables à ceux des nourrices, il apaisait ces faibles et chères créatures.

Théodore de Bèze était autre. Plus il différait de Mélanchthon, plus il était analogue à Calvin. Il avait le front dur comme le double airain d'une cuirasse. Les balles s'y seraient émoussées. Les pommettes des joues sortaient et se détachaient du visage. Les yeux jetaient des regards d'acier; le nez avait des inflexions singulières de ruse et de circonspection. La bouche, entre les moustaches et la longue barbe, révélait seule un orateur. Cette figure de sectaire n'était pas sans souplesse de diplomate.

Bèze est le Mélanchthon de Calvin, mais un Mélanchthon aiguisé, négociateur, moins philosophique, moins évangélique et plus organisateur que le Mélanchthon allemand. Bèze répandra aussi Calvin. Ils sont tous les deux des hommes politiques au même degré que Luther et Mélanchthon étaient des hommes d'idées. A défaut de l'histoire, la peinture et la gravure raconteraient Calvin et Bèze. Comme ils ont l'un et l'autre la figure prudente! Ce sont

bien plus des conservateurs que des novateurs. Leur point d'arrêt est beaucoup plus fort que leur élan. Ils consentent à détruire, mais sans entraînement, avec une âpre combinaison, avec une arrière-pensée invincible, et à la condition inébranlable de fonder.

La capitale de Calvin fut celle de Bèze. Genève eut bientôt le prestige d'une Rome du calvinisme. On y accourait comme à la source de la lumière. Elle était le foyer ardent de la doctrine. Il n'était pas sans danger d'aller allumer son âme à ces feux de l'hérésie. Malheur surtout à ceux qui rapportaient au retour le livre de l'*Institution chrétienne* ou la version française de la Bible, ou le Psautier de Marot ! Les uns étaient plongés dans des cachots mortels, les autres pendus, les autres brûlés, les autres roués vifs, et, s'il s'y mêlait un soupçon de révolte contre la souveraineté temporelle, le prisonnier était ceint en dérision d'une couronne de fer rouge, avant-goût infernal du supplice !

Tels furent, dans les premiers temps, les dangers qui assaillaient les néophytes protestants.

Malgré les atroces persécutions, le charme des idées nouvelles était le plus fort. Les prosélytes venaient en foule.

Mélancthon et Bèze furent la conciliation d'une religion dont Luther et Calvin étaient l'autorité. Ils attirèrent au protestantisme autant de partisans que leurs maîtres en conquirent.

LIVRE DEUXIÈME

Le catholicisme s'émeut. — Le pape, l'Espagne et l'inquisition. — François I^{er} traite avec les hérétiques d'Allemagne et il brûle les hérétiques de France. — Massacre des Vaudois. — Mérindol, Cabrières, la Côte incendiées. — Le baron de La Garde, le baron d'Oppède, l'avocat général Guérin. — Genève, asile des fugitifs. — Paroles de Calvin. — François I^{er} s'amuse, lit Rabelais et ne lit point l'Institution chrétienne. — La cour, les dames, les cardinaux. — Luxe prodigieux du roi. — Anne de Montmorency. — Marguerite, sœur de François I^{er}. — Briçonnet, évêque de Meaux. — Renée, duchesse de Ferrare. — Henri II. — Catherine de Médicis. — Diane de Poitiers. — Les martyrs. — M. de Berquin. — Une jeune fille de Flandre. — Étienne Dolet. — Adam Wallace. — Morel, précepteur d'Agrippa d'Aubigné.

Rome, d'abord étonnée et dédaigneuse, tant qu'elle ne se crut pas sérieusement attaquée, était sortie de son repos. Elle s'emporta aux violences. Elle ne songea plus à persuader, à convaincre. Elle se permit le meurtre et elle l'ordonna. Elle organisa les supplices. Le roi catholique devint l'exécuteur des vengeances sacerdotales.

L'inquisition fut instituée par delà les Alpes, les Pyrénées et les mers, en Espagne, en Portugal, en Italie, et dans les colonies lointaines. Le sang inonda les deux mondes, le monde ancien, et le monde nouveau que le génie de Colomb avait deviné, que son héroïsme avait découvert. Les cocotiers de l'Amérique portèrent comme des fruits, ainsi que les chênes de

l'Europe, des cadavres humains. Au delà, en deçà de l'Océan, le même fanatisme poussait aux mêmes barbaries.

La France, qui devait rejeter l'inquisition, ne fut pas pure de ces forfaits.

La persécution commença à sévir sous François I^{er}. Le cœur de ce prince cependant ne manquait pas de générosité, ni son esprit de lumières. Mais sa politique était perverse. D'un côté, il brûlait les hérétiques pour faire acte de foi et pour plaire au pape ; d'un autre côté, pour ne pas mécontenter les princes d'Allemagne, ses alliés, il déshonorait les pauvres dissidents, qu'il décimait en les accusant d'être des rebelles.

De tous les attentats qui pèsent sur la mémoire de François I^{er}, le plus lourd et le plus abominable fut certainement le massacre des Vaudois.

Ce massacre n'était pas sans précédents tragiques dans notre histoire.

La guerre des Albigeois, où la croix fut trempée de sang et de larmes, avait frappé de terreur l'imagination des peuples.

L'égorgement des Vaudois rappela ces premières hécatombes et fut comme le prélude des grands troubles religieux qui signalèrent les règnes agités de Henri II et de ses fils.

Les Vaudois se rattachaient aux intrépides sectaires du treizième siècle. Ils formaient plusieurs colonies paisibles en Provence. Précurseurs de Luther et de Calvin, ils avaient l'antiquité de l'hérésie. Leur territoire s'étendait depuis les hautes Alpes

jusqu'aux environs d'Aix et de la fontaine de Vaucluse. Ils menaient dans les vallées et sur les montagnes une vie pastorale et agricole. Ils avaient quarante villages et trois villes : la Côte, Cabrières, Mérindol.

Ces paisibles populations ne demandaient qu'à travailler et à servir Dieu à leur manière.

Cette liberté leur fut refusée. Leur crime était irrémissible. N'étaient-ils pas les aînés des luthériens et des calvinistes ?

François I^{er} avait vieilli. Les souffrances de son corps avaient énérvé son intelligence. En proie, depuis plusieurs années, à un mal incurable, le roi, malgré ses alliances fréquentes avec les protestants d'Allemagne et avec Soliman, était plus accessible aux remords, aux superstitions, aux inexorables conseils. Les tolérances de sa jeunesse pour les protestants étaient oubliées. Il ne consultait plus sa sœur, la bonne reine de Navarre. Il écoutait surtout le cardinal de Tournon, qui le pressait de se racheter de l'enfer par l'immolation de l'hérésie.

Ce fut dans ces conjonctures que Jean Meynier, baron d'Oppède, premier président du parlement d'Aix, sollicita du roi l'ordre d'exécuter un arrêt rendu par sa compagnie. Cet arrêt, qui condamnait les hérétiques à l'extermination, fut présenté de nouveau à François I^{er}, et le cardinal de Tournon obtint de son maître un assentiment. Le baron d'Oppède insistait sur la nécessité de punir des sectaires auxquels il attribuait faussement l'intention de s'emparer de Marseille. Le roi enjoignit donc d'appli-

quer l'arrêt et d'extirper du pays de Provence ces séditeux.

D'Oppède communiqua les lettres du roi au parlement. Il s'entendit avec l'avocat général Guérin, un autre scélérat en toge, et avec Paulin, baron de La Garde, qui commandait les troupes de la province, le même intrigant, sans foi ni loi, qui avait ménagé des rapprochements entre le sultan et François I^{er}. Ces trois chefs partirent d'Aix à la tête de six mille soldats, auxquels se joignirent les gardes du vice-légat d'Avignon.

Mérindol fut investie, brûlée et saccagée, puis Cabrières, puis la Côte. Trente villages furent incendiés. Ceux qui se trompaient en récitant le *Pater* et l'*Avé* étaient arquebusés. Des filles de huit ans furent violées dans les bras de leurs mères. Hommes, vierges, enfants, vieillards, furent passés par les armes. Les femmes enceintes même ne furent pas épargnées. Quand elles se réfugiaient dans les granges pleines de paille et de foin, le feu y était mis aussitôt, et celles qui tentaient de fuir étaient repoussées dans les flammes à coups de pique. Beaucoup de ces malheureux Vaudois pénétrèrent dans les cavernes des forêts et des montagnes. Ils y furent poursuivis et enfumés. Ce fut une chasse furieuse. La plupart de ceux qui échappaient à la rage des trois chefs catholiques succombaient à la fatigue, à l'effroi, à la faim. Il était défendu, sous peine de mort, d'offrir un abri ou du pain aux victimes. Plus de vingt mille Vaudois périrent dans cette expédition, conduite par le baron de La Garde, le baron d'Oppède et l'avocat

général Guérin. Ces hommes, marqués d'un sceau fatal et réservés à la vengeance du ciel, donnèrent leurs ordres impitoyables non loin de la fontaine de Vaucluse, près de ces bords sacrés où verdit le laurier de Pétrarque et où le poète divin avait chanté.

Tout ce qui survécut chercha un asile en Suisse. C'était la terre de l'hérésie. Genève, la métropole du calvinisme, comme Augsbourg l'était du luthéranisme, fut inondée de fugitifs. On se les disputait à leur entrée dans la ville. On écoutait avec horreur le récit de tant de crimes. Les cheveux se dressaient sur la tête à l'aspect de ces fantômes pâles, couverts de blessures, épuisés de fatigues, brisés de douleurs, les derniers de leur race. On s'empressait autour d'eux, afin de les encourager, de les secourir, de les consoler. La pitié attendrissait tous les cœurs pour ces frères traqués comme des bêtes fauves, et l'indignation montait contre les oppresseurs vers le Dieu des armées.

Quand on annonça ce grand désastre à Calvin, il avait prêché deux heures et il descendait tout en sueur les degrés de cette sombre chaire que tout voyageur connaît. Le réformateur se fit répéter la terrible nouvelle, puis, blanc comme un linceul, il s'appuya sur la rampe, trempé d'une seconde sueur, d'une sueur froide d'agonie. Bèze s'étant précipité vers lui avec inquiétude, Calvin se remit aussitôt et dit : « Bénissons le Seigneur. Chacun de nous qui sommes les confesseurs de la vérité lui vaudra mille prosélytes et chacun de ces martyrs, dix mille. »

François I^{er}, pourtant, était éclairé et n'avait aucun penchant soit à la scolastique, soit à la cruauté. Mais il avait toutes les fatuités et tous les vices d'un roi de naissance. Il aurait donné au besoin la théologie entière pour une nuit d'amour, et il s'inquiétait peu de la ruine de quelques populations pauvres qu'on lui représentait comme aussi turbulentes qu'hérétiques.

S'il eût été moins superbe, moins distrait, plus appliqué, le roi aurait pu facilement s'instruire. Dès 1535, Calvin, dans son livre de l'*Institution chrétienne*, avait exposé sa doctrine, qui était celle des hérétiques français, et il les avait absous de toute tendance à l'anabaptisme et à la révolte. Il avait peint leurs malheurs avec une indignation contenue dont la réserve même redoublait l'énergie. Ce livre lancé comme une flèche au cœur du roi s'émoussa et ne pénétra point. François I^{er} feuilletait Rabelais, il s'amusait au rire de ce grand moqueur, l'ami des cardinaux; il applaudissait à la verve bachique de ce moine, qui avait fait du matérialisme une épopée, et qui, sans que son siècle s'en doutât, étouffait dans la fange les prêtres qu'il charmaient et les princes qu'il enivrait. Oui, le roi de France lisait Rabelais, mais il ne lisait pas Calvin. Les éloquents réclames du réformateur ne furent entendues que des victimes. Les juges, soit indifférence, soit prévention, restèrent sourds.

N'est-il pas remarquable que les persécutions partirent presque toujours de voluptueux couronnés et des maîtresses de ces voluptueux, comme s'ils eussent

voulu par des fournées de martyrs acheter le beau droit de pécher en conscience?

François I^{er} fut l'un de ces sardanapales orthodoxes. Son épicurisme gigantesque devint même un développement de la monarchie et son luxe une des grandeurs de la France.

Ce n'était rien d'avoir pour maisons Saint-Germain, le Louvre, Chambord et Fontainebleau ; il les orna de meubles magnifiques. Il eut des tapis d'Orient, des tentures dont une seule coûta vingt mille écus. Il remplit d'orchestres pour ses messes les chapelles, pour ses bals les galeries. Il prodigua les statues, les tableaux dans les alcôves, dans les chambres, dans les salons ; et tous les arts, la musique, la sculpture, la peinture, l'architecture, fleurirent à la fois.

Les parcs valaient les palais. Les sources y jaillissaient entre les étangs et les canaux. Les grands bois, plantés d'arbres centenaires, avaient les aspects les plus sauvages et les retraites les plus riantes. Les contrastes y abondaient. Ils versaient les lumières et les ombres, les bruits et les silences. La transparence mobile de leurs eaux vives frissonnait sous le murmure des branches. Chaque jour ces solitudes étaient charmées par des promenades d'amour ou troublées par le piétinement des chevaux, par la fureur des chiens et des hommes, par l'effroi, les blessures et la mort des daims et des cerfs, par les cris et par les fanfares des chasseurs.

Pendant les rendez-vous secrets et les expéditions meurtrières, les cuisines immenses allumaient leurs feux et jetaient leurs flammes. Elles préparaient

des festins prodigieux qui inspirèrent sans doute le bouffon homérique du pantagruélisme, le curé de Meudon.

Il y avait la table du roi, la table du grand maître, la table du grand chambellan, la table des gentils-hommes de la chambre et vingt autres tables admirablement servies. Le miracle, c'est que ces tables se dressaient hors du palais avec la même régularité que dans le palais, tantôt dans les parties de plaisir rapprochées ou lointaines, tantôt en voyage, tantôt dans les champs et tantôt dans les camps. Les cuisines du roi étaient partout où était le roi, jamais amoindries et toujours triomphantes des mêmes prodiges et des mêmes recherches.

Le roi pouvait donc en tous temps et en tous lieux traiter sa cour. Elle était nombreuse et brillante. Il était sans cesse entouré de princes, de seigneurs, de généraux, de diplomates, de secrétaires d'État. La cour de François I^{er} absorba le royaume. Tout s'y réglait et s'y déréglait. Les fautes y étaient excusées aussitôt que commises. Les cardinaux étaient l'absolution de cette cour éclatante comme les dames en étaient l'ivresse.

François I^{er} distinguait et honorait le groupe particulier des cardinaux dans son grand cortège des jours de cérémonie. Aux processions, il avait jusqu'à vingt de ces prélats tous revêtus de leurs robes rouges et des plus beaux noms de la noblesse européenne. C'étaient le cardinal d'York, le cardinal de Trivulce, le cardinal de Ferrare, parfois ; et habituellement, le cardinal de Bourbon, le cardinal de Lorraine,

le cardinal-légat Duprat, le cardinal d'Amboise, le cardinal Le Veneur, les cardinaux de Gramont, d'Armagnac, de Tournon, de Givry, d'Annebaut, de Châtillon, du Bellay, de Lenoncourt et quelques autres encore. Ils n'ajoutaient pas seulement leur pompe aux pompes de la royauté ; ils étaient ses négociateurs auprès du pape et auprès d'elle les représentants du saint-père. Du milieu des désordres et des vices, ils donnaient leur bénédiction aux pécheurs, et ils promettaient le ciel, pourvu que l'on favorisât Rome et que l'on brûlât les protestants.

Les dames étaient leurs meilleurs auxiliaires. François I^{er} ne voyait qu'elles. Avant et après ses guerres, il n'avait pas deux passions, il n'en avait qu'une. Il avait multiplié les dames à sa cour en y créant pour elles de nouvelles charges et de nouvelles pensions. Il allait de l'une à l'autre, quoiqu'il eût une maîtresse en titre, un confesseur et des cardinaux pour témoins. Les plus sévères pardonnaient, les autres approuvaient. A de certaines conditions, tout était possible, facile même.

Il se passait, à mots couverts ou tacitement, entre une maîtresse charmante, un monarque aimable et de savants prélats, un marché de libertinage, de superstition et de sang.

Dès lors, le roi écoutait les dames (car les femmes priaient les rois, comme plus tard, selon Jeanne d'Albret, elles prièrent les hommes), le roi écoutait les dames pour se perdre avec elles, et les cardinaux pour sauver son âme aux dépens des pauvres hérétiques.

Le contraste de ces persécuteurs corrompus et de ces persécutés austères, de ces amours payées par des bûchers, n'est-il pas navrant ?

Il y avait auprès de François I^{er} un homme qui manqua une belle tâche, celle d'incliner son maître à la clémence envers les novateurs. Il eut, dit-on, la pensée de ce rôle, non pour plaire à Dieu ; mais pour contrecarrer le cardinal de Tournon et la duchesse d'Étampes, ses ennemis. Cet homme était Anne de Montmorency. Il était filleul d'une grande reine, de la première femme de Louis XII. Il était né à Chantilly, de ce Matthieu de Montmorency qui, avec la famille de Coligny, marchait à la tête de la haute noblesse ; car la branche cadette de la maison de Lorraine ne s'était pas encore enracinée en France.

Le goût et le calcul d'Anne de Montmorency fut de s'attacher au comte d'Angoulême dont il pressentait les destinées. Il l'aima, et en fut aimé, malgré le contraste et peut-être à cause du contraste de leur nature, de leurs facultés, de leurs passions. Ils étaient braves tous les deux ; mais Montmorency, froid, compassé, méthodique, agressif, semblait communiquer, par ses différences mêmes, plus d'éclat aux grâces vives, à l'entrain, à l'ardeur, aux courtoisies du comte.

Dès que ce hardi et brillant gentilhomme, ainsi qu'il s'appelait, fut devenu roi sous le nom de François I^{er}, il combla Montmorency. Il lui offrit toutes les occasions de se signaler. Il l'éleva de grade en grade jusqu'au sommet de toute hiérarchie politique et militaire. Il le fit successivement maréchal, grand maître et connétable. Accablé d'honneurs, chevalier des

ordres de Saint-Michel et de la Jarretière, Montmorency eut, au-dessus de tous ses titres, la réalité du pouvoir. Il fut premier ministre. Comme maréchal, il porta la prudence, la temporisation dans la guerre; comme grand maître, l'ordre extérieur, sinon la vertu, dans les résidences royales; comme connétable, la discipline dans les armées; comme administrateur enfin, la ponctualité dans les affaires. Il était craint partout. Jamais l'aristocratie française ne subit un pareil censeur. On le nommait le Caton de la cour. Les châteaux du monarque en furent attristés. Il gourmanda les jeunes seigneurs avec acrimonie. Il intimida les femmes et les ploya, non pas aux mœurs, mais au décorum. D'aussi loin que les courtisans et les dames apercevaient le grand maître intraitable, ils s'éclipsaient ou se composaient une attitude. François I^{er}, au contraire, répandait la joie et troublait, par sa bonne humeur, le despotisme de Montmorency. Un jour que le terrible grand maître était moins morose que de coutume, l'un des gentilshommes de sa familiarité lui dit, au milieu d'un groupe doré, qu'il leur inspirait à tous plus de retenue que le roi lui-même. « Sans doute, répondit le grand maître, car lorsque sa bonté vous invite à oublier le respect, mon devoir est de vous y rappeler. »

Indépendamment de ces grandes charges, Montmorency en avait une autre, celle de favori. Sous cette austérité, il y avait un courtisan dont le dévouement ennobliissait, il est vrai, les complaisances et dont l'adulation échappait à la bassesse par la brusquerie.

Son mariage avec Madeleine de Savoie accrut encore son influence. Bien que le père de la princesse ne fût que le frère bâtard de Louise de Savoie, mère de François I^{er}, les Montmorency étaient flattés et heureux d'une union qui les rapprochait tant de la maison royale. On surprend cette joie au vif dans une lettre écrite au sénéchal de Poitou, André de Vivonne, par le vieux Matthieu de Montmorency :

« Monsieur mon compagnon,

« Je vous ay bien voulu advertir comment hier furent faictes en cette ville de Paris les nopces de mon fils Anne de Montmorency avecques la fille de messire René de Savoie, comme vous seavez qu'elles avaient été accordées. Le tout s'est passé avec force magnificences et principalement avec un grand honneur et contentement pour moy et mon fils. Le roy m'a dit par deux fois qu'il se repentait de ne vous avoir fait envoyer quérir pour vous trouver aux nopces, afin de nous y faire danser, vous et moy, avecques nos blanches barbes, et ayder à mener le bal. Je croy que vous serez bien ayse de la bonne fortune de mon fils, comme je la désirerais possible à vos enfants.

« Votre meilleur et plus fidèle compagnon,
à vous servir,

« MONTMORENCY. »

Par ce mariage, en effet, Anne de Montmorency devenait neveu de Louise de Savoie, et cousin germain du roi. Son crédit s'en redoubla, et certes, s'il eût voulu alors, comme on l'a imaginé sans preuves.

appuyer la cause non pas de l'hérésie, mais de la tolérance, il l'aurait pu avec efficacité. Il est bien avéré qu'il ne le voulut pas. Au lieu de combattre par la modération le cardinal de Tournon et la duchesse d'Étampes, Montmorency poursuivit de son mépris les doctrines de Calvin et les mansuétudes de Marguerite, sœur du roi. Il osa même dénoncer cette princesse à François I^{er}; mais le roi lui répondit : « Ne parlons point de celle-là ; elle m'aime trop pour croire autrement que moi et pour être d'une religion si funeste à mon État. »

La douceur n'eût peut-être pas maintenu Montmorency au pouvoir ; elle ne l'eût pas, du moins, plus perdu que les rigueurs, puisque les rigueurs ne l'empêchèrent pas de subir la disgrâce des sept dernières années de François I^{er}, après une faveur des vingt-sept premières années du règne de ce monarque.

Les opprimés eurent heureusement à la cour une princesse plus propice que le connétable, et qui fut leur bon génie en même temps que celui de François I^{er}. C'était Marguerite de Valois.

Elle avait une grande intelligence qui s'intéressait aux tentatives des réformés et une bonté active qui la rendait sensible à leurs souffrances. Elle était infatigable à les protéger. Marguerite eut souvent l'autorité de ses intentions généreuses. Elle exerçait une grande influence sur son frère, qui l'appelait sa mignonne et la *Marguerite des marguerites*. Elle méritait toute la tendresse du roi par la sienne et par les dons qui brillaient en elle. Son charme était irrésistible. Elle avait l'esprit gaulois-et

les manières royales. Sa conversation était un mélange de gaieté piquante, de convenance enjouée, et, quand il le fallait, de haute raison.

Elle avait le goût des idées sérieuses et des hommes supérieurs.

Ses valets de chambre étaient des poètes et des philosophes. On remarquait parmi eux Bonaventure Desperriers et Clément Marot, ce qui faisait dire que l'appartement privé de cette princesse était un Parnasse.

François I^{er} éprouvait pour elle une affection profonde, mêlée d'un attrait indéfinissable. Il était trompé par ses maîtresses et par ses ministres; Marguerite seule ne le trompait pas. Ses courtisans l'aimaient tous, les uns pour avoir de l'argent, les autres pour obtenir des commandements militaires, ceux-ci pour des gouvernements de provinces, ceux-là pour des évêchés, tous pour une passion ou pour un intérêt. Les femmes qui lui semblaient le plus dévouées l'aimaient pour la vanité, ou pour le pouvoir, ou pour les présents, ou pour le plaisir. Marguerite ne l'aimait que pour lui-même. Elle l'aimait pour l'aimer.

Cet emportement d'amitié de la sœur pour le frère a même paru suspect à plusieurs. Certes, l'historien ne doit pas rechercher les énigmes de scandale; il ne doit pas les fuir non plus. Non, l'historien ne recule devant aucun problème. Sa tristesse est de flétrir, mais sa joie est de réhabiliter.

Or, ici, la tâche est facile. Marguerite, si son sentiment eût été coupable, l'aurait caché. Au contraire, elle s'en pare toujours, le laissant éclater devant le

monde, en présence, soit de son premier, soit de son second mari. L'accusation est si injuste, qu'il faut non-seulement ne pas blâmer Marguerite, mais la louer d'un attachement qui ennoblit tant l'âme de François I^{er}. Cet attachement était pour lui un sommet lumineux qu'il gravissait pour se retremper dans un air meilleur. Les souillures du roi tombaient peu à peu. Il parlait avec sa sœur d'art, de poésie, de guerre, de gouvernement, de religion même, et sa dissolution native s'effaçait dans une liberté décente. Marguerite était toute la chasteté de son frère, sa seule affection de femme qui fût exempte de remords. Et Marguerite qui, par le seul attrait de sa vertu, corrigeait le vice chez son frère, le sauva vraisemblablement du crime. Sans elle, que serait devenu ce prince? Qu'on songe à ses descendants. Qu'on se souvienne surtout de Henri VIII. Plus soldat et moins théologien, François I^{er} était aussi voluptueux. Jusqu'où ne serait-il pas allé, sans l'ascendant de Marguerite? Qui oserait dire qu'il n'aurait pas été aussi loin que son émule de Windsor et que ses propres petits-fils? Qui sait si les débauches ne l'auraient pas plongé, lui aussi, dans les férociétés?

Il fut préservé peut-être par ses instincts naturels, peut-être par le souvenir de Louis XII, peut-être par cette chevalerie de cœur qu'il porta jusque dans ses excès; il le fut surtout par l'aimable sagesse de Marguerite. Cette princesse dominait avec d'autant plus d'empire qu'elle ne voulait pas dominer. Elle n'était préoccupée que d'aimer. C'était le siècle des devises, et Marguerite excellait à les inventer. Elle en avait

composé une pour elle qui peint bien toutes les sollicitudes de son amitié fraternelle. Elle avait fait graver partout dans ses demeures et sur ses cachets à côté de ses armes une fleur de souci qui regardait le soleil, avec ces mots : *Non inferiora secutus*.

Marguerite aimait donc plus que tout son frère François, ce qui ne l'empêchait pas d'être dévouée pour son premier mari, le duc d'Alençon, excepté lorsqu'il eut lâché pied à la bataille de Pavie ; ni d'être charmante pour son second mari, Henri d'Albret, le grand-père de Henri IV. Mais François n'avait pas de rival dans son cœur. Après la petite Jeanne, sa fille, elle le préférait à tous. Il était pour elle l'idéal du chevalier, du héros et du roi. Le voir, l'entendre, vivre près de lui dans toutes ses maisons, l'accompagner dans ses résidences de Saint-Germain, de Fontainebleau, de Chambord, tels étaient les bonheurs de Marguerite. Une prison lui eût été douce avec son frère. Elle sollicita la faveur de partager la captivité de Madrid. Trompée dans ses désirs, elle obtint du moins de faire un voyage en Espagne, et elle trouva des paroles qui amollirent les sévérités de Charles-Quint.

Marguerite, dès l'enfance, ressemblait à François 1^{er}. Les contemporains remarquent avec étonnement que cette ressemblance alla toujours croissant, comme si l'amour fraternel eût achevé l'ébauche de la nature, comme si, à force d'admiration vive, l'âme de Marguerite eût modelé du dedans ses traits à l'imitation de ceux du roi. Elle garda seulement une délicatesse et une honnêteté de physionomie qui la dis-

tinguaient singulièrement de François I^{er}. Ce qu'il avait en esprit dans les contours du front, elle l'avait en intelligence; ce qu'il avait dans les yeux en cynisme, elle l'avait en sentiment; ce qu'il avait en volupté dans la bouche, elle l'avait en tendresse et en grâce.

Princesse vraiment séduisante par la naïveté, le naturel, la bonté, facile aux impressions contraires, aux goûts presque inconciliables! Alors qu'elle méditait assidûment la Bible et saint Paul, qu'elle frayait par élan de logique, par ampleur de raison, le monde au protestantisme et à la philosophie, elle lisait Bocace, elle composait l'*Heptaméron*, afin de se rapprocher de son frère autant qu'elle le pouvait, afin de transporter dans cette œuvre, en les purifiant un peu quoique en les caressant, les faiblesses du roi et du temps.

Du reste, au milieu de ses loisirs frivoles, ce qui fait la vertu de Marguerite, c'est qu'elle eut une passion générale. Elle, la grande princesse, la femme privilégiée, elle ne s'enveloppa point des ténèbres du passé et elle ne s'obstina pas à dormir sur l'oreiller de la tradition. Elle ouvrit les yeux à la première aurore des idées nouvelles. Elle les accueillit avec étonnement d'abord, puis avec enthousiasme. Elle crut à la sainteté de l'avenir. Dieu souffle où il veut. Il eut certainement ses intentions secrètes en suscitant cette princesse, dont le rôle n'a pas été assez compris, parce qu'il s'enfonce dans les origines de la réforme.

Les choses allèrent lentement et par degrés. La

noble et spirituelle Marguerite commença par encourager les métiers, les arts, les sciences et les lettres.

Elle favorisa les négociants florentins qui, pour échapper au pillage des condottieri et à la vengeance des Médicis, s'établirent à Lyon sous ses auspices et y firent fleurir la fabrication des soieries, cette branche toujours féconde de notre industrie nationale.

Elle ne se borna pas à si peu.

Tout en jouant, c'était la mode, avec la moqueuse muse de Marot, avec la prodigieuse verve lyrique et burlesque de Rabelais, Marguerite encouragea les peintres, les sculpteurs, les architectes, Jean Bullant, Philibert Delorme, Pierre Lescot, Jean Cousin, Jean Goujon et Jean Clouet. Elle correspondit avec Érasme et inspira les frères du Bellay, ces grands seigneurs diplomates. Elle environna d'une sympathie plus vive encore les philologues, les érudits, les humanistes dont les hardiesses philosophiques s'harmoniaient avec les hardiesses luthériennes.

La réforme, par ses tendances généreuses, souriait aux plus hautes intelligences du royaume. Elle s'insinua successivement à la cour et dans le haut clergé.

Marguerite, sans en adopter les formules, la propagea plus que personne.

Elle prodigua ses plus inépuisables bienveillances aux esprits protestants ou déistes. Elle les secourut et les pensionna. Elle traita avec une distinction particulière Guillaume Budé, Jacques Lefèvre d'Étaples, Guillaume Cop, médecin de François I^{er} les grands

imprimeurs Robert et Henri Estienne, Girard Roussel, Farel et Berquin, tous savants suspects d'hérésie. Le plus éminent des hôtes de Marguerite fut Calvin. Jeune encore, dès ses premiers entretiens avec cette princesse, il donnait au protestantisme un dogme plus hardi dans un sermon où il excluait la présence réelle de l'Eucharistie, et qu'osa prêcher aux Mathurins, le jour de la Toussaint, le recteur de l'université, Nicolas Cop, fils du médecin du roi.

Tous ces ardents courages, attaqués par le cardinal de Tournon et par le chancelier Duprat auprès de François I^{er}, furent défendus par Marguerite. Accusée elle-même par la Sorbonne et par le connétable de Montmorency, elle pria toujours pour ses protestants. Bien qu'elle ne parvint pas souvent à les sauver, elle ne leur fit pas défaut. Son dévouement ne se lassa pas plus que la haine des catholiques. Pendant que Renée de France recevait les proscrits sous les pins de son duché de Ferrare, pendant que Briçonnet, l'héroïque prélat de Meaux, les recueillait au fond de son palais épiscopal et des ténébreuses charmilles de son jardin, Marguerite, elle, les abritait à l'ombre des montagnes, parmi les anses du Gave, sous les grands chênes de son parc, entre les murs inviolables de son château de Béarn et de ses autres demeures.

Je voudrais graver ici dans la reconnaissance des générations la mémoire de l'évêque de Meaux et de la duchesse de Ferrare à la même profondeur que la mémoire de Marguerite. Car c'est un devoir d'ho-

norer les grands caractères qui se sont associés aux desseins de Dieu, en accueillant les idées nouvelles et en affranchissant l'esprit humain. Tel fut le glorieux rôle de Renée de France, de Briçonnet et de Marguerite. La pourpre du cardinal-évêque et l'hermine des princesses s'interposèrent plus d'une fois avec autorité entre les protestants et les bûchers.

Mais hélas ! l'ignorance était trop aveugle et trop sourde, le fanatisme trop impitoyable. Rien ne pouvait arrêter le torrent des persécutions. Il coula sous François I^{er}, tandis que ce roi se livrait à toutes les délices, enchaîné aux charmes de madame de Chateaubriant, de madame d'Étampes et de cent autres.

Le torrent coula plus rapide et déborda sous Henri II, sans que les grands en fussent troublés. Ils chassaient, ils ourdissaient de mystérieux adultères, ils formaient d'audacieuses entreprises. Catherine de Médicis couvait d'avance dans les recoins de son âme ses desseins criminels ; la belle Diane enivrait son amant de philtres mortels, la cour de bals magiques, et les tortures alternaient avec les voluptés. Des châteaux de Henri, ou de ses propres châteaux, imités du Louvre, de Fontainebleau et de Chambord, du demi-jour de ses alcôves et de ses boudoirs parfumés, la duchesse de Valentinois précipita même et accrut ce torrent de sang humain, à force de cupidité. Elle profitait des confiscations et elle les multipliait, elle, la souveraine des cœurs, la muse des artistes et le modèle des maîtresses de rois. Je souffre de le dire, car la duchesse de Valentinois n'était pas

sans grandeur, une tache rouge reste à sa robe noire, à ce costume de deuil qui lui allait mieux qu'à d'autres leur costume de carrousel et de fête.

Oui, cette femme majestueuse et charmante dont les diamants de la couronne ornaient les cheveux, comme si elle eût été la reine, et que les bas-reliefs représentaient coiffée d'un croissant, entourée de lévriers de marbre et poursuivant un cerf aux abois; oui, cette Circé dont les vitraux, les fresques, les statues, dont les cheminées étoilées de médaillons, dont les pavés de porphyre, les mosaïques, les chapelles, retraçaient le chiffre entrelacé, symbole de son amour; oui, cette déesse de la renaissance s'enrichissait de ceux que l'on égorgeait et elle amassait les dépouilles des condamnés. Elle les recueillait, ces dépouilles, comme si elle eût été la fille des martyrs, elle qui les désignait aux bourreaux !

Je ne parlerai ici ni de l'inquisition, ni des massacres généraux, mais seulement de plusieurs morts individuelles, volontaires et saintes. Toujours la liberté de conscience eut ses martyrs. Elle les eut même dans l'antiquité. Depuis l'établissement du christianisme jusqu'aux Albigeois, beaucoup de justes se livrèrent successivement pour témoigner de leur foi. Les tyrans de l'esprit immolaient ces victimes humaines et ils étaient satisfaits. La croisade contre les Albigeois fut une tuerie en masse. Le président Magistri loue Philippe-Auguste, Simon de Montfort et saint Dominique d'avoir exterminé six cents de ces hérétiques en un seul jour.

Après cette croisade, les hommes convaincus et

déterminés ne faillirent pas à la liberté de conscience. De temps en temps le fanatisme de la cour de Rome et des gouvernements laïques protestait par des meurtres contre toute indépendance de la raison.

Quand François I^{er} parvint au trône, les derniers martyrs européens étaient deux moines augustins de Brabant, morts dans leurs cachots du supplice d'Ugolin.

Jean Le Clerc de Meaux, une petite Genève, avait eu les bras coupés avant d'être étranglé.

François I^{er} ne permit pas d'abord les auto-da-fé, dont le détournait sa sœur Marguerite. Il ne respirait d'ailleurs que la guerre et le plaisir.

Cependant par l'influence du clergé, par la pression des cours de Valladolid et de Rome, l'ermite de Livry fut brûlé vif devant le grand portail de Notre-Dame de Paris.

Un pauvre charpentier subit la même peine le lendemain dans le même lieu. Avant de monter sur les fagots, le charpentier ayant été frappé au visage par un diacre : « Mon frère, dit-il, Dieu veuille me pardonner comme je vous pardonne. » Un des tourmenteurs lui ayant crié au moment où la flamme pétillait : « Abjureras-tu devant le feu ? — Non, répondit l'ouvrier, mon patron s'appelle Christ, il me fait mépriser le feu des inquisiteurs. »

Vers la même époque douze protestants furent immolés en Suisse et en Allemagne.

Dans les vingt-huit dernières années de François I^{er}, il y eut plus de cent cinquante martyrs soit à l'étranger, soit en France.

Plusieurs moururent avec des particularités remarquables.

M. de Berquin, un seigneur de l'Artois, fut arrêté pour la troisième fois en 1529. Il avait déjà recouvré deux fois la liberté par ordre de François I^{er}.

Il persévéra dans la philosophie, malgré les menaces. Il était l'auteur d'un livre dans lequel il prouvait que ce n'était pas la Vierge mais le Saint-Esprit qu'il fallait invoquer. Il avait sur les rayons de sa bibliothèque les ouvrages de Luther et il ne s'en cachait pas. Il traduisait Érasme, et, dans des notes marginales, il avait dépassé en hardiesse ce grand esprit égoïste, si soigneux de se réfugier dans la neutralité pour se dispenser de l'héroïsme.

M. de Berquin dédaignait de feindre. Il ne portait point de masque. Il croyait au Dieu éternel et il traitait d'idolâtrie les cultes populaires.

Tant d'audace le perdit. Emprisonné encore, il fut condamné au feu. Budé, poussé par le remords, car il était un de ses juges, le supplia de se rétracter. M. de Berquin ne se laissa pas fléchir. Il justifia ses convictions et y persista. C'était, assure Badius, le meilleur de la noblesse et du conseil de François I^{er}. Il le montra dans son dernier entretien avec Budé, qui voulait le sauver au prix d'un mensonge et d'une faiblesse. M. de Berquin lui parla avec douceur, comme un gentilhomme et comme un sage : « J'aime mieux mourir en confessant Dieu, dit-il, que de vivre en le reniant. »

Il avait dans son cachot quelques dialogues de Platon. Il lut à plusieurs reprises le Phédon en

grec. Après de longues méditations sur l'immortalité de l'âme, Berquin ne se déchira pas les entrailles comme Caton, mais il s'abandonna tranquillement aux exécuteurs. Il fut bienveillant même pour eux. « Pourquoi les haïrais-je ? disait-il, ils me conduisent à la maison de mon père. »

Il fut brûlé vif sur la place de Grève (1529). Sa sérénité ne fut pas troublée un instant. Il expira en disant : « Celui qui sait tout, sait pourquoi je meurs ; cela me suffit. »

Un Anglais, allié aux Hamilton d'Écosse, essaya sa constance la veille de son auto-da-fé. Il demanda une chandelle, et il plaça dans la flamme l'un des doigts de sa main droite. Ce doigt consumé, il fit une seconde épreuve sur un autre doigt, puis il rendit grâce au Seigneur de qui vient tout courage. « Seigneur, disait-il à travers les souffrances de son martyr anticipé, sans vous je serais plus faible que la plus faible femme ; avec vous, je suis plus fort qu'un des forts d'Israël ! »

Dans une journée de 1534, où Barthélemy Milon, Nicolas Valetton, Jean du Bourg, Henri Pœsle, Étienne de La Forge, et une institutrice du nom de La Catelle furent brûlés à petit feu, les condamnés entonnèrent le *Te Deum* et le chantèrent d'une voix pieuse sur leur couche de brasier.

Qui ne serait touché jusqu'aux larmes du procès de Stephan Brun ? C'était un protestant adoré pour sa bienfaisance dans toute sa province. Interrogé avec l'appareil le plus formidable de la justice criminelle, il déploya une fermeté supérieure à toutes les

craintes d'ici-bas. Au lieu de démentir ses principes, il les développa et les glorifia devant le tribunal sinistre. Il plaignit ses juges et les excusa à cause de leur ignorance. Il les recommanda d'un accent attendri à celui qui est l'équité, mais qui est encore plus la miséricorde. Quand l'accusé eut fini, les juges se consultèrent et délibérèrent, puis ils prononcèrent une sentence de mort. Le généreux homme se leva, le visage d'une suavité ineffable et tout rayonnant de l'allégresse suprême. Le président croyant qu'il n'avait pas compris, lui répéta qu'il était condamné à la mort. « Non, reprit le martyr, dites donc à la vie. »

La semaine où fut brûlé Briard, secrétaire du cardinal du Bellay, suspect lui-même, on noya dans la Seine, à Rouen, un partisan de Calvin qui prédit du milieu des eaux « la chute du tyran que les idolâtres appellent le pape, et qui est l'Antechrist. »

A Metz, un vieillard et quatre femmes furent lapidés (1545).

Pierre Chapot fut exécuté à Paris avec cinq autres protestants. L'un d'eux, un ancien libraire, fut brûlé avec la Bible au cou. Il s'inclina vers les fagots et les baisa, puis, serrant la Bible sur son cœur, il s'écria : « O livre des livres, que j'aurais voulu multiplier partout l'univers, béni sois-tu, puisque ma cendre va être mêlée à la tienne ! Je meurs sur la foi de tes promesses qui ne trompent point. »

L'année 1546 fut mauvaise pour les huguenots.

Treize d'entre eux devant être tenaillés vifs et

consumés, une charrette qui les menait à Paris, passa par la forêt de Livry. Les condamnés, entre lesquels Pierre Le Clerc, Mangin, Michel Caillon et Thomas Honoré se faisaient remarquer par leur ferveur, ne poussaient pas un gémissement, mais ils élevaient en silence vers le ciel leurs âmes altérées de Dieu. Un paysan, touché de cette sublime résignation empreinte sur les physionomies des prisonniers, les interrogea. Convaincu par leurs paroles, il s'élança sur la charrette et se voua avec eux au même brasier, dans les mêmes transports religieux.

Une jeune fille de Flandre triompha d'une épouvantable épreuve. Les ennemis de son culte la condamnèrent à être enterrée vive, à moins qu'elle n'abjurât. Elle sourit tristement à cette condition impossible et accepta le supplice. Elle demanda seulement une heure pour se préparer. Cette heure lui ayant été accordée, elle l'employa soit à prier, soit à se vêtir. Elle peigna et parfuma ses cheveux, puis elle s'habilla de blanc, fixa un lis à sa ceinture et s'enveloppa d'un voile de fiancée couleur de sa robe et de la fleur qu'elle avait choisie. Ces soins accomplis, prête avant les bourreaux, elle marcha d'un pas lent et gracieux jusqu'à sa fosse ouverte. Là, elle fut sommée encore d'abjurer. « Non, dit-elle, que ce vil corps se marie avec la terre d'où il est venu, tandis que mon âme consommera ses noces spirituelles avec mon Sauveur qui est aux cieux. » Et se présentant pâle, mais intrépide, elle fut descendue dans sa fosse, disant et redisant cette strophe d'un des psaumes

de Marot, qui couraient alors manuscrits d'église en église :

Entends à ce que je crie,
Je te prie ;
O mon Dieu, exauce-moi !
Du bout du monde mon âme
Ne réclame
Ne réclame autre que toi !

La jeune fille continua de chanter d'une voix douce, plaintive, entrecoupée par les pelletées funèbres jusqu'à ce qu'elle fut étouffée sous l'argile.

Ainsi mouraient les vierges. C'est tout ce que pouvaient faire les hommes que de les égaler.

Cette année fut aussi la dernière d'Étienne Dolet.

Accusé d'avoir adressé, en plusieurs, villes des ballots de livres hérétiques, il fut emprisonné et interrogé. Ses réponses furent hardies et d'un libre penseur. Il fut conduit au bûcher. « J'ai toujours eu horreur des ténèbres, dit-il. Ces flammes ne me feront pas peur, puisqu'elles annoncent la lumière de Dieu, le souverain bien. » Ses ennemis pourtant l'accusèrent d'athéisme. En le tuant, ils le calomnièrent.

Dolet était imprimeur, philologue, poète, orateur et humaniste. Parmi tous les grands hommes de l'antiquité, il y en avait un dont il s'était déclaré le disciple. Cette prédilection caractérise Étienne Dolet. On pourrait, en effet, juger les hommes du seizième siècle, si amateurs de tradition, même lorsqu'ils innovaient, par leurs grands hommes analogues. C'était toujours une affinité, sinon de carac-

lère, au moins de doctrine, qui attirait un héros vers un héros, un philosophe vers un philosophe. L'idéal était un astre qui éclairait tous les horizons du monde réel.

Dolet adorait Cicéron. C'était le génie antique pour lequel il réservait son admiration la plus vive. Cette admiration seule l'absoudrait du reproche d'irréligion. Il ne mourut pas moins courageusement que son modèle, le Platon et le Démosthène de Rome. Dolet était lui-même fort éloquent. Il avait un tempérament turbulent et passionné que la musique apaisait avec plus de promptitude que la raison. Son originalité, à travers les mobilités, les terreurs et les diplomaties de la révolution dans laquelle il était emporté, fut de se montrer tout d'une pièce. Aussi, lui, qui n'aima et qui ne haït point à demi, fut aimé jusqu'au dévouement, haï jusqu'au martyre.

François I^{er}, à bout de voluptés, traînant de château en château, expira enfin à Rambouillet (1547). Ses derniers moments furent désespérés.

Diane de Poitiers chassa madame d'Étampes, son ennemie, après lui avoir repris les diamants de la couronne. Entouré de sa maîtresse et de ses favoris, le connétable de Montmorency, le duc François de Guise et le maréchal de Saint-André, Henri II redoubla les plaisirs et les supplices.

Sous ce prince, le nombre de meurtres pour cause de religion, au dedans et au dehors du royaume, fut à peu près de onze cents.

Henri II, moins éclairé que François I^{er}, ne fut pas seulement sévère, il fut presque impitoyable aux

réformés. Il éprouvait pour eux dans sa superstition une horreur mêlée de curiosité.

Plusieurs exécutions ayant signalé son entrée à Paris, en 1549, il eut le désir d'entendre quelque prisonnier protestant.

Le maréchal de Saint-André avait demandé un pasteur avec qui la discussion pût être animée et savante. Il pensait que les évêques donneraient par l'humiliation d'un docteur huguenot plus de contentement au roi. Ces ordres du maréchal furent négligés, et l'on n'amena au château des Tournelles qu'un petit tailleur de médiocre apparence. Il ne se troubla point. Il étonna même par l'à-propos de ses réponses les prélats qui l'interrogèrent. Il ne parut point surpris des magnificences du palais, ni de la majesté du roi, ni du luxe des courtisans et des dames. Sans cesse ravi au troisième ciel devant le trône de Dieu, d'où les anges descendent et vers lequel ils montent sur l'échelle de Jacob, ce pauvre artisan n'était ébloui d'aucun spectacle de la terre. Nulle splendeur n'égalait ses extases. Son assurance déplut, mais ce fut bien autre chose lorsque, devinant à son costume noir la grande sénéchale, il l'insulta, lui reprochant sa mauvaise vie, son zèle intéressé contre les huguenots, et lui disant que maîtresse de roi ne vaut pas femme de tailleur. On le chassa aussitôt, mais le coup était porté. Diane contint son dépit, les dames qui étaient là dissimulèrent leur joie. Henri II, lui seul, s'abandonnant à toute sa colère, jura qu'il irait voir mourir l'insolent. Il tint parole. Il s'établit en effet à un balcon avec Diane et

une suite brillante. Lié fortement aux deux bras, la corde aux reins et au cou, le pauvre tailleur attendait qu'on mît le feu à son bûcher, lorsqu'il aperçut Henri II. L'ayant reconnu soudain, il ne détourna plus de lui ses regards, qu'il plongea et qu'il replongea à de longues reprises dans les yeux du prince. Ces regards étaient doux, profonds, sévères à la fois, et d'une expression tellement fixe, qu'ils demeurèrent attachés au cœur de Henri. Le roi pâlit et se retira un peu. Le tailleur ne fut pas plutôt enveloppé de flammes que Henri s'empressa de partir avec son cortège. Les regards du patient, aussi aigus que deux pointes d'épées, continuèrent longtemps de transpercer le roi. Il les sentait partout, à la chasse, au conseil, au bal, jusque dans ses nuits de délices. Ses cheveux se hérissaient et la sueur les trempait à ces visions obstinées et terribles. Henri avoua son mal et jura de ne plus assister à l'exécution d'un hérétique. Vengeance sourde de la conscience ! Supplice renvoyé de la victime au bourreau ! (1549.)

Les bûchers furent une des magnificences barbares dans lesquelles s'inaugura le règne de Henri II. Plusieurs protestants éminents furent de la fournée de Florent Venot. Ce malheureux fut enfermé six semaines dans une atroce machine de bois pointue par le bas et pavée de fortes chevilles. Cette horrible prison dans une prison avait l'étendue d'une guérite ou d'un sépulcre debout, et rappelle le génie infernal du tyran Phalaris. On en tira Florent Venot au jour fixé par le jugement. Il fut traîné avec ses compa-

gnons au martyre. Le brasier pour tous les autres était un supplice, pour lui ce fut une délivrance.

A Édimbourg, Adam Wallace, dont l'éloquence égalait le courage, un descendant du héros aussi grand que son ancêtre, fut consumé sur un amas de fagots, parmi lesquels on avait glissé des sacs de poudre. Ce piédestal du martyr avait été dressé en face d'Holyrood, à une place qui m'a été montrée avec vénération et qui est demeurée sainte dans l'imagination des populations presbytériennes. Cruel attentat, suivi de tant d'autres, et dont la réaction terrible monta jusqu'à la tour royale de la jeune souveraine Marie Stuart, absente alors de ce palais enchanté !

Une demoiselle noble eut son auto-da-fé à Valenciennes. Elle s'appelait de Caignonelle. Elle était grande aumônière. Elle donnait revenus et capital. Elle n'était contente que lorsqu'elle avait tout distribué autour d'elle : argent, linge, provisions, et qu'elle restait plus pauvre que les pauvres. Sa condamnation fut un deuil populaire. Comme on la conduisait au bûcher, les mendiants et les nécessiteux de la ville lui servirent de cortège, pleurant et criant : « Hélas ! dit l'un d'eux, vous ne nous ferez plus l'aumône. — Je vous la ferai encore une fois, » répondit-elle, et, s'arrêtant un instant, elle se baissa, détacha ses souliers et les jeta à une vieille femme tout en larmes, dont elle avait remarqué les pieds nus (1551).

Une des scènes les plus touchantes de ces fastes funéraires fut celle des cinq écoliers. Ces clercs, suspects d'hérésie, subirent ensemble le même ca-

chet, le même jugement, le même supplice. Une seule chaîne les entoura de ses nœuds de fer et les fixa tous à un seul bûcher. L'amitié, redoublée dans la foi, leur voila le brasier. Cette affreuse mort fut pour eux une fête. Ils s'encouragèrent, s'entre-baisèrent, s'appelèrent par leurs noms les plus familiers et les plus tendres à travers les flammes. Ils se promirent de s'aimer dans l'éternité comme ils s'étaient aimés dans le temps. « La vie nous aurait séparés, s'écria l'un d'eux, la mort nous réunira en Dieu, qui est l'amour infini. »

Plusieurs exécutions eurent lieu en 1555 dans la Saintonge. Deux moines, un vieillard et un ancien prêtre qui prophétisait furent flambés au moyen de courroies qui les balançaient par-dessus le bûcher, tantôt plus bas, tantôt plus haut, selon que l'on relâchait ou qu'on relevait ces liens de cuir.

Un pauvre tisserand eut les mamelles arrachées à Montpellier, puis il fut hissé à un poteau sur un échafaud en feu. Il ne dit que ces paroles : « O échafaud plus glorieux qu'un trône ! O poteau qui es pour moi la croix de mon Sauveur ! » et il embrassa le bois brûlant, jusqu'à ce qu'il fut suffoqué par l'incendie.

Huit ministres furent brûlés en Autriche, six en Flandre, deux anciens prêtres à Autun, dans la plaine du temple de Janus, presque au bord de l'Arroux. Un docteur napolitain dont le pape avait réclamé l'extradition des Vénitiens, Pomponius Alger, fut consumé à petit feu sous un des arceaux du Colisée, ce grand cirque païen de Rome.

Nicolas de Rousseau fut immolé à Dijon, avec cinq compagnons de sa foi.

Jean Buron subit, en bas Poitou, son jugement et sa peine dans un calme inaltérable. Comme on lui demandait après sa condamnation s'il n'en appellerait pas : « Non, dit-il, n'est-ce pas assez que vous ayez les mains teintes de mon sang ? Voulez-vous souiller de ce sang d'autres mains encore ? Non, je n'en appelle pas aux hommes, j'en appelle à Dieu ! »

Geoffroy Guérin et Barbeville furent exécutés à Paris avec Morel, le précepteur d'Agrippa d'Aubigné.

Morel succomba d'un cœur tranquille. Il ne prononça pas une parole, mais tout absorbé en Jésus-Christ, il s'entretenait mentalement avec le Sauveur. Il passa de ce monde dans l'autre sans trouble apparent. Son supplice fut une extase, son agonie un recueillement, son dernier soupir une prière.

Morel était un stoïcien par la philosophie et par la science, un chrétien par la résignation. Nourri de cette moelle de lion qu'on appelle la sagesse antique, régénéré dans l'Évangile, il ne rêvait que sacrifice, disait simplement des choses sublimes, accomplissait sans effort des actions héroïques, toujours prêt à tout, sans cesse en la présence de Dieu qui l'inspirait et qui le fortifiait. Morel désirait faire du jeune d'Aubigné un ancien comme lui. Il n'en eut pas le temps. Le martyr qu'il aimait et qu'il cherchait l'enleva. La nature acheva du reste ce qu'il avait si heureusement commencé en son élève, qui devint l'un des plus grands hommes du seizième siècle. Morel ne vit pas, mais il pressentit cette fortune de d'Aubigné. Pour

lui, rare et modeste soldat de la Bible, il avait vécu en solitaire, il mourut en saint.

D'Aubigné avait une étoile dès sa plus tendre enfance. Son père était un éminent personnage, dont la tendresse égalait les lumières. Son premier précepteur fut Cottin, un savant et habile homme, son second précepteur fut Morel, que l'on connaît, et son troisième maître, Béroald, était un autre héros de la réforme

LIVRE TROISIÈME

Henri II. — Persécutions. — Jeanne d'Albret et sa mère, patronna des proscrits. — Portrait de Jeanne ; son mariage avec Antoine de Bourbon. — Gaspard de Coligny et le prince de Joinville. — Leur amitié, leur courage, leurs blessures. — Ambroise Paré. — Il sauve le prince lorrain à Boulogne. — Célébration à Moulins des noces de Jeanne d'Albret et d'Antoine de Bourbon. — La Saulée de la reine de Navarre. — Mort de Marguerite, sa gloire. — Rôle de Renée, duchesse de Ferrare, et de Jeanne d'Albret.

Cette grande cause des idées nouvelles avait besoin de défenseurs. Elle était attaquée partout avec des redoublements de fureur.

Moins inhumain que Marie Tudor et que Philippe II, moins libertin que son père, moins dissolu, moins monstrueux que sa femme et que ses fils, Henri II fut cependant aussi un roi de prisons et de meurtres. Il allait à la chasse et aux joutes avec ses favoris ; il se reposait dans de voluptueuses langueurs près de sa maîtresse et il ne lui déplaisait pas d'ordonner que les protestants de son royaume fussent incarcérés ou brûlés. Dans son ignorance, il croyait que ces exécutions étaient le devoir du Fils aîné de l'Église. Il ne prévoyait pas, et Catherine de Médicis ne prévoyait pas non plus qu'au lieu de reverdir dans les cendres des martyrs, le sceptre fleurdelisé de Valois y serait consumé et deviendrait cendre à son tour.

Les dissidents ne fléchissaient pas. Ils s'attendaient à tout. Ils souffraient, ils mouraient. Et chose étrange, ils se multipliaient par la souffrance, par la mort. Quand on en tuait un, il en renaissait dix. Les flammes étaient fécondes, miraculeuses. Elles rendaient plus d'hommes qu'elles n'en dévoraient. Les martyrs brûlaient en silence ou en prière. Leurs cendres se mêlaient aux cendres du bûcher. Puis un souffle de Dieu enlevait ces cendres sur l'aile des quatre vents. Elles tombaient çà et là, fertilisaient le sol et suscitaient partout des défenseurs aux Idées. Les martyrs enfantaient des soldats et des apôtres.

Le nombre des protestants s'était tellement accru, ils comptaient parmi eux des génies si éminents, des âmes si stolques, qu'il était facile dès lors de pressentir une phase nouvelle dans les destinées du calvinisme.

La résignation aux supplices aurait un terme, le droit en appellerait aux armes. Les bûchers seraient remplacés par les guerres civiles. Temps de terreur et de grandeur, de crime et d'héroïsme, d'où la liberté de conscience sortira ensanglantée, mais invincible !

Avant d'entrer dans ces formidables récits, remon- tons un peu à Marguerite et reposons nos regards sur sa race.

Imitons en cela les Orientaux, ces pères de toute sagesse. Quand ils voyagent par le désert et qu'ils rencontrent un courant d'eau dans le sable, ils s'arrêtent, déchargent les chameaux, portent leurs tentes et leurs tapis sur les rives, aux rares endroits

où verdissent le trèfle, le plantain et les joncs. Ils se délassent à écouter les bouillonnements du flot à qui la mauve aux fleurs bleues donne son goût comme elle communique son odeur aux vêtements des caravanes.

Et quand les pèlerins se relèvent, la fraîcheur et les parfums dont ils sont pénétrés les encouragent contre les sueurs et contre la fatigue qui les attendent par la poussière d'Arabie et sous le soleil ardent.

Recueillons-nous de même auprès de l'aïeule et de la mère de Henri IV, puis autour du berceau de ce prince, nous qui écrivons ou qui lisons l'histoire, voyageurs aussi non de l'espace, mais du temps.

La bonne Marguerite, qui ne se consola jamais de la perte de son frère François I^{er}, ne s'était jamais consolée non plus du massacre des Vaudois. Suspecte elle-même à cette époque, elle n'avait pu détourner le désastre d'un peuple, tout entier martyr. Le reste de la vie de l'aimable reine en fut attristé.

A travers quelques nuages passagers, le meilleur soulagement de Marguerite fut Jeanne d'Albret. Elle avait soigné avec une sollicitude inquiète l'éducation de cette fille, supérieure par la vertu et par l'intelligence. Jeanne seulement avait une austérité qui étonnait un peu sa mère. Marguerite respecta cette haute nature et chercha, tout en la cultivant, à l'assouplir. Elle réussit à inonder de lumière ce grand esprit et à remplir ce cœur généreux de bienveillance pour les opprimés.

Jeanne seconda bien Marguerite. Elle adopta les exilés. Elle se dévoua de plus en plus à eux. Avant

de dépasser la tradition maternelle, elle l'accomplit. Les châteaux de Marguerite et de Jeanne furent ouverts aux malheureux protestants. Ils ressemblaient à la Kaabba de la Mekke bâtie par Ismaël et dont la pierre miraculeuse, noire aujourd'hui, mais dans l'origine une hyacinthe blanche, éclairait, selon la légende, les pèlerins à trois journées de marche. Ainsi les résidences féodales de la maison d'Albret étaient partout les phares des fugitifs. D'aussi loin qu'ils voyaient ou qu'ils pressentaient les tours du Béarn, les proscrits reprenaient courage. Ils se glissaient la nuit par le pli des montagnes, par les circuits des gaves, jusqu'aux demeures des reines de Navarre. Ils n'avaient qu'à frapper doucement et à se nommer tout bas. Les ponts-levis s'abaissaient, les portes roulaient sur leurs gonds et ils étaient recueillis avec un empressement religieux, comme des hôtes toujours attendus et toujours sacrés.

Jeanne d'Albret fut adorée dès le berceau. Elle était chérie surtout de son père et de son oncle François I^{er}. Marguerite, sa mère, heureuse de l'amour que montraient à cette jeune enfant le roi de France et le roi de Navarre, disait : « Cette petite fille est née sous l'étoile des mages, puisqu'elle est sitôt la mignonne des rois. »

Elle avait été élevée au château de Plessis-les-Tours par ordre de François I^{er} et sous les directions de Marguerite.

Jeanne grandit dans la science et dans la modestie. Elle était la joie de ses maîtres et de tout ce qui l'entourait. Elle devint bonne Française, tout en restant bonne Béarnaise.

Quand elle revenait dans ses montagnes, elle quittait les parures que lui envoyait son oncle pour reprendre son costume des Pyrénées. Elle faisait de longues promenades à cheval ou à pied. Quoique très-fière, elle était de la plus bienveillante familiarité avec les charmantes paysannes qu'elle rencontrait sur sa route. Semblables aux vierges de la Genèse autour des fontaines, ces paysannes, après avoir puisé de l'eau dans le Gave ou du lait dans les étables, s'en allaient soit à leurs cabanes, soit à la ville, d'une main soutenant leurs cruches pleines sur leurs têtes, de l'autre main appuyée sur le côté, s'aidant à marcher avec une grâce rustique. La princesse en passant les saluait, leur parlait, et, si elles étaient lasses, leur prêtait secours pour déposer ou pour replacer leurs fardeaux.

Reentrée au château, Jeanne était passionnée pour les entretiens de la cour savante et spirituelle de sa mère. Un peu inattentive aux contes et aux poésies, elle écoutait avec une curiosité ardente la conversation des philosophes, des théologiens et des docteurs. Ils lui inspirèrent le goût des livres et surtout de la Bible, le livre divin.

Jeanne avait dès lors ce qui la distingua toute sa vie : l'ingénuité du cœur et l'indépendance de l'esprit. Loin de rougir de sa raison, elle s'honorait de cette haute faculté devant les hommes. Elle l'exerçait sans pédanterie et sans superstition. Elle l'humiliait devant Dieu seul.

Il n'y avait pas de plus délicieuse petite princesse que Jeanne. Instruite par sa mère dans le sens le

plus libéral, le plus large, son intelligence se développait sans contrainte comme sa beauté. Une décence angélique répandue de son âme sur toute sa personne invitait au respect. Bien que très-simple de manières, elle sentait et faisait sentir la dignité de son rang, qu'elle tempérerait par sa bonté. Sérieuse et noble, elle avait cependant un attrait singulier. Quoi qu'en aient dit ses ennemis, dont l'idéal était moins pur, elle avait toutes les séductions compatibles avec l'innocence.

Son front pensait dans une sérénité lumineuse. Ses yeux étaient pleins de feu et d'éclairs. Son nez aquilin avait une légère dilatation que lui donnait le souffle de la foi, ou l'entraînement soit de la rêverie, soit de la parole. Sa bouche était ingénieuse, énergique et déjà éloquente, capable d'insinuer la vérité ou de repousser le mensonge, prête à sourire ou à résister selon le moment.

L'expression de cette jeune figure était une sorte d'intrépidité contre l'erreur, ou contre le ridicule ou contre la mort.

Jeanne s'arma de bonne heure intérieurement pour les luttes religieuses dans lesquelles devait s'écouler sa vie.

Héritière d'un trône, nièce du roi de France, elle était le point de mire de la diplomatie européenne.

En 1539, Charles-Quint désirait détacher François I^{er} de l'alliance avec les Turcs et s'en faire un auxiliaire contre les protestants d'Allemagne.

Dans l'intention d'unir par des liens étroits les

maisons de Valois et d'Autriche, il demanda Jeanne d'Albret pour son fils Philippe II.

Irrité des perfidies, des parjures de Charles-Quint, malgré les prières et les larmes de Henri d'Albret et de Marguerite qui aspiraient pour leur fille à la couronne d'Espagne, François I^{er} refusa sa nièce à Philippe. Il se hâta de la marier à un ennemi implacable de l'empereur, à Wilhelm de La Marck, duc de Clèves, de Berg et de Juliers.

Les noces furent célébrées à Châtelleraut, le 15 juillet.

La princesse ployait sous le poids des pierreries et des métaux précieux qui surchargeaient ses vêtements. Elle pouvait à peine marcher. Le roi, qui en voulait déjà au connétable, le pria de porter sa nièce jusqu'à l'église. Anne de Montmorency obéit, mais il fut profondément blessé, lui le connétable, de ce rôle de nourrice, et il murmura de sa demi-voix rude : « C'en est fait de moi. »

Marguerite de Navarre fut ravie de cette déconvenue du connétable, qui avait cherché à la perdre en la désignant au roi comme hérétique. Elle se sentit vengée par l'humble soin auquel l'affection de son frère pour elle avait condamné Anne de Montmorency, et elle ne cache pas sa bonne humeur.

Jeanne d'Albret n'avait que douze ans. Son mariage ne fut pas consommé. On se borna aux cérémonies. Les fêtes, les collations et les joutes furent magnifiques. Toute la cour y était. Le dîner éclipsa celui qui fut servi aux noces de Charles-Quint. François I^{er} y fit les honneurs, il mena ensuite les mariés.

et les dames à la promenade. Il y eut musique dans les jardins, puis le soir, feu d'artifice, bal et spectacle.

Lè lendemain, la cour retourna à Fontainebleau.

Ce mariage ne devait pas être ratifié. Charles-Quint ayant envahi quatre ans après les seigneuries de Clèves et de Gueldres, le prince Wilhelm accourut à Vanloo, sur la Meuse, se jeta aux genoux de l'empereur qui le reçut à merci, en lui imposant, entre autres dures conditions, celle d'abjurer la religion protestante et d'immoler ainsi sa conscience.

François I^{er}, exaspéré de cette défection, garda Jeanne d'Albret et fit casser le mariage de sa nièce avec le duc de Clèves.

Jeanne, qui avait seize ans, fut enchantée de cette rupture. Elle repoussa de toute son aversion le mari que son oncle repoussait de toute sa politique, soit qu'elle eût déjà du penchant pour le duc de Vendôme, Antoine de Bourbon, soit qu'elle n'éprouvât que du dédain pour la lâcheté d'un apostat, soit que ce faible prince étranger ne fit pas tressaillir son cœur d'espérance et ne lui communiquât pas ces impressions mystérieuses qui remuent le sein des vierges destinées à enfanter les héros.

Quelle que fût la cause de son contentement, Jeanne le laissa percer. Sa mère Marguerite et son père Henri d'Albret regrettèrent le grand établissement d'Espagne à jamais perdu.

Jeanne, elle, prit gaiement son parti sur les deux refus de François I^{er}. Un jour, elle le réjouit fort en lui disant, avec ce mélange de grâce et d'austérité qui lui était particulier : « Mon oncle, j'accep-

terais plus volontiers pour mari un gentilhomme mourant de vous, un simple gentilhomme de France, qu'un roi d'Espagne ou qu'un prince des Marches. »

Cette préférence, qui ne déplaisait pas à François I^{er}, inquiétait Marguerite.

Jeanne avait ses desseins. Elle s'était attachée à Antoine de Bourbon.

C'était un prince sans États, mais il remontait en ligne directe et masculine à Robert, comte de Clermont, cinquième fils de saint Louis.

Robert avait épousé Béatrix, fille de Jean de Bourgogne, baron de Bourbon.

Ce nom de Bourbon paraissant beau à Robert, il l'adopta, tout en conservant les armes de France. Ses descendants demeurèrent héritiers de la couronne.

Les Bourbons persistèrent à être pour tous princes du sang, princes des fleurs de lis.

François I^{er}, qui fit duc de Guise l'aîné des Lorrains de sa cour, créa duc aussi Charles de Vendôme, père d'Antoine, de Louis de Condé et du cardinal de Bourbon. Il y avait eu huit générations de mâle en mâle depuis saint Louis jusqu'à Antoine, duc de Vendôme. Cette branche des Bourbons montra toujours une ardente ambition et comme un pressentiment du trône. Elle portait pour devise enroulée autour des fleurs de lis, ces mots prophétiques : *Bon espoir*.

Jeanne, fille de Henri d'Albret et de Marguerite de Valois, se sentait heureuse de faire roi en l'épousant le prince qu'elle aimait.

La plus vaste partie de la Navarre, celle qui est au delà des Pyrénées, la Navarre espagnole, il est

vrai, avait été enlevée par Ferdinand d'Aragon à Jean d'Albret, grand-père de Jeanne.

Henri, son père, n'avait succédé qu'à un royaume mutilé. Il ne régna plus sur la haute Navarre arrachée par la ruse et par la violence à son autorité légitime. Il ne lui resta que la basse Navarre, la Navarre française. Mais, en y joignant les grandes seigneuries de Béarn, d'Albret, de Foix, d'Armagnac et de Bigorre, il possédait assez de provinces pour cotabler Antoine de Bourbon.

C'était le généreux désir de Jeanne de donner plus qu'elle ne recevait. Seulement, son père et sa mère n'entendaient pas ainsi son avenir. Ils avaient toujours prétendu à un prince souverain pour gendre.

Marguerite surtout, indépendamment de la richesse et de la puissance, aurait souhaité un mérite éclatant dans l'époux de sa chère Jeanne.

Or, Antoine de Bourbon n'était grand que par sa naissance.

Il avait un tour de visage très-noble, les yeux singulièrement mobiles et le front hardi ; sa bouche ne s'ouvrait qu'aux paroles légères, et son cœur qu'aux passions changeantes. Son esprit frivole n'était préoccupé que de femmes et de parures. Il négligeait tout le reste. Les affaires d'État et de religion lui étaient indifférentes.

Ses goûts lui tenaient lieu de conscience. Ce qu'il y avait de plus sérieux pour lui, c'étaient les galanteries et les toilettes. Aussi s'est-il toujours fait peindre avec magnificence. Ses costumes ont beaucoup de recherche, et leur variété indique à merveille la suc-

cession des modes de la cour. Il faut le voir avec ses toques de velours à plumes ou sans plumes, ses pourpoints de soie taillés, ses manteaux à l'espagnole ou à l'italienne, ses hauts-de-chausses de satin et ses brodequins fermés par des boucles de diamant. Qui eût jamais deviné qu'il aurait pour femme une Romaine et pour fils un héros ?

Antoine de Bourbon n'était pas un homme, il n'était qu'un prince. Il ne rêvait que de plaisirs. Il paraissait né pour les fêtes comme plus tard Henri IV pour les négociations et pour les batailles. Antoine cependant, qui ne reconnaissait pas un devoir, avait une vertu de race, le courage. Il était brave comme ceux de sa maison. Il avait un tempérament de soldat.

Marguerite s'opposa tant qu'elle put au mariage de sa fille avec Antoine de Bourbon. Mais Jeanne fut inflexible. L'amour vainquit en elle la piété filiale. Elle obtint, malgré son père et malgré sa mère, le consentement de Henri II, son cousin.

Henri, dans l'automne de 1548, séjourna quelque peu à Moulins, et décida que la cour y célébrerait les noces de Jeanne d'Albret avec Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, en même temps que les fiançailles de François de Lorraine avec Anne d'Este, fille du duc de Ferrare.

La France et la cour étaient en fleur de grands hommes.

Les deux plus éminents, Gaspard de Coligny et le prince de Joinville, quoique bien jeunes, imprimaient à tous comme le pressentiment de leurs glorieuses destinées. L'un, de la maison de Coligny, par son

père, et par sa mère, de la maison de Montmorency, inclinait à des rapprochements avec les Bourbons ; l'autre, de la maison de Lorraine, mais d'une branche vivace implantée en France, aspirait à des amitiés et à des alliances avec la maison régnante de Valois.

Gaspard II de Coligny, si connu sous le nom d'amiral de Coligny, naquit au château de Châtillon-sur-Loing, le 16 février 1516. Il était le troisième des quatre fils de Gaspard I^{er} de Châtillon, maréchal de France, et de Louise de Montmorency, sœur aînée d'Anne de Montmorency, depuis connétable.

Quelques mois avant que madame de Châtillon accouchât de ce troisième garçon, le maréchal eut un songe. Ses armoiries lui apparurent sous un aspect qu'elles n'avaient jamais eu. Elles s'étaient accrues d'une tête de lionceau, dont la face calme et la belle crinière le ravirent. Cette vision ne quitta plus le maréchal de Châtillon. Il en tira sur l'avenir de son fils les plus magnifiques augures.

Il lui consacra des soins plus assidus qu'à ses autres enfants. Il le traitait comme son fils aîné, et il lui témoignait autant d'estime que de tendresse. Cette préoccupation du maréchal de Châtillon ne l'abandonna pas même au lit de mort. Il recommanda par son testament sa femme et ses enfants au roi et à son beau-frère Anne de Montmorency. Il suppliait Montmorency de veiller avec une sollicitude particulière sur celui qu'il appelait *son Gaspard* et qu'il regardait dès lors comme la principale espérance de sa race.

Anne de Montmorency accepta d'un grand cœur

l'héritage d'une nouvelle famille. Quand ses neveux n'eurent plus de père, il en devint un pour eux. Bien secondé par madame de Châtillon, sa sœur, il ne négligea rien pour leur éducation. Il leur choisit des guides sûrs et habiles. Ils eurent pour précepteur le célèbre Bérauld, et pour gouverneur M. de Prunelai, un gentilhomme dont Montmorency connaissait la valeur et le mérite.

Des quatre seigneurs de Coligny, Pierre, le premier-né, étant mort en bas âge, Odet le remplaça comme chef de cette illustre famille. Gaspard, et François qu'on appelait d'Andelot, ne furent que des cadets. Mais Anne de Montmorency intervertit cet ordre et accomplit ainsi, sans le savoir, le mystérieux désir de son beau-frère. Pouvant disposer d'un chapeau de cardinal, et aucun de ses propres enfants ne voulant être d'église, il offrit ce chapeau à Gaspard qui le repoussa. Odet, dont le caractère était moins fortement trempé, heureux d'ailleurs d'être à seize ans revêtu de la pourpre, se garda bien de refuser le chapeau. Montmorency le passa sur cette tête adolescente, et par là il fit de Gaspard, malgré la nature, l'aîné des Châtillon.

Ce fut un prestige de plus sur Coligny lorsqu'il parut à la cour.

C'était au déclin de François I^{er}. De sa captivité de Madrid, le roi avait gardé, malgré sa légèreté naturelle, une teinte de mélancolie à laquelle se mêlaient ces sourds découragements qu'apportent l'âge, les infirmités précoces et les désenchantements d'une vie trop orageuse et trop amusée.

Dans les ombres que projetaient sur la cour les ennuis du roi vieillissant, Coligny ne distingua, parmi la troupe dorée de la noblesse et des seigneurs les plus aimables de cette fin de règne que le fils aîné de Claude, duc de Guise. On l'appelait alors le prince de Joinville. Il était beau, d'une taille souple, d'une grâce mâle et d'un si grand air, que partout où il se trouvait il était le premier.

Gaspard de Coligny, si discret dans ses liaisons, fut entraîné vers lui par ce feu du cœur qui éclate si soudainement et si délicieusement dans la jeunesse. Entre de tels caractères, l'amitié est prompt. L'austérité de Coligny qui recouvrait une science si nette et un si vaste esprit, fut un attrait de plus pour le prince de Joinville. Ces deux brillants seigneurs, dont l'un appartenait à l'une des plus anciennes maisons du royaume et dont l'autre était de maison souveraine, s'unirent intimement. La légère différence de rang du prince de Joinville ne déplut point à Coligny. A l'exemple de son oncle et de ses cousins de Montmorency, il s'était accoutumé à primer un peu même la plus illustre noblesse, et à ne voir, pour ainsi dire, des égaux que dans ses supérieurs. Dès l'adolescence, il allait presque de pair avec les Guise et avec les princes du sang.

Quoi qu'il en soit, Coligny et le prince de Joinville se convinrent et s'aimèrent. Le goût de l'un pour l'autre était si vif, qu'ils ne se quittaient plus. Ils étudiaient ensemble la guerre en pleine paix. Ils approfondissaient la tactique et la stratégie d'alors, l'attaque et la défense des places; ils cherchaient à

s'expliquer mutuellement les difficultés, les combinaisons, les ressources de cet art des combats dans lequel ils devaient être tous deux des maîtres. Leurs plaisirs aussi étaient communs. Ils faisaient des armes, ils nageaient, ils montaient à cheval, ils chassaient, ils allaient aux bals et aux fêtes de compagnie, portant les mêmes couleurs, et vêtus selon les mêmes modes.

Leurs entretiens intarissables roulaient sur les galanteries de la cour, sur les blasons des principales familles de l'Europe, sur la religion, sur les hommes illustres grecs et romains si bien décrits par Plutarque, sur les grands capitaines français et sur les meilleurs généraux de l'empereur.

Ils avaient quelquefois des dissentiments, mais point de disputes. Ainsi le duc de Guise, entre tous les chefs militaires, soit espagnols, soit italiens, préférait le marquis de Pescaire. Peut-être, dans cette prédilection, y avait-il, indépendamment des talents du marquis, un enthousiasme secret envers un homme que Vittoria Colonna avait jugé digne d'être son idole. Car c'était dès lors un immense prestige au marquis de Pescaire d'avoir été si bien aimé de cette femme incomparable, dont la vie fut d'abord d'une amante et d'une épouse, puis d'une muse qui pleure ce qu'elle a perdu, puis d'une sainte qui cherche à le rejoindre en Dieu par toutes les effusions d'une âme religieuse. Peut-être le prince de Joinville penchait-il encore pour le marquis de Pescaire, à cause de cette fleur de chevalerie qui brillait en lui et qui le faisait regarder par Fran-

çois I^{er} comme le gentilhomme le plus parfait de l'Espagne. « Comment, sire, disait un jour le prince de Joinville à François I^{er}, l'avez-vous reconnu tel ? — Je l'ai reconnu tel à un signe, répondit le roi. Quand j'étais prisonnier à Madrid, tous les généraux, tous les grands seigneurs espagnols me rendirent leurs devoirs en costumes de vainqueurs. Lui, le marquis, l'un des plus redoutables combattants de Pavie, se présenta simplement, modestement, sans diamants et sans plumes, vêtu de noir, comme s'il eût mieux voulu, de la sorte, honorer mon infortune et témoigner le deuil de ma captivité. Voilà comment il m'offrit ses bons offices auprès de l'empereur, et pourquoi je lui suis reconnaissant. »

Plus âgé de trois ans, plus grave, moins sensible aux qualités superficielles, bien qu'aussi fier sur la naissance que le prince de Joinville, Coligny admirait avant tous les lieutenants de l'empereur, Antoine de Lève, dont il ne déplorait que l'infime extraction.

Antoine de Lève, en effet, était, selon plusieurs, le fils d'un cordonnier. Ce qui est certain, c'est qu'il venait du peuple. Il s'éleva lentement et de grade en grade au rang de généralissime des armées impériales. Il n'avait pas précisément la dignité de comte, mais il en exerçait les fonctions. Il était le premier de ses égaux. Charles de Lannoy, le marquis de Pescaire, le duc d'Albe recevaient des ordres d'Antoine de Lève. Il commandait même aux princes du sang, lorsque les armées étaient en campagne.

Ce grand général, ardent et contenu, profond et sombre, était presque toujours mourant. Percus, rongé de la goutte, tourmenté d'incommodités sans nombre, brûlé de la fièvre, il se faisait porter en litière ou en chaise partout où sa présence était nécessaire. Il n'était jamais si calme qu'au milieu du feu. Là, ses résolutions étaient aussi soudaines que ses plans avaient été réfléchis. Souvent, entre deux cris arrachés par la douleur, il fixait d'un mot la victoire. Au lieu de passer sa vie à soigner sa vie, selon le conseil des prêtres et des médecins, il la passait à chercher la mort. Il envahissait des royaumes, il prenait des villes, il gagnait des batailles. Quelques-uns assuraient qu'il avait fait un pacte avec le démon de la guerre. « Ah ! disait une rodомontade castillane, si don Antonio pouvait seulement se tenir à cheval, il ferait du monde une province des Espagnes. » Telle était sur lui l'opinion du peuple et de l'armée.

Il mourut sans avoir atteint le sommet de son ambition. Prince d'Ascoli, rassasié de richesses et de renommée, son ambition était non assouvie, et cette ambition saignait comme une plaie. Charles-Quint lui permettait bien de s'asseoir en sa présence à cause de la goutte, mais à cause de sa naissance, Antoine de Lève ne se couvrait pas dans la chambre de l'empereur. Ce droit des grands d'Espagne, il ne l'eut jamais. Le capitaine ne racheta pas le plébéien, et la gloire se brisa contre l'étiquette. Cette distinction, tant convoitée et toujours refusée, contrista la vie et jusqu'à la mort d'Antoine de Lève.

Voilà l'homme dont, malgré ses préjugés aristocratiques, Coligny faisait l'idéal du guerrier.

Ce dissentiment n'était pas le seul entre les deux amis. Loin de les diviser, toutefois, la discussion les rapprochait de plus en plus. Au milieu d'opinions contraires et avec des caractères opposés, la sympathie de leurs cœurs et leur estime réciproque croissaient sans cesse.

Ils vécurent donc dans le charme d'une amitié qui les honorait l'un et l'autre, durant les années de paix qui suivirent la bataille de Pavie. Mais quand, après le meurtre ordonné par le marquis du Guast de deux ambassadeurs du roi, la guerre eut été déclarée à l'empereur, cette amitié de Coligny et du prince de Joinville s'éclaira d'une lueur d'héroïsme et devint une fraternité d'armes.

François I^{er} leva cinq armées pour attaquer son ennemi partout où il pourrait le vaincre. Il y eut l'armée du Roussillon, l'armée du Luxembourg, celle du Brabant, celle des Flandres et celle du Piémont.

Coligny, qui brûlait de se signaler sous les yeux de l'héritier du trône, fut sur le point de s'engager dans l'armée du Roussillon, commandée par le Dauphin en personne. Mais alors l'amitié était plus forte encore en lui que l'ambition. Au dernier moment, il se décida pour l'armée du Luxembourg, confiée au duc d'Orléans, sous la direction de Claude, duc de Guise, qui emmenait avec lui le prince de Joinville, son fils. Les deux amis, par ce sacrifice de Coligny, ne se quittèrent pas et se trouvèrent transportés ensemble,

du séjour voluptueux des résidences royales, dans l'aventureuse vie des camps.

Le duc d'Orléans traversa la Meuse, s'empara de Damvilliers, puis d'Arlon, qui fut livrée au pillage. Coligny et le prince de Joinville se distinguèrent dans toutes les occasions les plus périlleuses. Ils avaient une ardeur de gloire qui les emportait dans la mêlée comme des héros fabuleux, une émulation qui les exposait sans cesse et tous les jours à la mort. Leurs témérités enlevaient les applaudissements de l'armée et faisaient trembler le duc de Guise. Lui qui était le modèle accompli du véritable courage, blâmait ces jeunes gens de leur audace insensée et de l'ivresse continuelle où les jetait la guerre. Il leur déclara sévèrement que, s'ils n'y prenaient garde, ils seraient de bons soudards, et qu'ils ne seraient jamais des généraux. Car, pour être chef, ajouta-t-il, le bras prompt et le cœur chaud ne suffisent pas, sans la sagesse qui combine, prévoit, et se dévoue à propos au service du roi et du royaume.

Cette désapprobation du duc Claude, du capitaine et du père, retint un peu les deux amis et ne les corrigea pas. La circonspection leur pesa bientôt. L'impétuosité de leurs grands cœurs les entraînait.

Au siège de Montmédy, Coligny ayant poussé son cheval à quelques pas de l'ennemi comme pour le braver, essuya une décharge. Il eut son chapeau percé en deux endroits, et la tête labourée d'une balle. On le crut perdu. Le prince de Joinville, qui était près de là, se précipita vers son ami, le fit

transporter à l'écart, étancha lui-même le sang qui coulait, et appliqua sur la chair vive de la charpie et des bandages qu'il assujettit avec son écharpe. Jusqu'à ce qu'il eût été assuré du peu de gravité du mal, son anxiété fut si véhémence qu'elle attendrit tous ces rudes soldats dont il était entouré. La blessure de Coligny n'eut pas de suite et fut cicatrisée en quelques jours. Tout le camp s'y intéressa, en même temps qu'à la sensibilité du prince de Joinville, dont l'affection avait éclaté, et qui avait été aussi troublé pour Coligny qu'il était impassible pour lui-même.

Montmédy une fois en son pouvoir, le duc d'Orléans se proposa de couronner cette campagne par le siège de Luxembourg. Coligny allait partir avec l'armée, lorsqu'il reçut un courrier de son oncle, le connétable, qui le rappelait à Chantilly pour des affaires de la plus haute importance. C'était une ruse concertée entre Montmorency et le duc Claudé de Guise, afin de séparer Coligny du prince de Joinville et de les soustraire aux périls renaissants où les jetait sans cesse une rivalité d'honneur. Ces vieux capitaines, le connétable qui tremblait pour son neveu, et Claude de Lorraine qui tremblait pour son fils, employèrent, contre ces jeunes gens, un stratagème qui ne réussit guère; car les deux amis n'avaient pas besoin pour s'exposer de l'aiguillon de la jalousie. Seuls, ils étaient si braves que le prince de Joinville fut blessé à l'armée de Luxembourg où il était resté, tandis que Châtillon, attaché à l'armée de Flandre, et toujours aux avant-postes, était atteint dans la

gorge d'un coup de mousquet au siège de Bains. Il est vrai que s'ils fussent demeurés réunis, ils se seraient peut-être fait tuer.

Cette amitié entière se retrouve quatre ans après sous les murs de Boulogne. Les Anglais occupaient cette place. François I^{er} la fit bloquer sur mer par l'amiral d'Annebaut, sur terre par le maréchal de Biez. Le prince de Joinville, qu'on appelait alors le comte d'Aumale, et Coligny se prodiguaient à l'envi dans les escarmouches souvent meurtrières qui se renouvelaient sans cesse entre les Français et les Anglais.

Un jour que le comte d'Aumale s'était aventuré avec une poignée de cavalerie contre une troupe fort nombreuse et qu'il luttait contre cette multitude, il s'aperçut qu'une nouvelle troupe ennemie accourait et qu'il allait être taillé en pièces s'il ne se sauvait, lui et les siens, par un effort suprême. Secondé de quelques amis, parmi lesquels était Lavieilleville et n'était pas Coligny, il fond sur les Anglais, les frappe, les renverse, les met en fuite jusqu'à ce que, revenus d'une première surprise et reconnaissant qu'ils sont dix contre un, ils se rallient et reviennent à la charge. Le comte d'Aumale redouble d'audace, et au moment où il excite ses compagnons, il reçoit entre le nez et l'œil droit un coup de lance si violent que l'arme s'étant brisée, le fer demeura enfoncé dans la plaie avec un tronçon de bois. Il avait pénétré de plus d'un demi-pied et sortait par derrière entre la nuque et l'oreille. Le prince fléchit et se releva. Quoiqu'un nuage obscurcît sa

vue, il eut la force de ne pas perdre les arçons et de se maintenir en selle. Lavieilleville, qui depuis fut maréchal de France, n'eut plus qu'une pensée, celle de dégager le comte d'Aumale. Il fit des prodiges de valeur autour du blessé, eut un cheval tué sous lui, remonta sur un autre, et parvint à retirer le prince du milieu des combattants. Il le soutint dans les vertiges atroces de la douleur et le ramena au camp. A l'aspect du comte d'Aumale, les plus stoïques pâlirent. Sa blessure était horrible. Le sang ruisselait de son visage sur ses armes et sur ses vêtements. Les chirurgiens ne furent pas moins effrayés que les officiers, dont plusieurs pleuraient. Coligny, entre tous, se désespérait de ne s'être pas trouvé auprès du prince pour le défendre, ou du moins pour le venger. Il interrogeait les médecins, les pressant d'agir; mais ils reculaient devant une telle responsabilité. Quelques-uns murmuraient tout bas qu'il était inutile de faire souffrir un homme irrévocablement condamné. Nicolle Lavernan, un praticien très-habile, dit qu'il fallait attendre Ambroise Paré. Dès que ce grand chirurgien fut arrivé et qu'il eut examiné la blessure, il fronça les sourcils, puis, se remettant aussitôt, il déclara qu'avec l'aide de Dieu et de Nicolle Lavernan, il allait tenter l'opération. Les assistants étaient pleins de perplexité, et Coligny plus que tous les autres. Le comte d'Aumale, qui compatissait aux angoisses de son ami, lui dit : « Or ça, si je meurs, et que mon sauveur Jésus me fasse merci, ne plaignons pas ma mort, car elle sera celle d'un gentilhomme et d'un soldat. » Il ache-

vait ces quelques mots, lorsqu'un élève d'Ambroise Paré, à qui son maître, un instant auparavant, avait donné un ordre, et qui était parti pour l'exécuter, rentra sous la tente du prince avec des tenailles de maréchal. Coligny et tous les spectateurs frémirent. Ambroise Paré, le seul dont le calme fût égal à la patience du blessé, se baissa vers son malade, qui gisait à terre sur un matelas, et lui dit : « Monseigneur, mes mains sont insuffisantes ; je suis forcé d'employer des tenailles pour extraire le tronçon de la lance. Daignez-vous permettre, pour le succès de l'opération, que je vous appuie le pied sur le visage ? — Je permets tout, répondit le comte d'Aumale, travaillez. » Paré, avec une dextérité et une promptitude merveilleuse, arracha le fer de la plaie. « Ah ! mon Dieu ! » s'écria le prince, et cette exclamation fut l'unique signe de douleur qui lui échappa dans ces cruels moments. Le pansement fini avec un soin scrupuleux, Paré proféra quelques paroles d'espérance, accueillies par l'incrédulité de ses confrères.

Le comte d'Aumale, mené en litière à Pecquigny, fut quatre jours entre la vie et la mort. Le cinquième jour, des symptômes favorables annoncèrent une convalescence que plusieurs tinrent pour miraculeuse. La guérison devint complète, contre toute prévision. Ni la grande intelligence du prince, ni son grand cœur ne furent diminués. Il ne lui resta de cette blessure atroce et unique dans les fastes de la guerre, qu'une cicatrice à jamais glorieuse.

Dès qu'il avait été mieux, il s'était empressé d'écrire au roi ce billet :

« SIRE,

« Je prends la liberté de vous mander que je me porte bien, et que j'espère n'être point borgne.

« De Votre Majesté le très-humble serviteur,

« GUISE. »

Il ajouta, en confiant cette dépêche cachetée de ses armes à un de ses gentilshommes : « Vous assurerez le roi de ma part que je serai bientôt prêt à monter à cheval contre ses ennemis. »

Sa mère, Antoinette de Bourbon, demanda le fer de lance qui avait traversé la tête de son fils, afin de le conserver comme un monument de gloire humaine et de miséricorde divine. Le comte d'Aumale attribuait sa guérison à sa mère et à Ambroise Paré. « Ils m'ont rappelé tous deux de l'agonie, disait-il, l'une par ses prières, l'autre par son habileté. »

Quand ils surent que François de Guise était hors de danger, les plus grands seigneurs de l'armée, le comte d'Enghien, le duc de Nevers, le comte de Laval, La Trimouille et Brissac témoignèrent leur joie de cette cure merveilleuse ; mais le plus heureux, c'était Coligny. Tout le camp remarqua les transports de sa reconnaissance envers Ambroise Paré, qui lui répondit avec une modestie pieuse : « Je le pensai et Dieu le guérit. » Mot sublime qui montre combien l'action de l'homme est vaine, si elle n'est achevée par la nature, ou pour mieux parler, si elle

n'est bénie par la Providence. Ambroise Paré se regardait comme un instrument de cette providence, et il croyait qu'elle veille sur tous les êtres maternellement, faisant aider les uns par les autres, depuis les empereurs jusqu'aux serfs, des palais aux chaumières.

Ainsi, le père de la médecine et de la chirurgie modernes avait une grandeur au-dessus de la science, c'était la religion.

Il semble vraiment qu'Ambroise Paré soit un ancien comme Hippocrate; et cependant il appartient au seizième siècle, il est presque notre contemporain.

Protestant, il fut aussi bon aux deux cultes que le chancelier de L'Hôpital et que le brave capitaine La Noue. Il était meilleur que les sectes parce qu'il leur était supérieur. Ses lumières firent sa tolérance, sa charité. Il répandit sa vertu non moins que son expérience sur tous indistinctement. Que lui importaient les catholiques, les calvinistes? il ne voyait en eux que des frères, et, à ce titre, il les aimait également.

Il vécut sous des règnes terribles. Il fut le chirurgien de François I^{er}; il le sera de Henri II, de François II, de Charles IX et de Henri III. C'est le génie le plus idéal et le plus pratique à la fois, celui qui eut le plus le don de deviner et le don de guérir. Qui pourrait lui être comparé, dans son art, comme inventeur, comme bienfaiteur? personne. C'est lui qui découvrit contre les hémorragies la ligature des artères. Par là, il épargna plus de sang aux générations que n'en versa tout son siècle,

le siècle des guerres religieuses et de la Saint-Barthélemy.

Ambroise Paré fut chauve de bonne heure. Son front avait l'amplitude de ces grands fronts antiques des législateurs, des poètes et des prophètes primitifs; ses yeux étaient scrutateurs et perçants, son nez un peu lourd, sa bouche réservée, mélancolique et auguste. Sa barbe dans son vieux cadre est vénérable et toute pleine de la terreur des oracles qui tombaient de ses lèvres.

Il n'a ni la grâce légère d'un seigneur de la cour, ni l'attitude magistrale d'un docteur de l'École, il a la fine bonhomie et la majesté simple d'un conseiller d'État du Louvre.

Quel bonheur pour l'historien, quand les événements sont petits comme à ce siège de Boulogne, de trouver trois grandes âmes comme Ambroise Paré, François de Guise et Gaspard de Coligny, le premier un créateur, les deux autres des héros, et encore des amis. Une affliction amère se mêle à cette admiration et consterne le cœur, quand on songe que l'instabilité des intérêts, la mobilité des sentiments privés et la fatalité des passions publiques condamneront bientôt à mourir presque l'un par l'autre Guise et Coligny, qui, jusque-là, seraient morts l'un pour l'autre avec tant d'élan.

Il y eut à Moulins (1548) de grands galas à l'occasion du mariage de Jeanne d'Albret, qui devait donner au monde Henri IV. Un autre mariage, d'où naquit Henri de Guise, et que le roi avait fixé à la même époque, le mariage de François de Lorraine,

fut ajourné jusqu'au retour de Henri II à Saint-Germain en Laye.

Des réjouissances qui signalèrent cette double solennité, je ne rappellerai qu'une promenade sur l'Allier.

Malgré sa réprobation pour des noces auxquelles elle n'avait accédé qu'en pleurant, ce fut la tante du roi, Marguerite, qui offrit une collation sur l'herbe. Elle s'était résignée dès lors, non sans soupirs et sans angoisses, à une alliance avec Antoine de Bourbon, dont elle redoutait la prodigalité et l'inconsistance si fatales par la suite à sa fille Jeanne.

Le matin du jour choisi pour cette promenade nautique, toute la cour monta sur trois barques.

La première était ornée de la célèbre devise : une lune naissante ou un croissant d'argent, avec cette inscription : *Donec totum impleat orbem*. Autour, les chiffres de la duchesse de Valentinois et de Henri, deux D et un H entrelacés ensemble et couronnés, étaient semés sur la toile en broderies d'or, comme s'ils eussent été gravés par le ciseau de Jean Goujon sur les façades de Fontainebleau ou d'Anet.

La seconde barque était ornée des fleurs de lis d'Antoine de Bourbon auxquelles, par une piété tendre pour la mémoire de son frère François, la reine Marguerite de Navarre avait ajouté des salamandres.

La troisième barque était aux armes de Guise, avec la croix de Lorraine.

Les musiciens précédaient et suivaient les trois barques pavoisées sur de petits bateaux en forme de conques. Rien ne devait être charmant comme ces

concerts sur l'eau entremêlés de récits de guerre et de propos d'amour.

On remarqua néanmoins ce jour-là les préoccupations de Jeanne d'Albret.

Elle était naturellement grave et elle souffrait intérieurement de la peine secrète de sa mère contre le désir de laquelle elle s'était mariée, avec l'appui du roi et enfin avec la complaisance de son père Henri d'Albret, qui avait d'abord résisté aussi vivement que la reine sa femme.

Jeanne d'ailleurs sentait probablement l'approche des tempêtes. Les guerres civiles n'étaient pas loin. Jeanne d'Albret, par le don de prophétie qu'ont les femmes et les mères, tressaillait peut-être aux ombres sinistres que projetaient devant elle, dans les profondeurs de l'avenir, soit son propre trépas, soit les destinées tragiques de son mari et de ses fils.

Quand les barques furent à deux heures de Moulins, la reine de Navarre, qui donnait la fête, descendit dans une grande prairie qui s'inclinait en pente de la colline à l'Allier. Elle mit pied à terre avec ses dames et s'avança vers une partie de la rive que ses officiers avaient couverte de sable fin. C'est là que Marguerite reçut le roi et la cour.

Tout était préparé dans la prairie. Trois tentes y avaient été élevées. Elles correspondaient aux trois barques par les emblèmes, les devises et les blasons dont elles étaient armoriées. Des tables étaient dressées sous ces tentes. Mais la température était si douce que le roi préféra une collation en plein air. Marguerite fit étendre sur l'herbe des coussins de

vetours, et l'on dîna sur le pré. On se promena ensuite le long des courants écumeux, entre la colline et la rivière. Des sentiers disposés et sablés parmi les saules s'ouvraient et se fermaient en labyrinthes, où l'on se fuyait et où l'on se rencontrait tour à tour. Les heures s'écoulèrent avec la rapidité de l'eau.

Dans les intervalles silencieux de la musique, la reine de Navarre, dominant son chagrin, avait conté à Henri II quelques-uns de ces contes dont elle égayait François I^{er}, et que Henri II n'aimait pas moins que son père.

Il exprima tout haut son approbation à la reine de Navarre qu'il aurait voulu consoler. « Ma tante, dit-il, excelle à donner des fêtes rustiques autant qu'à réciter de bons contes. — J'ai eu deux maitres en cela, reprit la reine : pour les fêtes, mon bien-aimé frère François, votre père, comme pour les contes, Boccace. » En effet, on se serait cru à Chambord, à Florence ou à Ferrare. Cette journée fut une journée du Décaméron.

La cour remonta sur les barques, et n'aborda à Moulins qu'à la tombée de la nuit.

Les grands personnages de cette fête l'oublièrent vite, les historiens la dédaignèrent, mais elle se conserva dans les archives municipales et féodales de la province. Elle se grava dans les souvenirs du peuple. Les saules de cette prairie ont été consacrés par la tradition. Les uns s'élancent en liberté aussi forts que des chênes ; les autres, plus récents, trempent leurs branches dans les flots. Ce lieu présente à la fois une double oasis de la nature et de l'his-

toire. Il s'appelle encore : *la saulée de la reine de Navarre*.

Hélas ! cette bonne et noble Marguerite ne survécut pas longtemps au mariage de sa fille. Elle expira le 15 décembre 1549, en son château d'Odos, à une petite lieue de Tarbes, capitale du Bigorre. La mort lui fut une délivrance. La perte de son frère l'avait pénétrée d'une tristesse inconsolable. Cette tristesse assombrissait sa physionomie. Ses conversations, autrefois si enjouées, s'étaient changées en élégies :

Tant de larmes jettent mes yeux,
Qu'ils ne voient ni terre ni cieux.

Elle fut regrettée de tous et inhumée au milieu des sanglots sous les voûtes funèbres de la cathédrale de Lescar, le Saint-Denis et le Westminster des vicomtes de Béarn. Ces sanglots de la noblesse et du peuple eurent un double écho dans le monde païen de la Renaissance et dans le monde chrétien de la Réforme.

Valentine d'Arsinois dédia cette épitaphe à la reine de Navarre :

Musarum decima et Charitum quarta.
La dixième Muse et la quatrième Grâce.

Calvin loua Marguerite plus gravement :

Deus (illà) usus est ad regnum suum promovendum.
Dieu s'en servit pour susciter son règne.

Elle avait protégé, en effet, dans toute la plénitude de ses beaux instincts, en France et en Gascogne,

comme Renée, la fille de Louis XII, à Ferrare et à Montargis, les protestants persécutés. Les cours de ces princesses furent les refuges de paix où les proscrits s'abritaient dans la ferveur de la science et de l'amitié contre la tyrannie des rois, et la hache des bourreaux.

Marguerite, Renée, et Jeanne d'Albret qu'on ne peut en séparer, ne sauraient donc être trop honorées de notre siècle. Elles furent plus que des femmes, plus même que des hommes. Tandis que les grands initiateurs apportaient des idées nouvelles, elles apportaient un cœur nouveau. Plus inventrices que les princes, plus courageuses que les héros, plus aimantes que les théologiens, elles aidèrent soit les réformateurs, soit les philosophes, et ne contribuèrent pas moins qu'eux à enfanter l'esprit moderne

LIVRE QUATRIÈME

Douleur de Jeanne d'Albret, ses scrupules; mort de ses deux premiers enfants. — Naissance de Henri de Bourbon. — Joie de Henri d'Albret. — Cour de Pau. — Cette cour et la duchesse de Vendôme attristées par la nouvelle du supplice de Jane Grey. — Le roi de Navarre, Henri d'Albret, tombe malade à Hagetman, en Gascogne. — Sa tendresse pour Henri de Bourbon, son petit-fils; ses derniers moments. — François de Guise. — Siège de Metz. — Débauches et cruautés de Henri II et de sa cour.

Jeanne d'Albret sentit douloureusement la disparition de celle qui, après lui avoir donné le jour, n'avait pas cessé de lui créer une âme, une intelligence. Elle se rappela les déplaisirs dont elle avait payé tant de soins. Elle diminua ses propres mérites, son dévouement, sa tendresse; elle exagéra ses torts. La délicatesse de sa sensibilité mêla des repentirs à ses larmes qui redoublèrent d'abondance et d'amertume. Par un excès de vertu filiale, elle tourna son chagrin en remords. Les grands cœurs se reconnaissent sur les tombes autant à leurs scrupules qu'à leurs gémissements. Il leur semble qu'ils n'ont jamais assez aimé ceux qu'ils ont perdus; et cela même les rend plus religieux. Il ne leur faut rien moins que l'éternité pour aimer de nouveau en Dieu les chers absents qu'ils se reprochent de n'avoir pas assez aimés sur la terre.

Jeanne ne s'apaise un peu que dans la prière et

dans une plus vive ardeur d'affection pour les siens. Elle eut beaucoup à souffrir des désordres de son père, des trahisons de son mari et des tragiques accidents qui couvrirent de deuil les premières années de ses noces.

Elle avait eu pendant ces années deux enfants. Ils lui furent enlevés successivement, et chaque fois par un de ces coups du destin qui épouvantent l'imagination en brisant le cœur.

L'aîné de ces petits princes avait pour gouvernante une personne sage et zélée, mais qui contracta une maladie de langueur. L'appauvrissement de son sang, dont la circulation était presque arrêtée, lui communiquait un frisson continuel. Pour échapper à ce malaise, elle se surchargeait de vêtements lorsqu'elle menait le nourrisson chez la reine, et lorsqu'elle rentrait dans les chambres qu'elle occupait, elle les chauffait comme des étuves. Cette température brûlante dont elle ne s'apercevait pas finit par étouffer une nuit l'innocent et faible petit prince.

Jeanne avait confié son second fils à l'une de ses dames qui avait une grande réputation de prudence. Malheureusement cette dame s'éprit d'un gentilhomme fort audacieux. Une après-midi qu'il avait pénétré dans l'appartement de sa maîtresse, celle-ci, soit pour se défendre de lui, soit pour le provoquer sous l'apparence d'un jeu, lui passait l'enfant qu'elle tenait dans ses bras et le reprenait tour à tour. Tandis qu'ils folâtraient ainsi, l'enfant glissa sur les dalles. Il mourut des suites de cette chute.

Le désespoir de Jeanne d'Albret fut inexprimable. On craignit pour sa vie et pour sa raison. Le vieux roi

et son gendre, Antoine de Bourbon, regrettaient surtout, par ambition, celui que Jeanne pleurait par amour. La Providence vint à leur secours à tous et leur accorda un troisième fils.

Ce troisième garçon était Henri de Bourbon, qui fut depuis Henri IV.

Il naquit au château de Pau, le 14 décembre 1553, sous le ciel bleu du Béarn, à l'ombre des grands arbres du parc, en face des Pyrénées, au bord escarpé du Gave, dont les flots rapides roulant tumultueusement comme une vie de héros.

Le petit prince avait été conçu à la Flèche, où séjournaient Antoine de Bourbon et la princesse de Navarre.

Jeanne d'Albret ne s'aperçut du fruit qu'elle portait dans son sein qu'à l'armée de Picardie, dont son mari était le chef et qu'il conduisait contre Charles-Quint. Cette circonstance parut d'un heureux présage. On pensa que celui dont le premier signe avait été en quelque sorte héroïque, et qui avait commencé à remuer dans le ventre de sa mère au milieu d'un camp, serait un guerrier illustre.

Grosse de six mois, la princesse de Navarre avait quitté l'armée pour se rendre à Pau, chez son père, Henri d'Albret. Quand elle arriva, beaucoup de rumeurs alarmantes transpiraient au château. On disait tout bas, tantôt que le roi se proposait d'épouser en secondes noces Catherine de Castille, sœur de Charles-Quint, tantôt qu'il avait fait son testament en faveur d'une grande dame que l'on nommait et qui avait eu des bontés pour lui.

Sans en avoir l'air, Jeanne était instruite de tout. Son père n'ignorait pas les confidences qu'elle avait dû recevoir. Il comprenait bien qu'elle était inquiète.

Un soir qu'elle se reposait dans le cabinet du roi et qu'elle semblait l'interroger du regard et du cœur, il ouvrit la triple serrure d'un bahut de fer, en tira la boîte d'or qui contenait son testament, et de laquelle pendait une chaîne de même métal que la boîte, une chaîne si longue qu'elle eût fait trente fois le tour du cou de la princesse. « Tu vois cette boîte, lui dit le vieillard, eh bien ! elle est à toi, si tu me donnes un troisième petit-fils ! Mais, ajouta-t-il, ne sois pas une femmelette et accouche gaiement, afin que je n'aie pas un pleureur pour héritier. » Jeanne, soulagée de ses doutes, promit de chanter une chanson béarnaise dans les angoisses de l'enfantement. Elle tint parole. Au plus fort de ses douleurs, elle fit appeler son père, et le vieillard étant accouru dans la chambre où elle souffrait, Jeanne cessa ses gémissements ; elle entonna sa chanson béarnaise pendant laquelle le petit Henri vint au monde sans larmes ni cris. Le roi, qui ne se possédait pas de joie, n'aperçut que des sourires sur les lèvres de sa fille et de son petit-fils. Il n'entendit que la chanson béarnaise à laquelle se mêlèrent les bruits du Gave dans le ravin et les frémissements du vent dans les chênes du parc.

Cette heure solennelle sur le cadran des dynasties ne fut pas attristée.

La tradition a conservé avec soin tous ces souvenirs ; l'histoire les marque à son tour avec respect. L'ima-

gination est la plus puissante faculté du peuple. Le merveilleux dont elle revêt souvent la vérité brille aux origines de tout ce qui est grand. Il ne faut donc pas s'étonner de ce rayon de légende sur le berceau de l'enfant prédestiné qui devait être le fondateur d'une nouvelle branche royale, un illustre capitaine et un prince magnanime.

Il était deux heures après minuit.

Henri d'Albret disparut un instant, rapporta, comme il s'y était engagé, la boîte qui renfermait son testament ; il la posa près de l'oreiller de sa fille et dit : « Voilà qui est à toi ; et voici qui est à moi, » reprit-il en désignant son petit-fils, qu'il emporta dans un pan de sa robe jusqu'à la grande salle du donjon. Cette salle, traversée par une table féodale, était ornée de tous les portraits des Centule, des Gaston, des d'Albret, suspendus aux murailles, au-dessus de leurs armes en trophées. C'est dans ce lieu, pour ainsi dire, plus domestique et plus intime, qu'Henri d'Albret s'empressa d'introduire, aux flambaux, son petit-fils, comme pour le présenter soit à ses aïeux, soit aux vicomtes de Béarn, leurs prédécesseurs, tous, ses ancêtres de famille ou de trône. Il étendit l'enfant sur la table dans une moitié d'armure d'acier. Ce fut le premier lit du Béarnais ; le second fut une carapace de tortue, une coquille, qui lui servit de berceau.

Le roi, ayant couché son petit-fils dans la cuirasse qui avait peut-être été celle de Gaston-Phébus, demanda une gousse d'ail, du vin de Jurançon et la coupe d'or de la maison d'Albret. Des serviteurs

se hâtèrent d'obéir. Il prit la gousse d'ail, qu'on lui offrait sur un plat d'argent, et il en frotta la bouche de son petit-fils; puis, saisissant un flacon de cristal plein de vin généreux, il le versa jusqu'aux bords dans l'immense coupe qu'il vida, après en avoir fait avaler quelques gouttes à ce cher rejeton. L'heureux vieillard voulut, par ces symboles de force et par cette libation, sacrer l'homme et bénir celui qu'il aimait d'une tendresse de père et de prince, celui qui continuerait sa race en la grandissant.

Le roi ne pouvait contenir son allégresse. Il parcourait follement le château dont il descendait et montait les degrés, berçant comme une nourrice son petit-fils dans ses bras, le désignant avec orgueil à ses nobles, à ses serviteurs, et lui chantant tout bas des chansons basques pour le réjouir. Puis, quelques pressentiments mélancoliques se mêlant parfois à sa gaieté méridionale, il s'écriait : « Mon Dieu, mon Dieu, ayez pitié de mes cheveux gris. Vous m'avez donné cet enfant dont je vous remercie, ne me l'enlevez pas comme ses deux frères. Il est venu si longtemps après moi ! Permettez que je m'en aille avant lui, selon l'ordre de la nature ! »

Les rois de Navarre avaient pour blason deux vaches, emblème pastoral et agricole de leurs pauvres États. Les étrangers se raillaient de cet écusson rustique. Les Espagnols surtout s'en moquaient àprement. Nul respect ne retenait leurs froids et amers sarcasmes.

Lorsque Marguerite, la femme de Henri d'Albret, mit au monde sa fille Jeanne, les beaux esprits de Bal-

bastro, les poètes de Burgos et de Léon s'écrièrent : « Miracle ! la vache est accouchée d'une brebis ! » Irrévérence dont la reine Marguerite fut offensée et qui indigna Henri d'Albret. Maintenant que cette ancienne humiliation était effacée par la fécondité de sa fille, le vieillard la rappelait avec orgueil, et montrant aux gentilshommes qui accouraient pour le féliciter le petit Henri de Bourbon, il leur disait : « Voyez, voyez ! ma brebis a enfanté un lion ! »

Le baptême du prince se célébra l'année suivante (janvier 1554) dans des fonts d'argent commandés à d'habiles artistes et admirablement exécutés pour la cérémonie. Les parrains furent Henri d'Albret, roi de Navarre, et le cardinal de Vendôme. La marraine fut madame de Rohan, qui était sœur du roi de Navarre. La chapelle du château avait été incrustée de pierreries magnifiques et tendue de velours vert avec des fleurs de lis en diamants. Mille cierges brûlaient sur l'autel et le long de la nef. Le prélat qui officia, au milieu des nuages d'encens et des actions de grâces, fut le cardinal d'Armagnac, évêque de Rodez et vice-légat d'Avignon.

Le petit prince fut nommé Henri de Bourbon. Il eut successivement huit nourrices. La duchesse de Vendôme, c'est ainsi qu'on appela Jeanne d'Albret après son mariage, trouva enfin au village de Bilhères, à l'extrémité de son parc de Pau, la femme d'un pauvre laboureur qui allaita et soigna Henri comme une seconde mère. C'était Jeanne Fourcade, mariée à Jean Lassensaa. Elle veillait son nourrisson jour et nuit. Elle le promenait à travers les ombrages du

parc et sur les bords du Gave, le fortifiant de caresses, de lait et de bon air. Le petit prince aimait si tendrement cette bonne paysanne, que la duchesse de Vendôme en était jalouse et l'avouait en badinant.

Depuis l'accouchement de la duchesse, la cour de Navarre reverdit et refleurit. La présence d'Antoine de Bourbon ne fut plus nécessaire. Pour tout animer, pour tout illuminer, il suffisait de la joie du vieux roi et du bonheur de la duchesse. Elle n'était plus indifférente aux plaisirs; elle les encourageait. Elle était charmée de verser au dehors son contentement. Elle ne se bornait pas à le concentrer dans la solitude, elle aimait aussi à le laisser éclater dans les fêtes que son mari et son père organisaient autour d'elle.

Le château de Pau, durant ces beaux jours, fut un lieu d'enchantement. Mais il recommença à se voiler aux nouvelles de Londres.

Ces nouvelles furent apportées par un gentilhomme de Henri d'Albret. Ce gentilhomme qui avait assisté, dans l'intérieur de la Tour, à l'exécution de Jane Grey, en rendit compte à son maître, au duc et à la duchesse de Vendôme.

La duchesse surtout lui demanda tous les détails du supplice qui avait épouvanté la Grande-Bretagne, deux mois seulement après la naissance de son fils Henri, et elle écouta avec la tristesse d'une sœur la fin de cette autre Jeanne qui lui ressemblait tant.

On comprend l'angoisse dont ce meurtre royal transperça la duchesse de Vendôme. Son intérêt fut désormais inexprimable pour la victime de cette tra-

gédie étrangère et barbare. C'était une autre elle-même qui venait d'être immolée par le fanatisme catholique contre lequel, à cette époque de sa vie, la duchesse de Vendôme amassait déjà toutes les indignations de son cœur, tous les mépris de son intelligence. Car les révoltes d'esprit par lesquelles elle arriva à des convictions si profondes, précédèrent longtemps le jour où elle se précipita corps et biens, enfants et royaume, dans le feu des guerres civiles.

Elle avait d'ailleurs une de ces âmes qui ne ressentent pas seulement les malheurs personnels, mais qui se reconnaissent solidaires de toutes les catastrophes injustes. Elle souffrait pour les choses générales autant que pour les choses privées, pour ce qui était loin comme pour ce qui était près; elle souffrait pour tout ce qui souffre, pour tout mal commis à la face du ciel, pour toute idée opprimée, pour toute conscience violée, pour tout sang répandu, pour toute vie tranchée iniquement dans le monde.

Aussi quels pleurs ne versa-t-elle pas sur Jane Grey, cette princesse accomplie dont la destinée, qui devait être si brillante et qui fut si lugubre, contrista toutes les cours de l'Europe et arracha des larmes même à Diane de Poitiers?

Nulle part néanmoins cette charmante Jane Grey ne fut regrettée comme en Béarn. La duchesse de Vendôme, soit sympathie de croyances, soit similitude de nature, soit haine contre Marie Tudor, ne pouvait se consoler. Elle oublia ses promenades accoutumées, ses lectures favorites et jusqu'à ses repas. Elle

trouvait de calme que dans la prière qu'elle renouvelait avec plus de ferveur au sortir de ses rêveries.

Les soins qu'elle ne cessait de prodiguer à son père qui s'affaissait peu à peu et à son cher Henri qui croisait à vue d'œil, achevèrent de la guérir par la vertu du dévouement, la plus généreuse et la plus active de ses facultés.

Cette période d'apaisement fut courte. La duchesse touchait à l'un de ses plus grands chagrins.

Elle aimait beaucoup son père dont l'attachement pour Jeanne avait redoublé depuis la naissance du petit prince de Béarn.

Henri d'Albret entrait dans la vieillesse. Il était d'une jovialité spirituelle et d'une originalité méridionale. Il avait toujours été aussi avisé que brave. Il avait signalé sa valeur à Pavie. Fait prisonnier comme le roi chevalier, il s'évada et revint en Béarn sous un déguisement. Son père Jean d'Albret était mort de rancune, après la perte de la haute Navarre conquise par le duc Frédéric d'Albe et confisquée par Ferdinand d'Aragon avec l'approbation du pape.

Demeuré l'aîné de quatorze enfants, Henri d'Albret s'efforça toute sa vie de recouvrer la possession de cette Navarre espagnole qui aurait été la plus belle partie de son patrimoine.

D'un génie fort souple, il cacha parfois sous les apparences les plus vives de la passion ses plans intéressés.

Son mariage même avec la sœur chérie de François I^{er} avait été, malgré les signes extérieurs, beau-

coup plus un calcul qu'un amour. Le roi François, Marguerite et les deux cours y furent trompés. Sans doute la duchesse d'Alençon attirait par son charme Henri d'Albret, mais le dessein véritable du prince en l'épousant était doublement politique. Il espérait, en contractant cette grande alliance, reprendre la haute Navarre sur l'Espagnol, et il empêchait à jamais la confiscation de la basse Navarre par le roi de France, en se le donnant pour beau-frère. Tels furent les secrets motifs du rusé Béarnais. Au moment où il paraissait le plus amant il était surtout diplomate.

Henri d'Albret n'était ni Français ni Castillan. Il était l'homme des hautes frontières.

Il avait dans le visage des airs de sa femme Marguerite et de son beau-frère François I^{er}. Sa figure se détachait très-noble entre sa fraise et son bérêt. Son nez avançait en se courbant sur la lèvre supérieure. Ses yeux étaient vifs et perçants, sa bouche franche, fine et gaie. Il avait tout l'aspect d'un montagnard. Une rare distinction de physionomie et le triple rang de sa chaîne d'or sur son sarrau révélaient seuls son rang.

Il était riche et son château recélait des trésors d'ameublements, de tentures, de pierreries, quoiqu'il y eût dans le train de sa petite cour plus d'abondance que de luxe. A l'occasion il était magnifique. Il reçut une fois Charles-Quint avec une prodigalité et des profusions que l'empereur n'oublia jamais. Depuis, lorsque Charles voulait parler d'une hospitalité royale, il disait : l'hospitalité d'Albret.

Ce prince basque vécut sous le ciel tant que sa

santé le lui permit. Il préférait aux bals et aux fêtes de sa cour les grandes chasses des Pyrénées. Les soirées avec leurs flambeaux et leur musique lui plaisaient moins que les matinées en plein air avec leur aurore, leurs cascades et leurs précipices. Alors, chaussé de guêtres rattachées au-dessus du genou, tandis que sa cour dormait, il partait avec quelques amis et s'en allait tuer des loups et des ours, dans les gorges de ses montagnes.

Rien n'est touchant comme le bonheur dont il fut pénétré à la naissance de Henri IV. Une source nouvelle jaillit de ce cœur patriarcal. Ce dernier amour fut la plus forte passion de sa vie. Henri d'Albret fut grand-père mieux qu'il n'avait été père, mari et roi.

Il se chargea lui-même de l'éducation de son petit-fils. Il voulut qu'il fût élevé et nourri grossièrement comme un pâtre des solitudes et des Gaves. Il présentait que cet enfant serait peut-être un puissant monarque et qu'il aurait tout au moins à conquérir ses États de la haute Navarre. Il devina que son cher Henri coucherait sur la dure, lutterait contre la faim, contre la soif, contre mille morts, et il résolut de le former à tous les hasards, à toutes les fatigues, en lui faisant un corps de fer et une âme intrépide. Sa tendresse lui inspira des sévérités dont la duchesse de Vendôme recueillit pieusement la tradition.

Pendant un voyage qu'elle entreprit dans le nord de la France où son mari commandait l'armée dirigée contre les Espagnols, Henri d'Albret, déjà souffrant, tomba très-malade à Hagetmau, en Gascogne.

Il y fut entouré du zèle de ses principaux officiers et des sollicitudes d'une des femmes de la duchesse de Vendôme que cette princesse avait attachée particulièrement au service de son père. Cette compagne ne quitta ni jour ni nuit le chevet du roi. Dans les intervalles de tranquillité, elle lui disait d'anciennes histoires et lui chantait des chansons pour l'endormir. Mais lui l'interrompait et voulait qu'elle lui parlât sans cesse du petit prince de Navarre. « Voilà mon véritable héritier, répétait-il avec complaisance. Il sera le plus grand de ses deux maisons. »

Ce profond amour paternel embrasa le roi jusque dans l'agonie. Peu avant d'expirer, il balbutia le nom de Henri, soit que, des ombres de la mort, il dit adieu à ce jeune survivant de toutes ses espérances, soit qu'il prononçât ce nom comme un défi à l'Espagne, soit qu'il le jetât à la France, à l'Europe, comme un gage de conciliation et comme une prophétie de gloire.

Il y avait, au reste, dans cette contemplation, peut-être autant de sagacité que de désir. Le cœur des rois et des pères communique parfois à leur regard suprême une portée surnaturelle.

Les derniers instants de Henri d'Albret furent donc remplis d'effusion pour son petit-fils et de recommandations pour sa fille sur leur unique enfant. Le roi mourut ainsi dans la prévision splendide des grandeurs futures de sa race.

Si Henri II eût connu cette prévision, il en aurait souri. Car il tenait les rois de Navarre pour ses princes liges et le petit Henri de Bourbon ne pouvait

jamais être à ses yeux que le premier sujet des Valois.

Henri II avait été le pâle successeur de son père François I^{er} dont il était l'égal en courage, le supérieur dans les exercices du corps, mais auquel il céda dans toutes les facultés de l'esprit.

Il avait un amour constant et quelques amitiés exclusives qui le poussaient à toutes les extrémités du pouvoir. Il allumait les bûchers, il dressait les échafauds, il écrasait son peuple de nouvelles taxes, et, soit par les confiscations, soit par les impôts, soit par les rapines, il enrichissait sa maîtresse Diane de Poitiers, comblait ses favoris les Guise, les Montmorency, les Saint-André, et satisfaisait ses propres cupidités, ses soifs de plaisirs.

Il avait ranimé la guerre en Italie contre l'empereur qui se disposait à s'emparer du duché de Parme et à refouler ainsi toute communication des Français hors du Piémont.

Ottavio Farnese, duc de Parme, abandonné du pape, se réfugia sous la protection de la France. Henri II accueillit les prières du duc, et la guerre recommença. Elle se continua avec des alternatives diverses jusqu'à la prise des trois évêchés, Metz, Toul et Verdun. C'est le connétable de Montmorency qui en fut le conquérant astucieux et pacifique. A la tête d'une armée de cinquante mille hommes, le connétable se présenta devant ces villes, qui appartenaient à l'Empire, mais qui avaient de telles franchises, qu'elles étaient regardées comme indépendantes. C'étaient en quelque sorte des républiques municipales. Toul et Verdun remirent leurs clefs sans résistance. Metz

hésita, comme sous le pressentiment du sort qui lui était réservé. Le maire et les échevins exposèrent respectueusement au connétable que leur ville ne recevait jamais de troupes, même impériales. Ils offrirent des vivres à l'armée et l'hospitalité aux chefs et aux princes. Ces objections et ces déférences ne satisfaisant pas le connétable, les bourgeois abusés par le cardinal de Lénoncourt, leur évêque, se déterminèrent à ouvrir leurs portes à Montmorency, en lui accordant deux enseignes pour escorte. Ces deux enseignes ne devaient monter qu'à six cents hommes, mais le connétable les composa de plus de quinze cents soldats d'élite. Les citoyens comprirent trop tard ce machiavélisme et tentèrent de résister; ce fut en vain. Le connétable les repoussa, et toute son armée occupa la ville.

C'est ainsi que Metz, république municipale depuis les croisades, tomba sous la domination du roi. Il y fit son entrée le 18 avril 1552. Il reçut, sous le porche de la cathédrale, le serment de fidélité des magistrats, et jura lui-même de respecter toutes leurs franchises, celles du moins qui n'étaient pas incompatibles avec sa souveraineté. Henri II, avant de partir, voulant faire de Metz un des boulevards de son royaume, y laissa une forte garnison sous le commandement de Cossé-Gonor, frère du maréchal de Brissac.

L'empereur fut si violemment ému de la perte des trois évêchés, qu'il se décida dès lors à déposer le sceptre. Ce sceptre était bien lourd, il le portait depuis longtemps, et il lui sembla que le poids du cru-

cifix lui serait plus léger, dans un couvent des montagnes. Mais avant de s'acheminer au monastère de Saint-Just, il résolut de ressaisir Metz et d'en chasser les Français. Il rassembla d'innombrables troupes du fond de l'Espagne, de l'Italie et des Pays-Bas. Il souleva toute l'Allemagne, afin de s'ouvrir une brèche à travers les remparts de Metz. Henri II s'inquiéta de si vastes préparatifs, et ses plus hardis capitaines n'essayèrent pas même de le rassurer, tant la place était faible contre une si puissante armée, commandée par un tel empereur !

François de Lorraine, seul, ne se troubla pas. Émule de Montmorency, qui lui disputait la faveur du roi, il n'avait pas vu sans peine le connétable doter la France et l'agrandir de trois villes si importantes. Le génie de la guerre et de l'ambition l'aiguillonnant d'ailleurs, il conçut l'espérance de garder avec gloire ce que le connétable avait conquis par la fraude. Il supplia le roi de lui confier la défense de Metz, et le roi ne dissimula pas, tout en se rendant à son désir, qu'il lui accordait un périlleux honneur. Ce poste difficile, presque impossible, et si héroïquement brigué dans une conjoncture décisive, augmenta l'estime du roi et l'enthousiasme de la noblesse pour François de Lorraine.

On ne le nommait plus prince de Joinville, ni comte d'Aumale. Son père, le duc Claude, et son oncle le cardinal Jean étaient morts depuis deux ans, à un mois de distance. Son cousin, le duc souverain de Lorraine, n'était qu'un enfant. Il n'y avait plus qu'un astre dans sa maison, et c'était lui, François

de Lorraine, le nouveau duc de Guise. Chef de la branche française de sa famille, il réfléchissait dans sa jeune renommée les exploits, l'antiquité et les splendeurs de son grand-père, René II, qui avait vaincu Charles le Téméraire à Nancy, et dont l'origine fabuleuse se perdait dans les dynasties troyennes en même temps que son origine historique remontait jusqu'à Charlemagne. Telles étaient du moins les prétentions des princes lorrains, qui se déclaraient encore les héritiers légitimes de l'Anjou et de la Provence, comme issus par les femmes du roi René. Louis XI avait réuni ces provinces au royaume de France, mais les princes lorrains disaient tout bas ou hautement, selon les circonstances, que c'était contre leur droit. Le duc de Guise, d'après les conseils de son frère, le cardinal Charles, avait même inséré, dans son contrat de mariage, le titre de duc d'Anjou. C'est en risquant ainsi de loin en loin des actes de princes du sang, qu'ils avaient peu à peu primé la plus haute noblesse, et qu'ils s'étaient presque égalés aux Bourbons.

Toute la politique du duc Claude avait été de faire de sa maison la rivale, et, s'il se pouvait, la supérieure des branches cadettes de la maison royale. Le duc François avait recueilli cette politique en l'agrandissant aux proportions de son génie.

Naturellement un héros, il s'efforça de devenir un grand capitaine et un homme d'État. Il rechercha toutes les occasions de gagner les soldats et le peuple, d'ensorceler Paris, de donner à l'Église une telle confiance, qu'il fut, aux yeux de

tous, le chef des catholiques, le représentant du clergé et de la papauté. Sa famille l'aïda dans la poursuite de ses grandeurs. Par le cardinal Charles de Lorraine, quelquefois compromettant, mais plus souvent utile, il s'insinuait dans la catholicité européenne et romaine; par le cardinal de Guise, qui était un homme de plaisir, il se conciliait la bienveillance des dames et des jeunes seigneurs; par le grand prieur, le général des galères, il séduisait les marins; par ses deux autres frères, le marquis d'Elbeuf et le duc d'Aumale, il entretenait le souvenir de la noblesse et des armées. Enfin, par sa nièce Marie Stuart, qu'il fiança au Dauphin, depuis François II, il se préparait de longue main la dictature du roi et du royaume de France.

Tel était ce grand prince, riche d'ailleurs, et prodigue par bonté autant que par calcul, qui sollicita la terrible responsabilité de protéger Metz contre l'empereur. Il traversa Toul malgré la peste, établit des mesures sanitaires, et donna ses ordres, soit pour la police, soit pour les fortifications; il partit ensuite. Il arriva à Metz, le 17 août, en qualité de lieutenant général et avec des pouvoirs illimités. Le gouverneur, M. de Cossé-Gonnor, accompagné du duc de Nemours, du vidame de Chartres et d'un brillant état-major de noblesse, vint au-devant du duc de Guise hors des faubourgs. Il lui présenta les troupes en grande tenue. Le duc de Guise leur fit une courte harangue, et les enleva en les assurant que de toutes les grâces qu'il avait reçues du roi, celle qu'il estimait le plus était l'honneur de com-

mander à une si brave garnison. Il la passa rapidement en revue, aux acclamations des soldats, fiers d'un si noble chef. Le duc de Guise les ayant distribués dans leurs quartiers, voulut parcourir la ville. La population remplissait les rues et saluait des fenêtres. Le duc montait un des plus magnifiques chevaux de ses écuries. Il précédait d'assez loin son escorte; il marchait au pas, s'inclinant à droite et à gauche, s'arrêtant sur les places, sur les promenades, dans les carrefours, disant aux hommes, qu'il vaincrait ou mourrait avec eux; aux femmes qu'il défendrait la pureté de leurs foyers et l'honneur de leurs filles; aux prêtres, qu'il préserverait l'inviolabilité de leurs églises et la sainteté de leurs autels. La foule répondit par des cris d'enthousiasme, et les applaudissements passionnés de cette multitude retentirent longtemps après que le duc eut franchi le seuil de son palais. Les citoyens, qui avaient craint jusqu'alors la vengeance de Charles-Quint et les abominations des reîtres, se félicitaient, s'embrassaient les uns les autres, s'écriant que le duc de Guise était un sauveur. Quelques-uns disaient qu'il n'avait pas été envoyé par le roi, mais par Dieu lui-même. Les mères, les épouses, les vierges ajoutaient que sous son casque et sous son armure, c'était vraiment l'ange de la guerre qui réprimerait l'orgueil de l'empereur et la brutalité de ses bandes mercenaires.

Le duc de Guise obtint, dès ce jour-là, ce qu'il désirait le plus, le dévouement des habitants et des soldats. Le lendemain, il manda le seigneur

Pietro Strozzi et Camillo Marini, tous deux ingénieurs excellents. Il sortit avec eux, fit le tour de la ville, dont il examina soigneusement l'enceinte, et il fixa, en consultant ces hommes d'une expérience consommée, son plan de défense. Metz est baignée au nord, à l'orient et à l'occident par le cours de deux rivières, la Moselle et la Seille; le midi est ouvert et accessible. Le duc de Guise entreprit sans retard et poursuivit d'immenses travaux sur tous les points. On commença par abattre les édifices adossés aux murailles et où les ennemis auraient pu trouver un abri, pour tenter de là, plus sûrement, des progrès vers la ville. On rasa les demeures des particuliers, les bâtiments publics, les églises, les monastères. On construisit, avec les matériaux répandus çà et là, de nouveaux remparts et des plates-formes où l'on plaça des batteries correspondantes à celles que les Impériaux ne manqueraient pas de braquer des montagnes.

M. de Guise animait tout de sa présence. Il versait l'or à pleines mains; non pas l'or du roi, qu'il épargnait, mais le sien propre et celui de son frère le cardinal. Il encourageait les sacrifices et les récompensait de son estime. Il appelait les bourgeois ses amis, et, dans leur reconnaissance, ils démolissaient leurs maisons, ils voyaient crouler sans regret le toit de leurs pères. Le duc de Guise ne les quittait pas un instant. Pour ne pas perdre une minute, il mangeait debout, au milieu d'eux et des ouvriers. Il voulut même porter la hotte quelques heures par jour, afin qu'après lui, nul n'osât se dis-

penser de se mettre à l'œuvre. Il ennoblit ainsi jusqu'au plus humble travail. Les princes, les officiers, les seigneurs, le clergé, les jeunes filles, les enfants, les vieillards remuaient la pioche et la pelle, portaient des fardeaux et s'excitaient les uns les autres. Les fortifications s'élevèrent comme par enchantement. Il y avait bien dans cette précipitation des endroits faibles. Le duc les connaissait mieux que personne, et il disait à ses amis : « Ceci nous regarde; là où les Impériaux ne trouveront pas de remparts, ils trouveront nos poitrines et nos épées. »

Il ménageait tous les scrupules. Forcé de jeter bas l'antique abbaye de Saint-Arnould, qui renfermait, avec plusieurs reliques, les tombeaux de Louis le Débonnaire et de tant de princes de cette maison de Charlemagne, dont le duc lui-même se glorifiait de descendre, il ne balança point. Mais il ordonna une procession générale qu'il suivit tête nue, un cierge à la main, et avec les marques d'un respect religieux, comme pour fléchir le ciel et absoudre ces profanations auxquelles le condamnaient les nécessités de la guerre.

L'activité du duc de Guise rayonnait en tous sens. Il compléta les munitions de siège. Il rassembla de partout des arquebuses, de la poudre et du canon.

Il ne négligea pas non plus les approvisionnements de viande, de blé et de vin. Les boucheries, les greniers et les caves se remplirent. Les jardins et les enclos devinrent des pâturages, et les écuries particulières des abris pour les troupeaux qui devaient alimenter la ville.

Le bon ordre s'établit tout seul. L'amour qu'inspirait le duc de Guise était le patriotisme de Metz. L'empressement à lui plaire était le meilleur code de police. Tous voulaient être distingués de lui, et qu'il fût content. Il profitait de cette popularité et la faisait tourner au salut commun. Il accomplissait avec facilité les choses les plus difficiles. Quand les bourgeois et les soldats étaient harassés de labeurs, il les délassait par des exercices militaires. Il eut même assez d'autorité pour supprimer les duels privés, en face de ce grand duel contre l'empereur. Et ce n'était pas la menace du poing coupé qui arrêtait les querelles, c'était la crainte de contrister M. de Guise.

Dans la prévoyance de l'avenir, il fut contraint de proscrire de la cité toutes les bouches inutiles. C'est la mesure qui lui coûta le plus. Il l'adoucit du moins par les égards que suggère la bonté. Il permit aux exilés d'emporter avec eux ce qu'ils avaient de plus précieux, s'engageant à leur rendre compte, après le siège, de ce qu'ils auraient laissé sous la garantie inviolable d'un inventaire et de sa parole. Il écrivit aussi aux gouverneurs des villes d'Alsace et de Lorraine, les priant de recevoir comme de frères tous ces malheureux sans asile et sans foyers.

Tranquille alors, le duc de Guise avertit par un courrier Henri II que Metz serait préservée pendant un an, et qu'il en répondait.

Son assurance venait de son grand cœur et de son génie infatigable; car sa situation aurait épouvanté tout autre général. Il était dans une ville mal fortifiée et très-vaste, menacée par l'empereur. Il n'a-

vait qu'une faible garnison et une population inexpérimentée; mais il en était l'âme et son esprit était partout, dans les familles des bourgeois, dans les casernes des soldats. Une circonstance ajoutait à sa sécurité : toute la plus haute noblesse de France était autour de lui. Il y avait trois princes du sang, le duc d'Enghien, Condé et M. de La Roche-sur-Yon. On distinguait, parmi ce grand nombre de seigneurs, deux frères du duc de Guise, le grand prieur et le marquis d'Elbeuf; puis le duc de Nemours, le vicomte de Chartres, Montmorency et Damville, fils du connétable, le duc de Castro-Horatio-Farnese, et cent autres.

Rien n'était à redouter avec de tels hommes, si ce n'est l'excès du courage et une sorte d'anarchie chevaleresque. Rebelles à la discipline par ardeur de gloire et par privilège de naissance, de tels volontaires déconcertent souvent les meilleurs plans d'un chef. Ils se précipitent dans des témérités qui compromettent, soit un siège, soit une bataille, et ils deviennent nuisibles à force de vouloir servir. Heureusement M. de Guise connaissait ce danger et il le conjura. Profitant de son ascendant sur tant de hardis seigneurs, il leur assigna un poste à chacun, et il obtint d'eux leur parole de ne quitter ce poste sous aucun prétexte. Il les enrôla, de la sorte, dans des compagnies où ils étaient obligés d'obéir à des capitaines éprouvés et nommés par le duc de Guise. Il les contraignit ainsi à bien faire, et tous furent des modèles de soumission à la règle, des exemples vivants d'héroïsme.

Pendant que le duc de Guise employait si bien les heures, même celles du sommeil, disant : « Je dormirai quand l'empereur aura renoncé à prendre Metz, » Charles-Quint avait consumé deux mois à rassembler ses troupes italiennes, espagnoles, autrichiennes, ses lansquenets et ses reîtres. Il marchait accompagné d'Emmanuel-Philibert, fils du duc de Savoie, du prince Jean de Brandebourg, du duc de Holstein, frère du roi de Danemark, du duc d'Albe, et de Midicino, marquis de Marignan, deux de ses meilleurs généraux. L'un et l'autre avaient conseillé d'ajourner cette expédition au printemps, mais le vieux monarque, gâté par le long exercice du pouvoir, croyait que tout, jusqu'aux saisons, devait céder à son impatience. Il rejeta leurs objections et il leur donna le commandement de son avant-garde.

Déterminés désormais à combattre, puisque tel était le désir de l'empereur, le duc d'Albe et le marquis de Marignan vinrent camper, le 17 octobre, avec vingt mille hommes, à l'est de la ville.

Dès qu'ils parurent, le duc de Guise, qui était homme politique autant qu'homme de guerre, sentit qu'il fallait frapper l'opinion par un coup d'audace. Il réunit une troupe d'élite qu'il plaça sous les ordres de Strozzi, s'écriant qu'il les choisissait pour aller parler français à ces Impériaux et leur demander ce qu'ils voulaient. Strozzi partit au pas de course. Une escarmouche très-vive s'engagea entre lui et les ennemis. Il ne rentra dans la ville qu'après leur avoir tué deux cents fantassins ; lui, n'en avait perdu que cinq. Le duc de Guise, à la tête des habitants, reçut

ces premiers héros du siège à leur retour, et leur fit une harangue pour les féliciter. Il la termina par ces mots, qu'il adressait aux bourgeois autant qu'aux soldats. « Mes amis, Dieu est pour nous. Cette victoire est de bon augure, elle en présage bien d'autres. »

A cette escarmouche succédèrent sans cesse des escarmouches nouvelles. Ordinairement, elles étaient heureuses aux Français.

Le patriotisme et la valeur croissaient dans la ville, malgré les menaces et la trahison des alliés.

Le 10 novembre, le margrave Albert de Brandebourg, un vrai condottiere, quoiqu'il fût cousin de l'électeur du même nom, quitta l'écharpe blanche pour l'écharpe rouge, et passa à l'empereur. Il avait longtemps flotté entre Charles-Quint et Henri II. Ses protestations de fidélité au roi cessèrent enfin. Il mit en déroute la cavalerie du duc d'Aumale, qui fut blessé et pris, puis il parut devant Metz et joignit ses troupes à celles de Charles-Quint.

Le 20 novembre, des salves d'artillerie annonçaient l'empereur. Il arrivait de Thionville en litière, afin de presser le siège. Un logement lui avait été préparé dans un château situé près des ruines de l'abbaye de Saint-Arnould.

La grande armée impériale se divisait en trois armées dont la principale était commandée par le duc d'Albe et par le marquis de Marignan, les deux autres par le duc de Holstein et par le margrave Albert. Ces armées, sans compter les pionniers et les valets, s'élevaient à plus de cent vingt mille hommes.

L'empereur, qui voulait Metz à tout prix, ordonna

des attaques formidables. Pendant plus d'une semaine, chaque jour, quatorze mille coups de canon tonnèrent contre la ville. Ce bruit épouvantable fut entendu à quarante lieues de distance, à Strasbourg et au delà du Rhin.

Les assiégés tinrent ferme : « Mes amis, leur disait le duc de Guise, voilà des maladroits qui font beaucoup de fracas, mais ils feront moins de besogne que nous. » Et quand les murs s'écroulaient, quelquefois le duc y suppléait par des gabions et des sacs de laine que les habitants roulaient entre eux et l'ennemi ; mais le plus souvent il lançait par les brèches ses bandes intrépides. Tandis que les bourgeois rebâtissaient les remparts, les soldats poursuivaient les Impériaux jusque sous leurs tentes, et d'assiégés devenaient assiégeants. Jamais on ne vit mieux que dans cette mémorable défense de Metz ce que peut le petit nombre lorsqu'il est possédé par la grande âme d'un héros.

M. de Guise désignait lui-même les cheveu-légers et les arquebusiers qu'il destinait aux sorties ; puis il se postait soit à la porte, soit à la brèche, avec des réserves, pour les soutenir au besoin. Lorsque ces braves gens rentraient, il les remerciait de leur courage, les consolait de leurs blessures, donnant à l'un une louange, à l'autre de l'or, à l'autre un grade. Dans quelques rares occasions, il ôta même son gantelet, et offrit la main à ceux qui s'étaient distingués par des actions d'éclat.

Un sergent, à qui il avait fait cet honneur, ne sachant comment le reconnaître, se jeta dans une

tranchée avec six de ses camarades armés seulement de piques, et il en chassa plus de trois cents Impériaux.

Un autre sous-officier, dont le duc avait approuvé hautement la belle conduite, traversa, lui douzième, toute une compagnie de reîtres, encloua deux batteries, tua les canonniers sur leurs pièces, et ramena la moitié de ses compagnons dans la ville.

Nul n'échappait à cet ascendant de M. de Guise. Tout homme qu'il avait électrisé d'un mot, ou d'un sourire de sa bouche, ou d'un éclair de ses yeux, était à l'instant transformé : d'un soldat il faisait un capitaine, d'un bourgeois un aventurier de guerre, d'un agneau un lion. Il ne se reposait jamais. Il était toujours debout, botté et armé. Il se multipliait avec une continuité admirable, sans cesse et à propos, dans les lieux, dans les circonstances et dans les expéditions où il était le plus nécessaire. Il parlait à chacun le langage le plus simple ou le plus saisissant. Il se renouvelait d'heure en heure, de minute en minute avec les choses et avec les hommes. Il était tout en tous. Sa force n'était plus individuelle et bornée, elle était universelle et toute-puissante.

Pendant qu'il accomplissait ces miracles et qu'il était lui-même un miracle de volonté et de génie, l'armée de l'empereur se fondait devant Metz. Les sorties meurtrières, le froid, les désertions, les maladies la décimaient. Charles-Quint désespéré, après deux mois de revers, d'épidémies, au cœur de l'hiver le plus rigoureux, allait être la risée de toute l'Europe s'il ne se hâtait. Il résolut un assaut décisif, et

remettant sa gloire à la garde de ses généraux et de ses troupes, passant en litière dans tous les rangs qu'il cherchait à enflammer par ses exhortations et par ses prières, il disposa tout pour cette journée suprême.

Il y avait une brèche de plus de cent vingt pas ; c'est par là que le duc d'Albe et le marquis de Margnan devaient pénétrer dans Metz. L'empereur avait marqué ce chemin à ses troupes. Instruit de ce dessein, le duc de Guise rangea la garnison en bataille devant cette brèche. Sa contenance était tranquille, son visage souriant. Il s'adressait aux officiers et aux soldats avec plus d'affection. Il les nommait par leurs noms, mêlant à ses propos une familiarité amicale et une gaieté de bon présage.

Quand il eut donné ses principaux ordres et que tout alla bien à son gré, un de ses gentilshommes lui apporta des épées. Il en essaya plusieurs, selon sa coutume dans les grandes occasions, puis en ayant choisi une, il l'éleva, l'agita en l'air, et, l'abaissant doucement, il fit signe qu'il voulait parler.

« Réjouissons-nous, mes amis, s'écria-t-il, que l'ennemi ait renversé cette muraille. Il n'y a plus désormais de barrière entre lui et nous. Il a ouvert le champ à notre courage. Vous avez été le chercher assez souvent jusque sous ses tentes, pour qu'il vienne, une fois au moins, à vos portes. Recevez-le bien, et prouvez-lui que vous le craignez moins encore de près que de loin. Ce que je souhaitais le plus, c'était qu'il cessât de se cacher derrière ses canons, et qu'il osât vous affronter la pique à la main. Ce

jour sera mémorable à jamais. Songez, mes amis, que l'Europe vous regarde, et apprenez-lui que pour arrêter le plus grand des empereurs et ses trois armées, il a suffi d'une ville fidèle et d'une poignée de Français.

« Je ne vous demande qu'une chose, c'est d'être aujourd'hui ce que vous avez été depuis cinq mois, c'est d'être dignes de vous-mêmes. Et il ajouta en touchant sa poitrine : — Je vous demande aussi de suivre la croix de Guise partout où elle vous conduira. »

D'universelles acclamations ayant accueilli ce discours, le duc se plaça en travers de la brèche avec une partie de la garnison. C'était le moment où les Impériaux s'avançaient. Mais ils n'eurent pas plutôt aperçu les Français et reconnu le duc de Guise qui donnait fièrement ses ordres, l'épée nue au poing, qu'une terreur panique s'emparant d'eux, ils se dispersèrent de tous côtés. Jamais l'empereur n'avait été témoin d'une telle lâcheté. Ni ses supplications, ni ses menaces, ni les efforts de ses généraux ne parvinrent à retenir ces malheureux précipités par l'effroi. L'empereur, hors de lui, suffoqué par la honte et par la colère, criait d'une voix sourde qu'il n'avait plus d'hommes autour de lui et qu'il avait trop vécu. On l'emporta presque évanoui de douleur derrière les ruines de Saint-Arnould, dans le château où il s'était établi. Il y réunit un conseil de guerre composé de ses principaux capitaines, afin de délibérer sur ce qu'il y avait à faire. La retraite fut résolue à l'unanimité. Plus du tiers

de l'armée avait péri, le reste était démoralisé. L'empereur, obligé de se résigner, accabla de reproches plusieurs de ses généraux, qu'il rendait responsables de la pusillanimité des soldats. Quand il les eut congédiés, il répétait avec amertume aux gentilshommes de son intimité : « Je vois bien, messieurs, que la fortune est femme, et qu'elle aime mieux un jeune roi qu'un vieil empereur. » Il s'éloigna de Metz le 1^{er} janvier 1553 pour retourner à Thionville. Les Belges amenés par Egmont décampèrent le lendemain, puis, dans la nuit suivante, la principale armée sous les ordres du duc d'Albe et du marquis de Margnan; puis, le surlendemain, les divisions du duc de Holstein et du margrave Albert de Brandebourg.

Le désordre de cette retraite fut augmenté le dernier jour par la cavalerie de la garnison, qui, sur un signe du duc de Guise, et sous le commandement du prince de La Roche-sur-Yon, poursuivit les Impériaux. Le prince, ayant atteint quelques escadrons espagnols, poussa son cri de guerre. Cette troupe presque entière jeta ses armes, et l'officier qui la commandait, s'adressant au prince de La Roche-sur-Yon, lui dit : « Comment aurions-nous la force de combattre? nous n'avons pas même la force de fuir. »

Le prince, confus de tant d'humiliation pour des hommes aussi braves et aussi hautains que les Espagnols, laissa aller ces pauvres gens et tourna bride. Il traversa le camp des Impériaux en revenant à Metz. Ce camp ressemblait à un cimetière. C'était un spectacle effroyable. Le sol, détrempé par la neige fondue et par la pluie glacée, n'offrait plus

qu'une vaste étendue de boue et de sang. Il était couvert de cadavres, de chevaux et de cavaliers. La terre, soulevée çà et là, creusée par les rigoles et les petits torrents de la saison, s'entr'ouvrait aux tombes d'où perçaient tantôt un bras, tantôt une jambe des malheureux tués pendant le siège et ensevelis à la hâte. L'air, quoique froid, était chargé d'exhalaisons impures. On entendait partout, dans les tentes et hors des tentes encore dressées, les gémissements des malades et le râle des mourants. Les loups et les corbeaux rôdaient autour de ce champ de carnage. Le duc de Guise le parcourait à cheval. Il était entouré de gentilshommes, de chirurgiens et de fossoyeurs. Il donnait de l'argent, des secours ; il faisait enterrer les morts, panser les blessés, que l'on transportait ensuite dans les hôpitaux de Metz. C'est au milieu de tous ces soins que le prince de La Roche-sur-Yon rencontra le duc de Guise, dont l'humanité égala les talents et rehaussa le caractère.

Avant de quitter Metz, le duc ordonna encore une procession solennelle. Il y assista tête nue et une torche dans la main droite, mêlant la diplomatie à la piété par un auto-da-fé de tous les livres de Luther. Ce prince, qui fut le plus éminent, le meilleur, le plus religieux des Guise, avait sans doute l'intention de rendre grâce à Dieu, mais il désirait aussi être agréable à la multitude ; car s'il était bon catholique, il n'était pas moins bon politique.

Il récompensa ceux qui s'étaient distingués. Il rappela les habitants qu'une dure nécessité l'avait

contraint d'écarter de la ville. Il les réintégra dans leurs propriétés et leur restitua, d'après l'inventaire qui avait été dressé, tout ce qui leur appartenait. Ceux qui avaient essuyé des pertes, il les dédommagea avec les finances du roi, et il dissipa les siennes propres à combler les plus indigents. Ses intendants furent obligés d'avoir recours à un emprunt pour le voyage de leur maître.

Le duc de Guise était entré à Metz un héros, il en sortit un grand homme. Il était l'entretien de la France et de l'Europe. Son nom était dans tous les cœurs et sur toutes les lèvres. Quand il arriva à la cour, le roi l'embrassa à plusieurs reprises, lui disant : « Vous avez vengé le règne de mon père et honoré le mien. » Il lui dit encore : « Comment avez-vous fait, avec si peu de ressources, pour chasser l'empereur ? — Sire, j'ai pensé à mon devoir ; du reste, avec l'aide de Dieu, de Votre Majesté et d'une armée française, quel capitaine ne tenterait le possible et même l'impossible ? »

C'est ici un moment unique dans la vie de Henri II. Mais il ne songea pas à le consacrer par la clémence envers les calvinistes ; il continua les persécutions. Comme François I^{er} avec la duchesse d'Étampes et le cardinal de Tournon, lui, avec la duchesse de Valentinois et le cardinal de Lorraine, il immola ceux qu'il appelait les hérétiques. Aussi étroit que son père était léger, il les sacrifia aux cupidités de sa maîtresse, aux ambitions de ses favoris, à l'expiation de ses propres fautes. Il croyait se racheter devant Dieu, au prix de cette sanglante monnaie d'hommes.

Cette iniquité était devenue une habitude. Henri II, tantôt par caprice, tantôt par colère, tantôt par importunité, tantôt par peur des châtimens éternels, envoyait les protestans aux bourreaux. Du tourbillon de ses amusemens, il les vouait à la mort. Il les livrait au feu sans les compter. Il les livrait entre une course aux patins sur la glace et un combat aux pelotes de neige contre ses courtisans. Il les livrait avant un bal, après une chasse, jusque dans sa vénerie où il ne se lassait pas de caresser, d'admirer ses deux races de chiens courans, l'une grise, qu'il avait reçue de ses prédécesseurs, l'autre blanche, qu'il avait obtenue par les conseils de M. de Marconnay, un maître dans la science des accouplements d'animaux.

Henri II prononçait encore l'arrêt des calvinistes de la chambre de la reine, sa femme, où il se rendait avec tous les seigneurs, chaque jour, au sortir de son dîner et de son souper, et où il demeurait souvent trois heures. Cette chambre aurait dû pourtant inviter à la tolérance, car tout y était toléré. Les dames y attendaient les gentilshommes. Tous et toutes paraissaient en grande parure. Chaque gentilhomme avait là au moins une maîtresse, à l'exemple du roi, et chaque dame un amant, à l'exemple de la duchesse de Valentinois. Au départ pour la guerre, au retour d'une campagne, c'était un redoublement de transports qui se trahissait par les attitudes, par les regards, par les sourires. On se cherchait, après les rendez-vous secrets, dans ces réunions brillantes. La parole allait jusqu'où allait la passion. Un souffle de feu impur circulait partout. Il y avait des conver-

sations qui rappelaient Boccace et Rabelais, qui présageaient Brantôme. De petits groupes se formaient dans cette chambre, le plus illustre salon de la royauté, et les hommes y causaient avec les femmes à voix basse comme dans une alcôve.

Ah ! si l'histoire racontait ce qu'elle sait, elle aurait l'air d'un pamphlet. Il faut donc se borner à dire que la débauche était la galanterie des Valois et de leur cour. Et cela est poignant ; car, entre les orgies, ces princes n'hésitaient pas à condamner, à brûler. Henri II, plutôt superstitieux par aveuglement que cruel par nature, frappait, exterminait en conscience. Dans les assemblées, à table, chez sa femme, chez sa maîtresse, dans tous les lieux de ses plaisirs, il décréait les supplices. Les dames, les courtisans applaudissaient et se replongeaient au sein des voluptés ; puis les confesseurs, les cardinaux, les légats, absolvant, bénissant ces sybarites barbares sur la cendre des novateurs, tout était dit sur la terre. Mais tout était enregistré dans le ciel, soit pour la punition des coupables, soit pour la récompense des innocents, soit pour la gloire de Dieu, dont les voies seraient incompréhensibles en ce monde s'il ne se réservait le monde futur.

LIVRE CINQUIÈME

Henri II multiplie les fêtes autour de lui, après la belle défense de Metz. — Il permet qu'on se moque de l'empereur. — Cependant l'empereur reparaît en Artois. — Résidence d'Épanvilliers. — D'Essé. — Sa mort. — Prise de Théroutanne et de Hesdin. — Henri II entre en campagne. — Combat de Renty. — Le duc de Guise, l'amiral de Coligny. — La haine succède à leur amitié. — Le petit Henri de Bourbon au château de Coarrazze. — Ses habitudes, son éducation; légende. — Charles-Quint abdique. — Philippe II. — Trêve entre la France et l'Espagne. — D'Andelot délivré de sa captivité. — Paul IV, par le cardinal Caraffa, son neveu et son légat, entraîne Henri II à la guerre. — Le duc de Guise en Italie. — Le pape se réconcilie avec Philippe II.

Henri II s'endormit dans son triomphe de Metz. Pour flatter le roi, on diminuait l'empereur. On répétait en plein Louvre, que la puissance du vieux monarque était brisée, que lui-même était à l'agonie, et qu'il ne se relèverait plus. Dans cette sécurité on s'occupait de bals, de courses, de fêtes, à l'occasion du mariage de Diane, fille naturelle du roi, avec Horatio Farnese, duc de Castro.

Tout à coup on apprit que Charles-Quint avait fait une irruption dans l'Artois. Il s'empara successivement de Théroutanne le 20 juin, de Hesdin, le 18 juillet 1553, et il les démantela.

De tous ceux qui succombèrent dans la défense de ces deux places, le plus regretté du roi et de la France fut le seigneur d'Essé.

Il avait été l'un des plus brillants chevaliers de la cour de François I^{er}. Ce prince, qui le connaissait, le choisit avec deux autres pour faire tête aux quatre lances les plus renommées qui se présenteraient. François I^{er} était lui-même de l'aventure dont il disait plus tard : « Nous étions quatre gentilshommes de Guienne qui combattions en lice contre tous venants : moi, Sansac, d'Essé et Chataigneraye. »

Ce hardi chevalier sous François I^{er}, d'Essé, était un excellent capitaine sous Henri II. Tous les champs de bataille de la France, de l'Allemagne et de l'Italie l'avaient vu tour à tour. Nommé général en chef de l'armée d'Écosse, il contracta dans ce climat rigoureux une jaunisse tellement intense, qu'elle teignait son linge d'une sueur de safran. A bout de remèdes, les médecins déclarèrent qu'il n'y en avait plus qu'un, le repos. D'Essé ne se résigna pas sans peine. Il se retira tristement dans sa terre d'Épanvilliers, en Poitou.

Pendant le séjour de son mari en Écosse, madame d'Essé qui habitait cette terre l'avait transformée. Elle avait agrandi son parc, creusé un canal et planté d'arbres les étangs. Elle avait orné ses jardins des fleurs les plus rares, son château des tableaux et des meubles les plus précieux. Ayant été nourrie chez la duchesse de Vendôme, elle avait les belles traditions. Sa grâce et sa vertu faisaient d'Épanvilliers une résidence charmante pour toute la noblesse du Poitou.

Quand M. d'Essé s'y fut établi près d'elle, la foule redoubla. Leur château fut plus que jamais le centre

de la meilleure compagnie. La haute naissance de M. d'Essé, son habitude des cours, ses grandes manières, ses intimités avec les rois et les princes, et par-dessus tout sa célébrité militaire, lui attiraient d'innombrables hôtes. Les uns venaient par amitié, les autres par respect, les autres par vanité. C'était une distinction d'avoir passé le seuil d'Épanvilliers. On se vantait d'y avoir mangé ou dormi. Tous les temps se ressemblent. On ne laisse de solitude à la gloire que lorsqu'elle est dans la disgrâce d'un monarque ou d'un peuple pour avoir trop osé, soit en politique, soit en religion.

M. d'Essé avait une table exquise, une demeure somptueuse, une écurie magnifique, le loisir et les plaisirs de la campagne. Il se promenait tantôt à pied, tantôt à cheval, dans tous les environs. Il chassait dans ses forêts. Il était entouré d'une considération universelle, et tenu pour le premier personnage de la contrée. Tout autre que M. d'Essé aurait été au comble de ses vœux ; mais il n'était ni un épicurien, ni un sage, il était un héros. Sa maladie ne guérissait pas, et ce bien-être lui pesait. Il ne rêvait que de combats ; sa retraite avait déjà duré trois ans ; quel en serait le terme ? Un sourd ennui le dévorait. Une peur sublime s'était emparée de son âme ; il craignait de ne plus quitter ce château. Il s'écriait parfois douloureusement : « Me faudra-t-il mourir dans mon lit, comme si j'étais un poltron ? » Les récits du siège de Metz l'avaient encore aigri.

Au milieu de tant de perplexités, un courrier lui arriva. Henri II s'était souvenu de M. d'Essé ; il le

nommait gouverneur de Théroouanne et le mandait à Saint-Germain. M. d'Essé fut transporté de joie ; il la dissimula devant sa femme, dont il essaya de calmer les inquiétudes et qu'il remercia tendrement pour tous les bonheurs qu'il en avait reçus. Il emmena ensuite les gentilshommes du voisinage qui se trouvaient réunis sous son toit, leur recommanda madame d'Essé, puis sa secrète pensée éclatant malgré lui : « Messieurs, dit-il, je puis vous assurer maintenant que la maladie n'aura point cet honneur de tuer un vieux soldat tel que moi ; car c'est résolument que je vais en guerre, et j'espère y mourir comme j'y ai vécu. »

Ses équipages étaient prêts dès le soir, et la nuit, il courait la poste vers Saint-Germain. Le roi lui fit bon accueil, ne lui cacha point que Théroouanne était menacée par toute l'armée de l'empereur et qu'il aurait à déployer, pour lui garder cette place, toute sa vigilance et tous ses talents. « Sire, répondit d'Essé, Votre Majesté sera obéie ; mais je sais que la ville est en mauvais état, et le sort des armes est incertain. Toutefois, si l'on vous annonce que Théroouanne est prise, dites hardiment que d'Essé est mort et guéri de tout mal. »

Après cette conversation, ses instructions reçues, M. d'Essé courut de nouveau la poste vers Théroouanne. Il s'y jeta avec cent hommes d'armes éprouvés, deux escadrons de cavalerie légère, et deux compagnies d'infanterie. Il avait un état-major de jeunes seigneurs, parmi lesquels on remarquait François de Montmorency, fils aîné du connétable. La garnison

était faible, les vivres et les munitions n'abondaient pas ; néanmoins d'Essé, suppléant par son zèle et par son expérience à tout ce qui lui manquait, attendit intrépidement l'armée de l'empereur.

Cette armée formidable investit Théroouanne, dont elle battit pendant dix jours les remparts. Elle parvint à faire une brèche, et l'escalade fut tentée ; d'Essé soutint pendant douze heures trois assauts successifs, dans lesquels les Impériaux eurent plus de mille hommes tués. Au troisième assaut, d'Essé, toujours en avant des siens, soldat et général à la fois, tomba sans vie sous la balle d'un arquebuser espagnol. Sa main droite, au lieu de se détendre et de lâcher son épée, la serra davantage et se crispa autour de la poignée, dans une sorte de contraction héroïque. On distingua, jusque dans la poussière qui souillait ce grand capitaine, la sérénité et presque le contentement répandus sur tous ses traits, comme s'il eût souri encore à cette mort des braves qu'il avait tant souhaitée.

Sa perte entraîna la conquête de Théroouanne et celle de Hesdin. Henri II ressentit ces trois catastrophes comme des malheurs publics, et c'est pour les venger qu'il rassembla une nombreuse armée. Il passa la frontière près de Rocroy ; il planta son drapeau victorieux à Marienbourg, à Bouvignes et à Dinant. L'empereur n'avait pu encore réunir toutes ses troupes, à cause de ses embarras financiers. Ces embarras étaient immenses. L'Allemagne indépendante éludait les subsides ; l'Autriche s'appliquait uniquement à protéger sa frontière orientale

contre les Turcs ; l'Espagne et l'Italie étaient épuisées. Le trésor impérial tarissait dès que les lingots cessaient d'arriver des Indes ; le roi trouvait plus de ressources dans l'unité de ses États que l'empereur dans la prodigieuse diversité de ses territoires.

Désirant une bataille avec Charles-Quint, dont les cadres, insuffisants d'abord, se complétaient peu à peu, Henri II ravagea le Hainaut, le Cambrésis, et s'abattit dans l'Artois, afin d'y bloquer le château de Renty.

M. de Guise, en reconnaissant les fortifications de très-près, reçut plusieurs balles qui percèrent les basques de son pourpoint. Le duc ne fut pas blessé ; il essuya même un second feu, car il prit son temps pour examiner ce qu'il lui importait de savoir. Il se retira ensuite sous un troisième feu, au petit pas de Fleur-de-Lis, l'un de ses chevaux préférés. Ce sang-froid, qui étonna les Impériaux, mit en verve et en gaieté les Français.

Charles-Quint était accouru pour faire lever le siège. Il établit son camp à Marck, à moins d'une lieue de Renty. Les deux armées étaient séparées et cachées l'une à l'autre par un coteau élevé ; ce coteau était couvert d'un bois où le duc de Guise s'empressa de poster trois cents arquebusiers. Quelques-uns devaient se montrer sur la lisière du bois, ce qu'ils firent très à propos ; les ennemis les croyant en petit nombre, donnèrent dans le piège, et furent vivement repoussés. L'empereur qui entendait l'artillerie battre la place, tandis que la mousqueterie des arquebusiers décimait ses troupes, craignit que les Français n'em-

portassent Renty sous ses yeux. Il s'avança, et Gonzague, l'un de ses généraux, attaqua les arquebusiers qui se replièrent dans la direction du duc de Guise. Le duc les soutint avec quelques escadrons de cavalerie, puis tournant bride, il simula une retraite, afin d'attirer les Impériaux au delà du bois, vers une petite plaine occupée par le roi.

Ce stratagème réussit. Les Impériaux, échauffés par un semblant de victoire, allèrent jusqu'où le duc de Guise les souhaitait. Il fit alors volte-face, et, par courtoisie, pour ne pas exciter la jalousie des autres chefs qui l'accusaient d'accaparer toute gloire, il lança le duc de Nemours contre les ennemis, tandis que lui alla se placer à la tête de sa compagnie de cent hommes d'armes. Le duc de Nemours chargea les Impériaux avec la plus impétueuse valeur, mais leur choc fut si terrible, et leur mousqueterie si bien dirigée, que le brillant prince fut rejeté en arrière.

Tavannes comprit la cause de cet échec, et, au lieu de charger à son tour, il fit dire au duc de Guise que toute cavalerie, avant d'atteindre les reîtres, succomberait aux balles des arquebusiers impériaux qui s'étaient échelonnés sur la lisière du bois. Sa conclusion était qu'il fallait d'abord déloger ces arquebusiers avec l'infanterie.

Pendant ce pourparler, Coligny avait eu la même illumination que Tavannes. Sans demander d'ordre, il avait mis pied à terre. S'étant saisi d'une pique, et, s'adressant à douze cents fantassins qui étaient à sa portée : « Soldats, leur dit-il, c'est à vous que le roi devra le gain de cette journée, si vous portez le fer

de vos piques jusqu'où votre colonel général portera le manche de la siénno. » Et, se précipitant, il donna d'une telle furie à travers les rangs des arquebusiers espagnols, qu'il les dispersa dans tous les sentiers du bois. Le duc de Guise, le duc de Nevers et Tavannes achevèrent la défaite des Impériaux avec leur cavalerie légère. Ils rompirent et renversèrent tout devant eux, même les reîtres, qui s'étaient vantés de passer sur le ventre aux Français, et qui, pour se rendre plus redoutables, s'étaient noirci le visage comme des diables d'enfer. La déroute de l'armée ennemie aurait été complète, si le connétable l'eût attaquée avec sa réserve; mais il demeura immobile. Il appréhenda que la victoire ne fût attribuée à M. de Guise, et son envie le retint.

Le roi s'empara de dix-sept enseignes, et de huit pièces de campagne, il ne perdit que trois cents hommes; l'empereur, qui en avait perdu plus de deux mille, rallia les fuyards dans son camp, et il employa toute la nuit à s'y retrancher. Il avait résolu de ne pas l'abandonner, afin d'inspirer confiance aux assiégés de Renty. Il ne se trompa point dans ses calculs : Renty ne capitula pas, et le roi de France, qui manquait de vivres, de fourrages, dont les troupes, d'ailleurs, étaient en proie à une sorte de maladie contagieuse, se vit obligé à la retraite. Il l'exécuta plus en chevalier qu'en roi. Il fit dire à l'empereur qu'il lui offrait la bataille dans un lieu qu'il désigna, à quelque distance de Renty. L'empereur répondit avec ambiguité qu'il aviserait. Mais il ne troubla point les Français qui l'attendirent en vain. Content

de les avoir éloignés et d'avoir sauvé le château de Renty, il se dirigea sur Bruxelles, tandis que Henri II s'en allait à Compiègne avec ses principaux seigneurs.

Nous avons insisté sur la bataille de Renty, non qu'elle soit très-importante en elle-même, mais parce qu'elle fut l'occasion d'une rupture entre le duc de Guise et Coligny. C'est par là qu'elle eut de longues et sanglantes suites.

Le déchirement suprême entre ces cœurs héroïques fut précédé de beaucoup d'atteintes successives. L'amitié si tendre que nous avons admirée à Boulogne dans son expansion pathétique (1545), ne se brisa pas d'un seul coup; elle résista longtemps, mais elle s'altéra peu à peu aux vicissitudes de cour, de patrie et de religion.

La première dissidence de quelque gravité dans cette amitié rare date du mariage de Claude, depuis duc d'Aumale, avec Louise de Brezé, fille aînée de Diane de Poitiers, maîtresse du Dauphin (1546). François de Guise fit part de cette union à Coligny, et lui en demanda son sentiment. Il espérait une approbation dont il se serait servi pour séduire l'opinion par l'exemple d'une sympathie; il ne recueillit qu'un blâme. « Cette alliance, dit Coligny à François de Guise, ne peut que nuire à votre maison. Une bonne renommée vaut mieux que toute la faveur et tous les trésors du monde; j'aimerais mieux un pouce d'autorité avec honneur, que sans honneur une brassée. » François de Guise fut offensé de cette franchise. dans laquelle il ne vit qu'une hostilité. »

dissimula son mécompte, mais il y eut un léger nuage entre les deux amis.

Le nuage s'épaissit successivement et se chargea de la foudre au sacre du roi (juillet 1547). La cérémonie fut d'une pompe incomparable. Le monarque avait combiné un costume qui dépassait de beaucoup en magnificence le costume de ses aïeux. Les princes, les ducs, les grands officiers de la couronne, les ambassadeurs de toute l'Europe imitèrent le luxe du nouveau souverain. Les Guise semblaient tous des rois, et l'archevêque de Reims, un pape. Ce fut lui qui officia dans cette solennité. Cinq jours après, il fut fait cardinal. Ce jeune prélat, qui devint si fameux sous le nom de cardinal Charles de Lorraine, n'obtint qu'un faible triomphe par cette dignité auprès du triomphe qu'il avait ménagé à sa maison. Le duc Claude, son père, le chef de tous les Lorrains de France, eut à Reims, au sacre de Henri II, le pas sur le duc de Montpensier, un prince du sang : c'était un second sacre à côté du sacre. Et ce ne fut pas une surprise que le renouvellement de cette étrange usurpation, ce fut une intrigue législativement cimentée. L'archevêque de Reims arracha, par l'entremise toute-puissante de Diane de Poitiers, l'assentiment royal pour cette préséance. Henri II fonda sa décision sur l'ancienneté du duché de Guise qui avait été érigé, en 1527, onze ans avant le duché de Montpensier.

L'ordonnance qui contenait cette énormité souleva de profonds orages parmi toute la noblesse. Les plus illustres étaient les plus violents. Le connétable de Montmorency se plaignit amèrement de ces cadets

étrangers qui ne le prenaient de si haut avec les Bourbons que pour mieux distancer les ducs et pairs du royaume de France. Henri II écoutait avec bienveillance son compère le connétable et les autres seigneurs, mais il cédaux Guise. Eux, sans s'offenser, ni se lasser, suivaient leur politique, captivaient le roi, le peuple, le clergé, maintenaient leur supériorité qu'ils décoraient seulement de courtoisie et de bonne grâce. Le duc Claude et plus tard le duc François continuèrent d'écrire invariablement au connétable lui-même cette formule protectrice : *Tout à vous et votre entièrement bon amy*. Ce n'était rien moins que le style des princes du sang.

Le connétable se révoltait contre une telle étiquette. Il s'exhalait en fureurs contre les Lorrains, et il gourmandait son neveu Gaspard de Coligny, trop tiède, à son gré, sur les empiètements de la maison de Guise.

Longtemps retenu par sa fraternité d'armes avec le comte d'Aumale, Coligny s'était ému peu à peu. Les remontrances du connétable, un antagonisme de camp, de réputation, de génie, les progrès constants d'une famille qui ne mettait pas de bornes à son ambition, l'avaient ébranlé. Il essaya d'opposer un contre-poids à tant de puissance. Tandis que les Guise méditaient de faire leur nièce, Marie Stuart, reine de France en la fiançant au Dauphin, Coligny résolut de marier au jeune prince de Condé Éléonore de Roye, la fille de sa sœur, sa nièce par conséquent, et la petite-nièce du connétable. Les Guise, inquiets,

détouffaiënt Henri II de donner son consentement à cette union, mais Henri II aimait aussi Coligny et le connétable. Son bonheur était de ne résister à aucun de ses favoris et de les combler l'un après l'autre. Il accorda donc son approbation à ce mariage, qui fut un nœud d'alliance entre les maisons de Châtillon, de Montmorency et de Bourbon (juin 1551).

Il y eut par là une cause d'éloignement de plus pour Coligny et pour François de Guise. Mais le plus ardent brandon de discorde entre eux fut le dissentiment de religion.

L'année même des noces de sa nièce Éléonore de Roye, d'Andelot eut un commandement en Italie. Il se distingua dans plusieurs rencontres. Les Impériaux, afin de se soustraire à ses entreprises, lui dressèrent, sur le territoire de Plaisance, une embuscade où il tomba avec M. de Cipierre. Il fut conduit et enfermé au château de Milan où il subit une captivité de cinq ans.

Les premiers mois pesèrent comme des siècles à d'Andelot. Cet homme, toujours à cheval pour des expéditions militaires, se dévorait dans son cachot de six pieds carrés. Le défaut d'exercice et l'ennui l'accablaient. Ne sachant comment tuer les heures lentes de la prison, il demanda les livres de Calvin qui avaient alors un grand attrait d'indépendance et de nouveauté. Les gardiens de d'Andelot, uniquement occupés d'empêcher son évasion et très-indifférents à son salut, lui accordèrent les volumes qu'il désirait. Le gentilhomme lut le docteur, il le lut avec zèle. Il se jeta dans le calvinisme comme il se serait

jeté dans un champ de bataille, sans regarder en arrière. Au lieu de l'épée, il était armé de l'esprit moderne, et non moins intrépidement qu'à une escalade de guerre, il montait à l'assaut de la vérité.

Dès qu'il eut une conviction, il voulut la faire partager à ses deux frères, le cardinal de Châtillon et Gaspard de Coligny. Il leur adressa d'étranges, d'éloquents lettres. Cette fois le théologien était un soldat qui écrivait de l'abondance du cœur, sous les voûtes pesantes d'un donjon et avec une pointe d'acier. La croyance était une guerre. D'Andelot ne s'éleva pas au théisme pieux qui, admettant comme nécessaires la Providence, l'immortalité de l'âme, la charité universelle et le code des lois morales, laisse tout le reste à la souveraineté de la conscience individuelle. Le plus jeune des Châtillon, en dépouillant le catholicisme, ne dépouilla point l'esprit de secte. Mais il s'affranchit du pape, ce joug qui l'écrasait, de la présence réelle dans l'eucharistie, cette superstition qui le tourmentait depuis longtemps; ainsi s'exprime-t-il. Et ce qui le pénétrait d'une fière joie dans ce combat de sa raison, c'est que, au lieu de subir sa religion comme un héritage, il l'adoptait comme un choix, au flambeau du libre examen qui ne pouvait manquer de mener le monde au Dieu vivant. Tels étaient, selon les uns, ses progrès, et, selon les autres, ses illusions.

Au reste, son âme était si bien possédée du dogme nouveau et son accent fut si fort, qu'il entraîna ses deux frères. Sous l'impression de cet apostolat d'un prisonnier et sous le coup de sa correspondance

(1551.-1556), ils lurent à leur tour les livres du docteur de Genève, et à leur tour ils se firent calvinistes. Bien que secrète, leur apostasie, suivant les catholiques, et suivant les protestants, leur conversion, transpira. Le dernier câble se rompit alors entre François de Lorraine et Gaspard de Châtillon. L'un était le chef de sa maison depuis 1550, et l'autre amiral de France depuis 1552. Ils avaient tellement grandi qu'ils étaient les premiers parmi leurs contemporains. Après s'être peu à peu détachés l'un de l'autre, un lien religieux les retenait encore. Mais quand il se brisa, quand le duc de Guise soupçonna dans Coligny le plus éminent des hérétiques, et quand, de son côté, Coligny ne vit plus dans le duc de Guise que le plus redoutable des persécuteurs, tout fut réglé entre eux et leur longue amitié se changea en une haine implacable.

Cette haine, jusque-là comprimée, éclata le soir de la bataille de Renty. On se souvient comment le duc de Guise attira ses ennemis et comment il permit au duc de Nemours de les charger. Ce qu'il avait fait par condescendance, par politesse d'un héros à un héros, on répandit qu'il l'avait fait par calcul de prudence personnelle. Le connétable déclara que la bataille était perdue sans son neveu Coligny. L'amiral, qui avait la conscience d'avoir décidé la victoire, soutint les prétentions de son oncle. Il ajouta même que le duc de Guise ne s'était pas trouvé dans le combat, là où il devait être. Ces bruits transpirèrent vite, et, le soir de la bataille, une discussion très-vive s'engagea entre François de Lorraine et Coligny, sous la

tente du roi. Le duc de Guise expliqua sa conduite en homme accoutumé aux hommages et aux réparations, tandis que l'amiral persista dans son blâme. « Ah ! mort-Dieu, s'écria le duc avec colère, ne me veuillez point ôter mon honneur. — Je ne le veux point, répondit froidement Coligny. — Et vous ne le scauriez, » répliqua Guise hors de lui. A ces mots, l'amiral, puis le duc, sans souci du lieu où ils étaient, portèrent la main sur la garde de leurs épées et les tiraient du fourreau, lorsque les courtisans se jetèrent entre eux. Le roi survenant ordonna aux adversaires, qui étaient ses deux favoris, de s'embrasser et de tout oublier. Ils hésitèrent et n'obéirent qu'à demi. Ils s'embrassèrent, mais ils n'oublièrent pas. J'ai retracé et je constate ce démêlé privé parce qu'il fut un malheur public. Ce duel étouffé dans une étreinte officielle et dans une fausse réconciliation contient déjà la guerre civile. Il présage les luttes acharnées, les massacres, les horreurs qui ensanglantèrent la France dans la seconde moitié du seizième siècle, et, par là, il est plus mémorable que la bataille de Renty et que dix batailles.

Le roi, pour mieux séparer ces grands adversaires, emmena le duc de Guise avec lui et laissa Coligny à l'armée. Le connétable en avait le commandement. Avant de retourner à la cour, il le transmit à Antoine de Bourbon qui était souvent en France, pendant que sa femme, Jeanne d'Albret, administrait la Navarre et élevait leur fils.

Le père de la duchesse de Vendôme, désormais reine de Navarre, était mort; elle qu'on appelait « la

bonne fille, » avait senti se rouvrir cette douleur dont son cœur avait tant saigné sur la tombe de sa mère Marguerite. Elle s'était promis, du moins, au milieu de ses pleurs, d'honorer et de réjouir l'âme de son père en suivant, par conviction autant que par respect, les conseils du vieillard sur l'éducation du petit prince de Béarn (1555-1565).

L'idéal de la duchesse de Vendôme dépassait même de beaucoup, en désintéressement et en grandeur, l'idéal de Henri d'Albret.

Elle ne désirait pas seulement que son fils rentrât par les armes dans la souveraineté de la haute Navarre comme ses ancêtres. Elle désirait surtout qu'il fût égal aux temps. Et quel temps d'aventures ! Les conquérants de l'Amérique avaient trempé leur main droite dans l'Océan et l'avaient portée ruisselante à leur front pour faire saintement un signe de croix avant de braver les tempêtes inconnues ; les initiateurs du protestantisme avaient frappé leur poitrine devant Dieu avant de prêcher l'évangile du libre examen. La duchesse souhaitait d'éclairer la route de son fils au double rayon de génie et de conscience projeté par les précurseurs. Elle aspirait à créer un grand homme religieux pour ce grand siècle qui avait découvert un autre univers sur le globe terrestre et un nouveau monde dans les sphères de l'esprit.

Telle était la haute ambition de la reine de Navarre. Tels étaient ses desseins sur le jeune Henri.

Fidèle en tout aux déterminations antérieures de son père, la reine de Navarre avait maintenu à son fils

pour gouvernante Susanne de Bourbon, femme de Jean d'Albret, baronne de Miossens, et pour résidence le château de Coarazze.

Ce château était aussi âpre que son nom ; de toutes les façades, de la terrasse et des créneaux, on apercevait un pays très-pittoresque mais barbare, accidenté de montagnes et de ravins, attristé de pauvres et rares cabanes, peuplé d'autant d'ours et de loups que de paysans, traversé par le cours bruyant des gaves dont les eaux torrentueuses réfléchissaient un ciel du Midi, le vol des grands oiseaux de proie, les rochers abrupts, les longues herbes avec les fleurs sauvages de ces Alpes du Béarn. Le château, quoique flanqué de tours et d'un aspect féodal au dehors, était rustique au dedans. Le luxe en était soigneusement banni. Les murailles n'avaient point de tentures, ni les dalles de tapis. Les sièges étaient de bois. La grande table de chêne de la salle à manger n'était pas chargée de mets exquis ; elle ne connaissait que le pain bis, le bœuf, le fromage et l'ail. La baronne de Miossens ajoutait parfois à ces simples repas, dans la saison propice, du melon dont le prince était très-friand.

Il ne se plaignait jamais de cette sobriété. Il n'en souffrait pas. Susanne de Bourbon avait cette insinuation d'esprit et cette tendresse de cœur qui rendent la règle légère. Elle laissait d'ailleurs au jeune Henri une liberté qui l'aurait dédommagé de plus dures privations.

Il s'en allait tête nue, pieds nus, avec les petits pânes de ces solitudes, il pénétrait dans les gorges

les plus mystérieuses, il gravissait les pics les plus escarpés, indifférent à la chaleur et au froid; l'été, bravant le soleil; l'hiver, insensible aux pluies, à la neige, aux frimas. Il excellait, dans ses courses, à allumer des feux aux endroits qui lui semblaient propres à une halte. Ses compagnons faisaient leurs feux, et lui le sien. « Cela ressemble, disait-il, à un campement de gens de guerre. » Il avait remarqué seulement que ses feux, où sans doute il épargnait moins le bois, jetaient plus haut leur flamme que ceux de ses humbles camarades. Il confia cette particularité à Susanne de Bourbon qui, pour se réjouir, lui en demanda la raison. « Ah! c'est que leurs feux, répondit le prince sans embarras, sont feux de bergers et que les miens sont feux de roi. »

Quand il revenait de ces voyages pyrénéens, Henri était d'ordinaire à la tête de la troupe bruyante. Il lui arrivait aussi parfois de se confondre dans la foule et de faire nommer un autre chef. Ceux qui étaient chargés de suivre le prince sans qu'il s'en doutât et de le surveiller de loin, ayant rapporté ce fait à la baronne de Miossens, elle y prit garde un jour et loua Henri de cette modestie. « Ce n'est point par modestie, répliqua-t-il, que je suis à l'occasion soldat, au lieu d'être général. — Et pourquoi donc alors? répartit sa gouvernante. — Le voici, avoua le prince en rougissant un peu : j'ai entendu dire à madame ma mère que pour apprendre à bien commander, il fallait d'abord bien obéir. »

Ces saillies d'esprit ou de bon sens charmaient Susanne de Bourbon et redoublaient son adoration

pour cet enfant de tant de promesses. Son affection sans bornes la rendait même superstitieuse. Un matin de Noël, ayant vu deux faucons, l'un gigantesque et l'autre petit, perchés ensemble sur la tour qu'habitait le jeune Henri, elle en tira un magnifique présage. Elle se hâta de faire part de cette circonstance à Jeanne d'Albret qui, ne comprenant pas son émotion à propos d'une rencontre si naturelle, lui dit : « Que concluez-vous donc de là, mignonne? — J'en conclus, madame, que votre fils régnera sur deux peuples d'inégale grandeur, le peuple de Navarre et le peuple de France, dont ces faucons sont les emblèmes. Séparés jusqu'à présent, par lui ces peuples seront unis sous le même sceptre et sous la même épée. » La reine, qui avait d'abord souri, redevint sérieuse et dit : « Allons, si vous songez, c'est bien ; si vous prophétisez, c'est encore mieux. »

Indépendamment de la baronne de Miossens, Jeanne d'Albret était assistée dans l'éducation de son fils par des personnages supérieurs qu'elle avait choisis elle-même avec beaucoup de tact.

Tandis que le petit Henri de Bourbon était élevé virilement sous les auspices de sa mère, tandis que Dieu façonnait en lui, selon la forte expression de d'Aubigné, « un ferme coin d'acier aux nœuds endurcis de nos calamités, » d'immenses événements politiques et religieux se préparaient ou s'accomplissaient hors de ce cercle du Béarn, sur lequel pourtant luisait déjà l'étoile du matin.

Philippe II apparaissait et son avènement devait être une réaction terrible contre le protestantisme.

Ce prince fut en effet moins un chef d'État qu'un chef d'idées.

Charles-Quint avait eu deux desseins : l'établissement d'une monarchie européenne, et l'abaissement de la réforme. La France combattit partout et dissipa son rêve impérial ; l'Allemagne, animée de l'esprit nouveau, brisa son rêve catholique.

Impuissant à réaliser l'unité soit sur le trône, soit dans le sanctuaire, Charles-Quint, doublement vaincu, voulut abdiquer. Il était las, ses cheveux avaient blanchi dans les orages du gouvernement. Le poids de la politique avait voûté son corps et son génie. Il avait soif de solitude encore plus que de prière. Ce qu'il cherchait, c'était moins Dieu que le repos. Celui à qui l'Europe n'eût pas suffi, soupirait après une pauvre cellule dans un couvent de moines. Et puis le vieux monarque se complit à étonner le monde une dernière fois par cet acte de grandeur.

L'égalité du luthéranisme et du catholicisme consacrée par le décret de la diète d'Augsbourg, ne fut que l'occasion de cette retraite mémorable ; la cause profonde fut l'incurable dégoût et la fatigue de régner.

Cependant, malgré son intention de renoncer au pouvoir, Charles-Quint le tenait d'une prise si forte, qu'il ne le lâcha pas d'un seul coup. Il mit du temps à se dépouiller, et ce ne fut qu'au second effort qu'il acheva son sacrifice.

Il avait investi du duché de Milan son fils Philippe ; il lui avait confié son royaume des Deux-Siciles et toutes ses conquêtes d'Italie,

Le 25 octobre 1555, il convoqua les états des Pays-Bas à Bruxelles. L'empereur, accompagné de ses grands officiers, de ses capitaines et de ses ministres, s'avança dans la grande salle du palais, entre son fils et sa sœur Marie. Il s'appuyait en marchant sur le prince d'Orange. Il monta lentement l'estrade de pourpre et d'or, s'assit sous son dais, se releva, et, s'adressant aux députés des états, tous debout et découverts, il leur annonça d'une voix grave sa détermination. Il parla longtemps, rappela sa jeunesse inquiète, son âge mûr agité, ses longs travaux, ses voyages, ses guerres, ses négociations, ses afflictions de corps et d'esprit, les ligueurs de la France avec Soliman, les progrès du luthéranisme, les déchirements de l'Europe et l'affaissement de sa santé. Il avait peut-être trop tardé à quitter le théâtre de la gloire et des cupidités. L'heure était venue de ne plus penser qu'à son salut. Il ajouta que l'action seyait aux jeunes princes et la retraite aux vieillards. Il délia les états et ses sujets du Nord de leur serment de fidélité, proclama Philippe comte de Flandre et roi des Pays-Bas, puis congédia avec émotion l'assemblée vivement agitée, excepté un seul homme, le nouveau souverain. La physionomie impassible de Philippe était une énigme sinistre que personne n'osait interroger.

Charles-Quint avait encore à consommer un renoncement, le plus difficile de tous. Il hésita quelques mois, et enfin, le 16 janvier 1556, il descendit le dernier degré du trône.

Il avait mandé pour ce jour-là, dans la même salle

du palais de Bruxelles, tous les grands d'Espagne. Il fit à ce noble auditoire les mêmes communications qu'aux états des Pays-Bas. Il chargea le prince d'Orange de porter la couronne, le sceptre, le globe de l'Empire, à Ferdinand, roi des Romains ; se tournant ensuite vers Philippe, il posa sa main sur l'épaule du prince et lui résigna solennellement ses royaumes d'Espagne et des Indes. Philippe, dont l'attitude était pleine d'une soumission étudiée, fléchit un genou en terre devant son père qui l'attira sur sa poitrine et l'y pressa. Charles avait le visage morne et abattu. Philippe, après l'embrassement paternel, fit un signe de croix au nom de la très-sainte Trinité. Il dit avec un tremblement de passion qu'il défendrait à l'exemple de ses ancêtres la religion catholique, apostolique et romaine. On remarqua, non sans une sorte d'épouvante, l'intime triomphe du fils qui éclatait au-dessus de la tristesse du père. Philippe était fort pâle, ses yeux brillaient et sa tête était ceinte d'une lueur, comme si, en prenant possession de la toute-puissance, la flamme sombre des bûchers eût projeté déjà sur lui ses reflets.

Charles-Quint languit et erra encore une année environ, tantôt en Belgique, tantôt en Zélande, tantôt en Espagne, avant de s'enfermer pour jamais. Il n'entra dans son monastère de Just que le 21 février 1557. Il s'astreignit dès le premier jour à une règle invariable. Dans les longs intervalles de ses lectures et de ses oraisons, il cultivait des laitues et des grenades, façonnait des paniers et des horloges. La promenade était sa meilleure récréation. Charles ne

se pacifia point comme il l'avait espéré. Il éprouva que les couvents étaient d'autant moins le repos, qu'ils en offraient plus l'image. Accoutumé aux grands chemins de l'Europe, aux routes libres de la Méditerranée et de l'Océan, il étouffait entre les murs noirs de Saint-Just. Ses travaux de jardinage et ses ouvrages mécaniques ne pouvaient assoupir son inquiétude. Il disait : « Le repos n'est point sur la terre, il est dessous. »

Charles-Quint n'était pas en effet un esprit contemplatif. C'était un habile homme de diplomatie et de guerre. Il ourdissait de vastes plans, soit pour conquérir, soit pour conserver. Accroître ses territoires et cimenter ses souverainetés, voilà l'infatigable emploi de sa vie. La répression de la réforme était pour lui un labeur accessoire. Il ne fit jamais passer les affaires de Dieu qu'après les siennes.

Tel ne fut pas son fils et son principal héritier Philippe II.

Ce prince était né inquisiteur. Attentif aussi aux intérêts, il se dévoua tout entier aux idées, à une idée. Une victoire de la foi lui était non moins chère qu'une province. Il se promit de transformer de plus en plus la politique positive des cours. Tous les catholiques seraient ses sujets, ses amis; tous les hérétiques ses ennemis mortels. Il protégerait les uns avec ardeur, il poursuivrait les autres à outrance. Brûler les juifs, les protestants, les libres penseurs, serait pour lui un devoir et une fête. Il montrerait un homme d'État sacerdotal.

Philippe II avait d'ordinaire un petit chapeau

ronde, bas et léger, étoilé d'un diamant et orné d'une plume blanche. Il portait sa toison en gentilhomme et son manteau en moine. Il y avait dans son attitude un mélange de fierté monstrueuse et de fausse humilité.

Le visage blême et allongé de ce prince était à lui seul une terreur silencieuse et vivante. Nul ne le voyait sans effroi. Son front de peu d'étendue n'était ni d'un homme de génie, ni d'un homme médiocre, mais d'un logicien opiniâtre. Ses yeux fixes attachés aux échafauds menaçaient l'hérésie et se repaissaient de supplices. Son nez fin, hostile, aigu, recourbé par le bout, et relevé en arrière, aux joues, par les narines, annonçait le despote et le faune. Sa bouche scellée des sept sceaux, exprimait mystérieusement les oracles cruels et les voluptés secrètes. Son menton large, fort, obstiné, était d'une énergie brutale. Toute la figure, si tragique par les traits, l'était bien plus encore par la physionomie qu'un plissement nerveux rendait à la fois rusée et féroce.

Charles-Quint ne connaissait Philippe qu'à travers la bienveillance paternelle. Sous les auspices de l'Angleterre, il lui avait ménagé, pour lui faciliter l'empire, sinon une paix, du moins une trêve de plusieurs années. Cette trêve, convenue entre Coligny et les plénipotentiaires de l'empereur, le 5, fut signée par eux le 9 février 1556, à l'abbaye de Vaucelles, près de Cambray.

L'échange des prisonniers y avait été stipulé. Ce fut le plus vif contentement de la mission de Coligny. Cette clause lui rendait son cher d'Andelot détenu depuis cinq ans dans la forteresse de Milan. On sait

comment le plus jeune des Châtillon avait fait de son cachot crénelé une Wartbourg calviniste, comment le dogme nouveau l'avait fortifié au milieu des horreurs d'une écrasante captivité. Durant les heures de cet intervalle de sa vie, non-seulement il s'était instruit dans la réforme, mais de si loin il y avait attiré ses frères. Cette circonstance ajoutait encore à la tendresse de Coligny pour d'Andelot et à son bonheur de le délivrer.

Quelque sacrée qu'elle fût, la trêve irrita le pape Paul IV. On l'avait conclue sans le consulter. Elle était favorable à la maison d'Autriche, coupable de soutenir les Colonna, barons romains révoltés contre le saint-père et excommuniés par lui.

Ne pouvant rompre cette trêve odieuse, le pape entreprit de la miner sourdement. Il cacha son ressentiment sous la politique. Il envoya deux légats au roi et à l'empereur pour les féliciter de leur rapprochement et pour les engager à changer la trêve en une paix définitive. Ces deux légats étaient les cardinaux Rebiba et Caraffa. Mais tandis que Rebiba avait pour instructions de partir tard, d'arriver lentement à Bruxelles et de temporiser auprès de l'empereur, le cardinal Caraffa devait précipiter son voyage en France.

La cour était à Fontainebleau. Il la trouva divisée en deux partis très-ardents, celui de Montmorency et de Coligny qui tenait pour la paix, et celui de Guise qui désirait la guerre. Le roi paraissait flottant. Le cardinal eut bientôt fait pencher la balance du côté de sa passion. Il était beau, jeune, entreprenant.

fourbe, audacieux, sans nul frein de justice soit divine, soit humaine. Comme légat, il avait la dictature des consciences, comme neveu et ambassadeur du pape, il disposait des trésors du Vatican. Il parlait bien, agissait vite et tous les expédients lui étaient bons. Excepté le connétable et l'amiral qu'il ne songea pas même à entamer, il conquiert tout le monde. Ceux qu'il ne persuada point, il les acheta. Il séduisit la noblesse et le clergé. Il réussit par ses galanteries et ses largesses à gagner les femmes qui font l'opinion dans les palais. La duchesse de Valentinois, qu'il combla de présents magnifiques, fut bientôt de cette ligue pour la guerre.

Elle s'insinua dans les irrésolutions de Henri II, afin de l'incliner à la reprise des hostilités. Mais le roi était toujours incertain. Alors le cardinal Carraffa tenta le grand effort sur cette conscience qui résistait, semblable à ces rochers qui remuent et ne tombent pas.

Il se ménagea une audience solennelle, et, dans les pompes de cette réception splendide, il s'avança jusqu'au trône. Il en monta les marches et offrit au roi, de la part du pape, une épée bénie par le saint-père : « Sire, dit-il, il faut la tirer pour défendre, à l'exemple de vos ancêtres, le territoire de l'Église et la cause de Dieu. » Et comme Henri conservait encore des scrupules, le cardinal légat, au nom de Paul IV, lui donna l'absolution, le dégageant de tous serments, lui permettant de rompre la trêve qu'il avait jurée, l'autorisant à recommencer la guerre contre l'Espagne, même sans la déclarer.

Ébranlé par les princes lorrains, par sa maîtresse, par ses propres instincts chevaleresques, affranchi de tout remords par le pape et par le légat, le roi ne s'opposa plus à la guerre. Elle fut décidée. Le général était naturellement le duc de Guise. Il passa les Alpes au cœur de l'hiver (1557) avec une armée de vingt mille hommes et une magnifique troupe de noblesse. Il emporta Valenza sur le Pô, traversa le fleuve et joignit près de Reggio le duc de Ferrare, son beau-père. Le moment était propice. La terreur de la prise de Valenza, les sept mille soldats ferrais unis aux siens, l'émulation de tout ce qui l'entourait, les espérances de l'Italie, invitaient le duc de Guise, soit à recouvrer Milan, soit à délivrer Sienne. Ces deux partis étaient également glorieux et dignes de la France.

M. de Guise n'adopta ni l'un ni l'autre. Il se dirigea vers les Abruzzes. Le cardinal Caraffa s'était engagé pour lui et pour ses deux frères, l'un duc de Paliano, l'autre duc de Montebello, à faciliter des intelligences avec la faction française de Naples; il avait promis des vivres, de l'argent, des munitions. Le duc de Guise s'aperçut que le légat l'avait trompé. Sous prétexte de se plaindre des retards qu'il éprouvait et de hâter les secours, il vint à Rome où il demeura tout un mois. Il ne s'y souvint pas assez de la France; il s'y souvint trop de lui-même et de sa famille. En réalité, il ne voulait qu'obtenir du pape l'investiture du royaume de Naples à laquelle il prétendait comme héritier de la maison d'Anjou; et en même temps, le pape étant très-vieux, il essaya de

pratiquer à demi-mot le sacré collège en faveur de l'archevêque de Reims. De la sorte, en demandant des réparations aux Caraffa, il sollicitait ouvertement du pape une couronne pour lui; et tout bas des cardinaux, la tiare pour son frère Charles de Lorraine. La perspective de deux trônes lui dérobait les dégoûts de son rôle. Il s'y pliait avec une souplesse italienne. Lui, qui était aussi fier qu'un empereur, il consentait de bonne grâce à se placer chaque jour le dernier à une table de cardinaux. Humiliation qu'il subissait afin de se mieux relever, comme ces grands oiseaux de proie qui rasent la terre ou les marais pour s'élancer d'un essor plus vif et d'un vol plus haut dans le ciel.

Quel que fût le dessein du duc de Guise, son séjour trop prolongé à Rome indisposa l'opinion contre lui. Le politique nuisait au général. Dès qu'il sentit cette fausse situation, il la fit cesser, mais un peu tard, en rejoignant son armée qui assiégeait Civitella.

La place était bien défendue par la garnison espagnole et même par les habitants. Elle était mal attaquée par les Français, que les maladies énervaient lorsqu'elles ne les tuaient pas. La présence du duc de Guise n'excita qu'un enthousiasme passager. Il comprit son impuissance et ne s'entêta point aux assauts. Le duc d'Albe d'ailleurs s'approchait, et ce fut une raison déterminante pour le duc de Guise de se replier sur la campagne. Les Colonna la ravageaient et le duc d'Albe l'y suivit. Le prince lorrain allait se trouver dans la position la plus désespérée, lorsqu'un coup du hasard l'en tira. Il reçut à propos des

lettres de Henri II qui le rappelaient. Le roi disait que le duc ayant sauvé la France de Charles-Quint, il comptait sur lui pour la sauver encore de Philippe II. Le duc, heureux de sa fortune, ravi de se soustraire « aux mensonges et aux piperies de toute cette génération des Caraffa, » courut chez le pape auquel il communiqua les ordres de Henri et son intention d'y obéir. Le pape s'efforça de retenir le prince lorrain dont les refus l'irritèrent. Instruit d'ailleurs et ulcéré des intrigues sourdes du duc avec les cardinaux touchant le futur conclave, il le congédia par ces amères paroles : « Partez, monsieur, partez : aussi bien avez-vous fait peu de chose pour votre maître, moins encore pour l'Église et rien pour votre réputation. »

Le duc de Guise dissimula son ressentiment sous le respect officiel.

Le pape fit immédiatement des ouvertures de conciliation aux Espagnols. Le duc d'Albe s'y prêta avec autant de promptitude que de déférence. « Il n'avait combattu qu'en adorant, » dit Jean de Muller. Général catholique du roi catholique, ses inspirations personnelles étaient parfaitement conformes à ses instructions. Il stipula la soumission des Colonna, rendit au saint-siège toutes les places de l'Église et consentit à recevoir humblement pour lui autant que pour son maître le pardon du vicaire de Jésus-Christ. Philippe II, qui avait la grandeur de la logique et de la foi, voulut s'incliner ainsi, par son représentant, devant Paul IV. Le pape était sa doctrine vivante. C'est à genoux qu'il lui convenait de la

reconnaître, de la vénérer et de la dominer. Dévoué pour toujours à l'extermination des hérétiques, au triomphe par le fer et par le feu de l'unité apostolique et romaine, le roi d'Espagne s'associa indissolublement au pape, afin de réduire plus sûrement la liberté humaine, afin de la mieux étouffer sous la cendre des bûchers et de la mieux éteindre dans le sang.

LIVRE SIXIÈME

Le duc de Guise revient en France. — L'armée espagnole s'avance sur Saint-Quentin. — Coligny se jette dans la place. — Enthousiasme des habitants et des soldats. — Portrait de Coligny. — Son génie opiniâtre. — Mort de M. de Téligny. — Continuation du siège. — Bataille de Saint-Quentin. — D'Anselot, Gibercourt, Saint-Remy. — Ressources de Coligny. — Épisodes. — Brèches ouvertes. — Prise de la ville. — Captivité de Coligny et de D'Anselot. — D'Anselot s'échappe. — Coligny au fort de l'Écluse, puis au château de Gand ; sa maladie, sa relation du siège, sa résignation religieuse.

Pendant que ces événements s'accomplissaient, ce qui restait d'armée au duc de Guise s'embarqua précipitamment à Civita-Vecchia. La France attendait avec anxiété les troupes et le général.

Elle avait essuyé d'effroyables désastres. Ce n'était pas en Italie que Philippe II avait porté tout l'effort de la guerre.

Son armée s'étant assemblée à Givet, dans les Pays-Bas, se dirigea sur Rocroy, puis sur Vervins qu'elle brûla, puis sur Guise, et menaça sérieusement Saint-Quentin. Cette armée, composée de Belges, de Hollandais, d'Espagnols, d'Allemands, et plus tard d'Anglais, montait à soixante mille hommes. Elle était conduite par le duc de Savoie, un général éminent, dont le principal lieutenant, le comte d'Egmont, était un grand capitaine.

L'armée française ne comptait pas plus de dix-huit mille fantassins, et elle avait à peine cinq mille cavaliers. Elle s'était réunie à Pierrepont sous les ordres du connétable de Montmorency. Entre tous les chefs on distinguait l'amiral de Coligny et son frère d'Andelot, le duc d'Enghien, le prince de Condé, le duc de Nevers, le maréchal de Saint-André et le duc de Montpensier, de la branche cadette des Bourbons.

Il y eut de grandes discussions dans le conseil de guerre sur les projets de l'ennemi et sur ce qu'il y avait à faire pour les confondre. L'amiral de Coligny mit fin à tout débat en déclarant qu'il fallait défendre Saint-Quentin, et que par là on déjouerait tous les projets ultérieurs du roi d'Espagne. Il ajouta que c'était à lui de s'enfermer dans cette capitale du Vermandois, qu'il y était doublement obligé comme Français et comme gouverneur de Picardie. « Je sais, dit-il en terminant, à quoi je m'engage. L'issue de mon entreprise est plus que douteuse, mais ce serait assez d'arrêter quelque temps devant une place sans garnison et presque sans murailles cette nombreuse armée. Ce que j'ai résolu est difficile, probablement impossible. Je le tenterai néanmoins. Je courrai, pour le bien du royaume, ce hasard qui sera considéré, selon l'événement, soit comme une sagesse, soit comme une témérité. Si j'y perds la vie, si j'y perds ma réputation, vous serez mes témoins, messieurs, et je n'y perdrai pas l'honneur. »

Ce discours, d'une éloquence militaire et d'un sentiment chevaleresque, fut applaudi de tout le conseil. Il fut approuvé par le connétable. Assuré de l'as-

sentiment universel, impatient d'agir, l'amiral partit de Pierrepont le 2 août 1557, avec sa compagnie, une cornette de la cavalerie écossaise du comte d'Arran, quatre compagnies d'ordonnance et trois de cheveau-légers. Saint-Quentin étant presque investi, Coligny fut obligé de faire un détour par les routes de La Fère et de Ham. Il se laissait guider par le capitaine Tenelle, qui lui était personnellement connu et qui avait exploré le pays en chasseur autant qu'en soldat. L'amiral rencontra aux abords de Ham un autre officier très-versé aussi dans la géographie de la province. Cet officier, qui se nommait Vaulperghe, lui était dépêché par le capitaine Breuil, gouverneur de Saint-Quentin. Breuil demandait du secours. Il peignait sa situation sous les couleurs les plus noires. Il déclarait que la garnison était si faible et la ville si frappée d'épouvante, qu'il déclinait toute responsabilité, à moins qu'on ne lui vint promptement en aide.

Jarnac et Luzarches, intimes de l'amiral et ses familiers, ne souhaitaient qu'une occasion pour essayer de le dissuader. La détresse du capitaine Breuil la leur fournit. Ils avaient jusque-là sourdement blâmé Coligny. Ils éclatèrent alors. Ils lui représentèrent qu'il se jetait dans une aventure indigne d'un aussi grand personnage que lui, à qui vraiment il ne seyait pas de s'enfermer dans une bicoque pour y être pris à coup sûr. Ils le supplièrent de leur confier cette expédition. Ils étaient des officiers de fortune et ils se sacrifieraient volontiers à un siège difficile et à une captivité inévitable, pourvu que lui ne compromît

pas sa renommée, tint la campagne en lieutenant général et ne donnât pas à ses envieux la joie de le voir tomber de si haut.

Coligny remercia ses amis de leur zèle. Il refusa d'ailleurs d'entrer en discussion, disant qu'ils n'avaient pas mesuré toute l'importance de Saint-Quentin pour le salut du royaume, qu'il savait ce qu'il faisait, que sa conscience était tranquille puisqu'il se conformait à cette maxime de toute sa vie : « que ce qui était le plus utile était aussi le plus glorieux. »

Comme Jarnac et Luzarches insistaient, l'amiral ne leur répondit qu'en les précédant sur le perron de son hôtellerie et en montant à cheval. Il adjoignit Vaulperghe au capitaine Tenelle, et, sous la conduite de ces deux officiers, par des chemins de traverse, il pénétra presque seul, à une heure après minuit, dans Saint-Quentin. De tous ceux qui étaient partis avec lui, plusieurs ne purent le suivre, quelques-uns ne l'osèrent pas. Volontairement ou involontairement, beaucoup demeurèrent en route. Quand il passa les portes de la ville, sa troupe était réduite à une poignée de braves. Heureusement personne ne pensa le lendemain à ce petit nombre. On ne songea qu'à lui, à sa présence meilleure qu'une armée. Dès le point du jour, quelques habitants instruits de l'arrivée de Coligny répandirent ce grand événement de proche en proche. On criait la bonne nouvelle, on se félicitait, on s'embrassait. La sécurité succédait partout à la peur. Les casernes étaient joyeuses comme les maisons.

Ce furent de bien autres transports à l'aspect de

l'amiral. Après un court sommeil, il désira faire le tour des fortifications. Il était à peine sept heures. Quel fut son étonnement de trouver toutes les rues pleines ! Une foule reconnaissante cherchait à le toucher, à le voir du moins. Lui, fendait au pas lent de son cheval cette multitude. Il était sobre de démonstrations. Par intervalles il faisait un geste amical, un salut bienveillant. Quoique pâle et triste, il avait l'air martial. Son visage sévère exprimait une telle détermination, qu'il donnait du courage même aux femmes et aux vieillards. Il tenait autant qu'un autre à sa naissance et il avait toujours vécu auprès des rois ; cependant rien en lui ne trahissait, soit le courtisan, soit le favori. Sous ses vêtements négligés et sombres un peu égayés seulement par son collier de Saint-Michel, avec sa toque sans plumes et son épée sans ornements, il sentait son grand seigneur. Il avait le cœur d'un chevalier, la patience, le flegme et la gravité d'un stoïcien. Bien qu'il ne se fût pas encore déclaré, on le devinait protestant. Il parlait plus à l'esprit et à l'âme qu'à l'imagination. Il semblait moins le serviteur d'un roi, que le fondateur d'une religion ou d'une république. Il n'éblouissait point la plèbe infime par la magnificence du costume ; il ne s'appliquait pas à tromper le clergé qu'il méprisait par l'ostentation d'une piété hypocrite ; il se contentait d'imposer à tout le monde par une dignité vraie : aux soldats par l'exemple de la valeur, à la noblesse par la hardiesse de l'esprit, à la bourgeoisie par la simplicité des manières. Il correspondait surtout à l'ambitieuse turbulence des ma-

noirs, aux habitudes municipales, aux tendances calvinistes des classes intermédiaires et lettrées.

Coligny rattachait en tout temps à lui des intérêts et des espérances, mais dans les rues de Saint-Quentin, le danger imminent et la peur centuplèrent l'enthousiasme que déjà cet homme magnanime éveillait toujours et partout. Dès qu'il fut parvenu à se dégager du milieu des groupes et qu'il eut échappé aux acclamations, il pressa l'allure de son cortège d'officiers et d'ingénieurs, les hâtant, se hâtant lui-même, afin d'examiner ce qu'il lui importait tant d'apprendre.

Il ne se fut pas plutôt rendu compte de l'état de la place, qu'il commença ses opérations militaires. Il fit un appel soudain à l'ardeur patriotique et guerrière excitée par sa présence. Sa première action fut de reconquérir le faubourg d'Isle et d'en chasser les Espagnols. Il y réussit d'un élan. L'ennemi, plus étonné que vaincu, abandonna le faubourg où l'amiral mit un double poste de citoyens et de soldats.

Il réunit ensuite les principaux de Saint-Quentin et les pria d'écrire sous sa dictée tout ce qu'il y avait à faire. Sa prévoyance ne négligea aucun détail, aucune ressource. Les notables admirèrent tant de rapidité d'esprit jointe à une réflexion si profonde. L'un d'eux, le maire de Saint-Quentin, comprit mieux que personne l'amiral et le seconda efficacement. Ce magistrat, d'un zèle égal à son intelligence, s'appelait Varlet de Gibercourt. L'histoire serait coupable d'omettre cette gloire modeste de la commune. Elle doit

s'honorer de graver ce nom et de consacrer un grand caractère sur un si petit théâtre.

L'amiral s'entendit merveilleusement avec lui. Il obtint de cet homme habile et ferme les renseignements les plus précieux et les services les plus signalés.

Ils concertèrent entre eux de créer un courage public dont ils entretiendraient la flamme par des bruits soufflés à propos dans les moments d'incertitude et de désespoir. Ils eurent une excellente police pour préparer et pétrir sourdement l'opinion autant que pour maintenir l'ordre. Coligny fit dresser deux listes de tous ceux qui étaient propres à combattre ou à travailler. Il décida que les armes et les outils seraient déposés à l'hôtel de ville, afin d'en rendre la distribution plus facile. Il nomma une commission soit pour l'économie, soit pour la répartition des vivres, et un conseil d'artillerie pour la surveillance des munitions de guerre. Il confia l'administration militaire au capitaine Languetot comme il avait confié l'administration civile à Varlet de Gibercourt, se réservant les résolutions les plus importantes, vivant sur la selle de son cheval tout le jour et une partie de la nuit, pourant d'un atelier à une redoute, d'une redoute à un faubourg, faisant raser les maisons, abattre les arbres, réparer les brèches, toujours obéi, craint et vénéré, partout enveloppé de cette admiration, plus voisine du respect que de l'amour, qu'inspirent les grands hommes austères dans les crises sociales.

L'amiral avait fait une sortie pour s'emparer d'un

faubourg ; il en fit une autre, moins pour déloger les Espagnols de leurs positions, que pour fasciner l'ennemi et la garnison par l'audace. C'était son dessein d'amener les deux camps à craindre ou à espérer beaucoup de lui. Il voulait de plus dans cette occasion établir la topographie des environs de Saint-Quentin, noter les chemins et jusqu'aux sentiers par où il pourrait attirer des secours dans la place.

Les gendarmes du Dauphin étaient réputés la meilleure troupe de la garnison. C'est à eux qu'il s'adressa. Il manda chez Jarnac, où il était, M. de Téligny, le chef de ce corps d'élite, lui dévoila ses intentions et lui donna ses ordres. Il lui recommanda de choisir un officier très-brave et très-calme pour cette expédition géographique où il ne s'agissait pas de battre l'ennemi, mais où il fallait l'amuser en étudiant le pays. L'amiral, qui estimait infiniment M. de Téligny, et qui désirait ne pas l'exposer, lui défendit à plusieurs reprises de commander en personne cette sortie. Il lui renouvela « au moins douze fois » l'injonction de rester dans la ville. Pour plus de sûreté et pour mieux le retenir, il lui assigna la garde d'un moulin près de la porte Saint-Jean. Téligny s'éloigna de son général en l'assurant que tout serait exécuté selon ses souhaits. Il se rendit à la caserne des gendarmes du Dauphin, d'où il expédia un détachement et un officier du côté de Remicourt avec les instructions de l'amiral. D'après les mêmes instructions il alla, lui, vers la porte Saint-Jean, autour du moulin qu'il devait protéger.

Il n'y était pas depuis vingt minutes, lorsqu'on accourut au galop lui annoncer que le détachement avait été défait et fuyait en désordre. Téligny, très-délicat sur l'honneur de son régiment, cédant son propre poste à Cuisieux, dans une première fougue de courage, sans se revêtir de sa cuirasse et sur un mauvais cheval de gendarme, se précipita au-devant de ses soldats pour les rallier. Il était trop tard. Téligny, malgré son héroïsme, fut impuissant contre le nombre. Environné de toutes parts, il ne songea bientôt plus à vaincre, mais à succomber glorieusement. Couvert de blessures, il continua de combattre jusqu'à ce qu'un coup de lance le précipitât par terre, inanimé et sanglant. On le crut tué. Peu de ses soldats s'échappèrent; les autres furent emmenés prisonniers par les Espagnols.

La dernière entrevue de l'amiral avec Téligny avait eu lieu dans la maison de Jarnac. Coligny qui ne dormait plus, souffrait, durant cette entrevue et après le départ de Téligny, d'un si violent mal de tête, qu'il se coucha sur le lit de Jarnac. Il y sommeilla tout habillé et botté un peu plus d'une demi-heure. Dès qu'il fut éveillé, il remonta vite à cheval afin d'aller aux nouvelles. Il approchait de la porte de Remicourt, lorsque Jarnac et Luzarches venant à lui fort émus lui racontèrent ce qui s'était passé : la fuite du détachement et la perte de Téligny. Profondément touché, l'amiral s'écria qu'il ne délaisserait pas un aussi brave officier sur la poussière d'un grand chemin et qu'il l'aurait vivant ou mort.

S'adressant alors à ceux qui étaient là, il s'informa, d'une voix pleine de douleur, s'il n'y avait pas quelqu'un pour aller lui chercher M. de Têligny. Un soldat se présenta, puis un autre. Il leur promit une récompense et les fit soutenir d'un peu de cavalerie. Quelques minutes plus tard, M. de Têligny était transporté dans une pauvre maison où l'amiral entraît après lui. Têligny respirait encore. Deux sentiments contraires l'agitaient tour à tour et se partageaient son agonie : la joie d'avoir lavé dans son sang la honte de ses gendarmes et le remords d'avoir désobéi à l'amiral. Coligny lui serra la main affectueusement. Têligny implora plusieurs fois son pardon. L'amiral, qui voyait la pâleur et la sueur suprêmes sur le visage de son ancien compagnon, rompit enfin le silence et lui dit que c'était à Dieu qu'il fallait demander pardon. Ce grand homme pieux tenait du saint autant que du héros. Il parla d'un accent grave et doux de l'éternité, de la clémence infinie qui attendait le soldat expirant. Il couvrit de son indulgence la faute du mourant et lui ouvrit l'espérance, la consolation sans bornes du ciel. Lui qui avait été l'ami et le général de Têligny, il en fut le prêtre à ce moment solennel, avec une onction d'autant plus pénétrante qu'elle n'était pas habituelle à l'amiral et qu'elle s'alliait en lui à une mâle sévérité de mœurs et d'âme.

Les attendrissements ne pouvaient être longs pour Coligny. Il avait la responsabilité d'une ville, d'un peuple et d'un trône qu'il préservait à la fois. C'en était assez pour l'absorber tout entier.

Il examina les vivres et il constata qu'ils diminuaient rapidement, bien qu'ils fussent ménagés avec parcimonie. Il s'était flatté d'abord, en retranchant la prodigalité, de conserver les bouches inutiles. Mais il n'était plus permis de se faire illusion. Il ordonna un recensement d'après lequel plus de huit cents femmes, enfants, vieillards furent conduits hors des murs et livrés à toutes les vicissitudes du hasard. Nécessité terrible de la guerre, au seizième siècle, que les généraux les plus humains retardaient, mais devant laquelle ils ne reculaient pas !

Coligny fut obligé aussi d'abandonner le faubourg d'Isle. Il retira tout dans l'intérieur de la ville : munitions, approvisionnements, habitants et soldats, puis il livra les maisons aux flammes pour empêcher l'ennemi de les transformer en abris et en redoutes ; l'abbaye seule résista au feu. Pendant que le faubourg brûlait, un accident faillit triompher du génie de l'amiral. Des étincelles du grand incendie furent jetées par le vent sur deux tours où l'on avait autrefois déposé beaucoup de poudre. Cette poudre n'avait pas été complètement enlevée. Les étincelles tombant dessus déterminèrent une explosion qui renversa dix toises de murailles. Coligny accouru au bruit avec sept de ses gentilshommes ne trouva que fumée, embrasement et décombres ; plus de quarante cadavres avaient été dispersés en lambeaux par les éclats des pierres calcinées. Il n'y avait plus là de vivants. L'épouvante avait chassé tous ceux que la détonation n'avait pas atteints. L'amiral envoya de tous côtés ses sept gentilshommes et demeura seul près de trois

quarts d'heure devant cette brèche ouverte et ces ruines sanglantes. A mesure que le peuple arrivait, il le lançait à l'ouvrage. Lorsqu'il eut assez d'instruments, de matériaux et de travailleurs, il se jeta dans cette foule. Il encourageait les uns, il gourmandait les autres. Les allocutions particulières ne suffisant pas à son gré, il se plaça au centre de cette multitude et s'écria : « Mes enfants, ne vous épargnez pas. Chaque effort vous sauve vous-mêmes et avec vous vos femmes, vos filles, vos foyers et vos autels. A l'œuvre donc, à l'œuvre tous, artisans, bourgeois et soldats. Croyez-en votre général, aujourd'hui la pioche et la pelle sont aussi honorables que l'épée. » Ces supplications ardentes, l'attitude, le geste, les paroles égales aux circonstances, les effusions généreuses d'un cœur viril, toutes ces choses soulevèrent et surexcitèrent cette masse confuse et diverse. La brèche fut réparée comme par miracle sous les yeux de Coligny. Il ne quitta cet atelier libérateur que pour aller rassurer les habitants effarés, errants par les rues et par les carrefours. L'ennemi, occupé au feu du faubourg, fut averti trop tard d'un désastre qui aurait pu être si fatal à la ville.

L'activité militaire et administrative de Coligny se combinait avec une activité diplomatique au dehors, non moins opiniâtre. L'amiral dépêchait courrier sur courrier à d'Andelot son frère, à Condé son neveu et surtout au connétable son oncle. Cette correspondance tantôt écrite, tantôt parlée, n'était jamais interrompue. Sans cesse excité par d'Andelot

et par son propre cœur, le connétable désirait sincèrement aider Coligny. Dans ce but, il dirigea sur Ham le maréchal de Saint-André avec trois cents arquebusiers, le prince de Condé avec la cavalerie légère et d'Andelot avec huit compagnies d'infanterie. Un officier connu pour son intelligence et pour son audace, Vaulperghe, le même qui avait guidé Coligny, vint prendre d'Andelot et ses fantassins. L'amiral avait longuement tracé à Vaulperghe son itinéraire. Ils avaient monté tous deux au clocher de la grande Église. Là, Coligny avait expliqué à Vaulperghe les positions et les projets des ennemis, leurs postes variés, leurs corps de garde, leurs sentinelles; il lui avait désigné les points faibles, les sentiers secrets qu'il devait suivre et faire suivre à d'Andelot. Pendant une heure et demie l'amiral recommença ses démonstrations, insista sur les moindres détails, marqua tel arbre, telle cabane, tel pli de terrain. Vaulperghe avait tout écouté, tout vu et tout compris. Il amena heureusement la troupe de d'Andelot une grande partie de la route, mais à peu de distance de Saint-Quentin, à l'endroit où les Anglais devaient camper le lendemain, les soldats de d'Andelot furent découverts, soit erreur de Vaulperghe, soit rencontre fortuite, soit trahison des déserteurs. Les Espagnols fondirent sur les Français et les écrasèrent sous le nombre. Après un combat court et acharné, d'Andelot eut beaucoup de peine à s'échapper.

Cet échec accabla les assiégés. Ils apprirent en même temps l'arrivée des dix mille Anglais que Marie Tudor,

plus femme que reine, envoyait, malgré les murmures de son peuple, à son orgueilleux et dédaigneux époux, Philippe II. C'était trop de ces deux nouvelles à la fois s'ajoutant à tant d'autres détresses. La dernière lueur d'espérance s'éteignit. Le découragement gagna les habitants, les soldats et jusqu'aux officiers. Coligny seul, inaccessible à toute faiblesse, relevait les âmes et témoignait cette ferme confiance qui, lorsqu'elle n'assure pas le succès, conjure du moins les lâchetés et retarde les revers.

Tandis que tous tremblaient ou secouaient la tête autour de lui, il imagina un expédient étrange et hardi,

Il y avait au bout du faubourg d'Isle, non loin de la Somme, de vastes marais jugés impraticables. Les ennemis ne les surveillaient même pas. Coligny fit creuser, de puit, dans ces marais, un courant fort étroit mais assez profond pour porter de petits bateaux. Quand ce canal défectueux eut été improvisé, et reconnu propre à une périlleuse navigation dans un espace strictement nécessaire, Coligny en avertit le connétable, Montmorency, après un examen des lieux et du stratagème par des ingénieurs de son armée, répondit à l'amiral de préparer des bateaux, le prévenant que l'armée française déboucherait le 10 août, fête de Saint-Laurent, à quatre heures du matin, sur les hauteurs du faubourg d'Isle.

Il tint parole, mais il était neuf heures et non pas quatre heures du matin, lorsqu'il attaqua le quartier du duc de Savoie. Le duc, trompé par ses espions qui ne lui avaient donné ni renseignements, ni alarme,

surpris par cette brusque irruption des Français, ne put que se retirer en désordre vers le quartier du comte d'Egmont.

Pendant cette confusion, d'Andelot et son infanterie coururent aux bateaux. Les marais offraient de grandes difficultés. Le canal avait été fait très-vite et très-mal. Les bateaux étaient presque tous endommagés et trop peu nombreux. Il fallait les aborder sous le feu d'une batterie meurtrière que les Espagnols avaient dressée au faubourg d'Isle. Quelques-uns chavirèrent, plusieurs s'embourbèrent. Beaucoup de soldats périrent, les uns noyés, les autres mitraillés. Tous ceux qui enfoncèrent dans la fange, soit jusqu'aux genoux, soit jusqu'à la ceinture, devinrent la proie des Espagnols; des Allemands ou des Anglais qui les arrachaient avec des huées. Cinq cents hommes seulement parvinrent dans la ville, mais d'Andelot était parmi eux.

L'amiral le reçut avec un inexprimable bonheur. Il avait souvent éprouvé ce héros obstiné, d'une gravité religieuse et d'une bravoure électrique. C'était un autre lui-même. Il le conduisit tout souillé de vase à l'Hôtel de ville. Ils montèrent ensemble le grand escalier. Coligny présenta ce volontaire glorieux au maire et au conseil assemblé, puis l'entraînant au balcon qui dominait la place couverte de peuple : « Mes amis ; dit-il, voici mon frère, M. d'Andelot, qui vient combattre, et, s'il en est besoin, mourir avec moi pour vous défendre. » Le peuple transporté cria : vive d'Andelot, vive Châtillon ! alors les deux Coligny s'embrassèrent et sa-

luèrent la foule. L'enivrement universel redoubla avec les applaudissements. Coligny était heureux d'avoir son frère pour lieutenant ; et dans cette ville morne quelques heures auparavant , il sentait plus qu'un esprit public : c'était un enthousiasme public qui animait tous les cœurs.

Pendant le connétable ne s'abusa point sur le mouvement rétrograde de M. de Savoie au début de la journée. Montmorency avait avec lui presque toute la plus haute noblesse de France, mais il ne comptait guère que vingt mille hommes de troupes, et il avait en face plus de soixante mille ennemis commandés par les comtes de Horn, de Brunswick, de Mansfeld, de Lalaing, d'excellents capitaines inspirés eux-mêmes par deux grands généraux : le duc de Savoie et le comte d'Egmont. Dès qu'il supposa que d'Andelot était dans Saint-Quentin avec des renforts, le connétable ordonna la retraite ; malheureusement il négligea le seul moyen efficace de l'assurer. Il commit la faute énorme de ne point occuper, à une demi-lieue du faubourg d'Isle, le moulin de Gauchy par où il aurait été le maître de toute la chaussée qui traversait les marais. Quand il envoya le duc de Nevers pour s'emparer de ce poste, il n'était plus temps. Les Espagnols l'avaient franchi et s'avançaient au pas de course. Tandis que le connétable essayait le feu terrible de l'artillerie du duc de Savoie, le comte d'Egmont culbutait le rhingrave et le duc de Nevers. En cet instant où un hasard favorable, une illumination soudaine pouvaient encore neutraliser le nombre, les vivandiers, les

valets et les marchands, saisis d'une panique, se jetèrent éperdus de peur à travers les escadrons et les bataillons français. Cette armée sordide du lucre eût bientôt démoralisé par ses cris, par ses lamentations et entravé par ses bagages l'armée militante, l'armée de l'honneur.

D'un esprit aussi rapide que le regard, le comte d'Egmont vit tout ce qu'il y avait à faire. Il s'entendit promptement avec le duc de Savoie et fonda, avec dix mille cavaliers, d'une si héroïque furie sur les Français qu'il acheva la déroute. Ce fut un pele-mêle, un tourbillon, un sauve-qui-peut. Quelques soldats et beaucoup de seigneurs, de gentilshommes, de capitaines se dégagèrent et se firent tuer volontairement, préférant la mort à la fuite. Jean de Bourbon, duc d'Enghien, frère d'Antoine, roi de Navarre, et du prince de Condé, tomba percé de coups en renouvelant le combat. Le duc de Montpensier son cousin, le duc de Longueville, le maréchal de Saint-André, le rhingrave, le connétable lui-même et M. de Montberon, l'un de ses fils qui le couvrit vingt fois de son corps, se rendirent après des faits d'armes fabuleux, mais inutiles. Il y eut quatre mille morts dont la moitié appartenait à la noblesse, et près de huit mille prisonniers. Les munitions de guerre, les canons, l'argenterie, les tentes, les richesses des généraux et des officiers restèrent au pouvoir de l'ennemi. M. de Bourdillon ramena seulement deux pièces d'artillerie à La Fère, où arrivèrent successivement le prince de Condé, le duc de Nevers et François de Montmorency avec les

débris de l'armée. L'armée elle-même, la dernière et l'unique ressource du roi de France, n'existait plus.

Philippe, qui était demeuré à Cambrai au grand déplaisir de son père, s'empressa de venir féliciter ses vétérans. Quand le duc de Savoie s'avança pour lui baiser les mains : « Ce serait à moi, dit Philippe avec un à-propos et une bienveillance qui réjouirent tout le camp, ce serait à moi de baiser vos mains qui ont si habilement conduit nos soldats et si glorieusement fixé la victoire. »

Il y avait deux partis à prendre : ou poursuivre le siège de Saint-Quentin, ou marcher hardiment sur la capitale du royaume. Ferdinand de Gonzague soutenait ce dernier avis, et, quoique le plus audacieux, c'était le meilleur. Gonzague sentait que l'épouvante seule ouvrirait à Philippe toutes les portes et qu'une fois maître de Paris, il serait maître des provinces. « Sire, disait l'intrepide capitaine, profitez de l'ardeur des troupes et permettez que nous vous menions au Louvre. Vous n'avez qu'à faire un signe de tête et, à trois jours d'ici, le roi d'Espagne couchera dans le lit du roi de France. »

Philippe écarta ce conseil comme téméraire. Il craignit l'inconstance de la fortune et le désespoir du peuple envahi. Il rappela l'expérience funeste que son père avait faite de ce peuple toujours héros, même dans les revers. L'empereur, en 1536, croyait aller jusqu'à Paris, mais son irruption sur la Provence fut suivie d'une promptre retraite. « Il y entra, dit un historien espagnol, en mangeant des faisans, et il fut contraint d'en sortir en mangeant des ra-

cines. » Philippe insista sur ces vicissitudes traversées par son père, et il déclara que c'était pour lui un grand exemple. La conclusion fut qu'il ne fallait pas laisser derrière soi une ville aussi importante que Saint-Quentin.

Lorsque Charles-Quint, par une lettre du secrétaire Vasquez, reçut, le 22 mars, au monastère de Just, la nouvelle de la défaite des Français, il rendit à Dieu des actions de grâces et ordonna d'abondantes aumônes. Quand, un peu plus tard, il interrogea le courrier direct que lui envoyait Philippe, lui demandant : « Mon fils est-il à Paris ? » et qu'il lui eut été répondu que non ; quand il eut acquis la certitude de la continuation du siège de Saint-Quentin, il donna au courrier une bourse de ducats et une chaîne d'or, mais, dans le secret de son intimité, il ne dissimula point son dépit et il blâma sévèrement son fils de n'avoir pas poussé jusqu'au Louvre, selon le conseil énergique de Gonzague.

Le tempérament de Philippe était circonspect, timide même, avec un mélange de fourberie, de cruauté et de dévotion. Au lieu de profiter de son prestige après la victoire, sous sa tente de moine plutôt que de roi, il ne songea qu'à satisfaire saint Laurent à l'intercession duquel il attribuait le gain de la bataille livrée le jour de la fête du martyr. Il fit vœu de lui dédier un monument triple, à la fois palais, église et sépulcre, bâti selon la forme d'un gril, afin de mieux honorer le saint en rappelant l'instrument de torture sur lequel il expira. Cet édifice fut depuis l'Escorial. Le jeune roi d'Espagne crut s'ac-

quitter envers Dieu et envers son peuple par l'ordre de presser le siège de la petite capitale du Vermandois.

Philippe II donnait ainsi raison à l'amiral de Coligny.

C'est l'éternel honneur de ce grand homme, d'avoir prévu que les remparts de Saint-Quentin seraient les Thermopyles de la France et de s'y être enfermé dès le commencement de la campagne. Après l'arrivée de d'Andelot dont il se servit si habilement pour ranimer la bravoure des bourgeois et des soldats, plus de vingt-quatre heures s'écoulèrent sans que l'amiral apprît rien de la bataille. Des fugitifs et ses espions lui annoncèrent enfin l'effroyable désastre du connétable. L'ennemi ne manqua pas non plus d'arborer çà et là en faisceaux, comme autant de trophées, les drapeaux conquis sur les Français. Ce spectacle déchira le cœur de Coligny et découragea plus profondément que jamais les assiégés. L'amiral, inaccessible à toute faiblesse, prodigua ce trésor de popularité et de confiance qu'il avait longuement amassé. Il essaya de ressusciter les pâles fantômes qui l'entouraient en les embrasant de sa parole, de son exemple et de son âme. Il n'avait, en comptant les secours introduits par d'Andelot et une compagnie envoyée par le duc de Nevers, que huit cents hommes de garnison pour résister à soixante mille victorieux, commandés par des généraux accomplis et par Philippe II. La ruine n'était pas douteuse. La lutte même, par sa prodigieuse inégalité, était impossible. Tout autre que Coligny aurait capitulé. Il n'y songea pas un instant.

« Le roi n'a plus d'armée, dit-il à son frère. Pour en créer une il n'a besoin que d'une seule chose : de temps. Donnons-lui du temps et du temps encore, du temps à tout prix. Chaque jour que nous tiendrons ici dotera d'un bataillon cette armée future qui relèvera la France et qui chassera les Espagnols. »

Telle était la généreuse pensée qui inspirait Coligny. Il faisait sans le savoir l'apprentissage de sa vie et se trempait d'avance comme un pur acier pour les guerres civiles. Sa destinée, la plus laborieuse du seizième siècle, fut toujours d'être le serviteur d'une idée ou d'un devoir, toujours de combattre à la tête des minorités, mais avec les trois plus grandes forces de l'homme : la conscience du croyant, la valeur du héros et le génie du citoyen.

Sûr de son frère, il en fit son lieutenant, son coopérateur intrépide, bon dans le conseil, meilleur dans l'action. Il établit en permanence à l'hôtel de ville Varlet de Gibercourt, le maire dont il avait tant à se louer, et il concentra l'autorité des administrations diverses autour de ce magistrat intègre, ardent et probe, révolutionnaire par la fertilité des inventions, conservateur par le respect de la règle. Coligny avait un troisième homme vraiment supérieur. C'était Saint-Remy, un précurseur de Vauban, le plus célèbre des ingénieurs français dans la défense des places et dans les stratagèmes des sièges. L'amiral le préposa aux mines, aux tranchées, à la surveillance des remparts et des travaux de l'ennemi. Il distribua tous les autres officiers selon leurs mérites, et n'accorda de fonctions que selon les ap-

titudes de chacun. Il retint la direction, le mouvement, l'ubiquité, la tactique, la décision suprême, le soin de manier les esprits et de réveiller, soit dans le peuple, soit dans la bourgeoisie, soit dans la garnison, l'espérance si souvent éteinte. Dans ce chaos d'affaires et de combats, il avait l'intelligence fraîche, la parole nette, la réponse à tous prompte et claire, la volonté infailible. Nul ne cherchait à discuter, et l'obéissance suivait le commandement. Quand on désirait trouver l'amiral, on allait aux coups de canon ou aux fusillades, là où le péril était le plus menaçant. Il était toujours prêt à entendre les renseignements, à recueillir les nouvelles, à donner ses audiences à cheval dans la mêlée, sous la mitraille, aussi calme au feu que le matin ou le soir en sa maison, lorsqu'il lisait sa Bible, afin de se délasser par quelques minutes de communication intime et sainte avec Dieu.

Il avait placé dans le clocher de la grande église, en observation, des volontaires très-capables et très-attentifs qui l'instruisaient de toutes les opérations de l'ennemi. C'est d'après ces avertissements et ceux de ses coureurs, de ses agents publics ou secrets, qu'il combinait soit les prudences, soit les hardiesses de sa stratégie. Chaque jour était une campagne et chaque nuit une campagne nouvelle.

Une semaine était révolue et Coligny n'avait pas été entamé. Cependant les progrès des Espagnols menaçaient de plus en plus. L'amiral avait un scrupule. Ne serait-il pas accusé, comme son cousin François de Montmorency à Thérouanne, des maux.

de toutes sortes, des vols, des viols, des meurtres que son opiniâtreté amoncelait contre la ville? Saint-Remy, cet incomparable ingénieur, était à bout de manèges et d'inventions. Il déclara énergiquement à l'amiral qu'il ne renonçait pas à se battre, mais qu'il renonçait à rien tenter dorénavant pour une défense illusoire. « Il n'était pas étonné pour peur qu'il eût, dit Coligny; il était plutôt fâché de ne trouver quelque remède qu'il eût bien voulu. Je le vis au demeurant résolu et avec contenance d'homme. » L'amiral, un moment ébranlé par ses propres réflexions et par les objections de Saint-Remy, ne se détournait pas de son but. Il embrassa d'une étreinte plus forte son grand dessein. Chaque heure qu'il était à l'ennemi en lui résistant, il la donnait à Henri II pour reformer une armée qui arracherait le royaume à l'étranger. Se raffermissant encore par l'approbation de d'Andelot qui était toujours de l'avis le plus héroïque, l'amiral repoussa les insinuations de Saint-Remy et jura de s'ensevelir sous les décombres de Saint-Quentin, plutôt que de le rendre. « Nous avons peut-être tort selon la science, dit-il à son frère, mais nous avons raison selon le patriotisme. Nous sommes dans une de ces crises où des fils de notre père doivent se battre jusqu'à la fin. »

Il exprima hautement sa détermination, soit devant la municipalité, soit devant le conseil de guerre. Il la manifesta aux bourgeois et aux troupes, disant partout que s'il parlait jamais de capituler, il permettait à chacun de le chasser hors des murs ignomi-

nieusement, et ajoutant qu'il se réservait le même droit contre quiconque proposerait une telle infamie. Cette sombre obstination était louée de bien peu, redoutée de beaucoup, mais respectée de tous. L'amiral continua de commander et d'être obéi. Il repoussa les escalades et contre-mina les mines, il inquiéta et ensanglanta les tranchées. Il répondit à coups de canon et d'arquebuse aux menaces et aux sommations des assiégeants. Par des prodiges de vigilance, de diplomatie, de supériorité politique et d'élan militaire, il tint en échec, avec huit cents hommes de garnison, pendant dix-sept jours, toute la puissance du roi d'Espagne, le duc de Savoie, le comte d'Egmont et leurs soixante mille soldats.

Le dix-septième jour il se prépara à un assaut suprême. Il ne lui restait pas six cents combattants et il avait onze brèches à couvrir. Il échelonna les bourgeois le long des remparts. Il porta les troupes aux brèches en leur criant : « Or ça, mes compagnons, frappez fort et montrez à l'ennemi des murailles qui marchent, mais qui ne reculent pas. »

Coligny avait choisi pour lui et pour son frère d'Andelot les deux brèches les plus périlleuses.

L'artillerie espagnole tonna dès le matin (27 août 1557) et causa de nouveaux ravages. Plusieurs brèches furent élargies. Une tour croula en débris. Vers une heure de l'après-midi, l'assaut commença partout à la fois ; partout à la fois il fut bien soutenu. Coligny, la pique à la main, dans la brèche la plus ouverte, payait de sa personne comme un simple volontaire, tout en expédiant des ordres multipliés

sur tous les points, selon les nouvelles qui lui arrivaient de minute en minute. Il combattait ainsi en tous lieux, général où il n'était que par ses aides de camp, général et soldat sur sa brèche qu'il barrait intrépidement à l'ennemi. C'était l'endroit le plus faible et le mieux défendu. Lassés de cette résistance meurtrière, les assiégeants se ruèrent dans la direction de la tour démolie par leurs boulets. Coligny observa cette manœuvre avec espoir. Les abords de la tour étaient gardés par les gendarmes du Dauphin, l'élite de la garnison, la troupe qui avait le plus sa confiance. Mais Téligny n'était plus là pour échauffer les courages. Cette compagnie s'enfuit, guides en tête, à la brusque irruption des Espagnols. Quand on vint en avertir Coligny, il refusa de le croire. Il s'élança de ce côté avec un page et trois gentilshommes. Rien n'était plus vrai, les gendarmes du Dauphin s'échappaient à toute bride. Il les appela d'une voix terrible, cherchant à rallier ces déserteurs; mais ni eux, ni les bourgeois, ni les autres troupes du quartier n'écouterent leur général. Coligny demeura seul avec sa petite escorte de trois gentilshommes et d'un page. Les ennemis affluaient par la brèche abandonnée sans rencontrer aucun obstacle. Coligny sentit que la ville était prise et qu'il n'y avait plus à lutter. Il se résigna douloureusement, mais avec autant de promptitude qu'il avait jusque-là déployé d'opiniâtreté. Il essaya du moins dans cette extrémité de ne pas tomber au pouvoir des mercenaires allemands, capables de toutes les duplicités et de toutes les horreurs. Il regarda parmi les Espagnols s'il ne recon-

-naitrait pas un officier pour se rendre à lui. Il n'y avait en ce moment que des soldats. Coligny engagea un de ses gentilshommes à le désigner à l'un d'eux qui avait meilleur air que les autres. Ce soldat se nommait Francisque Diaz.

« Tous, raconte Coligny lui-même, sans s'arrêter passaient outre, sinon Francisque Diaz auquel un de ceux qui étaient avec moi dit que j'étais l'amiral. Lors il s'adressa à moi et me tira quelques coups d'épée, puis me demanda si j'étais l'amiral ; je lui dis que oui, et il cessa de me plus charger. A l'heure même, survint un arquebusier ayant le feu sur le serpent (la mèche allumée sur l'amorce), qui faisait contenance de me vouloir tirer, mais je m'en parais avec une pique du mieux que je pouvais. »

Francisque Diaz se joignant à l'amiral dans cette sorte de duel, l'amiral releva sa pique et la querelle continua entre les deux Espagnols. C'était un autre danger très-sérieux. Il n'était pas rare à des aventuriers de guerre de ne s'accorder qu'en égorgeant leur prisonnier. Coligny, qui connaissait les mœurs des armées, se hâta donc. D'une voix calme à laquelle la force de l'âme et l'habitude du commandement donnaient une singulière autorité, il apaisa une dispute qui menaçait de s'éteindre dans son sang. « Que désirez-vous ? s'écria-t-il en s'adressant à ces furieux ; vous désirez une rançon. Eh bien, vous en aurez deux. Croyez-vous que l'amiral de Coligny ne soit pas bon pour vous satisfaire l'un et l'autre ? » A ces mots et à cet accent, la contestation tomba. Les soldats se rapprochèrent et conclurent une convention

que l'amiral n'entendit pas. Le dernier venu se lança dans la ville pour piller et Francisque Diaz fut le seul maître du prisonnier.

Subjugué sans le savoir, il demanda courtoisement à l'amiral ce qu'il fallait faire de lui. « Me mettre hors du chemin de ces Allemands, » dit Coligny, en désignant les reîtres et les lansquenets qui débouchaient par les brèches comme un fleuve tumultueux. Francisque obéit, reçut l'épée que lui tendait l'amiral et le mena au pied du rempart. Coligny, épuisé de fatigue, de douleur et d'insomnie, s'assit un moment sur une pierre détachée du mur par un boulet, puis il descendit dans le fossé. Là, d'autres soldats tentèrent d'enlever Coligny, mais Francisque Diaz, rusé et brave, les déjoua et les intimida. Il précéda ensuite l'amiral par une mine ouverte à l'issue de laquelle ils aperçurent le duc de Savoie qui s'avavançait. Francisque, ayant reconnu un mestre de camp de l'escorte du prince, s'empressa de lui dire confidentiellement qu'il avait fait prisonnier M. l'amiral de France et lui désigna Coligny. Cozères, c'était le nom du mestre de camp, répéta aussitôt ces paroles au duc de Savoie. Ce prince n'en crut rien d'abord, bien que l'un de ses gentilshommes lui montrât sur la poitrine de l'amiral la plaque de Saint-Michel. Intéressé par cette circonstance, le duc se rapprocha du prisonnier, et, l'ayant prié de lever sa visière, l'identité de l'amiral fut dévoilée. Philippe-Emmanuel lui offrit sa tente pour demeure et ordonna qu'on l'y conduisit avec les plus grands égards, puis il suivit sa route vers la ville. Avant de suivre la

sienne vers le camp, Coligny s'était contenté de saluer gravement et silencieusement le duc. Le cœur de l'amiral était brisé; son visage pâle, mais son maintien fier et son regard noble témoignaient assez que, vaincu par la fortune, il s'estimait plus qu'elle et que sa conscience le consolait de son revers.

On continua de se battre encore plus d'une heure dans Saint-Quentin. La ville fut saccagée; beaucoup d'habitants et de soldats furent passés au fil de l'épée. Le duc de Savoie s'opposa énergiquement aux massacres. Il prescrivit, sous peine de mort, de recevoir à merci tous ceux qui se rendraient. D'Andelot, couvert de poussière et de sang, blessé et traqué dans sa brèche comme un lion, fut au nombre des prisonniers. On l'enferma dans une tente voisine de celle où était détenu l'amiral. D'Andelot, désespéré de sa défaite, accablé par le souvenir du château de Milan où il avait languì tant d'années, torturé par la prévision d'une captivité plus longue que la première, résolut de s'échapper. Il y parvint en creusant une ouverture sous sa tente. Il erra et se cacha dans les taillis et dans les fermes, puis il gagna la ville de Ham d'où il alla rejoindre le roi, auquel il raconta les prodiges du siège, le courage, la gloire et le malheur de son frère Coligny.

Cette évasion de d'Andelot resserra les précautions autour de l'amiral. Il fut gardé plus étroitement. On lui interdit toute correspondance avec Henri II. Cette défense fut levée le second jour, sur les réclamations de Coligny, et il écrivit successivement plusieurs lettres à son souverain. Ces lettres sont tristes, sévères,

stoïques comme le grand cœur d'où elles jaillissent. Le ressentiment contre les lâches y perce avec l'accent d'un juge qui voudrait et qui ne peut pardonner ; la reconnaissance pour les braves y éclate sans restriction. Cet homme antique sait que sa parole punit ou récompense , et il la proportionne selon l'équité. De là une grandeur mâle et simple qui émeut profondément. « Sire, dit-il à Henri II, il est raisonnable que les gendarmes du Dauphin soient ouïs et allèguent leurs motifs. Quant à moi, de ce que j'en ai vu et connu, j'ai opinion que s'ils se fussent là aussi bien opiniâtrés à leur brèche, comme firent généralement tous les autres corps, je serais encore dedans Saint-Quentin à vous y faire service. » Plus loin, l'amiral ajoute : « Pour ne point dérober l'honneur à qui il appartient, il faut que je vous dise, sire, qu'en trois brèches, l'une du côté du bourg d'Isle, où était M. de La Fayette, la seconde où était mon frère, et la troisième où était le capitaine Soleil, ils combattaient vaillamment, qu'il y avait plus d'une heure que les ennemis emplièrent la ville. »

Dans une autre lettre, datée du 30 août, après trois jours de captivité, l'amiral, incertain du lieu où il doit être confiné, prend congé de Sa Majesté et se recommande à sa bonne grâce. Il n'attendit pas longtemps. On l'envoya en Flandre, au mois de septembre, dans la petite ville de l'Écluse, prison brumeuse et malsaine comme les marais qui l'entouraient. Là, au fond de cet exil humide et sombre, la maladie visita Coligny, lui qui, sans autres indispositions que des

maux de tête, avait traversé les inquiétudes, les périls, les travaux, les calomnies, les responsabilités innombrables du siège de Saint-Quentin. La nature reprit ses droits et se vengea de tant de fatigues et d'épreuves. Une fièvre violente saisit Coligny et le tint pendant quarante jours entre la vie et la mort. A la fin cependant, les soins des médecins, l'affection de cette ville étrangère, la trempe vigoureuse de ce corps de fer et de cet esprit de feu triomphèrent.

Coligny convalescent remplaça l'action par l'étude. Il lut tout ce qu'il put rassembler de livres de théologie et de guerre. Il traça pour ses compagnons d'armes l'histoire du siège de Saint-Quentin. Les Mémoires militaires de l'amiral ont la vive allure du seizième siècle et conservent les fortes empreintes du grand homme qui les burina. A chaque paragraphe de ces courtes pages on sent le génie calviniste qui s'éveille, la pointe de l'épée protestante qui s'essaye, et le souffle de la Bible qui passe. Le style de l'amiral est ferme, robuste, martial et pieux tout ensemble. Il sonne parfois comme un clairon; parfois il murmure et s'élève comme une prière. Il reproduit tout entière, dans sa sobre originalité, l'âme chevaleresque et religieuse de Coligny.

Cette relation virile du siège de Saint-Quentin, l'amiral, après l'avoir terminée, la data de l'Écluse, le 28 décembre 1557, peu de jours avant d'être transféré au château de Gand.

Les événements s'étaient déroulés. Chacun pouvait les apprécier clairement. Il était évident, pour tous ceux qui n'étaient pas aveuglés par l'envie, que Co-

Iligny, en arrêtant dix-sept jours le roi d'Espagne devant Saint-Quentin, avait sauvé la France. Henri II avait profité de cet intervalle pour lever une armée. La noblesse, la bourgeoisie et le peuple avaient répondu à l'appel du roi. Sous l'insolente menace de l'invasion, le mouvement avait été national. Cette généreuse France, que l'on croyait déjà morte, avait ressuscité pendant les dix-sept jours du siège de Saint-Quentin.

C'était là l'incomparable gloire de Coligny, mais elle était voilée par l'exil et par la prison. N'importe, sa captivité n'eût été que douceur, sans la faveur des princes lorrains. Cette faveur était une amertume. Le duc de Guise, si abaissé par sa campagne d'Italie, était arrivé en poste au commencement d'octobre. Il avait été accueilli comme un libérateur. On avait oublié ses fautes, on ne se rappelait de lui que ses exploits éclatants. Il fut proclamé lieutenant général du royaume. Henri II avait presque abdiqué entre les mains d'un sujet. La dictature du duc de Guise était si absolue, qu'il levait arbitrairement des impôts, et choisissait des ambassadeurs au nom du roi, moins roi que lui.

Coligny fut affligé sans doute d'avoir semé pour que le duc de Guise moissonnât. Mais ce grand homme ne se repentit pas d'avoir préservé son pays, même au prix de l'élévation de son rival. Supérieur à toutes ses adversités, il se résigna austèrement avec l'abnégation d'un chrétien et le dévouement d'un patriote. « Tout le reconfort que j'ay, écrivit-il, c'est de penser que tels mystères ne se jouent point sans la per-

mission de Dieu, laquelle est toujours sainte et raisonnable et qui ne fait rien sans juste occasion ; dont toutefois je ne sçay pas la cause et dont aussi peu je me dois enquérir, mais plutôt m'humilier devant sa providence en me conformant à sa volonté. » Sublimes et touchantes paroles, témoignage douloureux et magnanime des sentiments de ce grand caractère, qui, jusque dans les orages des passions et dans les ténèbres des jalousies, des intérêts, demeurait par son âme tout éclairé d'un rayon d'en haut !

LIVRE SEPTIÈME

Disposition de l'armée espagnole après la prise de Saint-Quentin.

— Formation d'une armée française. — Le duc de Guise généralissime. — Plan de Coligny pour la conquête de Calais. — Le duc de Guise repousse ce plan, puis il l'accepte afin de plaire au roi. — Prise de Calais. — Popularité du prince lorrain. — Mariage de Marie Stuart avec le dauphin François. — Le duc de Guise fait les fonctions de grand maître à la cérémonie, en l'absence du connétable. — Conférence entre le cardinal de Lorraine et l'évêque d'Arras au village de Marcoing. — L'hérésie. — Henri II. — D'Andelot emprisonné à Meaux, puis à Melun. — Siège de Thionville. — Strozzi, son athéisme, sa mort. — Prise de Thionville. — Montluc arme soldats le fils et le neveu du duc de Guise.

L'armée du roi d'Espagne s'était dissoute d'elle-même. Les Allemands, gorgés de rapines, avaient déserté par milliers. Les uns étaient rentrés dans leurs foyers, les autres s'étaient engagés au service de la France. Tous avaient exigé de leurs prisonniers d'énormes rançons. Les Anglais, en perpétuelle colère avec les Espagnols, furent renvoyés par Philippe II qui craignait à tout moment des collisions sanglantes dans son propre camp. Il avait jugé prudent de se retirer à Bruxelles, après avoir complété par la prise de quelques bicoques la conquête du Vermandois.

Le petit noyau d'armée française, formé pendant le siège de Saint-Quentin, s'était grossi d'une foule de noblesse et des vétérans, soit du maréchal de

Brissac, soit du duc de Guise, les uns accourus du Piémont, les autres de la campagne de Rome.

Notre armée, ainsi accrue et commandée par le héros de Metz, devint à son tour la terreur de Philippe II et de Marie Tudor.

Plusieurs plans furent discutés dans les conseils du roi de France. Deux surtout fixèrent l'attention la plus sérieuse des généraux.

Le premier était de reprendre Saint-Quentin et de relever notre drapeau là où il avait été abattu. Le duc de Guise repoussa énergiquement ce plan qui n'aurait surpris personne, puisque tout le monde s'y attendait. Or, ce prince voulait étonner l'Europe, et le second plan était meilleur pour cela. Il s'agissait d'escalader Calais, d'affranchir notre territoire jusqu'à la mer et de chasser à jamais les Anglais dans leur île.

C'était un beau dessein et le duc de Guise y eut accédé d'enthousiasme, si ce dessein n'eût été primitivement une inspiration de l'amiral.

Coligny avait envoyé dans Calais, sous un déguisement, un officier du plus rare mérite, Briquemaut, qui avait examiné la place en ingénieur et en soldat. Il fit l'esquisse des fortifications intérieures et la remit à l'amiral, en y ajoutant toutes les explications désirables. Coligny rédigea sur ces renseignements précieux un Mémoire fort savant dans lequel il démontrait la possibilité d'emporter Calais, si on l'attaquait inopinément et l'hiver. Les Anglais, en effet, durant la saison rigoureuse employaient volontiers ailleurs une partie de la garnison de cette place qu'ils croyaient assez gardée, d'un côté par la mer et par

leurs vaisseaux, d'un autre côté par les marais et par les écluses qui encadraient la ville en demi-cercle. Le roi avait été vivement frappé de toutes les raisons de Coligny et avait promis de lui confier cette expédition vraiment nationale. L'amiral étant captif, Henri II la proposa au duc de Guise qui évita de l'accepter. Mais le roi insista. Il dépêcha un courrier vers madame l'amirale, au château de Châtillon, la priant de chercher le Mémoire de son mari sur Calais et de le lui faire parvenir. Madame l'amirale s'empressa d'obéir au vœu du roi et le Mémoire fut lu en plein conseil. Le duc de Guise ne se prononça point, et, par son influence secrète, il détermina de la part du conseil un vote défavorable. Le roi ne plia pas en cette circonstance. Il manda Sénarpont, le lieutenant de l'amiral, en Picardie. Sénarpont, très au courant du projet de Coligny, en développa tous les avantages devant le conseil. Le roi soutint Sénarpont avec chaleur et décréta d'autorité l'expédition contre Calais. Le conseil ne tenta pas de persister et M. de Guise se soumit docilement.

Il eut l'air de fléchir, mais au fond le plan lui convenait; il n'y en avait pas d'aussi parfait, ni qui lui sourit davantage. Il ne s'était opposé au roi que pour lui mieux plaire en se laissant forcer. N'étant pas imitateur, il marquait tout ce qu'il disait et tout ce qu'il faisait de sa haute personnalité. Il espérait bien par l'exécution éclatante du projet de Coligny effacer jusqu'au souvenir de son rival. Quoi qu'il en soit, il m'a paru bon de restituer par esprit de justice à l'amiral la part qu'il eut dans l'expulsion des Anglais,

Il avait conçu avec sagesse ce que M. de Guise accomplit avec audace. Ainsi ces deux génies égaux, bien que divers, ne pouvaient faire un pas sans se rencontrer dans la gloire. Dissemblables, mais grands au-dessus des plus grands, ils croissaient pour des destinées contraires, l'un à l'ombre et dans les revers, l'autre en plein soleil et dans l'éblouissement du succès.

Une fois décidé, M. de Guise forma un camp à Compiègne qu'il mit sous le commandement du duc de Nevers. Il imagina une double évolution qui désorienta les ennemis. M. de Nevers se dirigea vers Stenay, comme s'il eût voulu s'emparer du Luxembourg. M. de Guise mena le reste des troupes en Picardie sous prétexte de couvrir Doullens, Boulogne et Ardres. Puis, tout à coup, M. de Nevers tourna à l'ouest et rejoignit près d'Amiens M. de Guise qui entraîna à grandes journées toute l'armée devant Calais.

Cette ville n'était plus française depuis deux cent dix ans. Elle avait été défendue par Jean de Vienne et conquise par Édouard III, en 1347. Ce prince en avait extirpé tous les habitants et l'avait repeuplée avec une colonie de bourgeois de Londres et de paysans du comté de Kent. Elle n'avait plus rien de national que les pierres de ses édifices et que l'architecture de ses maisons. Elle était un bourg anglais représenté au parlement britannique. On n'y parlait que la langue anglaise. Les noms des rues, des carrefours, des parcs étaient anglais. Le drapeau anglais y flottait insolemment. En un mot, Calais était sur notre terre de France la capitale de la domination étrangère. Elle était plus, elle était une clef militaire, un

marché, un entrepôt pour tous les produits européens et surtout pour les laines. « Ce port, écrivait au doge l'ambassadeur vénitien Michele, est le principal débouché des domaines britanniques, sans lequel les Anglais n'auraient aucune issue de leur île, ni entrée dans les autres pays, aucune du moins si facile, si courte ou si sûre, et tellement, que s'ils en étaient privés, ils seraient non-seulement exclus du continent, mais encore du commerce et de la communication du monde.

« En perdant Calais les Anglais perdraient ce qui est nécessaire à l'existence d'une nation, et deviendraient dépendants de la volonté et du bon plaisir des autres souverains pour profiter de leurs ports. Ils auraient, en outre, à chercher un passage plus éloigné, plus hasardeux et plus dispendieux, tandis que par la voie de Calais, juste en face de Douvres, à une distance de trente milles de cette ville, ils peuvent de tout temps, sans empêchement, même en dépit des vents d'orage, entrer à bon gré dans le port et en sortir (telle est la hardiesse et telle est l'expérience de leurs marins), et transporter soit des troupes, soit des armes et des munitions pour la guerre offensive et défensive, sans exciter la jalousie ou le soupçon. Par Calais enfin, où ils ne sont qu'à dix milles d'Ardres, frontière française et pas plus loin de Gravelines, frontière impériale, les Anglais peuvent atteindre l'une ou l'autre à leur gré, et ajouter leurs forces à celles des deux puissances dont ils sont les alliés, contre un ennemi commun. »

Telle était la ville que le duc de Guise montra d'un

geste héroïque à son armée et aux officiers qui lui faisaient cortège, le 1^{er} janvier 1558. Ces officiers étaient tous illustres par la naissance, par la valeur ou par les talents. L'Europe tout entière n'aurait pas réuni un plus brillant état-major. C'étaient le duc d'Aumale, un Guise, M. de Sansac, le vétéran des braves, Pierre Strozzi, un maréchal de France, parent de la reine, M. de Thermes, le plus prudent des capitaines, un Fabius *cunctator*, M. d'Estrées, le grand maître de l'artillerie, Sénarpont, un chef consommé, le dépositaire de toutes les pensées de l'amiral sur Calais, enfin d'Andelot et Tavannes que tous les généralissimes se disputaient à cause de leur élan incomparable.

Lord Wentworth fut atterré d'être investi. Ses appréhensions redoublèrent, quand il sut comment l'armée française était commandée et de quelle ardeur guerrière, de quelle passion nationale elle était embrasée. Lui n'était pas précautionné contre ce péril imprévu. On l'avait, malgré ses réclamations, dégarni, pour la campagne de Saint-Quentin, d'une partie de son matériel de siège et de sa garnison, comme si la seule réputation de Calais eût dû garder cette place. Lord Wentworth semble avoir eu le pressentiment de sa défaite. Le duc de Guise, au contraire, manifestait dans son maintien, dans sa physionomie, dans ses moindres paroles, la certitude de la victoire.

Le premier jour, il visita les forts de Risbank et de Nieulay. Ces forts dominaient, l'un le port et la mer, l'autre la chaussée entourée de marais qui reliait la terre à la ville. Le second jour, le duc fit ses

dispositions de troupes et d'artillerie. Le troisième jour, les forts étaient en notre pouvoir et leurs canons braqués contre Calais. « Tout va bien, disait M. de Guise à ses gentilshommes, il faut défendre les places longuement et les prendre vite. »

Le quatrième jour, pendant qu'il tentait ailleurs une fausse attaque, il établit en un lieu réputé inaccessible une batterie de quinze canons de gros calibre afin de foudroyer le château. Le lieu avait été indiqué par M. de Strozzi et la batterie conduite par M. d'Estrées. D'Andelot se glissant en même temps avec quinze cents arquebusiers parmi les dunes, malgré l'artillerie des assiégés, pratiqua, de la douve du rempart à la mer, une tranchée qui rendit le fossé guéable.

Ces deux opérations hardies permirent, en le préparant, l'assaut du lendemain. Dès la matinée du 5, le duc de Guise harangua les troupes et les mena intrépidement à l'escalade. Il descendit de cheval à quelques pas de la douve, puis l'épée nue à la main il s'y précipita. Officiers et soldats suivirent leur général et traversèrent la douve, dont l'eau leur montait jusqu'à la ceinture. Arrivé à l'autre bord du fossé, sous une vive décharge des Anglais, le duc de Guise se tourna vers les siens, leur criant d'une voix martiale : « A moi, mes enfants ! j'écrirai ce soir au roi et je lui dirai qu'en janvier vous ne craignez pas plus l'eau que le feu. » Battu par le canon de M. d'Estrées dont le retentissement consternait Douvres entre ses blanches falaises, le château de Calais, assailli de plus par M. de Guise, se mit à sa discrétion. En un

moment, l'artillerie se tut, les arquebuses, les piques s'abaissèrent, les sabres rentrèrent dans le fourreau et le drapeau de l'Angleterre fut remplacé sur la sombre forteresse par le drapeau de la France.

Lord Wentworth désespéra de se défendre; les redoutes de Nieullay et de Risbank avaient été enlevées; la citadelle était prise. Il n'attendait aucun secours. Du côté de la terre, il était cerné par l'armée française; du côté de la mer, par une flotte nombreuse et par des vaisseaux soit d'armateurs, soit de pirates, que la prévoyance de M. de Guise avait convoqués de tous les ports du royaume. Le lord gouverneur envoya donc, le 8 janvier, les clefs de la ville au prince lorrain, et Calais, qui avait résisté plus de onze mois à Édouard III, fut ainsi conquis en sept jours par le duc de Guise. Un de ses gentils-hommes l'en félicitant hautement, le duc répondit que la gloire était à toute l'armée, puis il ajouta en s'adressant à la noblesse qui l'entourait : « Avec M. d'Andelot, M. de Strozzi et M. d'Estrées seuls, je prendrais un monde de places. »

Cinquante officiers anglais et lord Wentworth furent retenus prisonniers, soit pour des échanges, soit pour des rançons. Le reste de la garnison et des habitants fut renvoyé les mains vides au delà du détroit. Ce qu'Édouard III avait acquis par confiscation deux siècles auparavant, le duc de Guise le ressaisit par le même droit sauvage de confiscation. Il restitua les maisons au roi qui les remplit d'une population française. Il vendit pour cent mille guinées de laines, et cette somme fut appliquée aux fortifica-

tions et aux remparts. Il distribua entre ses capitaines et ses soldats toutes les richesses de Calais, les meubles précieux, les tentures, les étoffes, les tableaux, les bijoux, l'or et l'argent. Au grand dépit de la duchesse, qui croyait au moins avoir « part de seigneur, » il ne réserva rien pour lui-même, si ce n'est les œuvres de Luther et de Calvin. Il les fit brûler solennellement comme à Metz. Tout entier aux traditions catholiques, il répéta dans plus d'une occasion ces auto-da-fé du libre esprit qui se produisait sous forme d'hérésie avant d'éclater sous forme de philosophie religieuse. Le duc n'était pas cruel. Cédant à Philippe II les bûchers d'hommes, il se contentait des bûchers de livres et d'idées. Sans se rendre odieux, il satisfaisait ainsi sa conscience et il avançait sa fortune en plaisant au pape, au roi et au peuple. Cette fois il eut un censeur dans son propre camp, et ce fut d'Andelot. D'une éloquence et d'une science pareilles à sa bravoure, d'Andelot était partout une faction, soit à la cour, soit à l'armée. Il ne se contraignait point pour flétrir les mœurs des prêtres et les idolâtries de l'évêque de Rome, pour condamner la messe, la présence réelle de l'eucharistie et toutes les abominations de la Babylone des Borgia. Telle était la fougue habituelle de son langage. Il blâma de plus à Calais la superstition de M. de Guise qui vouait aux flammes les évangiles du protestantisme. Le prince lorrain se méfiait de d'Andelot. Il pressentait dans cet orateur si hostile au catholicisme, l'un des héros futurs de la réforme. Néanmoins, en cette circonstance, il ferma les yeux et les oreilles sur l'oppo-

sition amère de l'un de ses meilleurs lieutenants. Pour mieux assurer le châtiement, il l'ajourna.

Le duc de Guise ne s'amollit pas sur ses lauriers. Il s'empara de Guines et de Ham; en moins d'un mois, les Anglais furent expulsés de partout. La France respira fortement. Elle n'avait plus dans le flanc l'épieu barbare des Plantagenets, ni sur la poitrine le genou de fer des Tudors. Toute empreinte honteuse de l'invasion étrangère était à jamais effacée.

Aucune entreprise, aucune campagne, aucune victoire n'aurait couronné M. de Guise d'une telle auréole. Il avait chassé les Anglais, il avait accru le sol de la France dont il avait vengé l'honneur si longtemps outragé. Il était plus qu'un conquérant, il était un libérateur. Voilà ce qui s'échappait de tous les cœurs et de toutes les lèvres. Le roi vint embrasser M. de Guise à Calais et consacrer la possession de cette place désormais française. Il ne manqua pas une occasion de témoigner sa reconnaissance au duc. Il lui fit présent du palais de l'Etappe et le parlement mit le comble à cette munificence en déclarant, dans les lettres patentes, que Sa Majesté ne pouvait mieux payer de si grands services, qu'en donnant un palais à celui qui avait donné une ville à la France. Toute l'Angleterre s'émut de honte. La prise de Calais y fut une calamité publique. La reine Marie Tudor en mourut de douleur.

Cependant le roi de France étant rentré à Paris, M. de Guise ne tarda pas à l'y suivre pour une grandeur nouvelle. Il allait illustrer sa maison en l'unissant à la famille royale par les noces de sa nièce

bien-aimée Marie Stuart avec le jeune dauphin François. Le voyage du duc fut un triomphe de Calais à Paris. Sur toute sa route, on lui envoya des admirations. On le saluait par des cris d'amour ; on lui jetait des fleurs. A Paris, sa popularité centupla. Il ne pouvait traverser une rue, une place, un pont, sans être applaudi. C'était une ivresse qu'il inspirait et qu'il ressentait.

Les fiançailles de sa nièce s'étaient faites au Louvre le 19 avril 1558 ; le 24, le mariage eut lieu à Notre-Dame. Une estrade de quinze pieds de haut avait été dressée de l'escalier de l'évêché jusqu'au parvis, et du parvis jusqu'au chœur de la cathédrale. Cette estrade était entrelacée de pampres. La rampe était couverte de brocart et le parquet de tapis. Le duc de Guise, qui exerçait les fonctions de grand maître en l'absence du connétable de Montmorency, menait la fête. La marche était ouverte par les Suisses et fermée par les cent gentilshommes de la chambre. Le cortège défilait entre ces deux troupes d'élite. Les princes, les cardinaux, le légat du pape précédaient le Dauphin, conduit par le roi de Navarre, et la jeune fiancée, conduite par le duc de Lorraine et par le roi de France. Marie Stuart, ce jour-là, était bien belle. Dans la grâce de l'adolescence, vêtue de blanc comme un lis, elle s'avancait avec une modestie fière et tout enveloppée de l'aurore du trône. Deux de ses filles d'honneur portaient la queue de sa robe. Elle avait au cou un collier de perles précieuses, et sur la tête une couronne ornée de rubis, d'émeraudes, de diamants au centre desquels étincelait une escarboucle.

estimée cinq cent mille écus. Sur les pas de celle qui allait être une si charmante dauphine, le prince de Condé accompagnait la reine de France, Catherine de Médicis, après laquelle Jeanne d'Albret, reine de Navarre, madame Marguerite, sœur de Henri II, puis les autres princesses et toutes les dames de la cour se pressaient dans un nuage mouvant, lumineux de pierreries, de dentelles, de plis et de rubans.

Le cortège s'arrêta sous la grande porte ogivale de l'église; cette porte était tendue de velours et surmontée du dais royal. Là, Henri II ôta de son doigt un anneau qu'il remit au cardinal de Bourbon. Le cardinal le passa, selon le rite habituel, à Marie Stuart et prononça la bénédiction nuptiale. L'évêque de Paris récita le discours d'usage. Pendant cette grave allocution, le duc de Guise, attentif à la mer humaine qui s'agitait au bas de l'estrade, sur le parvis, dispersa d'un mot un groupe de seigneurs qui cachaient la cérémonie au peuple. Le discours fini, le duc salua cette multitude, fit crier : *Largesse!* et lancer une pluie de monnaie. Les masses répondirent par une tempête de cris : *vive le roi! vive le duc de Guise! vive la Dauphine!* Mais les vivats pour le duc dominaient tous les autres. Le cortège pénétra jusqu'au chœur de la cathédrale, entendit la messe et retourna dans le même ordre à l'évêché. Durant ce second trajet, le duc de Guise dissipa de nouveau les seigneurs qui, s'approchant ensemble de la rampe, dérobaient le spectacle aux Parisiens. A chaque fois, le duc salua, et, soit à un signe de sa main, soit à un mot de sa bouche, les

largesses recommençaient ; l'or et l'argent tombaient à poignées sur la foule qui renvoyait des tonnerres d'acclamations. Ces acclamations ne s'adressaient ni au roi, ni à la reine, ni au Dauphin, et le cardinal de Lorraine s'en réjouissait tout bas. Le peuple ne regardait, n'applaudissait et ne nommait que Marie Stuart et le duc de Guise, la plus belle des princesses et le plus grand homme de la cour, puisque l'amiral n'y était pas. Il y eut à l'évêché un dîner somptueux et un bal immédiatement après le dîner. Vers cinq heures du soir, la famille royale rentra au palais de justice d'où elle était sortie le matin. Ce palais, offert par le parlement qui s'était retiré aux Augustins où il tenait ses séances, avait été disposé pour le jeune et auguste couple pendant les noces. Le cortège éblouissant qui avait entouré le Dauphin et la Dauphine à l'église revint avec eux au palais ; les reines, les princesses en litière ou en coche, le roi, le Dauphin, les princes, les seigneurs et les dames à cheval. La reine Catherine et la dauphine Marie Stuart étaient placées dans la même litière. On soupa au palais, où il y eut d'autres jeux et un autre bal ; puis, le lendemain, les divertissements recommencèrent et se prolongèrent pendant plusieurs jours.

Par ce mariage, les Guise avaient doté les Valois d'un trône, et ils s'étaient puissamment affermis eux-mêmes en appuyant leur maison à la maison royale. C'était beaucoup et cependant ce n'était pas assez à leur gré. Ils ne demandaient qu'une occasion de s'étendre, de s'accroître encore ; elle se présenta.

La duchesse douairière Christierne désira voir son fils, le jeune duc de Lorraine, qui avait été soustrait à sa tutelle et retenu à la cour de France. Elle obtint l'agrément des deux rois Henri II et Philippe II. La rencontre de la mère et du fils fut ménagée entre Cambray et Péronne, au village de Marcoing. La duchesse était accompagnée de madame d'Arsehot, du comte d'Egmont et de Perrenot de Granvelle, évêque d'Arras, le principal ministre du roi d'Espagne. Le jeune duc de son côté avait été confié au comte de Vaudemont et au cardinal de Lorraine, assisté du secrétaire d'État l'Aubespine.

La duchesse, à la première entrevue qui eut lieu, le 16 mai 1558, à Marcoing, traita son fils avec tendresse, le cardinal de Lorraine et les Français avec courtoisie. D'excellents rapports s'établirent entre les deux escortes qui demeurèrent trois jours à se récréer, tandis que la duchesse s'abandonnait au bonheur de cette réunion avec son fils et que le cardinal de Lorraine s'entretenait de politique avec l'évêque d'Arras.

Jamais le village de Marcoing n'avait en un pareil honneur. Les deux prélats y choisirent dans la maison de M. de Famas une petite chambre mystérieuse pour leurs conférences diplomatiques. Également fourbes, également prêts à se tromper au nom de Dieu, ils se divisèrent sur beaucoup de questions secondaires ; mais une passion mutuelle les mit d'accord sur la question principale.

L'évêque d'Arras avoua au cardinal de Lorraine que Philippe II avait toujours fait la guerre au pape

à contre-cœur, et qu'il ne la faisait pas sans douleur à Henri II. « Et mon maître a raison, reprit-il, monsieur le cardinal. Le roi très-chrétien et le roi catholique ne devraient-ils pas se réconcilier pour combattre ensemble les seuls ennemis qu'ils aient, des ennemis plus implacables que le Turc, les hérétiques? » Granvelle, comme s'il eût été subjugué par une impulsion irrésistible de franchise, ajouta : « Je ne vous cacherai pas que c'est le vœu de mon maître. Il m'a autorisé à vous exprimer toute son estime pour vous et pour votre illustre frère. Il pense que la maison de Guise a de grandes destinées et que, par son attachement à l'Église, elle est déjà la première après les maisons royales. » Le cardinal de Lorraine remercia l'évêque d'Arras et le pria de dire au roi d'Espagne combien il était touché d'une si haute bienveillance et combien lui et tous ses frères étaient ses serviteurs. Alors Granvelle dit encore : « Permettez-moi, monsieur le cardinal, de vous donner un conseil. Quand le fer est chaud, il faut le battre. Ne négligez pas de fortifier votre crédit qui sera si utile à la bonne cause. Achevez d'humilier vos adversaires. Le connétable de Montmorency et l'amiral de Coligny sont prisonniers. N'est-ce pas un coup de Dieu? Ne souffrez pas qu'on les rappelle sans cesse à l'amitié du roi de France. Achevez leur ruine par celle de M. d'Andelot, qui est leur représentant à la cour. »

Granvelle avait trouvé l'endroit sensible. Il acheva d'enivrer le cardinal de Lorraine, en continuant ainsi : « Votre tâche est facile. M. d'Andelot est un hérétique déterminé. Sa naissance, son instruction,

son honnêteté même, ne le rendent que plus dangereux. Il corrompt beaucoup de ceux qui l'écoutent, surtout parmi les gens de guerre. Calvin n'a pas de disciple plus intrépide, ni de missionnaire plus entreprenant. Nos troupes ont saisi une lettre qu'il écrivait à son frère Coligny et dans laquelle il ne dissimule son aversion ni contre le catholicisme en général, ni contre la messe en particulier. Mon maître qui a lu cette lettre en a été indigné. Il désire que vous en avertissiez le roi très-chrétien, dont le zèle ne tolérera pas sans doute que de telles abominations partent de son intimité. » L'évêque d'Arras se tut. Le cardinal de Lorraine était enchanté. Tous ses rêves sur la grandeur future de sa maison étaient partagés et encouragés par Philippe II. Bien plus, ce monarque de l'orthodoxie dégageait le cardinal de tout scrupule en lui ordonnant d'accuser d'Andelot. C'est ce qu'il souhaitait le plus au monde. L'ignominie d'une dénonciation personnelle lui était épargnée; et pour perdre son ennemi, il n'avait qu'à raconter les dénonciations du roi d'Espagne et de l'évêque d'Arras. Il savait que d'Andelot n'était pas homme à les éluder et que par héroïsme autant que par conscience il irait droit au piège. Cette certitude mettait le comble à la joie du cardinal.

Les conférences de Marcoing, dans lesquelles l'évêque d'Arras déploya tant d'habileté, furent les préliminaires de la paix de Cateau-Cambrésis et la base d'une amitié durable entre les Guise et Philippe II. Les deux négociateurs se retirèrent fort contents l'un de l'autre. Granvelle s'en retourna dans les Pays-Bas.

avec la duchesse Christierne, et le cardinal de Lorraine revint en toute hâte au château de Monceaux où se trouvait alors Henri II.

Le cardinal était diversement heureux. Il n'apportait pas la paix qui aurait délivré le connétable et l'amiral, mais seulement un vœu de paix et une intention d'écraser les huguenots. Il tenait aussi dans sa main la proscription de d'Andelot et sa destitution de colonel général de l'infanterie, ce qui permettrait au duc de Guise de concentrer toute l'autorité militaire au profit de sa cause et de sa maison.

Donc le cardinal rendit compte à Henri II des conversations de Granvelle. Il se complut à insinuer au roi, sous le nom de cet homme d'État, ses propres desseins. Henri approuva Philippe de vouloir substituer à la guerre entre souverains la guerre contre les hérétiques. Il déclara qu'il l'aiderait dans cette sainte entreprise et témoigna le désir de subordonner les intérêts passagers des royaumes au rétablissement de la vraie foi. Mais, tout en adhérant à ces projets de Philippe II, Henri fut consterné des charges qui pesaient sur d'Andelot. Il aimait ce héros de toute l'affection qu'il conservait au connétable de Montmorency et à l'amiral de Coligny. Le cardinal de Lorraine s'aperçut de cette impression du roi et s'efforça de l'affaiblir par de nouveaux coups de poignard à la réputation de d'Andelot. « Je conviens, dit-il, qu'il n'y a pas dans toute l'armée un meilleur chevalier que lui, mais il n'y a pas non plus un si fervent huguenot. Il ne se contraint avec personne. Il exhorte, mieux qu'un ministre, officiers et soldats. Et il ne se borne

pas aux gens de guerre, il tend ses pièges de calvinisme jusqu'aux pauvres habitants des campagnes. N'a-t-il pas fait prêcher l'hérésie à ses vassaux par un pasteur nommé Carmen, lorsqu'il s'en alla dernièrement en Bretagne prendre possession des grands biens qui lui viennent de mademoiselle Claude de Rieux, sa femme ? Ces faits, sire, sont publics et vous seul les ignorez. » Puis feignant de se radoucir, « au reste, sire, n'en croyez que lui. Interrogez-le sur le sacrifice de la messe et vous saurez de sa bouche même sa conviction. »

Le roi accueillit cet expédient perfide, espérant que d'Andelot se justifierait. Mais ce qui était un bon sentiment chez un prince qui, ne connaissant pas les hommes, s'attendait à un désaveu, était une ruse machiavélique chez le cardinal, plus avisé, qui ne doutait pas de voir d'Andelot se jeter volontairement et tête baissée sur cette pointe de stylet.

Henri II usa d'abord de beaucoup d'indulgence. Il manda le cardinal de Châtillon et François de Montmorency, l'un le frère, l'autre le cousin de d'Andelot. Il leur annonça les bruits qui couraient et son dessein d'éclaircir lui-même les doctrines que l'on attribuait à un homme de cette qualité et de ce mérite. « Je ne serai pas injuste, dit-il, amenez-moi d'Andelot et qu'il s'explique ; je m'en rapporterai à sa parole. »

D'Andelot, qui était théologien autant que soldat, avait une profonde horreur de la messe où il voyait le délire de l'orgueil sacerdotal. Il ne reconnaissait au clergé ni le droit ni le pouvoir de renouveler à

l'autel, par une formule, le sacrifice de Jésus-Christ ; il ne lui reconnaissait pas le don du surnaturel, le don du miracle. Le salaire de cet acte mystérieux était pour d'Andelot une simonie, et la langue ignorée de la foule, le latin de l'officiant, un charlatanisme.

« Comment, disait-il au cardinal de Châtillon et au maréchal de Montmorency, approuverais-je la messe, cette fraude romaine, par laquelle, à la voix de pécheurs comme nous, l'hostie se transforme dans l'univers entier, au point d'être, partout en même temps, le corps de Jésus-Christ, Jésus-Christ lui-même, vivant et expirant sur la croix pour le monde ? Non, non, je m'en fie à saint Paul : « l'oblation, dit-il, a été faite une seule fois. » Tenons-nous, reprenait d'Andelot, à cette oblation unique, à cette oblation du Christ par le Christ, et célébrons-la sous les deux espèces du pain et du vin. Mais cette communion, cette cène, gardons-nous de la proclamer le sacrifice même de Jésus-Christ, car elle n'en est que la sainte commémoration. Voilà toute la vérité ; le reste n'est que mensonge. »

Le cardinal de Châtillon, qui était au fond de l'avis de son frère, et le maréchal de Montmorency, qui n'entendait rien à la controverse, n'essayèrent pas de réfuter d'Andelot. Ils lui parlèrent en politiques ; ils le pressèrent de louver ; ils l'engagèrent même à la dissimulation. D'Andelot les supplia d'être tranquilles, les assurant qu'il savait ce qu'il avait à faire. Le cardinal de Châtillon n'augura rien de favorable d'une réponse si évasive et le dit à François de Montmorency. Leur inquiétude

à tous deux n'était pas chimérique. D'Andelot se rendit le soir même au souper du roi qui l'accueillit bien et qui lui rappela sa protection inaltérable, les grâces qu'il s'était plu à répandre soit sur les Châtillon, soit sur les Montmorency. — « Voilà pourquoi, reprit-il, je n'ai pas cru que vous ayez embrassé l'hérésie de Calvin au mépris des défenses de l'Église et de mes propres édits. » D'Andelot répondit en s'inclinant qu'il n'oublierait pas les bontés de Sa Majesté, qu'à sa vie était à elle, mais que sa conscience était à Dieu. Le roi lui ayant demandé ce qu'il entendait par là, d'Andelot garda le silence. — « Au diable les énigmes, reprit le roi, que pensez-vous de la messe? » Alors un esprit de franchise s'empara de d'Andelot, son visage s'illumina, et, considérant Henri d'un regard intrépide : « Sire, dit-il, puisque vous me l'ordonnez, je confesserai mon sentiment. Vous exigez ce sentiment sur la messe. Hé bien ! le voici : la messe est un sacrilège devant Dieu et devant les hommes. » A ces mots, le roi se leva en fureur. Le sang lui monta du cœur aux joues. Il eut une violente tentation de percer de son épée l'audacieux sectaire, mais se contenant, il saisit un plat sur la table comme pour le lui lancer à la face. Il se reprima encore, et jeta par terre, dans la direction de d'Andelot, le plat dont l'un des fragments blessa le Dauphin. Cet incident ajouta beaucoup au trouble de ce moment terrible. Toute la salle était dans la confusion. Les seigneurs, en se précipitant les uns entre le roi et d'Andelot, les autres vers le Dauphin, avaient fait d'un banquet une mêlée ; d'Andelot se retira à la faveur de ce

désordre, soit qu'il évitât de redoubler la colère du roi par sa présence, soit plutôt qu'il craignît de manquer de patience sous un nouvel outrage. La Bourdaisière, maître de la garde-robe, l'atteignit au premier degré de l'escalier. « Monsieur, dit-il à d'Andelot, excusez-moi de vous arrêter. J'ai regret à ce commandement de Sa Majesté. — Faites votre devoir, monsieur, » repartit avec calme d'Andelot, le seul peut-être qui se possédât au milieu de ce tumulte. Il fut conduit d'abord à Meaux, dans les prisons de l'évêché, puis, par une sorte d'adoucissement, il fut transféré, hors de la juridiction ecclésiastique, dans le château de Melun.

Loin d'être satisfait, le pape se plaignit à l'évêque d'Angoulême, notre ambassadeur à Rome, de la mollesse du cardinal de Lorraine et de la faiblesse de Henri II. « Le cardinal que j'ai nommé, dit-il, l'année dernière, grand inquisiteur de France, aurait dû condamner au feu M. d'Andelot, et le roi aurait dû de son côté faire exécuter la sentence. » L'évêque d'Angoulême répondit au saint-père qu'il transmettrait sa plainte, mais qu'en France on n'avait pas coutume d'aller si vite, surtout avec un Châtillon.

Les Guise, eux, étaient contents. Ils étaient délivrés de d'Andelot. Il était désormais captif comme le connétable et l'amiral. Ils pouvaient donc enfin disposer de la charge si influente de colonel général de l'infanterie. Ils firent tomber le choix du roi sur un ancien page de René II de Lorraine, leur grand-père. Ce page était devenu l'un des meilleurs soldats et des plus expérimentés capitaines de l'armée. Il était

dévoué aux Lorrains et s'appelait Blaise de Montluc. Il était cher aux Français et redouté des ennemis. Le roi reçut l'aventurier gascon dans sa chambre où il causait familièrement avec le cardinal de Lorraine, Antoine de Bourbon, et M. de Montpensier. Il annonça lui-même à Montluc qu'il le destinait à remplacer M. d'Andelot dans la charge de colonel général de l'infanterie. Le hardi et rusé capitaine, qui voulait bien se battre, mais qui ne voulait pas s'exposer à l'inimitié des Montmorency et des Châtillon, remercia le roi d'une si haute faveur, disant avec une modestie feinte qu'il n'en était pas digne et proposant de servir comme simple gentilhomme ou comme chef des pionniers près du duc de Guise. Il ne fallut rien moins que les encouragements affectueux des trois princes, joints à l'insistance du roi, pour décider Montluc. Il n'accepta que malgré lui, et encore avec des réserves et par commission.

Deux jours plus tard, Montluc partait en poste pour Thionville. Cette place avait été investie pendant tout le mois de mai 1558. Lorsque Montluc arriva, le duc de Guise pressait le siège avec vigueur. Il s'acharna pendant deux semaines entières contre la tour principale défendue par une artillerie formidable et dont la prise devait lui assurer celle de la place. Il y avait couru mille dangers, lui et ses principaux officiers. Le 20. juin, il avait passé une partie de la matinée à la tranchée et dirigé, sous le feu de la tour, une batterie de vingt-quatre canons. Il était revenu après son dîner avec le maréchal Strozzi, son ami

particulier et l'un des plus grands ingénieurs du seizième siècle. Strozzi était cousin de Catherine de Médicis. Proscrit de Florence, il s'était en quelque sorte naturalisé Français et il avait mis à la disposition de Henri II toutes ses aptitudes militaires. Elles étaient éminentes et diverses. Bon général, quoique souvent défait, habile administrateur, fin diplomate, il excellait singulièrement dans l'art des sièges. C'était en tout un vrai génie florentin, amateur de musique et de peinture, très-adonné aux lettres et pourvu de livres sous sa tente autant qu'il d'armes. Il avait étudié dans sa jeunesse pour être cardinal et son érudition théologique était immense. Malheureusement les corruptions, les débauches et les crimes qu'il avait vus de trop près lui avaient inspiré l'horreur de tout dogme religieux. Sorti du catholicisme, il n'avait pas su demeurer sur les hauteurs de la philosophie et il s'était jeté dans l'athéisme. Il ne s'en cachait point, et, à l'occasion, il soutenait ses désolantes doctrines, sans peur comme sans forfanterie.

Tel était l'homme que le duc de Guise mena, le 20 juin, pour la seconde fois, à la tranchée devant Thionville. On travaillait à dresser une nouvelle batterie de quatre coulevrines, afin de faciliter l'assaut de la grande tour en détruisant les ouvrages des assiégés. Strozzi avait conseillé la veille cette batterie et en avait marqué l'emplacement. Le duo s'appuyait sur l'épaule du maréchal, qui, l'épée à la main, lui désignait le pan du mur où devaient porter les coulevrines. Tout à coup Strozzi, frappé d'une ar-

quebusade au-dessus du cœur, fléchit et s'affaissa sur lui-même. Le duc de Guise n'eut que le temps de le recevoir dans ses bras où il le soutint en ployant un genou en terre. Calme à ce moment suprême : « Ah! monsieur, dit le maréchal en langue italienne, le roi perd aujourd'hui un bon serviteur et vous aussi. » Le duc, tout attendri, s'écria : « Mon amy, pensez au Sauveur Jésus. — Quel Jésus, reprit le maréchal, venez-vous me ramentevoir? Je renie Dieu, ma fête est finie. » Mais le duc, dans toute l'ardeur d'une piété fervente et d'une affection vive, lui répétant : « Strozzi, mon fidèle amy et frère d'armes, intercédez Dieu, car vous serez bientôt devant sa face. — Eh! mort de mon âme, répliqua le maréchal, je seray où sont tous les autres, depuis six mille ans. » Et il expira.

Le duc de Guise ému resta quelque temps immobile au milieu des balles, avant de se relever, songeant sans doute à la damnation qui menaçait son compagnon de gloire, insensible à son propre péril, et priant pour celui qui n'avait pas prié.

Le lendemain de la mort de Strozzi, le duc retourna aux batteries. Les quatre coulevrines avaient tiré, dès le matin, et avaient fait une ouverture au bas de la tour. Pendant que Lavieilleville attaquait la place d'un autre côté, Montluc s'était approché de la tour de plus en plus, animant le capitaine Volumat et tous les officiers. Il y eut un combat opiniâtre, des rangs entiers emportés et rétablis, des blessures, des clameurs, du sang. La voix de Montluc gourmandait l'un, louait l'autre, électrisait tout le

monde. Il joignait vaillamment l'exemple à la parole et payait de sa personne avec éclat. Soudain apercevant le trou percé par les boulets de la batterie de Strozzi, il s'écrie, fait signe à l'artillerie de se taire, promet vingt écus à un arquebusier, s'il entre par là. L'arquebusier hésite, Montluc le saisit et le lance à travers l'ouverture. Deux autres arquebusiers, le fils aîné de Montluc, plusieurs gentilshommes et soldats font irruption ou grimpent aux murs. Les ennemis s'étonnent, reculent, puis reparaissent, et fuient enfin, laissant les casemates et la tour aux Français.

Préoccupé des batteries et des moyens de les rendre plus foudroyantes, le duc de Guise combinait à quelque distance une évolution plus meurtrière, lorsqu'il aperçoit sur la tour les capitaines Anglure et Vatenville, le colonel allemand baron de Lunebourg et quelques autres braves. Le duc n'en croit pas d'abord ses yeux, mais il regarde encore et il ne peut plus douter. « La tour est aux nôtres, » dit-il, et enjambant son genet, il rencontre en route un gentilhomme qui veut lui raconter l'assaut de la part de Montluc. « J'ai tout vu, » répond le duc de Guise, et il galope plus vite jusqu'au pied de la tour. Là, il descend, pousse à Montluc qui lui dit en riant : « Ah! monsieur, cette fois vous aurez la ville. » Le duc embrasse le colonel général et réplique affectueusement : « Monseigne, c'était le nom familial dont François de Guise appelait Montluc, Monseigne, je reconnais maintenant la vérité du proverbe : Jamais bon cheval de race ne dégénéra. » Puis il se précipite

dans la tour, y loge des arquebusiers, des pionniers, des mineurs, des gentilshommes, les confie à Montluc auquel il donne ses ordres pour la continuation des travaux et dit en le quittant : « Monseigneur, tout va bien. Demain Thionville est à nous. Je m'en vais courir à ma maison pour annoncer au roi la prise de la ville. Je ne céderai pas à Sa Majesté le devoir que vous lui avez fait ainsi qu'à moi. » Et le duc se remet en selle, pique des deux afin d'expédier plus promptement un courrier à Henri. « Car, ajoute Montluc, il tarde aux grands que les nouvelles ne voient. » Ici et ailleurs, au milieu de son admiration profonde, Montluc blâme un peu le duc de Guise de son empressement et de son assiduité à écrire. « C'est dommage, disait-il à Bourdillon, qu'il n'est greffier du parlement de Paris. » Le duc entendit le mot et en badina spirituellement avec Montluc dont la confusion n'était pas moindre que la gaieté du prince lorrain. Montluc avait tort. Il n'était agité que d'une pensée : la guerre ; mais le duc de Guise, indépendamment de la guerre, s'inquiétait des intrigues du palais et des combinaisons de la politique. Voilà pourquoi son rôle militaire se compliquait légitimement de ses habiletés de courtisan et d'homme d'État.

Thionville, ainsi qu'il l'avait prévu, se rendit le 22 juin. Tandis que le duc de Nevers, Bourdillon et Montluc déjeunaient à la française, la nappe mise sur trois caisses de tambour, Jean de Caderebbe, « un grand brave, » après une vigoureuse défense de sept semaines, fit sonner la chamade. En sa qualité de

gouverneur, il envoyait les clefs de la place au duc de Guise qui, en présence de ses lieutenants, les reçut d'un visage grave, presque triste. Le souvenir d'un deuil récent, d'un ami perdu peut-être pour l'éternité, se mêlait en lui à l'ivresse du triomphe. « Cette conquête, dit-il, est achetée trop cher au prix de la mort de Strozzi. » Henri II s'honora en partageant ce sentiment du duc de Guise et en prononçant à peu près les mêmes paroles.

Le siège de Thionville nous coûta quatre cents soldats et un maréchal de France. Les ennemis comptaient huit cents tués et sept cents blessés. Les habitants furent chassés, au nombre de quatre mille, comme à Calais et à Saint-Quentin, selon les règles atroces du droit des gens au seizième siècle. Quinze cents hommes de garnison sortirent en même temps que ce peuple d'exilés. Le duc de Guise, plus miséricordieux que les mœurs et les lois, adoucit, par tout ce que peut suggérer la pitié, le sort des vaincus et des pauvres émigrants.

Il s'avança ensuite dans les Pays-Bas, prit Arlon et manœuvra contre Luxembourg. Mais la victoire de Gravelines (13 juillet 1558), remportée par le comte d'Egmont sur le maréchal de Thermes, ramena le duc de Guise à Pierrepont et à La Fère.

A Pierrepont, il y eut une charmante scène militaire qui égaya toute l'armée. Le fils du duc de Guise, le prince de Joinville, et le fils du duc d'Aumale, tous deux encore enfants, étaient venus au camp. Montluc, étant à la tête de l'infanterie, les aperçut avec leurs gouverneurs et quatre gentils-

hommes d'escorte. Ils montaient des haquenées dont la taille était proportionnée à leur âge. Montluc, charmé de cette rencontre et qui avait été page de leur bis-aïeul René II, leur dit : « Ça, ça, mes petits princes, j'ai été nourri dans la maison d'où vous êtes, et c'est moi qui veux vous mettre les armes sur le cou. » Les gouverneurs, les gentilshommes et les princes ayant obtempéré à cette invitation de Montluc, il prit deux piques et les mit sur le cou des petits princes. — « Tenez bien ces armes que je vous donne le premier et qui jusqu'ici m'ont été favorables. Elles vous porteront bonheur. Puisse Dieu vous rendre aussi braves que vous êtes beaux et que vos pères sont vaillants ! » Et Montluc enjoignit aux jeunes princes de marcher côte à côte avec lui et l'infanterie, les piques sur l'épaule ; ce qui amusa fort les gouverneurs, les gentilshommes et les vieilles bandes françaises. Le duc de Guise ne fut pas le moins réjoui. Il parla le soir, à son souper, de cette cérémonie guerrière et, s'adressant à Montluc, il dit : « Monsieur de Montluc, je vous remercie d'avoir armé ces enfants. Ils ne peuvent être que de bons soldats, puisqu'ils le sont de votre main, et qu'ils ont un parrain tel que vous. » Ainsi ce grand homme savait ce qu'il y avait à dire, aussi bien que ce qu'il y avait à faire. Il ne manquait jamais l'occasion de montrer ses enfants à l'armée. Il soignait leur popularité et il la fondait. Lorsque ces petits princes traversaient les camps sur leurs demi-poneys, accompagnés d'une suite brillante, ils ravissaient de leur bonne mine les soldats, les généraux et leur propre père. Leur attitude était

fière, leur grâce martiale, ainsi qu'il convenait à cette grande race équestre. Ils passaient comme des enfants de roi, laissant derrière eux une longue trace lumineuse et une vague espérance.

LIVRE HUITIÈME

Henri II avec ses Français et le duc de Guise sur la Somme ; Philippe II avec ses Espagnols et le duc de Savoie sur l'Authie. — Nouvelle de la mort de Charles-Quint. — Couvent de Saint-Just. — Elisabeth succède à sa sœur Marie Tudor. — Traité de Cateau-Cambrésis. — Paix menaçante pour les protestants. — Coligny, d'Andelot, le cardinal Odet de Châtillon. — Le connétable de Montmorency. — Henri II au parlement. — Anne du Bourg. — Mariage d'Elisabeth et de Marguerite de France. — Philippe II épouse par procuration, et le duc de Savoie en personne. — Tournoi à propos de ces mariages. — Mort de Henri II.

Le duc de Guise se hâta de couvrir la Picardie menacée de nouveau par les Espagnols. Il concentra ses troupes devant Amiens sur la Somme, pendant que le duc de Savoie rassemblait les siennes à quelques lieues des Français sur l'Authie. Henri et Philippe n'avaient pas tardé à rejoindre leurs armées. On s'attendait à une bataille, mais aucune action sérieuse ne s'engagea. Les deux rois, dans l'espoir d'écraser les protestants par la paix, songeaient à terminer la guerre.

Tandis qu'ils étaient ainsi en observation, une grande nouvelle arrivée de Valladolid se répandit du camp espagnol dans le camp français. Charles-Quint n'était plus. Il venait de mourir dans l'Estramadure, au monastère de Saint-Just. Il y avait vécu vingt-deux mois.

Il habitait une petite maison composée de deux

étages et de huit chambres dont l'architecte était un humble hiéronymite du couvent, le frère Antonio de Villa Castin. Ce fut la dernière résidence de Charles-Quint, qui la préférait à tous les palais de ses royaumes. Il y avait meilleur appétit et y faisait bonne chère; il l'eût faite plus exquise encore sans les avis de ses médecins et la crainte de la goutte. Il assistait aux offices, entendait les sermons, édifiait les moines et priait souvent solitaire dans sa chambre tendue de noir, afin de perpétuer pour les yeux le deuil qu'il portait dans son cœur depuis la mort de l'impératrice. Son unique luxe consistait en tableaux de Raphaël et du Titien. Les artistes qu'il avait honorés et protégés dans ses grandeurs l'éclairaient à leur tour d'un rayon dans sa retraite. Ses habitudes y étaient fort simples. Il cultivait ses fleurs, les œillets surtout; il émiettait le pain et les friandises aux truites de ses bassins; il se promenait et il se reposait à l'ombre de ses arbres. Quelquefois il allait à la chasse dans un petit bois qui appartenait au monastère et dont il tuait, tantôt assis, tantôt debout, les ramiers à l'arquebuse. Chaque jour il gravissait sa terrasse du couchant, et, s'il faisait beau, il s'y établissait pour méditer. Il méprisait ce monde éphémère dont il avait épuisé tous les biens, et rien ne pouvait lui suffire que le monde de l'infini. Des tumultes du temps, il aspirait à la paix de l'éternité. Ce lieu lui plaisait sans doute parce que l'austérité de ses pensées s'y adoucissait dans l'enchantement des horizons. Il dominait de là son jardin qui charmait sa vue, son jet d'eau qui rafraîchissait son esprit, son

grand noyer, le plus majestueux de ses arbres et qui devait survivre à sa dynastie, puis, au delà de l'enclos du couvent, il admirait le paysage de la Vera planté de mûriers, d'orangers, de myrtes et de citronniers, étincelant de toutes les splendeurs, embaumé de tous les parfums de l'Estramadure.

De loin en loin il daignait recevoir les plus illustres personnages de l'Espagne, des princes, des princesses, des ducs, des ambassadeurs, des archevêques, des cardinaux. Il s'entretenait tantôt avec eux, tantôt avec les moines, tantôt avec les serviteurs qui l'avaient accompagné à Saint-Just et qui étaient désormais toute sa cour. Ces compagnons de son exil eurent tous des mérites divers, soit d'intelligence, soit de dévouement. C'était, parmi les visiteurs, le père François Pécheur, duc de Candie avant d'être le troisième général des jésuites. C'étaient le comte d'Oropèse et don Luis d'Avila. C'étaient ensuite le prieur du couvent, fray Angulo; fray Francisco de Vilalba, le prédicateur favori de l'empereur; son confesseur, fray Juan de la Regla; fray Antonio de Villa Castin, son architecte; enfin son secrétaire, Gaztelu; son médecin, le docteur Mathys; son horloger, Giovanni Torriano; Van Male, son bibliothécaire intime, et don Luis Quixada, la fleur de la chevalerie espagnole, son majordome, le seul gentilhomme qu'il jugea digne d'être le confident de la naissance de don Juan et le gouverneur du jeune prince.

Ainsi vivait Charles-Quint à Saint-Just. Mais ni les conversations, ni les visites, ni les lectures, ni

l'amitié, ni la charité, ni tant de soins pieux ou rustiques ne le détournèrent de la politique. Il semblait la dédaigner et cependant elle ne cessa de l'absorber, malgré les apparences. Sa correspondance était très-active avec sa fille dona Juana, la régente du royaume, qui habitait Valladolid, et avec son fils Philippe, qu'il fût en Angleterre, en Flandre ou en France.

Les affaires d'État préoccupèrent donc l'empereur jusqu'au jour où il éprouva sur la terrasse du couchant les premières atteintes de la maladie qui l'emporta, et qui dura du 1^{er} au 21 septembre 1558, avec des alternatives quelquefois bonnes, plus souvent mauvaises. Le 3, il régularisa son codicille, se confessa et communia; le 10, il se confessa et communia de nouveau. Le 19, il voulut qu'on lui administrât l'extrême-onction. Le 20, il sollicita vivement le viatique. Fray Juan de la Regla, son confesseur, lui ayant insinué que l'extrême-onction de la veille le dispensait de tout autre sacrement : « Non, non, reprit l'empereur, le viatique n'est pas de trop au commencement d'un si long voyage. » Ce fut le 20 septembre, à huit heures du soir, que commença l'agonie. L'archevêque de Tolède, déjà suspect à l'inquisition et plus tard sa victime, était arrivé à midi. Il se joignit au confesseur et au prédicateur qui priaient au chevet de l'auguste mourant. L'empereur répétait les oraisons, avec toute sa présence d'esprit et reconnaissait ses serviteurs. De temps en temps, le prieur fray Angulo, le comte d'Oropèse, don Luis d'Avila s'approchaient du lit, au-

tour duquel se tenaient le confesseur don Juan de la Regla, le prédicateur fray Francisco de Vilalba, l'archevêque de Tolède et, plus près que tous, Guillaume Van Male, le bibliothécaire, don Luis Quixada, le fidèle majordome, et le docteur Mathys, le médecin. Vers minuit, Charles-Quint eut besoin de Van Male pour se retourner dans son lit. Ce simple mouvement fut pour lui un grand effort. « Il est au plus mal, dit tout bas le docteur Mathys à l'archevêque, bientôt il sera mort. » L'archevêque et fray Francisco de Vilalba lui parlèrent tour à tour jusqu'à ce que l'empereur interrompit fray Francisco et dit à Quixada en le regardant avec fixité : « Voici le moment. » Quixada, qui savait les intentions de son maître, disparut un instant et rapporta deux reliques conservées précieusement par l'empereur depuis dix-sept ans. L'une était le crucifix que l'impératrice avait pressé contre son cœur et sur ses lèvres avant d'expirer ; l'autre était une image de la Vierge bénie par le pape, et que l'impératrice révérait à l'égal du crucifix. Charles-Quint sourit à l'aspect de ces reliques ; il les toucha avec émotion : « Je viens, Seigneur, » dit-il d'une voix à peine intelligible, en lâchant le crucifix que sa main défaillante ne pouvait plus garder. L'archevêque, relevant de la couverture le christ de bois, le présenta à baiser à l'empereur qui, le contemplant avec une ferveur croissante, poussa son dernier soupir en murmurant son dernier mot : « Jésus ! » Quixada, le meilleur et le plus ancien ami de l'empereur, s'agenouilla et sanglota. Tout baigné de pleurs, il ferma les yeux du maître qu'il avait tant

aimé, s'écriant, dans sa douleur, que l'empereur Charles avait été le plus grand prince de la terre et que maintenant il était l'un des plus grands saints du ciel.

Ainsi mourut, dans un humble cloître, celui qui eut tant de palais impériaux et royaux, qui conduisit à bien soixante-dix guerres, qui gagna plus de quarante batailles, qui noua et dénoua des milliers de plans, de stratagèmes, de négociations; ainsi mourut-il, hors du monde, celui qui avait rempli le monde et auquel le monde ne put suffire !

Délivré de tout contrôle, Philippe II se rattacha de plus en plus à la paix qu'il espérait transformer en guerre implacable contre les hérétiques. Les Guise, ses alliés secrets, depuis l'entrevue de Marcoing, eussent-ils voulu s'opposer à ce dessein du roi d'Espagne qui était aussi celui du roi de France, ne l'auraient pas pu. Enflés de leur crédit auprès du prince, de leur influence sur l'Église, sur l'armée et sur le peuple, ils avaient trop dédaigné la duchesse de Valentinois après l'avoir d'abord trop flattée. Diane, indignée de cette ingratitude, les avait sapés dans le cœur du roi. Elle s'était entendue avec le connétable et avait fortement incliné Henri II à une paix qui devait, dans sa pensée, affaiblir les Guise, réhabiliter le connétable et accabler les hérétiques dont elle accumulait les dépouilles en prodiguant les supplices.

Une suspension d'armes fut donc proclamée le 17 octobre 1558. Un congrès s'inaugura à l'abbaye de Sercamp, dans le Cambrésis. Les plénipotentiaires les plus illustres furent, pour la France, le connétable

et le maréchal de Saint-André; pour l'Espagne, le duc d'Albe, le chancelier de Granvelle et Guillaume de Nassau, prince d'Orange. Granvelle seul connaissait le sens et la portée de la paix; seul, il savait que le congrès, en travaillant à la conclusion de la paix, travaillait à la ruine de l'hérésie.

L'inextricable difficulté de ces conférences fut Calais. C'était la question insoluble. Les Anglais voulaient le ressaisir, les Français ne voulaient pas y renoncer. Les négociateurs discutèrent pendant un mois sans se mettre d'accord. La mort de la reine Marie d'Angleterre les surprit au milieu de ces luttes. Le duc de Guise avait frappé cette princesse, par la prise de Calais, d'un coup plus terrible encore que Charles-Quint par la défense de Metz. Il n'avait ouvert que le cloître à l'empereur, il ouvrit le tombeau à Marie Tudor. La succession de cette femme médiocre, superstitieuse et persécutrice, allait modifier la politique européenne. Le congrès ne pouvant plus délibérer dans les conditions nouvelles, s'ajourna.

Philippe II, qui brûlait de conserver l'Angleterre à l'Espagne et à l'Église, se hâta de demander la main d'Élisabeth. Que lui importait l'une ou l'autre des filles de Henri VIII, pourvu qu'il ne perdît pas la Grande-Bretagne? Élisabeth éluda de répondre à Philippe, mais elle se prononça d'une manière indirecte et cruellement significative. Elle n'épargna ni argent, ni promesses, ni menaces pour faire nommer un parlement tout dévoué au protestantisme. Ce parlement qui était son ouvrage fut son instrument. Il correspondait, il est vrai, autant avec l'opinion de

l'Angleterre qu'avec les desseins d'Elisabeth. Il rompit définitivement avec Rome. Il abolit le règne de Marie Tudor en rétablissant le culte anglican à l'exclusion de tout autre, se vengeant d'un excès par un excès contraire. Il ceignit, comme d'un double glaive, Elisabeth et ses héritiers, de la souveraineté spirituelle et de la souveraineté temporelle. Elle et eux furent déclarés à jamais papes et rois.

L'époux de Marie Tudor, Philippe II, devint l'ennemi mortel d'Elisabeth. Il la détesta alors comme la personification odieuse de l'hérésie. Elisabeth, qui devinait la haine de Philippe et qui ne comptait pas sur ses bons offices auprès du congrès qui s'était réinstallé à Cateau-Cambrésis, signa séparément la paix avec la France. Elle ne revendiquait plus Calais immédiatement. Elle se contentait d'une promesse de restitution, après un terme de huit ans. Cela signifia pour tout le monde que la France retiendrait Calais et ne le rendrait jamais. Seulement, sa diplomatie laissait poliment à l'Angleterre la consolation d'une espérance lointaine autant qu'illusoire.

Ce traité ne précéda que d'un jour le traité avec le roi d'Espagne et le duc de Savoie. Les trois évêchés, Metz, Toul et Verdun, nous demeuraient et nous récupérions Saint-Quentin, Ham, le Catelet, tout le Vermandois. Mais nous cédions à Philippe II Damvilliers, Mariembourg, Yvoy, Montmédy et Valenza; puis à Philibert-Emmanuel, le Piémont, la Savoie et la Bresse, sans stipuler comme compensation à de si énormes sacrifices, la réintégration d'Antoine de Bourbon dans ses États de Navarre. Nous abandon-

nions de plus la Corse aux Gênois; et, ce qui était une honte, en nous retirant des places que nous occupions dans la Toscane, nous livrions au joug de Côme de Médicis, le client de Philippe II, Sienne et son territoire. Tel fut ce traité, dommageable à la France malgré la conservation de Calais et des trois évêchés. Il fut cimenté et couronné par le projet d'un double mariage entre Philippe II et Elisabeth, fille de Henri II, d'une part, et d'une autre part entre le duc de Savoie et Marguerite, sœur du roi.

Il y eut, parmi tant de conventions coupables, une convention impie; il y eut un serment sinistre. Philippe et Henri se jurèrent une concorde fraternelle, afin de glorifier Dieu et de calmer les consciences par un concile œcuménique, « lorsqu'ils auraient pacifié les troubles domestiques dans leurs royaumes. » Intentions funèbres, pleines de tortures, de gémissements, d'agonies et à travers lesquelles on voit briller les flammes des bûchers de France, des auto-da-fé d'Espagne!

Le connétable fut le principal négociateur de cette paix qui lui rendit la liberté. Sa popularité en souffrit; celle des Guise s'en augmenta. Exclues des conférences, ils n'avaient participé de cœur qu'aux articles du traité où se trahissaient des arrière-pensées de persécution contre les huguenots.

La faveur du roi dédommageait le connétable des murmures de l'opinion. La duchesse de Valentinois lui garantissait cette faveur. Il se l'était enchaînée par une reconnaissance de famille. Il avait accepté pour son fils Damville la main de Henriette de Bouillon.

petite-fille de la duchesse. Il avait ainsi vengé Diane des mépris récents des Guise. Le roi lui avait su gré de cette complaisance et son goût pour le connétable s'était réveillé; il allait au-devant de lui lorsqu'on l'annonçait, il l'appelait son compère et le désirait sans cesse à ses côtés. Plus d'une fois, il lui fit cet honneur de partager son lit avec lui et de dormir sur le même oreiller.

L'amiral de Coligny, après avoir payé une rançon de cinquante mille écus, revint à la cour et se réjouit du crédit de son oncle le connétable. Coligny était âgé de quarante-trois ans. Il avait grandi dans les adversités, comme un chêne dans les orages. Sa physionomie sérieuse et visiblement résignée exprimait toute son âme. On y reconnaissait la trace des luttes intérieures, des fatigues innombrables, mais en même temps un courage supérieur aux épreuves du passé et de l'avenir. Une sorte de sublimité religieuse adoucissait l'austérité de ce fier visage. Il y a de l'amiral un crayon qui fixe bien, à cette date si intéressante, cette grande figure. Coligny a mis à profit ses prisons. Elles ont été pour lui des écoles de gloire, des séminaires de foi. Il y a profondément étudié l'histoire, la guerre et la théologie. Il a scruté Plutarque, César, Calvin et la Bible, ses livres familiers. Ces nourritures substantielles ont encore fortifié cette âme forte. Il a beaucoup réfléchi, lu et prié. Il est sorti de l'ombre de ses captivités, comme les prophètes de la nuit des antres où ils avaient rencontré Dieu. Coligny était prêt à servir ou à commander, à vivre ou à mourir pour les dogmes nou-

veaux. Il s'y était enraciné comme dans la vérité éternelle. La liberté de conscience lui semblait dès lors le premier des biens. Il aspirait à être l'un de ses héros ou de ses martyrs.

L'amiral eut beaucoup de plaisir à retrouver le connétable son oncle, les Montmorency, ses cousins, son frère le cardinal de Châtillon et ses amis, soit de religion, soit de cœur. Mais il fut navré de ne pouvoir embrasser avec tous les autres son cher d'Andelot. Le connétable ne tarda pas à le lui rendre. Il obtint cette grâce du roi. D'Andelot souhaitait vivement d'être délivré; mais on exigeait une rétractation et il la refusait. On envoya au château de Melun où il était détenu sa femme et Ruzé, le confesseur de Henri II; d'Andelot fut inflexible. A la fin, Ruzé, qui voulait plaire au connétable et à la duchesse de Valentinois, imagina de dire une messe dans le château de Melun. D'Andelot fut censé y avoir assisté dévotement et on le tira de sa forteresse. Quand il eut remercié le roi, il fut réintégré dans ses dignités et dans ses charges. Sa plus grande joie fut de revoir Coligny dont il était séparé depuis la prise de Saint-Quentin. Ils n'étaient pas seulement frères par la nature; ils l'étaient par la même tendresse, par les mêmes convictions, par les mêmes dévouements et par les mêmes espérances. L'amiral aimait et estimait d'Andelot plus qu'aucun autre homme, et d'Andelot répondait par une estime et une amitié égales. Il ajoutait encore à ces sentiments une admiration sans bornes. Le rôle des Châtillon était délicat. Ils restèrent à l'écart, dans l'impuissance où ils étaient de

conjurer les malheurs qui allaient fondre sur le protestantisme.

Persécuté partout, il croissait, s'étendait et se multipliait partout.

Luther l'avait fondé en lui donnant un esprit : Guttemberg l'avait propagé en lui donnant un livre. Sans Guttemberg, jamais Luther n'aurait triomphé.

La doctrine de Luther était l'Église invisible ; la Bible de Guttemberg fut l'Église visible de tout homme de bonne volonté et détrôna la tiare. Le pape, et les conciles, et tous les siècles de la tradition, furent vaincus par l'imprimerie.

La Bible substituée à l'Église et devenue l'Église elle-même, la réforme fut bâtie sur le Verbe divin. Elle eut son point d'appui en tous lieux sous le ciel. L'Église n'était plus un monument de pierre, ni une assemblée d'hommes, elle était le Dieu vivant dans un texte. Chaque croyant pouvait partir sans la quitter. Elle était portative. Elle allait avec les multitudes ou avec les individus au delà des montagnes, des fleuves, des mers. Le guerrier la suspendait à l'arçon de sa selle, le voyageur à la ceinture de ses reins ; l'ouvrier, le paysan la plaçaient respectueusement près du foyer, sur le rayon de l'atelier ou de la chaumière. Le soir, tous la méditaient, la consultaient, et, la glissant sous leurs chevets, ils reposaient leurs têtes fatiguées du poids du jour sur la parole de cette Bible, comme autrefois le disciple bien-aimé sur le sein du Christ. La Bible était pour chaque protestant une Église, un prêtre, un Dieu. Pour chaque protestant, elle était une seconde conscience, et cette

conscience était héroïque. Elle conseillait la mort plutôt que l'apostasie.

Potius mori quam fœdari. Telle était la devise de tous les stoïciens de la réforme qui avaient les yeux sur les Châtillon.

Le plus grand des trois frères, l'amiral de Coligny, recommandait la prudence. D'Andelot, entraîné lui-même par le bouillonnement de sa passion, excitait bien souvent aux témérités. Il ne pouvait être modéré que par l'âme supérieure de Coligny. Le cardinal Odet de Châtillon, leur aîné, ne s'était pas enveloppé obstinément dans sa pourpre. Il était décidé à s'en dépouiller. Il passait peu à peu au libre examen et le favorisait. Ami des lettres, il comblait de ses éloges et de ses dons les savants, les artistes, les philosophes. Il était lui-même un esprit élevé, un négociateur habile, un seigneur accompli. A l'exemple de l'amiral, il conseillait la sagesse. Aussi cultivé qu'un prélat italien, aussi prodigue qu'un prince, il avait l'éloquence persuasive et la main toujours ouverte.

Lui et ses frères essayèrent plus d'une fois de gagner le connétable, leur oncle, à ce qu'ils appelaient la bonne cause, mais ils échouèrent sans cesse.

Indifférent, lorsqu'il n'était pas hostile aux idées, absorbé dans les intérêts, le connétable n'avait aucune répugnance à encourager par son approbation les persécutions furieuses auxquelles la duchesse de Valentinois et les Guise poussaient Henri II.

Ce prince s'aigrissait et s'irritait de plus en plus contre les hérétiques, soit imitation des souverains étrangers, soit suggestion de ses aumôniers, soit in-

dignation contre des sectaires qui n'acceptaient pas pour lois de leur conscience les ordres du roi, soit enfin désir de laver tantôt dans leurs larmes, tantôt dans leur sang les dérèglements de sa vie.

Rien ne pouvait retarder Henri sur cette pente, ni le nom, ni l'humanité, ni la justice.

Ayant appris que le parlement était divisé sur la grande question du temps, la question religieuse, il n'hésita pas à jeter son emportement dans un des bassins de la balance.

Il était d'accord avec la grand'chambre qu'on appelait chambre *ardente* à cause de ses férociétés contre les huguenots. Mais il désapprouvait la chambre criminelle, dite de la Tournelle, qui penchait vers l'indulgence et dont plusieurs magistrats étaient intérieurement calvinistes. Le roi se tenait très au courant de l'esprit de son parlement. Cette compagnie était trahie par le président Lemaître et par le président Minard, qui la dénonçaient aux Guise dans ses tendances et dans ses tribuns.

Henri pensa qu'il serait facile d'intimider les hardis magistrats qui s'avisaient de prêcher la clémence. Le parlement avait une assemblée extraordinaire tous les trois mois, soit pour blâmer ses propres membres, soit pour trancher les difficultés les plus graves de la jurisprudence civile, politique ou religieuse. Ces assemblées s'appelaient *mercuriales*.

Le roi se présenta inopinément à la mercuriale du 10 juin 1559; il était accompagné du cardinal de Lorraine, du duc de Guise et du connétable. « Me voici, dit-il rudement, afin de m'assurer comment

l'on traite ici les affaires de la religion, » et, s'asseyant avec brusquerie, il engagea les conseillers à continuer les débats. Il comptait décourager la commisération par la terreur de sa présence.

Il se trompa. Les magistrats miséricordieux aux victimes étaient également intrépides, de vrais sénateurs chrétiens. Ils obéirent avec simplicité. Ils reprirent leurs délibérations et parlèrent librement, comme si le roi ne les eût pas visités dans sa colère. Beaucoup d'entre eux conclurent à l'adoucissement des peines, plusieurs à leur suppression.

Anne du Bourg dépassa tous ses collègues en véhémence. Ils avaient attribué les déchirements de l'Église aux désordres des prêtres et des évêques. Lui, fortifia leurs raisons, accumula les preuves dans une improvisation foudroyante, puis s'interrompant tout à coup et promenant ses regards du cardinal de Lorraine au roi, comme pour mieux venger la conscience en bravant ceux qui l'opprimaient : « Eh ! quoi, s'écria-t-il, le blasphème, l'adultère, la débauche et le parjure s'étalent impunément à la face du ciel, et les amateurs de l'Écriture sainte sont châtiés, et chaque matin on invente de nouveaux supplices contre des hommes dont le seul crime est de vouloir la réforme des mœurs et le règne du Christ ! »

Le duc de Guise bondit d'impatience et le cardinal de Lorraine fit un geste menaçant. Mais celui en qui le trait s'enfonça jusqu'au cœur fut Henri II. Il s'agita dans son fauteuil royal sous l'allusion lancée contre lui et contre Diane. Il murmura sourdement qu'il verrait brûler de ses yeux Anne du Bourg et il

demanda d'une voix impérieuse les registres du parlement. Il les parcourut, les sourcils froncés, le visage pâle, et tourna les feuillets d'une main crispée. Quand il se fut convaincu de ce qu'il cherchait : « Je ne doute plus maintenant, dit-il, l'accusation était fondée. Plusieurs conseillers de mon parlement, soit par leurs votes, soit par leurs discours, favorisent l'hérésie. Je mettrai un terme à cette énormité. Je punirai les coupables et je les donnerai en exemple à mon peuple. »

Le roi s'étant levé ensuite parla bas au connétable en sortant du palais. Le même jour, le président du Ferrier, Anne du Bourg, du Faur et cinq autres conseillers furent traqués au Marais d'hôtel en hôtel. Du Ferrier et deux conseillers s'échappèrent par les jardins. Tous les autres furent arrêtés. Anne du Bourg ne fit aucune tentative d'évasion. Quand le capitaine du guet, en l'abordant, s'inclina involontairement devant la majesté tranquille de ce héros sans armes, du Bourg lui dit : « Monsieur, je ne crains rien. Car tant que j'ai siégé sur les fleurs de lis, j'ai jugé selon l'équité. » Puis il ajouta, comme s'il se fût adressé ces mots à lui-même : « La vie du juste est bonne devant Dieu, mais sa mort est meilleure. »

Lui et ses collègues furent menés à la Bastille. C'était ordinairement une halte avant l'échafaud.

D'innombrables suspects tombaient sous cette haute censure de la maîtresse, des favoris et du clergé, qui excitaient le roi aux rigueurs. Des espions sacrés ou profanes recueillaient les conversations, interprétaient le silence, notaient les démarches, incrimi-

minaient les actes, dénonçaient les convictions et allumaient les bûchers.

J'ai à peine indiqué les victimes. Je n'ai pas retracé encore les massacres en masse. Je n'aurai que trop l'occasion de les rencontrer sur mon chemin.

Pendant que les supplices individuels continuaient et que ces affreux drames attristaient les provinces, Paris, la Grève surtout, théâtre privilégié de ces horreurs, on dansait à la cour. On y vivait dans un tourbillon de festins, de joutes, de bals, de mascarades. Les hommes ne songeaient qu'à leurs armures et à leurs chevaux; les femmes qu'à leurs étoffes de satin, qu'aux dentelles, aux perles et aux diamants de leurs parures. L'amour et l'ambition se cachaient sous toutes ces splendeurs. On allait célébrer les noces de la fille aînée et de la sœur du roi avec Philippe II et avec le duc de Savoie.

Le 20 juin 1559, le duc d'Albe, accompagné du comte d'Egmont et du prince d'Orange, épousa solennellement à Notre-Dame, par procuration, la jeune Élisabeth de France âgée seulement de treize ans. Ce fut le duc de Guise qui proclama cette princesse reine d'Espagne devant l'assemblée; puis, s'avancant au delà des portes de la cathédrale vers le peuple, il cria : *Largesse*, et dans cette conjoncture comme au mariage de la Dauphine, sa nièce, il répandit sur la foule l'or et l'argent à profusion.

Le 27 juin, fut signé le contrat de Madame Marguerite et du duc de Savoie.

On avait dépavé la rue Saint-Antoine et on l'avait

transformée en lice depuis le palais des Tournelles jusqu'à la Bastille.

Toute une semaine, les seigneurs de la cour s'étaient distingués dans cette lice, aux applaudissements mêlés d'effroi des spectatrices. L'intérêt s'accrut profondément le 29 juin. Le roi, le duc de Guise, le duc de Nemours et le prince de Ferrare devaient être les tenants durant trois jours.

Mille bruits alarmants, mille fantômes terribles, mille prédictions funèbres étaient dans l'air. Une terreur vague, superstitieuse, glaçait ce tournoi d'un frisson tragique. Les dames surtout, du haut des balcons, se communiquaient des craintes sourdes. On se racontait tout bas l'horoscope du roi. Le grand astrologue italien, Luc Gauric, avait prophétisé que Henri II périrait dans un duel. L'oracle n'allait-il pas s'accomplir ? D'autres pronostics augmentaient l'épouvante secrète et troublaient les imaginations. Un chêne superbe de la forêt de Saint-Germain, qu'on appelait le Chêne du roi, s'était découronné de son feuillage et séché à son sommet. La reine Catherine avait rêvé « qu'on arrachait un œil de la teste de son mary. » Le roi lui-même avait eu, de son côté, à travers son sommeil, la claire vision d'une arène où il gisait noyé dans son sang. A deux cents lieues de là, au château de Nérac, le roi de Navarre contant à Montluc les apprêts du tournoi où Henri II serait l'un des quatre qui tiendraient le pas, Montluc lui dit : « Quand un homme pense être hors de ses affaires et ne songe qu'à se donner du bon temps, c'est alors qu'il lui vient les plus grands malheurs. Je redoute l'issue de

ce tournoi. » Ainsi de près, de loin, la fatalité se prononçait.

De tous les cœurs, celui où vibrail le plus lugubrement cette fatalité était le cœur de la duchesse de Valentinois. Elle se confia au connétable; mais il la réprimanda sur ses appréhensions. « Un tournoi, dit-il à la duchesse, n'est pas une bataille. » Un dur destin entraînait le roi.

Le 29 juin, les chances furent brillantes et heureuses aux tenants. Le duc de Guise était merveilleusement équipé. Son frère, le duc d'Aumale, lui avait envoyé de Maulny, pour le tournoi, quatre chevaux éprouvés et une jument appelée Diane, d'une vitesse incomparable.

Le 30 juin, le second jour, un vendredi, anniversaire de la mort du Christ, après plusieurs passes d'armes où il avait déployé beaucoup de vigueur et d'adresse, Henri II allait se retirer, mais son mauvais génie le poussait. Il défia Montgommery, l'un de ses capitaines des gardes. Plusieurs des seigneurs qui l'environnaient cherchèrent à le détourner de la lutte. La reine inquiète le fit supplier de ne plus se commettre, l'assurant qu'au jugement des dames et des meilleurs chevaliers, il s'était couvert d'assez de gloire. Le roi dépêcha aussitôt un message vers Catherine afin de la remercier. Il lui mandait qu'il désirait un ruban de sa main et qu'il courrait encore une lance pour l'amour d'elle. Catherine s'empressa d'obéir, de sorte que le roi portait « une faveur » de la reine et les couleurs de la duchesse de Valentinois : le blanc et le noir.

Cependant de sombres pressentiments tourmentaient l'assemblée. Montgomery les éprouvait plus que personne. Il refusa d'abord l'honneur de se mesurer avec son maître. Il ne céda qu'à la violence morale des ordres réitérés du roi.

Au moment où cette joute néfaste commençait, il y eut un dernier augure. Un jeune garçon s'écria, des fenêtres du palais, à l'aspect de Montgomery qui s'élançait : « Hélas ! cet homme s'en va tuer le roy. » Préviation naïve d'un enfant effaré de peur. Malheureusement la Providence prenait aussi au sérieux ce simulacre de combat. Les deux champions fondirent l'un sur l'autre avec tant de force, que leurs lances se rompirent du choc. Seulement, Montgomery ne jeta point le tronçon de la sienne et par mégarde il en frappa le roi à la tête. Le bois releva la visière, et traversant l'œil droit, dix petits éclats pénétrèrent jusqu'au cerveau. Henri chancela et tomba la poitrine sur le cou de son cheval qu'il embrassa instinctivement d'une étreinte éperdue. Il demeura ainsi en selle et ne vida point les étriers. Le noble animal, qui ne sentait plus le frein, dévora la carrière d'une effrayante vitesse et ne fut arrêté qu'au bout de la lice par le grand écuyer. Ce dignitaire observa avec épouvante les gouttes rouges qui coulaient de la blessure du roi sur la crinière du cheval. Bientôt survinrent à toute bride le Dauphin, le duc de Savoie, le duc de Guise, le maréchal de Montmorency et tous les seigneurs. Les femmes aussi, parmi lesquelles la reine, la Dauphine et la duchesse de Valentinois, se précipitèrent. On enleva doucement le roi des arçons

et, après avoir détaché son casque, dégrafé sa cuirasse, puis toutes les autres parties de son armure, on l'étendit sur une banquette du tournoi.

En un instant, cette lice si bien ordonnée était devenue un chaos. Ici des exclamations, là des silences, partout un mouvement extraordinaire. Le cardinal de Lorraine qui siégeait entre les deux reines s'était levé avec elles. Le connétable de Montmorency et ses amis dissimulaient leur angoisse ; les princes lorrains et leurs partisans réprimaient leurs transports. Les uns allaient descendre et les autres remonter. Marie Stuart gagnait un trône de plus, le trône de France. Jeune et reconnaissante des bontés de Henri II, sa peine fut sincère, malgré les intérêts de sa grandeur et sous les regards perçants de ses oncles. Catherine de Médicis, qui perdait la plus belle couronne de l'univers, était au désespoir. Mais la plus folle de douleur, c'était la duchesse de Valentinois, celle qui aimait le plus, la première avec le roi et la dernière sans lui. S'il succombait, c'en était fait de tout. Il n'y aurait plus qu'un désert en elle et autour d'elle. Déchirée de regrets, déchue, le mépris la chasserait de toutes les demeures royales et la confinerait dans quelque retraite privée, seule comme la disgrâce, avec l'exil pour compagnon et la vieillesse pour perspective. Plus de boudoirs ni de festins, mais des oratoires et des jeûnes ; plus de bracelets ni de colliers étincelants, mais des chapelets, des scapulaires et un cilice. Elle, si au-dessus de toutes les femmes, même des deux reines, on la montrerait comme une courtisane, le rebut du monde et de Dieu. Cette intuition,

qu'elle eut certainement aussi-rapide que l'éclair, et avant tout son amour, la rattachaient plus passionnément qu'une personne à la vie du roi.

Lui, presque sans connaissance, environné de médecins, de chirurgiens et de seigneurs, murmura ce peu de mots d'une voix éteinte : « Je suis tué dans un duel. Cela était prédit. Nul ne peut éviter son sort. » Tandis qu'on le transportait avec mille précautions au palais, il tourna un regard mourant dans la direction de la Bastille et dit encore : « Il y a là des gens de bien que j'ai poursuivis contre tout droit. » Il désignait ainsi Anne du Bourg et ses collègues. Leur souvenir lui pesait sans doute comme un remords et il les aurait peut-être fait remettre en liberté, sans le cardinal de Lorraine qui, abusant de l'autorité de la pourpre et de la faiblesse du roi, le reprit vivement. « Sire, dit-il, un pareil repentir n'est qu'une inspiration du démon. Repoussez ce péché loin de vous. » Le roi se tut et s'évanouit. Son agonie dura onze jours. La reine Catherine, le cardinal de Lorraine, le duc de Guise, la Dauphine Marie Stuart et le connétable qui envoyait de temps en temps un gentilhomme à la duchesse de Valentinois, ne quittèrent pas ce lit mortuaire. Le 9 juillet 1559, Henri II fit célébrer les tristes noces de sa sœur Marguerite avec le duc de Savoie, et le 10, il expira vers une heure après midi. Aux fanfares joyeuses avait succédé une musique lugubre; aux costumes de tournoi et de bal, les vêtements de deuil. La grande salle du palais, si splendidement préparée pour les danses, fut tendue de velours noir semé de larmes.

d'argent, et n'offrit plus que l'aspect d'une chapelle funéraire.

Catherine de Médicis combinait son rôle futur. La duchesse de Valentinois était accablée, morne, inconsolable. Le connétable de Montmorency ne cachait pas sa consternation. Les Guise contenaient leur joie, mais, sous le masque de leur dissimulation, elle éclatait. Le règne de François II, de ce jeune prince, leur neveu par son mariage avec Marie Stuart, était pour eux comme un avènement.

Les protestants frémirent. Ils n'avaient pas gagné à la mort de François I^{er}, leur persécuteur. Ils gagneraient encore moins à la mort de Henri II, un persécuteur plus violent. Que deviendraient-ils sous la dictature des Guise, sous l'influence de Catherine de Médicis, sous le sceptre des jeunes Valois, moitié Italiens, moitié Français, spirituels, artistes, mais fourbes, voluptueux et féroces dès l'enfance ?

Aussi, quand les vingt-quatre crieurs publics se répandirent avec leurs trompes et leurs clochettes dans tous les quartiers, se lamentant et disant : « Notre roi Henri, deuxième du nom, est mort, priez pour le salut de son âme, » rien ne saurait peindre l'angoisse qui saisit Paris à cette sinistre nouvelle sinistrement sonnée de rue en rue et de carrefour en carrefour. Toutefois nul trouble, au milieu de cette population agitée, n'approcha du trouble des protestants. Il fut aussi poignant qu'il pouvait l'être dans de si hardis courages et dans des esprits si convaincus. Leur situation était affreuse. Un officier huguenot, très-attaché à Coligny, le capitaine Roux, exprima

cette situation d'un seul mot, qu'il est plus facile à l'historien de citer que d'égaliser. Il avait vu passer avec une muette colère le cardinal de Lorraine et le duc de Guise qui, après avoir salué roi, les premiers, François II, le conduisaient du palais des Tournelles au Louvre. Le capitaine, rentrant chez lui et y trouvant quelques amis calvinistes, rompit enfin le silence et dit : « Serrons et armons bien nos ceinturons, car il y a en ce moment au Louvre trois rois de France, et deux sont altérés de notre sang ! »

LIVRE NEUVIÈME

François II. — Marie Stuart. — Catherine de Médicis. — Diane de Poitiers. — La cour à Saint-Germain. — Anne de Montmorency, ses résidences, sa vie de famille. — Le connétable dépouillé de la dignité de grand-maître. — Compensation. — Les Bourbons froissés et humiliés par les Guise. — Antoine, roi de Navarre, Jeanne d'Albret, le prince de Condé. — Sacre de François II. — État des partis. — Le président Minard assassiné. — Supplice de du Bourg. — Haine contre les Guise.

François II ne comptait que seize ans et demi. Il avait trois frères : Charles-Maximilien, depuis Charles IX ; Henri-Alexandre, depuis Henri III ; François, duc d'Alençon ; et trois sœurs : Elisabeth, reine d'Espagne ; Claude, duchesse de Lorraine ; et Marguerite, qui fut plus tard unie à Henri de Béarn.

On ne peut pas dire que François II fut le meilleur des fils de Catherine de Médicis. Non ; il n'était ni bon, ni mauvais, il était nul. Il y a deux portraits de lui fort remarquables. Dans l'un, il est enfant, tout gonflé de lait et de chair ; dans l'autre, c'est un adolescent pâle et maladif. Cette dernière toile, la plus importante, le montre plongé encore dans les crépuscules qui précèdent la pensée et la volonté. Bien qu'il n'ait pas la noire astuce du duc d'Alençon, ni le cynisme éhonté et prématurément caduc de Henri, ni la fureur native de Charles, cette fureur qui éclatait dans les yeux du prince futur de la Saint-Barthélemy et qui

plissait sa bouche enragée, les traits de François II et son costume annoncent un Valois.

Son justaucorps de velours est serré avec grâce ; son manteau bordé d'hermine tombe avec majesté. Sa poitrine brille d'une chaîne d'or fleurdelisée et rattachée à son cou. Sa toque ornée de dix-huit diamants est surmontée d'une plume blanche. Sous cette magnifique parure, il a l'air d'un roi, mais d'un roi fainéant. Sa physionomie est indécise et flottante. Ses regards noyés et ses lèvres molles rêvent de voluptés. Cette âme insatiable ne s'est pas dégagée du trouble des sens. Elle est abîmée dans un monde de délices. Enivrée, elle n'en sortit jamais. Pour empire François II eut sa lune de miel. Sa jeune femme, Marie Stuart, le tint enlacé dans les limbes profonds, délicieux et terribles de l'amour. Celle que plus tard Knox appelait Astarté, en montrant du poing la tour qu'elle habitait au château d'Holyrood, neuve alors à la passion, essayait ses philtres inconnus d'elle-même et qui s'éveillaient tumultueusement dans son sein. Sous ses puissantes caresses, elle subjuguait François et faisait sa proie de ce faible prince. Il se donnait à elle sans réserve de sa dignité, de son honneur, de son intelligence. Elle le possédait tout entier et tout entier elle le livra à ses oncles, les Guise.

Le connétable de Montmorency tenta d'équilibrer cette dictature des princes lorrains, en se figurant avec les princes du sang et Catherine de Médicis.

Il dépêcha un courrier au roi de Navarre, qui ne se pressa pas de quitter le Béarn, malgré les vives instances du connétable. Insensible même aux repro-

ches amers et aux ardeurs héroïques du prince de Condé son frère, il consuma le temps en irrésolutions et, selon sa coutume, au lieu de saisir l'occasion, il la manqua.

Montmorency ne fut pas plus heureux avec Catherine de Médicis. Elle lui gardait une profonde rancune. Il lui avait suscité une guerre sourde qu'elle n'oublia jamais. Il s'était efforcé de perdre la reine et la femme ; il avait conseillé à Henri II de la répudier comme stérile, lorsqu'elle n'était pas encore mère, et, lorsqu'elle le fut, il osa dire au roi que Diane, une fille naturelle de Henri, alors Dauphin, était, de tous les enfants de ce prince, le seul qui lui ressemblât. Catherine, d'ailleurs, comprenait trop bien la situation. Son génie souple ne s'attaquait pas à l'impossible. Elle éconduisit le connétable avec mille manèges, le remettant à des temps plus opportuns, et elle ne chercha pas même à prendre le pouvoir ; il était dans les bras de Marie Stuart. Elle ne songea qu'à s'entendre avec les Guise, qui, de leur côté, furent beaux joueurs et lui livrèrent d'emblée sa rivale détestée, la duchesse de Valentinois.

La fière et triste Diane n'avait pas voulu abandonner le château des Tournelles avant le dernier soupir du roi. Elle avait un peu compté sur l'appui des Guise qu'elle avait tant soutenus de son crédit et qui lui avaient donné pour gendre leur frère d'Aumale. Quoique négligée par eux depuis le mariage de la Dauphine, elle ne s'était pas attendue à un complet délaissement de leur part. Mais il lui fallut boire ce calice.

Catherine avait à se venger d'une longue insulte. Elle humilia Diane, elle lui versa l'outrage goutte à goutte. Elle usa de courtoisies moqueuses, pour lui redemander les clefs des cabinets du roi, les diamants de la couronne, qui, sous les deux premiers Valois, avaient paré la maîtresse aux fêtes de cour et qui, sous le dernier Valois, devaient parer les mignons dans les débauches secrètes. Ils revinrent, sous François II, à la femme légitime, à la belle Marie Stuart. Diane, la rougeur au front, les restitua sous les insinuations ironiques de la reine mère. L'orgueilleuse Diane était à la merci de Catherine. Elle craignit tout d'une telle ennemie. Elle eut l'idée de la désarmer en lui cédant, comme on disait alors, sa maison de Chenonceaux. Or, cette maison était un château magnifique. Ce fut sa rançon.

Les Guise adoucirent le coup afin de paraître moins ingrats. Par respect pour eux-mêmes, ils inclinèrent l'esprit de Catherine à un compromis qui ménageait la duchesse en la dépouillant. Cette générosité apparente des Guise ne fut au fond qu'une habileté.

Vers cette époque, le cardinal de Lorraine étant allé sous un déguisement, rue Culture-Sainte-Catherine, chez une courtisane qu'on appelait la belle Romaine, fut injurié en sortant. Effrayé, disent les écrivains du temps, des dangers que pouvaient lui faire courir les huguenots dans une ville comme Paris, il se concerta avec son frère pour emmener le roi, la reine et toute la cour à Saint-Germain. Sans nier ce petit incident, la vraie raison de ce déplacement fut toute politique. Les princes lorrains voulurent isoler le jeune

François II, afin de le tenir sous une influence plus étroite. Ils firent d'ailleurs très-bien les choses et arrangèrent tout à Saint-Germain pour que là où ils auraient plus d'ascendant, le roi eût aussi plus de plaisir.

Catherine de Médicis, qui avait encore moins de douleur que d'ambition, rompit son cérémonial de veuve. Au lieu de rester quarante jours et quarante nuits hors de la lumière du soleil et de la clarté de la lune, portes et fenêtres closes dans son palais des Tournelles, elle suivit son fils d'abord au Louvre, puis à Saint-Germain. Malgré sa haine cachée pour Marie Stuart, elle avait résolu de ne pas quitter la partie et de ne renoncer à aucun de ses droits de reine mère.

Cette tactique de Catherine s'accordant avec celle des Guise, qui seraient fortifiés d'un si puissant concours, il fut décidé que le duc aurait le soin des affaires militaires, et le cardinal des affaires civiles, surtout des finances. Ils gardèrent toute l'autorité effective; seulement, pour amuser Catherine, ils lui donnèrent un hochet, un vain titre, une surintendance, et, pour la satisfaire, ils partagèrent avec elle le trésor public.

Toute la haute noblesse et tout le haut clergé accouraient à Saint-Germain, bien moins au fond pour François II que pour les Guise. Le roi ne prenait pas la peine de dissimuler son servage volontaire. Il était le premier complice des princes lorrains. Le parlement de Paris étant venu le complimenter, et le président de cette compagnie ayant demandé au jeune souverain de qui il fallait savoir désormais ses ordres,

« de mes oncles, le duc et le cardinal, » répondit-il sans hésiter.

L'autorité, une autorité absolue, résidait donc dans les princes lorrains. Ils la portaient légèrement et elle leur séyait à merveille. Le duc était un héros et un politique. Il se trouvait à sa place et, sans conspirer, il n'étouffait pas des espérances vagues de trône, confiant au temps, à son génie et à l'étoile de sa race. Le cardinal, lui, était un puits d'astuce et d'orgueil. Moins scrupuleux que son aîné, il osait s'avouer nettement son but. Son ambition embrassait le ciel et la terre, sans s'effrayer de l'enfer. Il ne prétendait à rien moins, pour sa maison, qu'au gouvernement de la France et à la dictature universelle des âmes. Il songeait sérieusement et fermement à changer l'épée de son frère contre le sceptre aux fleurs de lis et sa propre barrette contre la tiare. En attendant l'accomplissement, soit de leurs désirs, soit de leurs plans, les Guise régnaient et gouvernaient.

Ils envoyèrent demander au connétable de Montmorency par le secrétaire d'État l'Aubespine le sceau du roi mort. Le connétable, tout hérisse et murmurant, était demeuré près du corps de Henri II, comme son titre de grand-maître l'y obligeait, jusqu'à la dernière cérémonie funèbre.

Les obsèques terminées, il se rendit à son tour à Saint-Germain, non certes pour ressaisir la puissance ainsi que l'ont pensé et écrit tant d'historiens, mais seulement pour saluer le roi et remplir un devoir de convenance dont personne, moins que Montmorency, ne pouvait se dispenser.

Il n'avait d'ailleurs aucune illusion. Sous une rude écorce, il était très-fin, très-madré, et il n'ignorait pas qu'à la cour et aux armées la patience vaut souvent mieux que l'ardeur. Le connétable avait le caractère acerbe et l'expérience déliée. Il connaissait parfaitement le terrain sur lequel il marchait et il savait très-bien que les mains hardies qui tenaient les rênes du gouvernement ne les lâcheraient pas. Il arriva donc à Saint-Germain sans espérance. Il se présenta seulement bien accompagné, suivi de ses cinq fils, de ses trois neveux les Châtillon et avec une escorte de gentilshommes à faire envie au roi lui-même.

La leçon avait été faite par le cardinal de Lorraine, par le duc de Guise et répétée par leur nièce, Marie Stuart, au jeune François II.

Il reçut de bonne grâce le connétable. Il écouta courtoisement tandis que ce vétéran de quatre règnes lui recommandait ses fils et ses neveux ; mais lorsqu'il commençait à parler de lui, le roi, l'interrompant avec bienveillance, lui dit : « Je veux être votre grand ami, pour l'affection vive que vous portait le roi mon père. Je m'occuperai de vos enfants et particulièrement aussi de M. de Coligny que mon intention est de pourvoir. Je vous conserverai, à vous, votre état et vos pensions ; mais à cause de votre âge et pour soulager votre vieillesse, j'ai déjà confié le fardeau des affaires à mes deux oncles de Guise, si capables de travaux et si dévoués à ma personne. Je me réserve et me réjouis d'ailleurs de vous garder près de moi et de mon conseil, vous laissant libre de vous en éloi-

gner et de revenir, toujours sûr d'être le bien accueilli. »

Montmorency ému, mais cachant son trouble, reprit : « Je remercie très-humblement Votre Majesté de ses bontés. Je n'ai qu'un désir, c'est de vivre avec son agrément, après tant de campagnes et de fatigues, dans le repos de mes maisons. Sire, ajouta-t-il d'un accent plus amer, en regardant le cardinal de Lorraine et le duc de Guise, daignez m'excuser si je n'accepte pas une place dans votre conseil. Je ne le puis en vérité pour deux raisons : l'une qu'il ne me plairait pas d'obéir à ceux auxquels j'ai commandé ; l'autre, qu'étant plein de jours et presque radotant, dit-on, mes avis vous seraient de peu de secours. »

Le connétable ayant fait une pause, on crut que sa réponse au roi était finie, mais, s'animant, il dit encore : « Soyez toutefois assuré, sire, que s'il survenait quelque affaire sérieuse où ma présence fût requise, je m'y jetterais corps, biens, famille, comme j'ai fait avec les rois vos père et grand-père de glorieuse mémoire, et comme ceux de mon nom ont toujours fait avec vos ancêtres. »

Il prit successivement congé du roi et de la reine mère qu'il visita aussi dans ses appartements. Étant descendu ensuite par l'escalier d'honneur, il remonta à cheval et gagna avec les siens la route de Chantilly. Le connétable était silencieux et farouche, agité d'une colère contenue, ne se doutant guère des sentiments bien opposés des jeunes seigneurs de son escorte. Ils partageaient l'animosité de leur chef contre les Guise, mais presque tous, et particulièrement

Damville, l'un des fils du connétable, étaient blessés d'amour. La belle reine d'Écosse et de France les avait vaincus d'un regard.

Montmorency se confina dans ses demeures comme à l'époque de sa première et longue disgrâce (de 1540 à 1547). Ces demeures étaient nombreuses et brillantes. C'était Chateaubriant, que M. de Chateaubriant avait cédé au connétable afin d'obtenir en retour le collier de l'ordre de Saint-Michel. C'était Montmorency et l'Île-Adam, échus en héritage avec beaucoup d'autres terres et châteaux. Les principales de tant de résidences magnifiques étaient Écouen et Chantilly. Le connétable errait de l'une à l'autre, à peine distrait de ses soucis par les chefs-d'œuvre de Bullant, de Goujon, de Pinaigrier, de Palissy, qu'il employait sans goût personnel et qui travaillaient pour lui comme pour les monarques. Étranger aux diversions de l'art, un peu dépaycé chez lui, le connétable y vivait mécontent, quoique tranquille en apparence, moins par résignation que par orgueil.

Partout où il était, il attirait l'attention et sa maison ressemblait à celle d'un roi. Ses appartements étaient pleins de gentilshommes, ses écuries de chevaux, ses chenils de meutes bruyantes. Sa famille à elle seule était un monde. Il avait eu de Madeleine de Savoie, sa femme, cinq fils et cinq filles.

L'aîné était M. de Montmorency qui allait être bientôt maréchal. Il avait une bonne tête et un cœur hardi, soldat autant que diplomate, modéré et décidé tout ensemble. Comme ceux de sa race, il avait

d'abord méprisé les livres. Il n'apprit à les aimer et à les étudier qu'en prison, chez le duc de Savoie, après la catastrophe de Têrouanne. Ne pouvant faire mieux, il se mit à lire dans son donjon alpestre, et cette nécessité où il était d'échapper à l'ennui le rendit supérieur en instruction à tous ses frères.

Le second fils d'Anne de Montmorency était M. Damville, depuis maréchal de France et connétable. Il n'y avait pas un homme de cheval plus accompli que lui. Il était galant, aventureux, passionné d'amour et de guerre, renommé dans les tournois non moins que dans les camps.

Le troisième fils du connétable, M. de Montheron, chérissait son père uniquement. Indifférent à la richesse, à l'ambition, à la gloire même, il ne songeait qu'à suivre et à protéger le connétable dans les batailles. Il n'avait que deux déterminations : ou se faire prendre avec son père afin d'adoucir la captivité du vieillard, ou se faire tuer en défendant ces cheveux blancs qu'il ne se lassa jamais de vénérer et d'adorer. Tel était le double idéal de M. de Montheron. Il sera assez heureux pour le réaliser tout entier. Nos annales n'offrent pas de tendresse plus touchante que la sienne. Il ne fut pas seulement le modèle, il fut le héros de la piété filiale.

Les autres frères, MM. de Méru et de Thoré, étaient des gentilshommes d'honneur et de valeur, très-fiers de leur nom et qui, malgré la dévotion ascétique de leur mère, n'hésitèrent pas, ainsi que leurs aînés, à rejeter la barrette pour l'épée. Tous les cinq furent braves, distingués de manières, de

raison et de sentiments, mais aucun ne fut transcendant d'esprit.

Les cinq filles du connétable étaient fort belles. Dieu se réserva la plus charmante qui fut abbesse du couvent de Saint-Pierre de Reims. Les autres se marièrent à MM. de la Trémouille, de Candal, de Turenne et de Ventadour dont le moindre était un très-grand seigneur. Si l'on ajoute à tant de fils, de filles, de belles-filles, de gendres et de petits enfants, les deux frères de madame la connétable : le comte de Tende et le marquis de Villars; puis les trois Châtillon suspects à leur tante, mais qui étaient des fils pour leur oncle, des frères pour leurs cousins et pour leurs cousines de Montmorency, on comprendra ce qu'étaient Écouen et Chantilly, même durant les disgrâces du possesseur de ces châteaux. Ils avaient à peu près un semblable ameublement, et chacun une galerie où l'on se réunissait dans toutes les saisons. Il y avait deux fauteuils pareils et plus grands que les autres aux deux coins de l'immense cheminée féodale. Le connétable occupait l'un de ces fauteuils avec la majesté d'un patriarche guerrier; madame la connétable, avec son air de princesse et de sainte, avec son costume à longues manches, et à longs plis, selon la vieille mode française, tenait bien sa place dans l'autre fauteuil, en face de son mari si imposant par le sceptre paternel, par l'épée de connétable, par le prestige auguste du premier seigneur et du premier personnage de la chrétienté après les rois et les princes des maisons souveraines. Et ce n'était pas tout que la famille dans ces résidences

splendides d'Écouen et de Chantilly. Elles retentissaient du bruit des serviteurs, des amis, des hôtes innombrables qui allaient et venaient, au grand contentement du connétable, parmi les aboiements des chiens et les hennissements des chevaux.

Au milieu de ce tumulte de la paix, les heures d'Anne de Montmorency étaient tranquilles et réglées. Elles eussent été douces, sans le souvenir poignant de la cour.

Le matin il s'adonnait aux mille détails de ses bâtiments avec les architectes, les peintres, les sculpteurs, les artistes sur verre et sur porcelaine, ceux de tous qu'il aimait le mieux. Il s'entourait d'eux et de leurs chefs-d'œuvre, moins par plaisir que par grandeur.

Il vaquait ensuite à ses affaires publiques et privées, à sa correspondance française et européenne. Il n'était pas seulement en relation habituelle avec les particuliers, mais avec les souverains. Car lorsque les princes écrivaient au roi de France, il était bien rare qu'ils n'écrivissent pas en même temps à M. le connétable. Lui sentait cet honneur comme il le devait, et, pour répondre, il avait recours à son premier secrétaire. Il lui donnait les canevas des lettres diverses et se reposait de la rédaction sur le talent de cet homme éminent qui s'appelait Dardois. C'était un Basque très-habile dont l'esprit était indispensable au bon sens du connétable. Aussi était-il partout où était son maître.

Le connétable atteignait de la sorte son dîner. On y faisait grande chère. Sa table était toujours si somp-

tureusement servie que des monarques auraient pu le surprendre et se contenter de son ordinaire, comme il était arrivé à Charles-Quint pendant son voyage en France. Le connétable aimait à causer entre les coupes, au milieu de ses convives. Il parlait quelquefois de religion et de politique, mais le plus souvent de chasse et de guerre. La guerre surtout était son sujet de prédilection, et, à force d'expérience, il y intéressait tout le monde. Quand il était animé par la présence de son neveu l'amiral de Coligny, il avait même des éclairs qui surprenaient. Ces moments ne se renouvelaient que de loin en loin et ils étaient courts dans cette organisation froide et terne autant que solide.

La conversation se prolongeait au delà du dîner, jusqu'à la promenade où le connétable, tantôt à pied, tantôt à cheval, entretenait les gentilshommes, ses partisans, et leur communiquait ses ordres, ses intentions, ses conseils, sur la conduite qu'ils auraient à se tracer dans l'intérêt de leur cause, soit avec le nouveau roi François II, soit avec la jeune reine Marie Stuart, soit avec le cardinal de Lorraine, soit avec le duc de Guise, son dangereux rival.

A son retour au château, le connétable se délassait et s'amusait longtemps à sa volerie, qu'il préférait de beaucoup à sa vénerie. Il avait toutes sortes d'oiseaux de luxe, principalement des perroquets, des perruches, des aras. Mais il possédait un bien plus grand nombre d'oiseaux de proie, des faucons, des gerfauts, des sacres, des milans dressés à chasser des hérons, des canards, des grues ou d'autre

gibier. Le spectacle de ces combats de haute volerie récréait le connétable. Il s'y oubliait sans cesse. Aussi avait-il des soins minutieux pour ses oiseaux guerriers. Il les achetait, ou les recevait en présent. Barberousse II, roi d'Alger, le grand-sultan Soliman, dont la flotte se réunit à celle de François I^{er} contre Charles-Quint, l'Anatolien Dragut, ce corsaire digne d'avoir été l'élève de Barberousse, envoyèrent jusqu'à leur mort au connétable, pour l'honorer, les plus beaux oiseaux tunisiens ou barbaresques de leur propre volerie. Car ces terribles pirates et ce glorieux sultan n'aimaient pas moins que les nobles de l'Occident les massacres de la fauconnerie, ce brigandage aérien, cette image de leur vie de meurtres sur terre et sur mer.

Avant souper, le connétable se faisait lire quelques pages de la biographie d'Alexandre, des Commentaires de César ou de l'Histoire romaine, les seuls livres qu'il connût un peu, et encore par l'oreille, jamais par les yeux.

Le souper sonné, le plus souvent le connétable provoquait la gaieté par des propos joyeux ; il applaudissait aux saillies des autres et à ses propres saillies qui n'étaient pas toujours attiques. Il y avait une exception à cette vieille coutume des repas du soir. Le connétable, qui faisait scrupuleusement maigre les vendredis et les samedis de toute l'année, jeûnait et ne soupait pas les vendredis de carême. Tous les autres jours, il cherchait à se détendre des affaires à son dernier repas. Il se préparait de la sorte au sommeil, puis il se retirait dans sa chambre et se couchait

sous de vastes rideaux qui le préservaient chaque matin contre la lumière multicolore de ces vitraux dont l'hôtel de Cluny conserve encore des fragments précieux.

Malgré tant de bonheurs domestiques, tant de richesses, de respect, de considération et de gloire, Montmorency, inconsolable de la cour et des camps, surveillait avec une inquiète sollicitude sa fortune éclipsée plutôt qu'éteinte.

Dans ces temps mobiles et féconds en tempêtes comme la mer, on ne perdait jamais l'espérance. On se sauvait des naufrages pour s'y exposer de nouveau. On ne s'enfermait pas stoïquement dans la disgrâce ; on rusait avec elle et les plus hautains étaient diplomates.

Il y parut bien lorsque les princes lorrains déclarèrent que la dignité de grand-maitre et celle de connétable étaient incompatibles dans le même homme, ce qui signifiait seulement que le duc de Guise voulait être grand maitre. Montmorency, frappé deux fois, en lui-même d'abord et dans son fils aîné qui avait la survivance de la grande maîtrise, jeta feu et flamme à Chantilly. Au plus fort de son mécontentement toutefois, il donna sa démission, disant bien haut qu'il ne cédait pas aux Lorrains, qu'il cédait au roi ; ce qui lui permit d'accepter, comme dédommagement pour son fils, le bâton de maréchal. C'est ainsi que le duc de Guise fut revêtu des fonctions de grand-maitre.

L'amiral de Coligny ne fut pas épargné non plus. Il était gouverneur de l'Ile de France et de la Picardie. Invité à résigner son gouvernement de Picardie, il

obéit en exprimant le souhait que ce gouvernement passât au prince de Condé, devenu son neveu. Ce souhait de Coligny fut déçu et le maréchal de Brissac fut nommé au gouvernement de Picardie par les Guise, qui s'attachèrent ainsi ce grand et expérimenté capitaine.

Ils ne se contraignirent pas davantage avec les princes du sang. Ils les heurtèrent même plus que les Montmorency et les Châtillon.

Depuis que le connétable de Bourbon avait vaincu à Pavie, depuis qu'il avait mené au sac de Rome ses bandes furieuses, ramas d'aventuriers de toutes sectes, depuis que, vêtu de blanc pour être mieux reconnu et suivi à l'assaut, il avait été blessé d'une arquebusade et renversé de l'échelle qu'il avait dressée contre le mur de la ville éternelle, les princes du sang de France, ses parents, n'avaient pas cessé d'être suspects aux papes et aux rois. L'Église soupçonnait ces princes d'hérésie et les Valois les accusaient de révolte.

Telle était la situation difficile des Bourbons.

En cela d'accord avec Catherine de Médicis, les Guise accrurent et envenimèrent chez François II ces préventions traditionnelles. Ils lui firent une peur nouvelle. Aux craintes de rébellion ils ajoutèrent celles du poison et du poignard. Ils le conjurèrent de se méfier du roi de Navarre et du prince de Condé qui étaient capables de tout, même de l'assassinat, pour se frayer le chemin au trône. « Sire, disait le cardinal, vous êtes de délicate complexion, vous n'avez pas d'enfants, vos frères sont en bas âge. Vos ambitieux cousins convoitent ardemment votre cou-

ronne, et ils n'ont pas de scrupules, car ils sont à la fois séditeux et hérétiques. Écartez-les donc de votre personne sacrée et gardez-vous de leurs pièges. » Ces discours et d'autres semblables avaient rendu le prince de Condé et son frère odieux au jeune roi. Son imagination échauffée ne voyait pas seulement en eux des héritiers, mais des meurtriers. Cette horreur permettait tout aux Guise contre les Bourbons. Ne pouvant encore les ruiner, ils ne négligèrent aucune occasion de les avilir.

Ils éloignèrent le prince de Condé par une mission honorable. Ils le chargèrent d'aller ratifier à Bruxelles le traité de Cateau-Cambrésis. Mais l'orgueilleux cardinal ne manqua pas de l'offenser en lui allouant sur les finances de l'État la modique somme de mille écus d'or pour frais de voyage et de représentation. Condé, le plus pauvre et le plus fier des princes, sentit ce procédé comme une insolence. Il s'en plaignit amèrement et rudement devant plusieurs familiers des Guise. « Oublieront-ils toujours, s'écria-t-il, quels ils sont et qui je suis ? Ils sont des cadets de Lorraine, et moi je suis seigneur des fleurs de lis, et moi je m'appelle Louis de Bourbon. »

Le roi de Navarre, plus patient que son frère, fut aussi moins ménagé. Au lieu de consulter Jeanne d'Albret, cette princesse magnanime, sa femme dévouée, qui élevait dans la retraite un héros, il n'écoutait que son conseil privé, intéressé à le compromettre. Ce conseil se composait de Jarnac, de Bouchard, de l'évêque de Mende, un bâtard du chancelier Duprat, et de d'Escars, auquel il se confiait

le plus. D'Escars était son chambellan « comme aussi faisait les messages d'amy, » dit la Planche. Or ce favori du roi de Navarre et l'évêque de Mende, précisément les deux personnages les plus influents du Béarn, étaient gagnés par le cardinal de Lorraine. Ils manœuvrèrent si bien avec les faiblesses d'Antoine de Bourbon et le retardèrent par tant de subterfuges, qu'il fut sourd aux avances du connétable de Montmorency et aux reproches du prince de Condé. Quand il arriva à Paris, il était trop tard ; les Guise étaient les maîtres du roi et de la France.

A quelque distance de Saint-Germain, Antoine de Bourbon dépêcha devant lui son maréchal des logis et ses fourriers. Ils ne trouvèrent ni appartement au château pour le premier prince du sang, ni quartier au village pour sa suite. Rien n'était préparé aux courtoisies ; tout, même les portes fermées de la résidence royale, semblait disposé à l'insulte. Le maréchal des logis navarraïis annonça d'officier en officier la venue d'Antoine de Bourbon et il pénétra par tous les degrés de la hiérarchie jusqu'au duc de Guise. Éconduit de partout, il espérait enfin une réparation. Mais le duc le reçut avec hauteur, disant « que de telles sortes de choses ne le regardaient pas et qu'il n'avait pas de temps à perdre. » Il ajouta : « Plutôt que de céder l'appartement que le roi, mon neveu, m'a lui-même assigné près de sa personne, j'y laisserais ma vie et celle de dix mille hommes par-dessus. »

Le maréchal, congédié de cette façon, retourna vers le roi de Navarre qui, malgré son irritation à ces nouvelles, continua son chemin.

Il n'eut pas une de ces surprises que le roi Louis XII, François I^{er} et Henri II aimaient à faire à leurs hôtes illustres. Ces rois, pour qui la politesse était une vertu chevaleresque, s'en allaient, sous le prétexte d'une partie de chasse, au-devant du seigneur, du prince ou du prélat qu'ils attendaient. Ils le rencontraient comme par hasard. C'étaient des exclamations d'étonnement et de joie. Ils accueillaient ainsi le voyageur et le ramenaient avec bienveillance en l'entretenant gaiement. Au moment où ils reparaissaient au palais, ils étaient salués des fenêtres et des balcons par les gentilshommes et par les dames. L'hôte était honoré aux yeux de tous et par tous.

Antoine de Bourbon n'eut pas cette fortune. Le duc de Guise avait entraîné le roi de France à la chasse, mais dans une direction opposée à la route du roi de Navarre. Aucun courtisan ne fit un pas vers le chef des Bourbons. Il pénétra dans la cour du château sans trouver même un chambellan pour le saluer de la part du roi ou des Guise. Il ne vit que des officiers inférieurs qui allaient et venaient; ses malles, ses coffres, marqués à ses armes, étaient dispersés çà et là, pêle-mêle : objets de mépris pour les uns, de pitié pour les autres, de stupéfaction pour tout le monde.

Le roi de Navarre descendit de cheval sans témoigner aucune émotion. Il monta droit à la chambre de la reine mère, où était le cardinal de Lorraine, qui, se levant à peine, se rassit aussitôt contre toute convenance. Le roi de Navarre s'inclina d'abord devant la reine mère et, malgré le peu de démonstration du

cardinal, il s'abaissa jusqu'à le combler de caresses. Quelques instants après, s'étant rendu dans l'avenue du château pour présenter ses hommages au jeune roi François II qui rentrait de la chasse avec le duc de Guise, le duc se tenant plus fièrement et plus froidement encore que le cardinal, le Navarrais, en veine de déférence, s'empressa de l'embrasser. Lâcheté sur lâcheté qu'il n'aurait pas osé avouer à Jeanne d'Albret, ni au prince de Condé, et dont il eût rougi devant sa femme, devant son frère, devant son fils et devant tous ses ancêtres ! Les gentilshommes qui l'accompagnaient étaient indignés.

Ce fut alors que les gens d'Antoine de Bourbon accoururent lui dire de nouveau que ses bagages étaient éparés, en plein air, et que lui-même n'avait pas d'appartement au château. Sur quoi, le maréchal de Saint-André, qui était là, lui offrit sa chambre, espérant qu'il serait refusé. Mais, dans son embarras, le roi de Navarre accepta contre l'attente du maréchal.

Les seigneurs béarnais qui avaient été de ce voyage étaient profondément humiliés. Presque tous retournèrent à Paris. Ils n'avaient pas de place au palais. Il n'y en avait qu'une bien petite pour le premier prince du sang de France. C'était à ne plus jamais s'avouer Béarnais, puisque leur roi souffrait de tels outrages.

Le lendemain de cette abjecte installation d'Antoine de Bourbon à Saint-Germain, il y eut un conseil et il n'y fut pas appelé. Sa souplesse ne s'offensant de rien, le jeune roi lui adressa à peu près

le même langage qu'au connétable. Il l'assura qu'il serait toujours le bienvenu au conseil et à la cour, pourvu qu'il obéît à MM. de Guise, ses oncles, comme à lui-même. Antoine de Bourbon n'eut pas une parole digne de son rang, ni de son nom, et les Guise, profitant de cette mollesse inouïe, le conduisirent à Reims, où le cardinal de Lorraine sacra François II, le 18 septembre 1559, le roi de Navarre servant, comme chez les anciens Romains, d'ornement, et, pour ainsi dire, de trophée vivant au triomphe des princes lorrains !

Ces princes habiles autant qu'ils étaient ambitieux domptaient tout. Quoique contestés, ils étaient absolus. Leur pouvoir était une dictature, la dictature étrangère en France. En effet, qui étaient-ils ? Des étrangers. Sur qui s'appuyaient-ils dans le palais ? Sur les deux reines, leur nièce Marie Stuart, une étrangère, et Catherine de Médicis, une autre étrangère. Quelle était leur principale alliance au dehors ? le roi d'Espagne, plus qu'un étranger, un ennemi. Et enfin de qui tenaient-ils leur prétendue mission, leur mission religieuse, celle dont ils s'enorgueillaient le plus, celle dont ils couvraient leurs plans politiques ? de qui ? Encore d'un prince étranger, du pape, le représentant officiel du catholicisme, aussi ennemi que Philippe II de l'esprit français, qui est au fond l'esprit humain.

Les Guise avaient de plus trois meutes à leurs ordres, meutes terribles, toujours prêtes à aboyer, à mordre, à dévorer. C'étaient le peuple, le clergé et l'armée, la force aveugle, ou fanatique, ou brutale, la

force sous trois formes et sous trois noms. Voilà ce que les Guise avaient pour eux; ils avaient contre eux la haute noblesse accoutumée à suivre les princes du sang, la petite noblesse attachée aux Châtillon, le tiers état patriote autant qu'éclairé, et tout ce qui de près ou de loin avait un cœur fait soit pour la nationalité, soit pour les idées.

Ces éléments diversement hostiles ne tardèrent pas à se reconnaître et à s'entendre dans une ardente et vaste opposition. La presse, qui avait été si utile à l'établissement du protestantisme en Allemagne et en Suisse, la presse, organe nouveau de l'humanité, apparut pour la première fois dans nos luttes et s'insinua partout comme la lumière. Elle réclamait les États généraux du royaume. Elle créa une opinion; la passion bouillonna bientôt. Il y avait un parti auquel il ne manquait rien que l'unité. Où trouver cette unité alors, sinon dans un homme? Antoine de Bourbon fut invoqué de tous. Ses humiliations récentes l'aiguillonnaient à se venger. Le connétable dans ses rancunes, les Châtillon dans leur foi, Jeanne d'Albret et le vaillant prince de Condé dans leur courage, poussèrent le roi de Navarre à se déclarer. Ils n'attendaient pas de lui qu'il fût le chef et le général de la résistance; ils le connaissaient trop pour tant espérer. Mais ce prince pouvait être un centre éclatant de ralliement, le drapeau fleurdelisé de tous les mécontents de France. C'était assez. Sous le coup de ses ressentiments personnels et sous tant de pressions, même domestiques, le roi de Navarre prit une attitude plus ferme.

Les Guise, eux, rejetaient énergiquement les États généraux. Ils n'étaient pas princes à abdiquer, sans une nécessité impérieuse, aux pieds des trois ordres. Ils finirent par communiquer au roi leur animosité. Ils lui disaient et lui répétaient l'un après l'autre : « Sire, que vous soyez le serviteur, et que votre peuple soit le roi, voilà ce que demandent vos cousins et vos autres ennemis, sous de beaux semblants. La convocation des États généraux, c'est votre ruine. Ne l'accordez donc pas à ceux qui convoitent votre couronne. Croyez en nous, confiez-vous à notre dévouement inaltérable, et vos sujets resteront ce qu'ils sont réellement, de trop petits compagnons pour vous faire la loi. C'est à eux de la recevoir toujours. »

Le roi louait fort cette politique de messieurs ses oncles. La reine mère aussi l'approuvait. Bien qu'elle fût peu sûre aux Guise et qu'elle essayât d'acquiescer à leurs dépens un peu de popularité en faisant bon visage aux huguenots et aux Bourbons, au connétable et aux Châtillon, elle ne laissait pas pourtant, au milieu de ses ruses florentines, d'écrire à Philippe II les mêmes plaintes que les princes lorrains. « Le roi de Navarre et ses amis, mandait-elle à son terrible gendre, par la convocation des États, ne veulent rien moins que réduire mon fils au rôle de soliveau et moi à la condition d'une chambrière. »

Et Philippe répondait : « Madame, j'ai quarante mille soldats tout prêts à défendre le trône du roi, mon beau-frère, et à préserver votre autorité. A votre premier signe, nous ne tarderons pas. » Il écrivit à

François II dans le même sens, empressé de se mettre en campagne contre les Bourbons et contre les huguenots, avide d'une occasion pour achever de dépouiller les uns et pour exterminer les autres.

Cette lettre de Philippe II à François II fut lue au conseil, et, cette fois, le roi de Navarre y avait été admis. Les intentions de Philippe II le concernaient trop pour qu'il ne comprit pas tous les dangers qui le menaçaient. Il vit en un instant ses provinces envahies, sa femme et son fils prisonniers; il se vit lui-même roi sans royaume, conquis tout entier par l'Espagne et abandonné par la France. Dans son effroi, il ne balança pas à se dégager du parti des mécontents dont il avait consenti à être le tribun à cheval. Il se rapprocha des Guise. Et comme ils tenaient leur gravité, ne lui accordant pas un sourire, le faible roi, de tribun devenu courtisan, redoubla de bassesses avec eux. A la fin, les Guise feignirent d'être touchés et le congédièrent, comme un chambellan, par une mission de palais. Ils le chargèrent avec le cardinal de Bourbon, son frère, et le prince de la Roche-sur-Yon, de reconduire jusqu'aux Pyrénées la reine d'Espagne, Elisabeth de France.

L'opposition du parti français et du parti protestant fut réduite à une impuissance momentanée par la défection du roi de Navarre. Les Guise, tranquilles de ce côté, reprirent, sans distraction et sans ménagement, l'exécution du plan arrêté entre Philippe II et Henri II pour l'anéantissement de l'hérésie. Ce plan était aussi celui des Guise, et consistait à placer violemment les huguenots entre l'abjuration ou la mort.

Les conjonctures étaient favorables. La tyrannie au nord, l'inquisition au midi sévissaient contre la réforme. Philippe II surtout et le pape Paul IV couvraient de bûchers l'Espagne et l'Italie. Les Guise ne se sentaient pas moins de passion pour l'Église. Ils étaient impatients de signaler leur zèle.

L'esprit de ces temps orageux soufflait dans les cœurs ulcérés et dans les imaginations en feu la pensée des guerres civiles et des massacres en masse. Les actions correspondaient aux haines. On préludait aux carnages des champs de bataille et des places publiques par l'assassinat au coin des rues et par le meurtre judiciaire.

Les Guise, qui avaient décidé le supplice d'Anne du Bourg, furent prévenus.

Le 20 décembre 1559, Antoine Minard, président au parlement, revenait du palais sur sa mule, entre cinq et six heures du soir. Un homme enveloppé d'un manteau sortit de l'ombre de la rue Vieille-du-Temple, s'avança vers le président qui allait au pas et le renversa d'un coup de pistolet. Minard fut relevé mort. Il était particulièrement abhorré des protestants. Il fut frappé par l'un des leurs, par Jacques Stuart, un Écossais, qu'on soupçonna, il est vrai, plus qu'on ne le convainquit. Quoi qu'il en soit, les huguenots se défendirent faiblement de ce crime. Ils semèrent Paris de petits pamphlets dans lesquels ils menaçaient le cardinal de Lorraine. Ils déclarèrent que le meurtrier du président leur était inconnu, mais qu'il avait été l'instrument du Dieu de l'équité. Minard, à les en croire, était « un simoniaque du droit et un taureau

de luxure. » Il vendait sa conscience aux Guise au poids de leurs écus d'or, et la justice aux veuves, aux orphelins, au prix de leur vertu.

Cet attentat imprévu épouvanta le cardinal de Lorraine, irrita le duc de Guise, tous les catholiques, et précipita la condamnation de Du Bourg, toujours détenu depuis la dernière visite de Henri II au parlement.

On se rappelle du Bourg. C'était à la fois un magistrat intègre, un citoyen intrépide et un protestant dévoué. Il demeura inébranlable sous les verrous, fidèle à ses nouveaux dogmes et à lui-même. Sa plus forte préoccupation était de ne pas renier Jésus-Christ, à l'exemple de Pierre. Enfermé d'abord à la Bastille, puis transféré à la conciergerie du palais, rien ne fléchit sa constance. La certitude d'un acquittement ne put pas même lui persuader de se taire. Le silence eût été une apostasie pour cet homme sévère. Il parla donc. Il fit une profession de foi sans mensonge, sans réticence, attentif seulement aux procédures, n'omettant aucun recours légal, montrant bien qu'il comprenait le devoir de vivre pour sa doctrine et pour ses frères. Mais sa condamnation définitive prononcée, il se livra tout entier à la douleur de mourir. Il se réjouit de quitter un monde d'oppression et de troubles pour un monde de liberté et de paix.

La sublime sérénité de son âme redoublait avec les persécutions. Réduit souvent au pain et à l'eau, il sanctifiait cette sobriété involontaire en l'offrant comme un jeûne. Resserré parfois dans une cage de

fer, lorsqu'on redoutait quelque entreprise pour le délivrer, il s'arrangeait tranquillement dans cette cellule d'angoisse. Élargi ensuite entre les murs de son cachot, quoique bien à l'étroit, il remerciait le Seigneur de ce soulagement si douloureux encore. Privé de ses amis, de ses proches, de ses frères protestants, il n'éprouvait pas de vide, car il se sentait dans l'intimité, dans la plénitude de Dieu. Tantôt, le front incliné, il méditait sur sa Bible; tantôt, les mains jointes, il priait avec ferveur; tantôt, le visage rayonnant d'enthousiasme, il saisissait un petit luth, et, en s'accompagnant de la musique, il chantait des psaumes comme le roi David.

Ici la légende se mêle à l'histoire. « Quand l'harmonie monte des sombres cachots, disaient les calvinistes attendris, les ténèbres se changent en lumière, les anges descendent du ciel, percent la profondeur des voûtes, l'épaisseur des murs, conversent avec le prisonnier et le bénissent. »

Plus tard, la légende, qui vient du cœur, déborde de nouveau. Lorsque du Bourg fut pendu en place de Grève (V. Tortorel et Perrissin, pl. v), trois jours après l'assassinat de Minard, les femmes du protestantisme racontaient que les anges de la Conciergerie, visibles à leurs yeux, et les ailes déployées, avaient recueilli l'âme du martyr, au moment où son corps, arraché du chanvre fatal, allait être jeté au bûcher. Les anges avaient ensuite plané avec leur précieux fardeau au-dessus des flammes et l'avaient emporté glorieux dans l'éternité.

Voilà ce que se répétaient les femmes en pleurs

parmi les huguenots ; les hommes rugissaient de colère et s'écriaient que du Bourg était mort en héros. Les catholiques mêmes en convenaient.

D'autres religionnaires à cette époque furent brûlés par arrêts du parlement : André Coiffier à Dammartin ; à Tours, Jean Isaheau, menuisier ; et Jean Judet à Paris. Mais, quoique pieusement regrettés, eux et bien des victimes encore ne pesèrent pas dans les balances du destin le poids de du Bourg. Son nom seul, le nom de du Bourg, le courageux, le juste, annonçait le stempêtes mieux que l'éclair et sonnait, mieux qu'un clairon, le tumulte d'Amboise.

Nul ne fit plus détester les Guise, et ne déchaîna plus d'inimitiés contre leur tyrannie. Le supplice de du Bourg fut un tocsin.

LIVRE DIXIÈME

Calomnies et persécutions contre les protestants. — Union des huguenots et des mécontents contre les Guise. — Le connétable, Coligny et ses frères. — Le vidame de Chartres, — Le prince de Condé. — Conjuración. — La Renaudie, ses voyages. — Assemblée à Nantes. — Discours de La Renaudie. — Serment, pacte entre les conspirateurs. — La Renaudie à La Ferté, puis à Paris. — Avenelles et Linières, deux traîtres, — Castelnau. — Le duc de Guise. — Rencontre de Pardaillan et de La Renaudie. — Supplices. — Pressentiments de la duchesse de Guise. — Le duc cède par politique autant au moins que par humanité.

Les huguenots ne pouvaient sortir de leurs maisons sans péril. Ils étaient accusés de se livrer, dans leurs conciliabules, à des cruautés inouïes mêlées d'orgies diaboliques. Ils choisissaient les vendredis surtout, disait la calomnie, pour leurs impiétés sanguinaires et obscènes. Ils poignardaient des enfants, se gorgeaient de viandes et de vins, puis s'abandonnaient aux plus infâmes débauches : tels étaient les bruits odieux qui circulaient dans les carrefours. La plèbe échauffée à ces récits croyait faire son salut en courant sus aux hérétiques.

Le cardinal de Lorraine avait trouvé un ingénieux moyen de les reconnaître. Il conseilla de façonner de petites chapelles, comme pour la Fête-Dieu, au coin des rues et de les orner toutes d'une image de la Vierge. Il ordonna sous main que des gens dévoués

fussent apostés autour de ces chapelles pour forcer les passants à s'agenouiller devant l'image et à dire un *Ave*. Ceux qui refusaient se dénonçaient eux-mêmes. Ils étaient convaincus d'hérésie. On les souffletait, on leur crachait au visage, on les battait, quelquefois on les tuait.

Beaucoup de ceux qui échappaient aux persécutions quittaient la France et s'enfuyaient, soit dans les Pays-Bas, soit en Allemagne, soit en Suisse. Ils laissaient sans ressources des femmes réduites à mendier, et des enfants qui hurlaient la faim en suivant leurs mères. Le faubourg Saint-Germain, qui était « une petite Genève, » offrait le spectacle de ces misères et de ces désespoirs. On ne le traversait pas sans horreur et sans pitié.

Les huguenots ainsi foulés se relièrent plus étroitement aux mécontents, et le parti protestant fut entièrement fondu par là dans le parti français.

Ces deux partis avaient pour chefs des hommes d'une même famille. Le connétable de Montmorency était tout-puissant sur la faction politique, et l'amiral de Coligny sur la faction religieuse. Les autres Châtillon, le cardinal et d'Andelot, étaient les auxiliaires les plus actifs de leur oncle le connétable et de leur frère l'amiral.

Le prince de Condé, petit-neveu de Montmorency et neveu de Coligny par alliance, était le chef de ces chefs. Honteux de la pusillanimité d'Antoine de Bourbon qui n'avait rien de ses ancêtres que la bravoure, Condé se sentait le droit d'ainesse de la fermeté, des aventures. Il brûlait de relever sa maison

rejetée dans l'obscurité sous les deux derniers rois. Il était à lui seul un nouvel élément dans la mêlée des grandes affaires d'État, de cour et de guerre, où, depuis la prise de Rome par l'armée du connétable de Bourbon, n'avaient figuré que les Guise contre les Montmorency et les Châtillon. Le prince de Condé venait ajouter à ces grands noms un nom plus grand et un courage égal. Par lui, les Bourbons ressuscitaient sous François II.

Il croyait que les Guise occupaient sa place et celle de son frère. Ses haines, d'ailleurs, correspondaient à celles du grand parti qui se ralliait tout bas autour de son écharpe. Il abhorrait les Lorrains comme les persécuteurs de la liberté religieuse, comme les usurpateurs de l'autorité, comme les oppresseurs de tous ses privilèges de prince du sang. Ces étrangers faits pour lui obéir, ils lui avaient donné des ordres, ils l'avaient humilié, refoulé, méconnu. Ils avaient traité la France avec le même dédain que la maison royale. Il n'y avait plus qu'à renverser par la force les violateurs du droit; il n'y avait plus qu'à conspirer et à combattre. Telle était la conclusion hardie dans laquelle se rencontraient les huguenots, les mécontents et le prince de Condé.

Le château de La Ferté-sur-Marne, dans la Brie champenoise, demeure habituelle de Condé, était le foyer de la sédition. Les courriers allaient, venaient par tous les chemins de cette résidence. Les seigneurs s'y réunissaient. Ils discutaient le pour, le contre, les chances diverses de la conjuration. Le prince, n'étant pas temporisateur, adoptait toujours le plan le plus

audacieux. Il parlait avec chaleur, quelquefois avec emportement ; il était sous l'empire d'une idée fixe, terrible. Le chevalier avait disparu dans le conspirateur. Un portrait de cette époque le représente, ses fortes mâchoires serrées dans une résolution implacable et ses yeux où brillait d'ordinaire l'ardeur de la guerre, de la chasse ou de l'amour, tout embrasés d'un feu sombre. Dans sa petite taille et dans son grand cœur, le prince était le plus violent tempérament de héros qui eût jamais été. Il se plaignait de la lenteur de ses amis et rougissait de son inaction.

Ses amis, en effet, le garrotaient de leur prudence, sans quoi il eût tout compromis. Il avait été nommé chef de la conjuration qui s'ourdissait au milieu de mille obstacles. La première condition de succès était le secret. Il fallait s'envelopper de ténèbres et de silence. Le moment viendrait où il serait permis au prince de se déclarer hautement. Jusque-là son devoir était de rester le *chef muet* du grand mouvement qui se préparait.

On a prétendu que Coligny avait tout ignoré. Rien n'est plus inexact. Qu'il fût facile à s'effaroucher par conscience et par attachement au jeune roi, je le veux bien ; mais s'il était fidèle à François II, croit-on qu'il fût fidèle aux Guise ? Et c'était contre eux qu'on se levait. La vérité est que l'amiral, tout en approuvant, se tint à l'écart ainsi que le connétable. Ils étaient de trop grands personnages, et trop avisés, pour se jeter en enfants perdus dans le complot ; ils épiaient l'occasion.

Le cardinal de Châtillon, le comte de La Rochefou-

cauld, le prince de Porcien montrèrent moins de réserve. D'Andelot et le vidame de Chartres, François de Vendôme, se prononcèrent tout à fait. Ils recrutèrent partout, en France et en Allemagne, des partisans à la conjuration, et partout, à travers les provinces et en Europe, leur aversion contre les Guise trouvait un écho vibrant dans les âmes.

L'amiral qui, par sa supériorité d'intelligence, était le moins pressé des conspirateurs, se retira dans sa terre de Châtillon, pendant que ses amis fomentaient la conjuration d'Amboise. Nul n'était aussi dévoué que lui, mais il évitait de se commettre dans une intrigue politique; c'était une grande révolution religieuse qu'il lui fallait et qu'il pressentait.

Son séjour à Châtillon-sur-Loing, où il déclara vouloir vivre étranger aux affaires publiques, ne détourna pas seulement de lui les soupçons. Ce séjour, doublement utile, le fortifia dans la foi.

Le château paternel, sous ses vieux arceaux gothiques, offrit à Coligny un recueillement plus salutaire encore que les prisons du roi d'Espagne. L'amiral y médita les mêmes pensées, les mêmes livres; et il y rencontra de plus les entretiens enthousiastes et persuasifs de sa femme, Charlotte de Laval, qui avait embrassé le calvinisme avec ardeur. Elle ne fut jamais importune. Elle aimait, elle admirait son mari. Elle essaya de combattre en lui les habitudes d'une sagesse mondaine. Elle le supplia d'être conforme à lui-même, de confesser hautement la réforme, de défendre les protestants à ciel ouvert, puisqu'il les secourait en secret, et de mettre soit dans sa vie, soit

dans sa maison, l'austérité de son caractère, la gravité de ses mœurs. Autant qu'il était loisible à un chef de parti qui attend son heure, Coligny céda généreusement à ce missionnaire domestique, à cet apôtre éloquent dont la voix forte et douce s'insinuait comme l'amour et affirmait comme la conscience. Il renonça aux délices, aux mensonges, aux corruptions de la cour, à tous les manèges, à toutes les duplicités de son éducation. Il ne garda que les diplomaties de son génie. Il brûla toutes les superstitions enracinées, tous les vices anciens dans le feu pur de son foyer. « Il manifesta, depuis cette époque, un tel changement, dit un historien, qu'il était aisé d'y reconnaître l'œuvre du Saint-Esprit. »

Ainsi, quand la femme et Dieu s'unissent pour travailler un grand homme dans les profondeurs de son âme, ils le font plus grand encore et la nature se transforme dans le miracle de cette double grâce.

Cependant les choses de la conjuration allaient bien. Seulement il manquait un conspirateur capable d'être le second du prince de Condé. D'Andelot et le vidame de Chartres avaient fait vainement des ouvertures à plusieurs braves capitaines ; tous avaient refusé, soit indécision, soit scrupule, soit crainte des trahisons. Enfin ce conspirateur tant souhaité se présenta. Il était d'une bonne maison du Périgord. Il s'appelait Godefroy du Barri, seigneur de La Renaudie.

Il jouissait paisiblement de la cure de Champguière en Angoumois, lorsque du Tillet, greffier du parlement de Paris, s'apercevant que les titres de La Re-

naudie n'étaient pas suffisants, le fit expulser de ce riche bénéfice. La Renaudie s'adressa au parlement de Dijon, et dans le cours de la procédure, ses titres de possession furent altérés à son avantage. Du Tillet alors attaqua du Barri comme faussaire. Ce n'était pas lui qui était le coupable, mais un de ses parents dont il tut le nom par générosité. Brantôme, à ce sujet, invente un petit conte. Il assure que le duc de Guise, dans l'extrémité où était réduit La Renaudie, l'arracha à une sentence de mort en le faisant évader, le jour de la Fête-Dieu. Rien n'est moins prouvé. Ce qu'il y a de certain d'après de Thou, c'est que La Renaudie fut frappé d'une grosse amende et du bannissement pour un temps.

Il gagna la Suisse, embrassa le calvinisme à Genève, puis habita Lausanne, où il se maria. Réfugié parmi d'autres réfugiés, il fut bien accueilli. Ses compagnons d'exil avaient presque tous le mal du pays. Il les consola, réveilla en eux l'espérance. Il leur démontra que le seul obstacle à leur retour dans la patrie, c'était la dictature des Guise et qu'il fallait abattre cette dictature en se liguant contre elle. Tous les proscrits applaudirent. La Renaudie acquit une grande influence sur eux. Il voyagea en Allemagne, dans les Pays-Bas, partout le représentant des persécutés, leur intermédiaire zélé et leur vengeur futur.

Mais les réfugiés, les pauvres huguenots dépouillés de leurs terres et vagabonds par le monde, ne pouvaient rien qu'à la condition de rattacher leur cause à celle des grands seigneurs ennemis de

la maison de Guise. Infatigable, La Renaudie passa en France pour souder ces deux causes, ces deux intérêts. Et tandis qu'il cherchait de hauts appuis, des noms illustres, un prince du sang cherchait un homme. Dès que La Renaudie parut, cet homme fut trouvé.

La Renaudie était un grand caractère, sombre et aigri. C'était aussi un puissant esprit, quoique très-inculte. Malgré son mépris de l'étude, il avait une expérience singulière qu'il ne puisait pas dans les livres, mais dans la vie. Son abord, bien qu'artificieux, était magnétique. D'homme à homme il avait des insinuations irrésistibles, d'homme à foule, à multitude, des fascinations souveraines.

Sa bravoure égalait son éloquence, et c'est beaucoup dire. Car cette éloquence n'était pas seulement brillante, elle était extraordinaire, et elle saisissait fortement les imaginations. La Renaudie était, du reste, plein de ruses, de combinaisons, de stratagèmes. Avec une probité moins douteuse, des mœurs moins dissolues, un honneur moins suspect, il eût été un héros. Mais ses vices s'ajoutant à ses grandes qualités, il ne fut qu'un conjuré admirable. Il réussit à La Ferté auprès du prince de Condé et de ses amis. Entre eux et lui, le nœud fut promptement serré. Ils le nommèrent aussitôt le chef visible de la conjuration. Ils lui offrirent ce qu'il demandait uniquement : l'occasion éclatante de se réhabiliter dans la gloire et d'effacer, devant la noblesse, le seul tribunal dont il se souciait, la flétrissure d'une condamnation judiciaire.

Il n'avait que la cape et l'épée. Il comptait sur le

jeu des conspirations pour avancer sa fortune, sa réputation, et le triomphe de sa foi nouvelle. Muni de bonnes lettres de recommandation, il parcourut toutes les provinces de France, organisant en chaque lieu la révolte, à l'aide des personnages distingués dont on lui avait donné les noms et près desquels il était accrédité. Les pamphlets se succédaient avec une fureur croissante et favorisaient la mission de La Renaudie. L'un de ces pamphlets, dont il emporta un grand nombre d'exemplaires et qu'il répandit à profusion sur sa route, imputait aux Guise de vouloir s'emparer de la couronne. Ces accusations étaient fondées sur une généalogie dressée aux frais et à l'instigation du cardinal de Lorraine. Dans son ambition indéterminée encore, mais immense, et dans sa présomption monstrueuse, il faisait remonter à Charlemagne sa maison, qui devenait ainsi la vraie maison légitime, puisqu'elle descendait de Charles, duc de la basse Lorraine, l'oncle de Louis V, dernier roi de la seconde race, au préjudice de qui Hugues Capet avait usurpé le trône. Par là les Guise croyaient saper les Valois et les Bourbons, mais ils forgeaient en même temps des armes pour les conjurés.

Indépendamment des libelles, La Renaudie propageait des consultations, l'une des ministres de la réforme, l'autre des jurisconsultes les plus savants de l'Allemagne et de la France.

La conclusion des théologiens et des légistes, des hommes du dogme et des hommes du droit, était identique.

Il était permis, il était même prescrit d'opposer la

force aux Guise, sans consulter le roi trop jeune d'âge, trop faible de raison, trop dépendant de caractère, pour discerner les véritables vœux de son peuple. L'insurrection était donc sainte religieusement et politiquement, pourvu qu'elle s'inclinât devant François II, qu'elle respectât l'ordre de succession des Valois et qu'elle fût dirigée par un prince du sang.

Parmi les théologiens qui signèrent cette conclusion hardie, je remarque Théodore de Bèze. L'Hospital ne serait-il pas parmi les jurisconsultes ? Je lis dans d'Aubigné : « L'Hospital, homme de grande estime, était des conjurés pour le faict d'Amboise ; ce que je maintiens contre tout ce qui en a esté escrit, pour ce que l'original de l'entreprise fut consigné entre les mains de mon père, où estait son seing tout du long, à côté de celui de d'Andelot ; chose que j'ay monstrée à plusieurs. » D'Aubigné ne confond-il pas là le jurisconsulte et le conspirateur ? Certes, il est plus probable que le futur chancelier ait apposé son nom à la consultation qu'à la conjuration. C'est ainsi qu'il dut figurer sur la liste d'Amboise. Mais dans le silence de tout autre document, je me restreins à une conjecture ; je ne puis rien affirmer. D'ailleurs, autoriser l'insurrection n'eût pas été un acte moins grave que de s'y associer, et si L'Hospital intervint comme légiste, sa plume était aussi responsable que l'épée de Condé.

Quoi qu'il en soit, La Renaudie commenta les pamphlets et les consultations sous mille formes, selon ses auditoires, selon les préjugés, les passions des provinces et selon les besoins de sa cause,

Il rassura les uns, il enflamma les autres, sema partout la révolte, lui désigna des chefs et fixa aux conjurés un rendez-vous à Nantes pour le 1^{er} février 1560. Cette assemblée, travestie par La Renaudie en états généraux armés, préparerait, disait-il, et accomplirait les états généraux réguliers du royaume.

Ces trames ourdies par toute la France, le conspirateur prévoyant courut en Angleterre. Il eut plusieurs conférences avec Cécil. Le judicieux ministre approuva les desseins de La Renaudie et lui promit de les seconder par une puissante diversion en Écosse, ce qui obligerait les Guise à s'affaiblir en France de toutes les troupes qu'ils enverraient à Leith, au secours de la régente, leur sœur. Cécil présenta La Renaudie à Élisabeth, qui daigna confirmer au séditieux ambassadeur du prince de Condé les intentions favorables du gouvernement.

Libre de tout soin en Angleterre après cette audience de la reine, La Renaudie se hâta de repasser la Manche afin d'être à Nantes dans les derniers jours de janvier. C'est là qu'il attendit les conjurés.

La Renaudie avait choisi Nantes pour de bonnes raisons. C'était une ville frontière et, comme telle, naturellement ouverte aux voyageurs, aux étrangers. Les soupçons y étaient moins éveillés qu'ailleurs. Bien plus, le parlement de Bretagne qui tenait alors ses séances attirait une multitude intéressée à d'innombrables procès, circonstance très-favorable aux conjurés. Ils n'eurent pas de peine à désorienter tous les regards. Ils ne demandaient en arrivant dans les hôtelleries que des adresses de gens de loi. Ils ne

se saluaient pas dans les rues. Ils faisaient porter à leurs domestiques des sacs et des dossiers à la mode des plaideurs. Tous ces hardis conjurés, décidés à vaincre ou à mourir pour leur foi religieuse ou politique, affectaient de n'être préoccupés que de chicane.

Le prince de Condé et les seigneurs de son parti envoyèrent à Nantes des gentilshommes à eux pour accréditer de nouveau et à voix basse La Renaudie déjà si populaire. Lui, s'enveloppant de mystère, et accroissant par là son prestige, se déroba d'abord à l'amitié des uns, à l'ardente curiosité des autres. Lorsqu'il eut ainsi enflammé l'enthousiasme des conjurés, il leur fit développer le principal dessein de la conspiration par La Bigne, son secrétaire, et par un noble breton, M. de La Garaye. Ces préliminaires terminés, et les conjurés de plus en plus embrasés du feu de toutes les passions qui le brûlaient lui-même, La Renaudie convoqua tous ces hommes de provinces différentes, mais d'une même haine. Le lieu où ils s'assemblèrent avait été marqué par La Renaudie. C'était une salle basse et sourde où les paroles retentissaient aux oreilles des conspirateurs sans pénétrer au dehors. Ils vinrent un à un, silencieusement. La Renaudie n'arriva que le dernier; son apparition fut électrique. C'est lui ! se répétèrent les uns aux autres les conjurés en le suivant des yeux. Grave et ferme, La Renaudie traversa lentement les rangs de ses amis jusqu'à une table sur laquelle il monta pour être mieux vu et entendu. Il mit la main sur son cœur (V. les Estampes sur le faict d'Amboise), se

recueillit quelques instants, et d'un accent vibrant quoique amorti par les voûtes féodales :

« Mes compagnons, dit-il, c'est une grande joie pour moi de vous trouver réunis dans le même sentiment où vous étiez lorsque je suis allé à vous individuellement de province en province. Vous êtes toujours les mêmes. Cette allégresse que je remarque sur vos visages témoigne la tranquillité de vos esprits et m'assure que vous exécuterez nos projets avec fidélité, avec constance. Le succès ne peut manquer de couronner une entreprise de tant de gens de bien. Vous arrivez ici à la fleur de votre âge, tous doués de qualités rares. Vous joignez à l'ardeur de la jeunesse l'expérience des affaires, et ce qui est plus précieux encore, la religion du secret. C'est Dieu lui-même qui vous conduit, et voilà pourquoi ni les difficultés ne vous rebutent, ni le péril ne vous étonne, ni les supplices ne vous intimident; et voilà pourquoi vous êtes tous disposés à sacrifier votre vie dans cette cause sainte.

« Des hommes courageux comme vous, également prêts à la bonne et à la mauvaise fortune, n'ont pas besoin d'exhortation; mais je suis heureux, mes compagnons, de m'épancher ici afin de concerter entre nous l'exécution de notre entreprise et aussi pour vous démontrer la nécessité de prendre les armes et de bannir tout scrupule de vos cœurs généreux.

« Personne n'ignore comment les Guise nous ont garrottés, comment ils se sont emparés de l'autorité souveraine, au mépris des lois et de la dignité de cet État, comment ces princes étrangers ont triomphé in-

justement des princes du sang. Jusqu'où ils iront, il est facile de vous le faire pressentir, en vous racontant leurs origines. »

Alors s'échauffant, La Renaudie énuméra toutes les hypocrisies, toutes les audaces, toutes les prétentions chimériques, toutes les cupidités, toutes les fautes, tous les vices, tous les crimes des princes lorrains, en descendant d'échelon en échelon leur longue généalogie. Puis il atténua leurs services, il travestit leur gloire, il nia leur génie, et, après les avoir maudits dans le passé, il reprit :

« Ne croyez pas, mes compagnons, qu'en vous retraçant tant d'iniquités je me sois écarté de mon sujet ; non, j'y ai plongé plus avant, si je vous ai convaincus, et si vous avez compris que nous avons affaire à des hommes chez qui l'usurpation du bien d'autrui est, en quelque sorte, une vertu héréditaire.

« Ils ne veulent rien moins que l'extinction du roi et de sa race, afin de se faire rois eux-mêmes sur les débris de nos libertés et de notre constitution. C'est le désir des six fils de Claude de Lorraine, mais deux seuls sont capables de réaliser ces forfaits et par là méritent de nous occuper. Vous devinez le duc de Guise et le cardinal plus pervers que lui.

« Le duc a terni sa gloire à la bataille de Renty. Il avait abandonné le combat lorsqu'il amiral de Châtillon lui fit entendre que son devoir était d'y retourner ; il se rejeta dans la mêlée, mais, depuis ce jour, il hait d'une haine mortelle notre illustre amiral. Je ne voudrais pourtant pas accuser de lâcheté un prince tel que le duc de Guise. Il a défendu Metz,

pris Calais et Thionville, il s'est signalé dans maintes rencontres ; pourtant, quels que soient ses services, ils seraient trop payés par la ruine du roi et de l'État.

« Quant au cardinal de Lorraine, de quels attentats n'est-il pas coupable ! n'a-t-il pas immolé d'innombrables victimes innocentes ? n'a-t-il pas frappé Anne du Bourg, cet homme vertueux et austère ? n'a-t-il pas dégradé de la charge où il était l'intègre président Lizet qui refusait aux Lorrains des honneurs dus uniquement aux princes du sang ? n'a-t-il pas, ce cardinal imposteur, par ses calomnies, sous le dernier règne, relégué le chancelier Olivier dans la retraite pour se délivrer d'un censeur incommode, et ne l'a-t-il pas rappelé sous le nouveau règne dans l'intention perfide de donner quelque poids à une autorité illégitime ? Il y a tout à craindre de ce prélat sans frein ; il ne reculera devant rien pour élever sa maison au trône des Valois. C'est l'ennemi le plus implacable de la liberté de conscience, c'est le fauteur infatigable de l'inquisition, prêtre renié du Christ, qui travaille sans cesse à faire de notre France une Espagne en la couvrant d'échafauds et de bûchers !

« Voilà quels sont les deux frères. Leur union est un danger de plus, car ils pensent et agissent comme un seul homme. Considérez ce qu'ils ont fait depuis leur ministère sous un roi enfant, et sous une reine leur nièce ? Ils ont pillé le trésor, gagné le clergé, déchaîné la plus vile populace contre les protestants, persécuté la noblesse et brisé la magistrature. Ils se sont opposés à la convocation des états généraux. Ils ont

éloigné le connétable, et lui ont arraché à leur profit la dignité de grand-maitre. Ils ont dépouillé l'amiral de Châtillon. Ils ont expulsé de la cour et du pouvoir les princes du sang. Ils ont offensé tous les Français et ils sont condamnés à les craindre tous, à n'en épargner aucun.

« Vous connaissez maintenant nos ennemis, mes compagnons, vous savez comment ils ont préludé par la violation de toutes les lois divines et humaines à l'usurpation qu'ils méditent, et cependant ces méchants hommes qui veulent faire périr le roi, les princes du sang et les plus grands seigneurs du royaume, ils se revêtent du nom du roi et s'en font un bouclier contre nous.

« Évitions ce piège grossier qu'ils nous tendent. O mes amis, il y a dans cette assemblée et hors de cette assemblée des gens de bien qui craignent de passer pour rebelles, en attaquant les armes à la main la dictature des ministres. Cette timidité de la conscience retient les uns et tourmente les autres. Sachons nous affranchir de ces vains scrupules, et distinguons la vraie de la fausse obéissance.

« Dieu nous recommande, je le confesse, d'être soumis aux puissances qu'il a établies, et quiconque résiste à ces puissances résiste à Dieu. Rien n'est plus certain. Mais ici, mes compagnons, remarquez-le bien, ce n'est pas le roi que nous attaquons, c'est le roi que nous défendons, c'est lui et sa race entière que nous couvrirons de nos poitrines. Ah ! ne différons pas plus longtemps, les heures, les minutes même sont précieuses ; hâtons-nous de sauver notre

roi, notre religion, notre patrie et nous-mêmes. Engageons-nous par un serment solennel qui corresponde à nos deux devoirs envers le roi et contre ses ennemis.

« Je commence le premier, je prends devant vous Dieu à témoin que je ne penserai, ne dirai, ni ne ferai jamais rien au détriment du roi, de la reine sa mère, des princes ses frères, et de tous les autres princes de son sang ; mais, par ce Dieu vivant, je jure aussi de combattre les Guise, ces violateurs des consciences, ces bourreaux des calvinistes, ces dilapidateurs de la fortune publique, ces étrangers insolents, ces maîtres impies du roi et de la France, ces dictateurs parjures qui bientôt, si nous n'y employons notre vie, auront usurpé le trône des Valois et le sceptre des fleurs de lis. »

Ce discours, attesté par M. de Thou, transporta les conjurés. Ne pouvant crier de peur d'attirer l'attention, ils agitèrent, en signe d'adhésion, leurs chapeaux et leurs toques. Plusieurs se jetèrent dans les bras l'un de l'autre. Tous défilèrent devant La Renaudie et répondirent par leur serment à son serment. Ces gages échangés entre eux, La Renaudie « montra ses pouvoirs » connus déjà, et annonça qu'il serait leur chef jusqu'à ce que le *chef muet* se déclarât. Ils convinrent de tout ce qui suivrait avec un rare esprit d'unanimité.

Ils arrêterent que le quartier général de la conspiration serait, le 6 mars, au village de La Fredonnière, dans le Blaisois. C'est là que se dirigeraient successivement, par bandes peu nombreuses, les conjurés. Ils

se porteraient, le 10, sur Blois. La Renaudie, ce jour-là, aurait à ses ordres au moins cinq cents gentilshommes à cheval et quinze cents fantassins. Les capitaines qui commanderaient sous lui cette armée de conspirateurs, venue de toutes les provinces, furent nommés séance tenante. Le baron Castelnau de Chalosse mènerait les Gascons; Mazères, les Béarnais; Duménil, les volontaires du Limousin et du Périgord; Maillé de Brézé, ceux de l'Aunis et de l'Angoumois; La Chesnelaye, ceux du Maine et de l'Anjou; Cocqueville, les Picards; Sainte-Marie, les Normands; Maligny, les Champenois; et Châteauvieux, les Provençaux. Tout était prévu. Cette héroïque armée serait précédée d'une foule sans armes qui marcherait en avant jusqu'au château et qui se bornerait à demander la liberté de conscience, le droit d'entendre dans les temples protestants la parole de Dieu. Ce serait le premier acte, et comme on s'attendait bien à un refus, La Renaudie accourrait avec les siens, désarmerait les postes, s'emparerait du duc de Guise et du cardinal de Lorraine qui pourraient être tués en cas de résistance. Alors le *chef muet*, le prince de Condé, serait nommé lieutenant-général du royaume, et, si les Guise étaient encore vivants, ils seraient livrés à une justice prompte; après quoi, les États seraient immédiatement convoqués.

Le pacte conclu à Nantes, La Renaudie s'achemina vers le château de La Ferté où il rendit compte de tout au prince de Condé, puis il gagna Paris pour s'y concerter avec les anciens des Églises sur la question d'argent si nécessaire à ces sortes d'entreprises.

On était à la fin de février, et le secret avait été strictement gardé. Rien n'avait transpiré en France, tant les Guise y étaient hais; mais des avertissements vagues arrivaient de l'étranger. La Suisse, la Flandre, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne murmuraient de loin des bruits menaçants. On mandait au duc de Guise qu'on le viendrait forcer jusque dans le palais du roi. Le chancelier de Granvelle écrivait au cardinal de Lorraine : « Soyez en défiance; une conjuration est flagrante contre vous et contre votre frère. » Ces nouvelles se croisaient d'un bout de l'Europe à l'autre. Elles inquiétaient les Guise sans les convaincre entièrement. Ils pressentaient un orage, à quelques éclairs sinistres, mais cet orage était-il suspendu sur leurs têtes? D'où et comment éclaterait-il? C'est ce qu'ils ignoraient.

La lumière se fit tout à coup.

La Renaudie s'était logé à Paris chez Pierre des Avenelles, un avocat protestant qui fréquentait le palais et qui tenait en même temps un hôtel garni au faubourg Saint-Germain des Prés. Avenelles avait toute la confiance de La Renaudie et des huguenots. Sa maison était comme une forteresse de sûreté pour les religionnaires, qui, par leur assiduité, en éloignaient même les catholiques. La Renaudie particulièrement y avait de longues habitudes et croyait au zèle ardent de son hôte pour la réforme. Il recevait donc sans défiance les conjurés et les ministres protestants chez lui, où les rendez-vous et les conférences se succédaient avec un air d'abandon le jour et la nuit. Ce mépris des précautions fut d'abord une habileté,

Avenelles n'eut aucun ombrage. Mais les concilia-bules se multipliant de plus en plus, il conçut des soupçons. Il interrogea La Renaudie qui, après y avoir réfléchi un peu, se décida à la franchise avec Avenelles qu'il savait bon huguenot, aimant mieux avoir un complice de plus qu'un observateur curieux et peut-être hostile, s'il ne l'enchaînait par la sincérité. Avenelles applaudit à tout. Son enthousiasme alla si loin, qu'il n'hésita pas à s'engager corps et biens dans la conspiration. Il ne parlait à La Renaudie que du bonheur qu'il aurait à sacrifier sa personne et sa fortune pour un dessein aussi juste. Cependant « ses bouillons se calmèrent vite, » dit un vieux historien. Il se refroidit d'heure en heure, puis de minute en minute. Il ne songea plus bientôt qu'à ses périls. Cette pensée devint sa pensée fixe. Elle grandit, l'obséda, l'environna de fantômes. Elle fut un supplice intolérable; il résista d'abord à la tentation de s'en décharger en trahissant ses frères, mais à la fin il y succomba. Soit terreur morale de sa responsabilité, soit avarice, soit lâcheté, soit impossibilité de porter un secret si lourd, il se glissa un matin par des rues détournées chez M. de Vouzé, un maître des requêtes, intendant du cardinal de Lorraine, et il dénonça la conjuration à ce magistrat en présence de Millet, secrétaire du duc de Guise.

Les deux serviteurs des princes lorrains se hâtèrent de les instruire par un courrier, tandis que Millet se cachait dans la maison d'Avenelles et acquérait par ses propres yeux et par ses oreilles la preuve flagrante de la conspiration. Les dépêches de M. de

Vouzé avaient consterné le cardinal de Lorraine. Dans son effroi, il voulait faire un appel à tous les royalistes et à tous les catholiques de France. Son imagination éperdue lui suggérait mille expédients inutiles, ou puerils, ou cruels, pour échapper à tous les dangers qu'il rêvait et qu'il exagérait. Il avait la fièvre de la peur. Mais son frère, le duc de Guise, l'homme du monde qui s'étonnait le moins, calma le cardinal, l'exhorta au silence, l'assurant qu'il prenait tout sur lui et qu'il aurait raison des conjurés en leur laissant la sécurité et en les attendant militairement. Le prélat effaré, qui cédait toujours pendant les crises et qui n'exerçait son influence funeste qu'après, obéit sans peine à l'ascendant héroïque de l'aîné de sa maison.

Le duc de Guise, il faut lui rendre cette justice, ne fut pas ébranlé un instant. Il demeura impassible, selon son habitude, sur ce nouveau champ de bataille. Son premier soin fut de conduire le roi à Amboise, sous prétexte d'une partie de plaisir. Le cardinal, pour mieux donner le change, resta à Blois comme si la cour eût dû y revenir bientôt. En réalité, le duc de Guise n'avait choisi Amboise, la petite ville tragique aimée de Louis XI et ravagée par les guerres civiles, que comme une excellente place de combat aussi facile à défendre que Blois l'était à attaquer.

Sur ces entrefaites, Millet, deux fois convaincu, amena en poste le dénonciateur Avenelles. Ils furent interrogés par le cardinal de Lorraine. Le duc de Guise avait déjà quitté Blois. Avenelles répéta ses accusations et désigna un nouveau conjuré qui les confirma et les compléta. Ce conjuré, Linières, était un

gentilhomme dont les frères appartenaient à la reine mère en qualité d'officiers de sa chambre. Introduit inopinément dans le cabinet du cardinal, il se troubla. Le cardinal, qui s'aperçut de son émotion, n'épargna ni menaces ni promesses et obtint des aveux très-circonstanciés de ce traître. Le prélat courut à Amboise, afin de communiquer à son frère ces aveux qui lui permettraient de déjouer à coup sûr la conjuration.

Le duc de Guise en profita bien. Il s'aidait des moindres lueurs. Ceux qui le virent de près dans cette fournaise d'Amboise, tranquille en apparence, mais d'une activité dévorante, veillant à tout et à tous, ne purent s'empêcher de l'admirer. Il ne paraissait ni affairé, ni même préoccupé, sa démarche était aisée sans précipitation, et sa belle taille, souple et libre, ne pliait point comme celle du cardinal sous l'inquiétude des événements. Jamais le duc de Guise ne fut plus noble, plus imposant et plus serein que dans ces terribles conjonctures. Le petit portrait à l'huile qui reste de lui, et dont j'ai une copie, est de cette époque orageuse. François de Guise est grand et dégagé. Son port de tête est souverain. Son visage long, ascétique par une maigreur robuste, a été basané par le soleil, les voyages et la guerre. Son sourire est équivoque. Son menton clair-semé d'une barbe blonde comme ses cheveux annonce la fermeté, et son nez d'aigle, le commandement. Ses yeux d'une couleur douteuse entre le gris et le bleu lancent du feu dont les reflets éclairent un front vaste, et embrassent une figure qui serait froide sans la flamme des regards. Toute cette physionomie exprime l'intelli-

gence et l'audace ; elle révèle par une triple auréole le prince, le général et l'homme d'État.

Tel il se montra au milieu du déchaînement de tant de passions à Amboise. Il rassura les évanouissements de son frère, il électrisa ses partisans, il effraya la reine mère, il domina le roi, et il pourvut à toutes les nécessités de la situation, toujours maître de lui et des autres, toujours l'esprit présent, la décision fraîche et la main prompte.

Dès l'abord il donna à la conjuration le tour qui convenait le mieux à sa politique. Il essaya de la déshonorer en la caractérisant. Il la présenta comme une double révolte envers Dieu et envers la royauté. A l'en croire, et il répandit en France et en Europe cette opinion, elle avait sous tous ses voiles deux buts : renverser de fond en comble le catholicisme et la monarchie, les remplacer par le calvinisme et par la république. Il écrivit dans ce sens au connétable de Montmorency, l'engageant à interposer dans ce redoutable conflit l'autorité de son nom, de son expérience et de ses cheveux blancs. Il persuada à la reine mère d'attirer à la cour par des lettres amicales le seul homme dont il craignît le génie opiniâtre et profond, l'amiral de Coligny. Le duc de Guise pensait qu'une fois à Amboise et dans le cercle de la dictature, ce rival, terrible partout ailleurs, serait réduit à l'impuissance. Coligny ne balança pas à venir avec ses deux frères d'Andelot et le cardinal de Châtillon. Consulté à l'écart par la reine mère, l'amiral, loyal et sincère jusqu'au bord de ce volcan d'Amboise, déclara que tout le mal était dans le despotisme des

Guise et qu'il y fallait mettre un terme. Il conseilla comme solutions infaillibles une amnistie pour tout le passé, la convocation des États généraux, la promesse d'un concile prochain, et la concession inestimable de la liberté du culte protestant. Le chancelier Olivier était en tout cela d'accord avec Coligny.

Le duc de Guise fit décréter l'amnistie. C'était une mesure de clémence qui lui plaisait. Il espérait par cette bonté habile adoucir la férocity des passions publiques. Mais le cardinal inséra dans ce grand acte de réconciliation tant d'exceptions, qu'il le rendit inutile pour les opprimés et pour les oppresseurs. Les factions ne surent aucun gré aux princes lorrains de ce semblant de pardon. Tandis que le cardinal, après avoir envenimé l'amnistie, tremblait devant les luttes inévitables, le duc de Guise préparait une répression efficace. Il éloignait les officiers suspects, il s'entourait des généraux fidèles. Il mandait Jacques de Savoie, duc de Nemours, son intime ami, le maréchal de Saint-André, Cipierre, Villegemblain, le comte de Sancerre. Il faisait murer la porte du château qui donne sur le parc. Condé étant arrivé, le duc de Guise lui confiait la porte non murée du château en lui nommant pour état-major le grand prieur et les partisans les plus incorruptibles des princes lorrains, de sorte que Louis de Bourbon ne pouvait dire une parole, ni faire un geste qui ne fussent rapportés, et qu'il était environné d'hommes destinés moins à lui obéir qu'à le surveiller. Et toutes ces précautions ne satisfaisaient pas encore le duc de Guise. Quand il s'était couché, selon son habitude, avec un cérémonial

presque royal, il congédiait les seigneurs, les évêques, les maréchaux de camp qui avaient eu cet honneur d'assister au dernier acte de sa journée, puis il se relevait, et, accompagné de quelques gentilshommes sûrs, vêtu d'un manteau gris pour être moins remarqué, il parcourait la ville et les remparts, examinant avec attention, de sentinelle en sentinelle, s'il n'y avait nulle négligence dans le service et si tous ses ordres étaient exécutés. Ce n'est qu'après ces rondes nocturnes qu'il se décidait à se recoucher. Il s'endormait alors sur l'oreiller de sa prudence en recommandant de le réveiller à l'aube ou même avant, s'il survenait, soit une alerte, soit un courrier.

Pendant que le duc de Guise venait au gouvernement la vigilance et le flegme imperturbable qui lui étaient particuliers, La Renaudie se cachait au fond d'un mystère qu'il ne croyait pas dévoilé, et, de là, il se prodiguait à son œuvre sans relâche. Il commentait sous toutes les formes et sur tous les tons son discours de Nantes. Il avait convaincu les Églises et tiré d'elles des subsides; il avait entretenu les forts, soutenu les faibles, parlé, écrit, dépêché des émissaires dans les consistoires, dans les châteaux, partout où il fallait. Sa vie était un tourbillon. Il ne mangeait qu'une heure sur vingt-quatre; trois heures étaient consacrées au sommeil, les vingt autres à la conjuration. « Je me reposerai, disait-il, dans la victoire ou dans la mort. »

Le 6 mars 1560, il était à La Fredonnière avec cinq cents cavaliers et autant de fantassins d'élite. Il apprit seulement dans ce village que la cour avait

abandonné Blois et s'était retirée à Amboise. C'était de mauvais augure. La Renaudie persévéra néanmoins. Son audace croissait avec les plus mauvaises chances de la fortune. Il instruisit ses compagnons de la nouvelle qu'il avait reçue et il ajouta : « Que comptez-vous faire maintenant? — Vous imiter, s'écrièrent-ils tous dans un mouvement chevaleresque et religieux. — Eh bien, mes amis, achevons notre entreprise. Nous sommes dans un chemin où il est plus facile, moins dangereux et surtout plus glorieux d'avancer que de reculer. » Il leur adressa des exhortations qui correspondaient soit à leur honneur, soit à leur croyance, et il les invita à le rejoindre par détachements séparés à trois lieues d'Amboise, au château de Carrelière, où il allait les précéder.

Là, il y eut une délibération définitive. L'exécution fut irrévocablement fixée au 17. Maligny introduirait dans la ville d'Amboise soixante gentilshommes déguisés qui attendraient dans des caves un signe du prince de Condé. Un autre conjuré ouvrirait à trente de ses amis le château même, la demeure du roi, le repaire des Guise. Le baron de Castelnau, les capitaines Rannay et Mazères seraient, dès le 15, au château de Noisy tout proche d'Amboise. La Renaudie y coucherait le 16 avec tout ce qu'il pourrait rassembler d'hommes. Le lendemain 17, il tomberait sur Amboise, enlèverait la cité, le château, s'emparerait des Guise, ferait arborer sur la plus haute tour le drapeau moitié blanc, moitié noir, et, par ces couleurs de l'insurrection, il rallierait tous les conjurés qui ne se-

raient pas avec lui; il les attirerait de la campagne dans la ville, de la ville autour du palais, où il remettrait, avec l'agrément du roi et l'acclamation du peuple, le bâton du commandement au prince de Condé.

Ce fut le dernier plan, mais le duc de Guise le déjoua. Connaissant la piste des principaux chefs et la stratégie de la conspiration, il dépêcha, le 15, contre le château de Noisay, le duc de Nemours. Les capitaines Mazères et Raunay, sans aucune défiance, se promenaient au bas du château et au dehors à l'air libre, s'entretenant de leur vaillante entreprise, lorsque le prince, qui s'était avancé avec des précautions infinies, les surprit et les enveloppa. Castelnau, qui n'était pas loin, et qui s'aperçut du malheur de ses amis, n'eut que le temps d'expédier un courrier à La Renaudie et de se jeter dans le château, dont il fit barricader les portes et lever le pont. Le duc de Nemours emmena ses prisonniers à Amboise et repartut devant Noisay avec des forces plus nombreuses. Castelnau, qui n'aurait pu résister longtemps, mais qui aurait tenu peut-être jusqu'à l'arrivée de La Renaudie, eut le tort d'entrer en pourparlers. Le duc de Nemours lui ayant demandé pourquoi il était en armes contre le roi : « Ce n'est pas contre le roi, reprit Castelnau, c'est contre les Guise, les tyrans du roi et de la France, les oppresseurs des Églises protestantes, que nous avons tiré l'épée. Nous n'avons qu'un but tout à fait pacifique, c'est de pénétrer jusqu'à Sa Majesté et de déposer à ses pieds nos très-humbles remontrances, afin qu'elle chasse ses minis-

tres prévaricateurs et qu'elle mette un terme aux abus. »

Le duc de Nemours entendit ces plaintes sans colère. Profitant de l'issue qu'elles lui ouvraient, il répondit à Castelnau avec toute l'insinuation des princes de Savoie, et il eut l'art de lui persuader de quitter Noisay et de venir avec ses gens désarmés à Amboise. « Je vous présenterai moi-même au roi, dit-il, vous lui exposerez respectueusement ainsi vos griefs, après quoi vous vous retirerez où vous voudrez, et j'engage ma foi que pas un cheveu ne tombera de vos têtes. »

Par une aberration inconcevable, Castelnau, un homme sérieux pourtant et très-estimé de tous les partis, écouta ce conseil et suivit désarmé, avec ses gens désarmés, le duc de Nemours à Amboise. Au lieu d'être conduits au roi, ils furent arrêtés et logés dans les cachots. Le duc de Nemours protesta en vain. Il lui fut déclaré qu'il avait trop promis et qu'une telle capitulation outre-passait ses pouvoirs. Il s'adressa alors à la duchesse de Guise, la fille de madame Renée, l'amie d'Olympia Morata, la sœur de la Léonore du Tasse. Elle était toujours prête à fléchir les rigueurs et les fureurs. Elle sollicita vivement, pour l'honneur du duc de Nemours et pour la liberté du baron de Castelnau. Elle aurait peut-être réussi auprès de son mari, le duc de Guise, mais le cardinal de Lorraine la repoussa rudement. Tout prisonnier était pour lui une conquête qu'il ne lâchait plus.

Chaque jour était une mêlée. Le 16, le duc de Guise envoya le maréchal de Saint-André, Cipierre,

le comte de Sancerre et plusieurs autres officiers supérieurs battre le pays dans toutes les directions. Les troupes d'insurgés qui étaient rencontrées çà et là étaient immédiatement passées par les piques. On accrochait aussi aux arbres, à moins qu'il n'y eût des gentilshommes dont on souhaitât quelques révélations nouvelles. Dans ce cas, on se gardait bien de tuer les captifs; on les traînait brutalement aux prisons d'Amboise.

Cependant La Renaudie avait appris successivement la mésaventure des capitaines Mazères et Rannay, la reddition du château de Noisay, l'aveugle confiance de Castelnau, qui le privait d'un lieutenant très-brave et d'un poste militaire très-important. Il avait gémi de l'imprudence et des fautes de ses amis, mais il ne s'était pas laissé déconcerter. Il avait concentré autour de lui, le 16, le plus de conjurés qu'il avait pu. Le 17, il se mit en route avec une troupe déterminée qu'il comptait grossir des détachements d'insurgés qu'il attendait des provinces. Mais ils avaient été dispersés ou massacrés la veille par les généraux du duc de Guise.

Les chemins où marchaient La Renaudie et ses compagnons étaient des chemins de désolation. De distance en distance, cette troupe suprême, ces derniers conjurés reconnaissaient les cadavres de leurs amis pendus aux arbres ou couchés sans sépulture dans les fossés. La Renaudie, s'apercevant de la morne stupeur où ce spectacle plongeait ses compagnons, choisit des sentiers détournés pour les arracher à ces impressions et pour éviter toute embus-

cade. Il fortifiait les siens par son exemple et par les paroles qui lui échappaient. A un endroit où les victimes étaient plus nombreuses, il dit : « Leurs corps sont ici, mais leurs âmes sont dans le ciel des justes. » Puis il s'écriait, par intervalles, mêlant les psaumes à ses propres haines, et les prières aux malédictions : « Seigneur, secourez-nous. Eux, réprouvez-les dans votre colère, renversez-les dans votre fureur. Que nos ennemis soient confondus à jamais. » Et tous, pensant aux princes lorrains, répétaient à pleine poitrine les versets homicides. La Renaudie, ce jour-là, dit ce mot digne des anciens : « Nous avons des bras pour vaincre, mes compagnons ; si on nous les coupe, il nous restera toujours des cœurs pour mourir. »

Dans son ferme dessein de se rapprocher d'Amboise, il s'engagea dans le bois de Château-Renault. Comme le chevalier d'Albert Durer, eut-il au fond de cette forêt sinistre, sous les ramures sombres, à travers les entrelacements des branches, une vision funèbre ? Le spectre décharné, sur son coursier pâle, lui montra-t-il le sablier vide de la dernière heure ? Nul ne le sait, mais ce qui est certain, c'est qu'aucune crainte ne se trahit sur la figure de La Renaudie. Sa physionomie n'exprimait qu'une résolution, celle de vendre chèrement sa vie ; car il est probable qu'il n'espérait plus la victoire. Il était vêtu de deuil. Il montait un cheval des écuries du prince de Condé, et il portait à son casque le panache noir et blanc des conjurés. Son attitude était intrépide comme son cœur. (V. les estampes.)

Lorsqu'il déboucha du bois de Château-Renault, il reconnut Pardaillan qui le cherchait à la tête d'un escadron de choix. Pardaillan, un favori du duc de Guise, reconnut en même temps La Renaudie. Ils étaient cousins. Leurs pères avaient été frères d'armes, leurs mères s'étaient aimées. Ils avaient mangé et bu bien souvent à la même table de famille. Leur sang coulait en eux de la même source, et dans cette première fureur des guerres civiles, ils étaient altérés de ce sang, ils avaient soif de le verser.

Les catholiques de Pardaillan détestaient dans La Renaudie le séditionnaire, l'impie, l'hérétique, le chef d'une conspiration contre Dieu et contre le roi. Ils obéirent avec un élan fanatique au commandement de leur capitaine et fondirent sur les huguenots qui les chargèrent d'une fougue égale. Le combat fut aussi funeste que le choc avait été terrible. La Renaudie, partout présent, fit des prodiges de valeur et de tactique. Pardaillan, écumant d'ardeur, criait dans le carnage à son adversaire qui lui répondait. Avides d'un duel, ces hommes d'une même maison et de factions diverses coururent l'un sur l'autre et se rejoignirent. Blessé déjà, La Renaudie tomba sous son cheval. Le bras droit cassé, la jambe endolorie, il se releva à moitié, et Pardaillan, démonté à son tour, s'acharnant sur lui, La Renaudie lui enfonça son épée à travers le corps. Un serviteur de Pardaillan vengea son maître en lâchant un coup d'arquebuse à La Renaudie qui, se sentant perdu, trouva encore la force de tuer son meurtrier avant d'expirer.

Ainsi périt ce Catilina huguenot aussi astucieux, aussi éloquent, aussi déterminé que le Catilina romain, seulement plus religieux. Renversé sur la poussière, souillé de sueur et de sang, son visage martial, labouré de plis, était tiède encore des passions qui semblaient survivre. La contraction héroïque et farouche de tous les traits (V. les estampes) marquait l'effort d'une volonté véhémence comme l'ambition, fière comme le droit, inébranlable comme la croyance, supérieure à la fortune, même à la mort.

Les deux troupes, quoique privées de leurs chefs, continuèrent à se battre avec rage. Les protestants enfin, moins nombreux, traqués d'ailleurs de toutes parts, entourés d'ennemis visibles et invisibles, essayèrent peu à peu leur retraite que le bois favorisa. Les catholiques ne songèrent pas à l'inquiéter. Ils se replièrent sur Amboise, emportant avec eux le corps de La Renaudie, dépouille sanglante qu'ils se hâtèrent d'offrir au cardinal de Lorraine. Ce qui combla les vœux et la joie du prélat fut la saisie de presque tous les papiers de la conjuration et la prise de La Bigne, secrétaire de La Renaudie. Le cardinal se promettait de tout déchiffrer par La Bigne, en se servant, s'il le fallait, du bourreau pour hâter les confidences. Les Lorrains avaient vaincu et leur dictature n'avait plus de bornes. La jeune reine, Marie Stuart, les avait grandis encore en faisant nommer son oncle, le duc de Guise, lieutenant général du royaume, c'est-à-dire plus roi que le roi.

Les vengeance débordèrent. Le corps de La Renaudie fut hissé à une haute potence, au milieu du

pont d'Amboise, avec cet écriteau : *La Renaudie, chef des rebelles*. Après tant d'échecs successifs et le supplice posthume de leur guide héroïque, les conjurés étaient consternés, ils n'étaient pas domptés. Des tentatives désespérées furent faites même le 18, le lendemain du combat de Château-Renault. Hors de la ville, les capitaines Champs et Chaudieu; dans la ville, La Mothe et Cocqueville renouvelèrent, avec leurs compagnons encore en armes et en liberté, un soulèvement qui fut étouffé aussitôt. Presque tous ces généreux gentilshommes furent, les uns percés de l'épée, les autres brûlés dans les maisons où ils s'étaient retranchés.

Cette obstination enflamma les fureurs de la faction des princes lorrains. Il n'y eut plus de frein aux massacres. Rien n'était sacré, ni la vieillesse, ni l'enfance. Les femmes mêmes n'étaient pas épargnées. Quand on eut tué pour punir, on tua pour voler, et enfin, on tua pour tuer. Les rues étaient encombrées de lambeaux de chair humaine, les arbres des avenues et des promenades portaient des hommes comme des fruits. La Loire roulait dans ses flots rouges des prisonniers égorgés et jetés à l'eau soit isolément, soit attachés par six, par huit, par douze, à des perches qui soutenaient au-dessus de la rivière et dans toute sa longueur ces restes horribles destinés aux poissons. Les murs de la cité et des faubourgs étaient affreusement surmontés de cadavres, les uns décapités, les autres mutilés d'un bras, d'une jambe, ceux-ci nus, ceux-là revêtus de leurs uniformes, tout bottés et éperonnés. Le sang coulait des plaies

ouvertes et sillonnait tragiquement les parois jusqu'à terre. Le château lui-même n'avait pas été exempté de ces souillures. Il offrait de pareilles enseignes. Seulement les principaux des conjurés lui avaient été réservés. On avait détaché de la potence du pont d'Amboise le corps de La Renaudie, on l'avait coupé en quatre quartiers, qu'on avait exposés d'abord aux angles du pont, puis aux portes de la ville. Le tronc hideux de ce vaillant homme avait été arboré aux créneaux du château avec les tristes débris de ses compagnons les plus illustres. Chose effroyable ! c'est sous cette couronne de cadavres que le roi, la reine, les dames et les seigneurs de la cour des Valois dormaient, mangeaient, buvaient, dansaient et s'abandonnaient à des voluptés assaisonnées d'épouvantes. La musique des fêtes surpassait les cris, les gémissements, les sanglots des victimes que leurs parents, leurs amis n'osaient pas même reconnaître, tant ils craignaient qu'une larme ne provoquât une sentence de mort ! Une odeur infecte qu'on ne pouvait refouler comme le bruit des poitrines humaines, une odeur putride s'élevait du fleuve, de la grève, des ruelles, des places, des carrefours, descendait du toit royal, s'insinuait jusque dans la salle des festins, dans les galeries du bal, dans les alcôves impudiques et mêlait les vapeurs du carnage aux vapeurs et aux parfums des orgies. (V. les Mémoires, les estampes et surtout les planches VI et VII de Tortorel et de Perrissin.)

Les exécutions recommencèrent presque chaque jour pendant un mois. Cette petite ville d'Amboise à

jamais tragique était un vaste abattoir où les supplices privés succédèrent aux boucheries en masse.

Il y eut peu de procès. On dédaignait de juger. L'immolation pure et simple, sans aucune sorte de procédure, était seule assez rapide au gré du cardinal de Lorraine. Un murmure de la rivière qui noyait, un grincement de la corde qui pendait, un coup furieux de la dague ou du poignard qui transperçait jusqu'à la garde, voilà les arrêts qui furent prononcés, voilà toute la justice qui fut faite à la foule des conjurés.

Les chefs, ou ceux dont on attendait des éclaircissements, furent par exception interrogés.

La Bigne, le secrétaire de La Renaudie, déchiffra tous les papiers de la conjuration. Appliqué à la question, il n'éleva aucune charge contre le roi de Navarre, mais il reconnut que le prince de Condé était le *chef muet* de l'entreprise. Il déclara que les Guise étaient condamnés d'avance. Il ajouta, pour complaire à ces princes, que le roi lui-même, ses frères, les deux reines, devaient être assassinés, et la France transformée en république à l'exemple de la Suisse.

Les autres conjurés, Mazères et Raunay, entre autres, confirmèrent dans les tortures les dépositions de La Bigne, hormis en ce qui concernait la famille royale.

Mazères ne fit pas difficulté d'avouer qu'il s'était proposé et qu'il avait été accepté pour tuer le duc de Guise. C'était un aventurier hardi et bouffon que le capitaine Mazères. Avant de guider les Béarnais dans

l'entreprise d'Amboise, il était célèbre aux armées de Piémont par son courage et par sa gaieté. Il s'insinuait dans les bonnes grâces des généraux, et ; s'il lui arrivait d'enfreindre la discipline, ses jovialités spirituelles et gasconnes le tiraient d'affaire. Entre mille traits de sa façon, je n'en citerai qu'un : le prince de Melphe qui commandait l'armée française en Italie avant M. de Brissac était d'une sévérité proverbiale. Il punissait de mort tout acte de malfaite. Un soldat qui volait une pomme était aussitôt passé par les armes. Chacun se tenait pour averti. Un jour cependant, après un combat opiniâtre où il s'était distingué, le capitaine Mazères, revenant sous sa tente, rencontra une troupe d'oies. Son appétit était ouvert. « Mesdames, dit-il en s'approchant, voulez-vous souper avec moi ? » Et comme les oies s'enfuyaient en criant, le capitaine prétendit qu'elles consentaient et lui répondaient en leur langage : « Oui, oui. » Il les poursuivit donc, se saisit des deux plus grasses qu'il força de souper en sa compagnie. Le fait ayant été rapporté au prince de Melphe, il se courrouça d'abord, puis il se laissa fléchir et pardonna au capitaine Mazères, dont il connaissait l'humeur plaisante et bizarre. Pour un autre c'eût été la mort, pour lui ce ne fut qu'une prison de trois semaines dans la forteresse de Turin. Le prince fit dire au capitaine de ne pas récidiver, à moins qu'il n'eût envie de souper une autre fois avec les diables d'enfer.

Le duc de Guise avait aussi de la bienveillance pour le capitaine Mazères. Il l'avait distingué tou-

jours et il désira entendre sa défense. Mazères n'essaya point de se disculper. Il renouvela ses aveux. C'est lui qui avait la mission de tuer le duc de Guise. La longue épée de Mazères était étalée devant le chancelier parmi les autres pièces de conviction. Le duc l'examina fort attentivement et dit : « Capitaine Mazères, vous qui avez vu le monde et qui avez de l'expérience, comment avez-vous choisi cette épée ? elle est beaucoup trop longue. Pour tuer un homme en un tumulte une courte valait mieux. — Monseigneur, répondit Mazères, vous avez grandement raison. N'oubliez pourtant pas que j'avais affaire à vous. Je souhaitais de vous toucher à distance. Vous êtes si brave, qu'une pique ne m'eût pas semblé trop longue entre vous et moi. »

Cette réponse plut au duc de Guise, qui manifesta l'intention de sauver le capitaine, mais le cardinal s'y opposa violemment. Il arracha Mazères à la clémence de son frère et le poussa avec tant d'autres au gibet.

L'altier prélat se vengeait de toutes ses terreurs. Sa peur immense s'était changée en une ivresse de meurtres.

Il combinait les exécutions, les ordonnait, les multipliait. Il y assistait, et, ce qui est plus exécrationnel, il y faisait assister le roi, la jeune reine, les petits princes, toute la cour. Les après-dîners, pour désennuyer les dames, il les conduisait aux balcons, sur la terrasse, sur les plates-formes du château. De là, il montrait au roi la place tragique. Il insultait aux douleurs, il riait aux agonies. « Sire, disait-il, lors-

que des mots héroïques ou des malédictions échappaient aux martyrs, voyez ces insolents. L'orgueil les inspire et les possède encore sur les échafauds. Soyez certain que si votre justice ne les eût mis où ils sont, leur rébellion aurait attenté sur vous-même et n'aurait épargné ni votre État ni votre personne. » Tandis que le prélat donnait de telles leçons, et que les bourreaux officiels, vêtus de rouge comme lui, et d'un cœur moins féroce, pendaient les malheureux prisonniers, les noyaient, les brûlaient, les décapitaient, d'autres bourreaux, plus scélérats puisqu'ils étaient volontaires, des flatteurs du cardinal attachaient par les pieds leurs captifs à la queue de leurs chevaux les plus fougues et ils traversaient au galop l'emplacement des exécutions, brisant à chaque bond sur les cailloux du chemin les têtes de leurs ennemis et les défigurant jusqu'à la mort.

L'un des crimes du cardinal, c'est d'avoir applaudi à toutes les variétés des trépas. Mais son crime le plus atroce est d'avoir enfanté à la cruauté, par de tels spectacles, les jeunes princes qui furent plus tard Charles IX et Henri III, l'un né fou furieux, l'autre corrompu jusqu'à la moelle dès le berceau. Le cardinal de Lorraine, pendant ces saturnales d'Amboise, les dressa au sang et aux massacres. Il éteignit en eux toute pitié. Il en fit des chasseurs d'hommes. Il eouva autant qu'il était en lui ces règnes terribles et honteux où Charles IX porta toutes les fougues de son tempérament de feu, où Henri III déploya tous les raffinements abominables de son âme vicieuse et machiavélique.

L'une des victimes les plus regrettées fut le baron de Castelnau. Il ne plia point devant ses juges. Il parla longtemps de la conjuration et des conjurés sans désavouer ses principes religieux, sans accuser ses compagnons. Il chercha généreusement à disculper le prince de Condé dont il maintint la fidélité. Il interpella vivement le chancelier Olivier qu'il avait connu dans l'intimité de la famille. « Monsieur, lui dit-il, je vous plains. Il faut que l'ambition étouffe bien en vous la conscience. Ne vous souvenez-vous plus de la visite que j'eus l'honneur de vous faire à mon retour de Flandre? Dans la retraite et dans la disgrâce, sous l'humble toit de votre maison de Leuville, vous étiez bien plus grand qu'aujourd'hui sur votre siège de chancelier. Je vous racontai mes études de l'Écriture sainte et je vous confiai ma foi. Vous daignâtes l'approuver avec toute l'autorité de votre science et de votre caractère, me conseillant de suivre encore, pour me perfectionner, les écoles de Genève, et souhaitant que la jeune noblesse me ressemblât. Ah! monsieur, quelle honte! vous qui deviez mourir avec nous, c'est vous qui nous faites mourir. Mais Dieu vous punira, et soyez assuré qu'il ne tardera pas. Car c'est devant lui, devant le Dieu des opprimés que je vous ajourne avant que l'année soit révolue. »

Le chancelier, qui était calviniste dans le cœur, et qui avait été plusieurs fois outragé par les prévenus, resta confondu et tremblant sous les menaces de Castelnau. Lui, satisfait et comme soulagé par l'explosion de son indignation contre le chancelier et par

l'énergie de ses répliques aux princes lorrains, marcha fièrement à l'échafaud. Il en monta d'un pas rapide les degrés, et, cherchant du regard les Guise, qui se penchaient, avec toute la cour, aux fenêtres du château, il dit : « Vous êtes mes meurtriers, au mépris d'une capitulation sacrée. La parole du duc de Nemours, votre général, nous garantissait la liberté, à mes compagnons et à moi. Cette parole, il ne l'a point reniée, et c'est vous qui la violez en nous. Sachez que ce n'est pas contre le roi, mais contre vous, que nous avons couru aux armes. Nous ne sommes criminels de lèse-majesté que si vous êtes déjà rois de France. Alors, malheur à ceux qui nous survivront, et qu'ils avisent à se préserver de votre despotisme ! Pour moi, je serai bientôt à l'abri de ce danger, et j'en suis heureux. Oui, j'embrasse avec joie la mort et une autre vie, puisqu'elles me délivreront de vous. » Ce furent ses derniers mots avant l'éternel silence. Toute la cour s'était intéressée à lui, mais ni le duc de Nemours, ni la duchesse de Guise, ni la reine mère ne purent l'arracher au destin.

Un autre gentilhomme, célèbre par ses luttes dogmatiques et par ses vertus militaires, bon théologien et bon soldat, porta au comble l'émotion publique. Il s'appelait Villemongis. Paré comme pour une fête, il s'avança au-devant du martyr avec une résolution mêlée d'allégresse. C'était son meilleur combat. Parvenu au lieu fatal, un nuage de sombre colère couvrit ses traits à l'aspect du cardinal qui, du milieu des courtisans assis avec lui à un balcon du château,

se repaissait de supplices; Villemonais poussa un grand cri, un cri terrible. Il plongea ses deux mains dans le sang répandu autour de lui, puis, les relevant toutes pleines de ce sang précieux, il le jeta vers le ciel en disant : « Voici le sang innocent des tiens, ô Dieu juste, et tu le vengeras ! » Plus calme après cette prière homicide, il se livra intrépidement au bourreau.

La duchesse de Guise, qui était là, fut saisie d'horreur. Incapable de dominer son émotion, elle se retira brisée et consternée chez la reine mère, qui désapprouvait aussi cet excès de rigueurs, non par sentiment, il est vrai, mais par habileté. La duchesse, étant tombée presque évanouie dans un fauteuil, se ranima peu à peu, racontant ce qu'elle avait vu et entendu : « Ah ! madame, dit-elle, que deviendrons-nous ? quel orage de haine s'amasse sur notre nom et sur la tête de mes enfants ! » La duchesse fut obsédée de fantômes pendant cet affreux séjour à Amboise. Tout lui était prévision, épouvante. On rapporte qu'elle n'apercevait pas sans tristesse cette Loire immense et formidable dont les partis avaient fait un sépulcre. Elle pensait involontairement aux innombrables victimes ensevelies au fond de cet élément si paisible à la surface, mais qui cachait dans son cours tant de mystères d'iniquité. Peut-être aussi, — le cœur des mères n'est-il pas prophète ? — la duchesse sondait-elle l'avenir ! Peut-être elle pressentait que le fleuve, insatiable sous ses vagues tranquilles, dévorerait les pauvres cendres de ses deux fils égorgés, puis consumés ! Peut-être écoutait-elle de loin, du côté de

Blois, leurs âmes fraternelles s'embrasser dans un gémissement, et ce gémissement des enfants de ses entrailles se confondre avec le monotone sanglot de la rivière, entre les grèves dévastées !

Le sein de la duchesse était tout gonflé de soupirs, tout rempli d'amertume ; le supplice de Villemongis fut la goutte de sang qui le fit éclater et déborder. La désolée princesse se plaignit par lettres à sa mère, Renée de France, la protectrice des libres penseurs ; elle se plaignit de vive voix à la reine Catherine de Médicis, sa confidente, qui accueillait bien toute chance d'échapper à la domination des princes lorrains. Elle se plaignit surtout au duc de Guise, son mari. Le duc avait été lent à la pitié. Par calcul, il voulait enfin limiter le théâtre de l'insurrection. Il craignait de l'étendre à toute la France par des barbaries opiniâtres. Il désirait arrêter le double incendie politique et religieux qui menaçait d'embraser Paris et les provinces, et qu'il n'avait éteint que sur un point. Il sentait le danger de pousser à bout les Châtillon, dont l'indignation transpirait même à Amboise, le connétable, qui grondait à Écouen, et le roi de Navarre, qui recrutait des forces en Béarn. Les larmes de sa charmante femme achevèrent d'entraîner le duc de Guise, quoique trop tard pour son honneur et pour sa magnanimité naturelle. Il résolut donc de mettre un terme aux fureurs et de refuser à son frère, soit le prolongement du carnage légal, soit la tête du prince de Condé, la dernière, la plus grande proie que convoitât l'ambition féroce et inassouvie du cardinal.

LIVRE ONZIÈME

Le prince de Condé. — Son arrestation. — Son défi chevaleresque devant le conseil. — Réponse du duc de Guise. — Condé quitte la cour. — Il se rend à la Ferté, puis à Poitiers, où il se déclare huguenot. — Fière attitude de Condé en Gascogne, de Coligny en Normandie, du connétable au parlement. — Les partis. — Le chancelier Olivier. — Sa faiblesse, sa mort. — Michel de L'Hôpital. — Sa vertu, son habileté. — Il esquivé, par l'édit de Romorantin, l'inquisition espagnole.

Depuis son arrivée à Amboise, Louis de Bourbon était dans un état violent. Franc et loyal comme un soldat, les conjonctures le contraignaient à des dissimulations de diplomate. Son audace était enchaînée. Il lui fallait recourir à la ruse, mentir avec la facilité d'un prêtre ou d'une femme, lui un Condé. Quand il était prudent, il s'accusait de lâcheté. Mais il ne réussissait qu'à demi. Au milieu de ses plus grands efforts, un regard, un geste, un mot le trahissait. Pour ne pas suffoquer, la nature criait en lui par moments.

Le duc de Guise lui avait confié le commandement d'une des portes du château. Mais le prince s'aperçut bientôt qu'il n'avait pour état-major et pour armée que des créatures du grand prieur, son lieutenant. Et c'était avec « cette engeance détestable des Guisians, » ainsi les nommait-il, qu'il attendait l'épée au poing, prêt à les combattre, lui le *chef muet* de la conjura-

tion, ses partisans et ses amis ! O situation désespérée ! Aussi, quoiqu'il fût de son mieux bonne contenance, son front était menaçant, sa voix rauque, brève, et des éclairs lui jaillissaient des yeux dans cette fosse aux lions où il s'agitait.

Plus tard, lorsque les vaincus furent décapités, pendus, trainés à la queue des chevaux, un jour que Condé se trouvait dans un des salons du château, des seigneurs de l'intimité du cardinal invitèrent le prince à regarder quelle justice le roi rendait aux factieux. Après avoir résisté longtemps à ces barbares importunités, Condé se résigna soudain à cette épreuve. Mais il avait trop présumé de lui. Il ne supporta pas silencieusement l'aspect odieux des tortures subies par les conjurés. Il ne fut pas plutôt à la fenêtre que la vue de cette place où ses amis expiraient dans les angoisses, où les bourreaux triomphaient, le jeta hors de toute réserve. S'oubliant lui-même et ne songeant qu'aux martyrs, bravant les espions qui l'observaient, les dangers qui l'entouraient, saisi d'une ardente commisération, son cœur éclatant dans sa voix, il s'écria : « Comment le roi est-il donc conseillé, qu'il permette la tuerie de tant de gens de bien, qui furent dans le passé et qui auraient été encore dans l'avenir le rempart vivant du trône et de la France ? » Ces paroles imprudentes, mais généreuses, furent rapportées au cardinal qui les nota dans sa mémoire plus ineffaçablement que sur l'airain.

Peu à peu cependant les dépositions des conspirateurs ayant compromis le prince qui se compromet-

tait si témérairement et si noblement lui-même, le château d'Amboise lui fut assigné comme prison.

Le prévôt de cette résidence royale, La Trousse, vint lui annoncer sa captivité et arrêter dans l'appartement de Condé le grand écuyer du prince : il se nommait de Vaux. C'était un homme intelligent, dévoué et ferme. Accusé d'avoir fourni à Maligny le meilleur cheval des écuries du prince, il ne nia point le fait. Il convint que ce cheval, d'une vigueur incroyable, avait porté en une heure le jeune conjuré à six lieues d'Amboise. Mais il déclara qu'il avait agi à l'insu de son maître, par un sentiment d'humanité envers un seigneur qui avait l'honneur rare d'être parent de la maison de Condé. Malgré cette justification, le prévôt emmena le grand écuyer, après avoir averti le prince que le roi désirait lui parler.

Condé, qui était encore au lit, s'habilla et se présenta au lever royal. François II le reçut d'un air irrité. Il lui dit amèrement que tous les conjurés le reconnaissaient pour leur chef et que cette sédition était un attentat irrémissible de lèse-majesté. « Monsieur, ajouta-t-il avec une colère croissante, je ferai examiner les dépositions, et si elles sont fondées, je vous apprendrai ce que c'est que de s'attaquer au roi de France. »

Condé qui s'attendait à tout ne changea pas de visage. Il supplia d'un ton respectueux et hardi François II de mander tous les chevaliers de l'ordre, les ambassadeurs, les ministres du conseil privé, afin que, s'il ne se justifiait pas à la satisfaction universelle

devant cette auguste assemblée, son procès fût instruit dès lors sans retard et sans merci.

Le roi prit au mot le prince. Il lui dit rudement qu'il serait entendu le soir même, que justice lui serait faite, et il le congédia.

La reine mère eut à son tour chez elle une entrevue avec le prince de Condé, en présence du cardinal de Lorraine. Le prince montra la même assurance que devant le roi. Catherine de Médicis énuméra contre lui avec une douceur étudiée toutes les accusations arrachées aux prisonniers. Elle engagea Condé à désavouer publiquement toute complicité et toute amitié avec des factieux qui mettaient sa vie en danger. Le prince n'eut pas une tentation de lâcheté. Il était décidé à se séparer, à se distinguer de ses malheureux compagnons de révolte, mais, pour rien au monde, même pour se sauver, il n'aurait consenti à les flétrir. Il demeura donc sourd aux perfides insinuations de la reine mère, comme il avait été impassible devant les emportements du roi. Il se contenta de dire qu'il saurait bien confondre ses calomniateurs. Le cardinal de Lorraine, se mêlant alors à la conversation, exhorta le prince de Condé à ne pas négliger les avis de la reine : « Car, ajoutait-il, les charges que vous aurez à repousser sont unanimes et accablantes. — En doutez-vous, reprit-il, sur un signe d'incrédulité du prince ? Rien ne sera plus facile que de vous convaincre. Entrez dans le cabinet voisin, je vais mander ici des prisonniers et vous entendrez sur vous leurs témoignages. — Monsieur, s'écria le prince avec hauteur, ma qualité ne

me permet pas de me cacher et elle vous défend d'interroger contre moi. Mais vous, qui n'avez pas à faire respecter en votre personne le sang royal, établissez-vous dans cette pièce dérobée, souffrez que j'appelle le premier passant, et c'est vous qui apprendrez ce que l'on pense de vous et de votre frère. »

L'expédient du cardinal, si âprement retourné contre lui avec un dédain de plus, envenima ses projets de vengeance. Quelques minutes après, par ses ordres, La Trousse retournait dans l'appartement de Condé, afin d'y découvrir soit des armes, soit une pièce écrite qui serait devant le roi et devant les juges du prince une preuve flagrante de culpabilité. La Trousse avait fouillé partout sans apercevoir aucun dépôt d'armes et il se disposait, malgré quelque résistance des serviteurs, à examiner les correspondances diverses, lorsque le prince arriva. Il eut beaucoup de courtoisie pour La Trousse. Il ouvrit lui-même sa cassette dont il abandonna tous les papiers au prévôt. La Trousse ne parcourut ces papiers que superficiellement, soit qu'il désespérât d'en extraire rien d'important, soit qu'il fût touché de la politesse du prince, soit qu'il le ménagéât pour l'avenir. Dès qu'il eut fini, il se hâta de se retirer.

Cependant, avant que le tribunal de notables sollicité par Condé lui-même fût réuni autour du roi, le duc de Guise débattait avec son frère et avec la reine Catherine la conduite que devait tenir le gouvernement. Le cardinal opinait pour la mort, la reine mère flottait indécise ; mais le duc, dont le génie avait de droit divin le commandement et qui avait trop cédé la dic-

tature à son frère, la revendiqua. Il n'eut pas de peine à prouver à la reine combien la douceur était nécessaire envers Condé après tant d'exécutions, et quand il aurait subi la double humiliation de la captivité et d'une défense suppliante devant le conseil. Quelle que fût d'ailleurs l'attitude du prince et malgré l'opiniâtre rigueur du cardinal, le duc, persuadé qu'il ne fallait pas pousser aux extrémités les Châtillon, le connétable de Montmorency et le roi de Navarre, déclara fermement que, dans cette conjoncture, la clémence était la meilleure et même la seule politique.

Ces intentions du duc de Guise étaient ignorées. L'amiral de Coligny essaya, dans un entretien particulier avec la reine mère, de l'émouvoir en faveur du prince de Condé. Elle écouta volontiers les raisons de l'amiral. Elle fit un pas de plus dans l'indulgence, non par vertu, mais par calcul, afin de se créer un prétexte de rupture avec les Guise et d'alliance avec les Bourbons. Elle commençait à jouer son jeu italien d'intrigues, tandis qu'autour d'elle tout était en flammes. Les factions étaient plus que jamais déchaînées. Amboise n'était plus un champ de bataille, mais un volcan. La cour et la ville étaient frémissantes. On s'attendait à une catastrophe. Les plus modérés avaient la fièvre. On craignait tout des rancunes et des emportements du cardinal de Lorraine, de la faiblesse réelle et de la colère factice de François II surexcité par de mystérieuses terreurs. Les partisans de la maison de Condé étaient plongés dans la consternation. Les plus hardis tremblaient.

Le prince, quoique très-inquiet, ne se découragea point. Il montra bien en cette circonstance que son cœur était trempé pour le péril. Le nœud de la situation semblait vraiment inextricable ; Condé ne chercha pas à le dénouer, mais, en héros qu'il était, il le trancha à la manière des héros.

Quand l'heure du conseil eut sonné, quand le roi fut assis sur son trône et sous son dais, quand toute l'assemblée impatiente et attentive fut en séance, la grande porte s'ouvrit, et Condé qui, par ordre du duc de Guise, avait été délivré de ses gardes, entra d'un pas rapide et prit sa place accoutumée. Il s'inclina profondément devant François II et la reine mère, salua familièrement Coligny, d'Andelot et quelques autres, puis relevant la tête et regardant les Lorrains en face : « Sire, dit-il, je remercie très-humblement Votre Majesté d'avoir daigné convoquer tant de seigneurs pour entendre ma justification. Vous m'avez averti ce matin que plusieurs m'accusaient d'être le chef de séditieux qui auraient conspiré contre votre vie et contre votre couronne en ces derniers temps. Cette calomnie témoigne assez que j'ai des envieux autour de Votre Majesté ; je leur dois une réponse, sire, en votre présence et devant cette bonne compagnie. Or, cette réponse la voici : Vous, mon souverain et seigneur excepté, excepté aussi les princes vos frères, la reine votre mère, la reine votre épouse et sauf leur révérence et la vôtre, j'affirme que mes accusateurs ont menti par la gorge fausement et impudemment. Je veux bien pour cette fois uniquement avoir une condescendance inouïe et me dé-

pouiller de ma dignité de prince du sang que je ne tiens de personne sur terre mais de Dieu qui m'a fait naître de ma souche; je veux bien défier mes ennemis en champ clos, comme si j'étais leur égal, afin de leur prouver à la pointe de l'épée et de la lance que je suis innocent, qu'ils ne sont, eux, que poltrons, canailles, traîtres à la maison de France dont je suis, et que j'ai plus d'intérêt qu'eux à défendre et à honorer. Voilà ma réponse, ajouta-t-il avec un redoublement de passion, en plongeant ses yeux dans les yeux du duc de Guise, voilà ma réponse et, s'il en est un seul ici qui ait osé cette calomnie ou qui la maintienne, je le somme de se déclarer et de m'en donner à l'instant satisfaction. »

Ce discours si imprévu, cette provocation téméraire, cet outrageant défi, cette menace chevaleresque dans l'accent, dans le geste, dans la physionomie, frappèrent l'assemblée de stupeur. Un frisson court des conseillers au roi. L'étonnement est universel, les passions fermentent. Le cardinal de Lorraine se trouble, les deux partis s'observent dans un silence farouche. Que va répliquer le duc de Guise? C'est lui qui est l'insulté. Tous, protestants et catholiques, sont suspendus à ses lèvres. Lui, calme au milieu de cet orage, immobile, la contenance fière, le visage assuré, le front serein, l'accent sonore, mais sans que la susceptibilité de l'homme de guerre altère en l'animant le timbre grave de l'homme d'État : « Monsieur le prince, dit-il, a toute raison de se plaindre. Les bruits qui circulent sur sa participation aux révoltes ne se peuvent supporter plus longtemps.

Ils sont autant d'imputations mauvaises. Quant à moi, loin de les accueillir ou de les appuyer, monsieur, dit-il encore en s'adressant au prince, si vous en venez à un combat, je m'estimerai heureux d'être votre second et de soutenir votre innocence l'épée à la main. »

Ce fut une nouvelle surprise, une surprise plus grande que la première. Plusieurs regrettèrent qu'un élan du duc de Guise pareil à celui du prince de Condé n'amenât pas entre eux un duel à jamais mémorable. Les autres, qui avaient admiré l'explosion de Condé, admirèrent le sang-froid si difficile, et cette possession imperturbable de son âme que montra le duc de Guise dans la toute-puissance, sans que rien pût déconcerter en lui cette vertu des forts, sans que l'injure même le jetât hors du cercle précis que sa politique avait tracé d'avance. Le cardinal de Lorraine, inférieur au prince en courage et à son frère en habileté, désolé intérieurement du tour qu'avait pris le débat, fit signe à François II de clore la séance. Le roi obéit en descendant de son trône. La reine mère se joignit à son fils pour complimenter le prince et le duc sur leur réconciliation. Condé s'efforça d'exprimer un peu de reconnaissance au duc de Guise; il balbutia même au cardinal de Lorraine des paroles de paix que démentait son cœur. Le moment était excellent pour lui. Il le saisit en priant le roi de permettre qu'il se retirât dans une de ses maisons, afin de vaquer à l'expédition de ses affaires qui souffraient de son absence. Il promit de revenir bientôt à la cour, sollicitant de Sa Majesté pour grâce sou-

veraine qu'elle le considérât désormais, de près ou de loin, comme un fidèle parent et loyal sujet, à la vie et à la mort. Toutes ses demandes lui furent accordées.

Le prince ne perdit pas une minute. Il se prépara toute la nuit à son départ, et, le lendemain, il quitta un château et une ville où il n'aurait pas été longtemps en sûreté, où il avait trouvé la prison au lieu du pouvoir et où il avait senti, dans son impuissance d'agir, et dans le spectacle des supplices infligés à ses amis, toutes les tortures de l'enfer.

Lorsqu'il eut traversé les rues presque pestilentielles et qu'il eut atteint les dernières mesures du faubourg, il aperçut cinq têtes défigurées de ses compagnons sur leurs poteaux funèbres. Toute l'escorte de Condé tressaillit. Le prince se découvrit respectueusement devant ces tristes restes et poursuivit son chemin dans une farouche et silencieuse agitation. Chacun des jours qu'il passa sous son toit, il chassa plusieurs heures, galopant par les ravins et les forêts, fatiguant ses plus robustes serviteurs et ses meilleurs chevaux, comme s'il se fût efforcé de faire ainsi diversion à ses pensées tumultueuses, à ses poignants souvenirs. Dès Amboise, il avait eu l'intention d'aller en Béarn où il serait à l'abri des Guise. Après une courte apparition à la Ferté, il en repartit soudain. Pour donner le change aux espions qui l'entouraient, il envoya ses équipages à Blois, feignant par ce stratagème de retourner à la cour. Il les rejoignit dans cette ville ; mais, au lieu de continuer sa course dans la direction d'Amboise, il tourna brusquement vers

Nérac par la route de Poitiers. Le prince était en proie à une fureur sourde qui n'échappa à personne. Les massacres d'Amboise l'obsédaient. Trompé dans ses desseins, blessé dans ses affections, frappé dans ses espérances, vaincu, bravé, moqué peut-être dans sa fuite, il remuait au fond de son cœur tous les plans, toutes les foudres dont il pourrait écraser ses adversaires. Le démon de la guerre était en lui.

Le hasard lui ayant fait rencontrer à Poitiers Genlis, très-attaché à la maison de Guise, il lui demande où il va. Genlis lui répond qu'il se rend à Amboise. « Soyez alors mon messenger, répond le prince. Dites au roi, aux deux reines et à vos Lorrains que je suis tout dévoué à Leurs Majestés, mais dites-leur bien aussi que je suis huguenot. J'ai profondément réfléchi et je leur laisse les momeries romaines. Moi, j'y renonce, et la messe ne me verra plus. » Ce fut la première profession de protestantisme risquée par le prince de Condé. Il avait été depuis longtemps instruit par Théodore de Bèze, travaillé par les Châtillon; pourtant il ne se déclara qu'à Poitiers, dans toute la fermentation des passions politiques. La conscience fut sans doute le principal élément de sa foi nouvelle, mais c'est la haine inextinguible, ce sont les ressentiments implacables, l'ambition sans bornes, qui firent de cette lumière un feu dévorant. Le prince, dans tout l'embrasement de ses ressouvenirs, était heureux de lancer par les mains de Genlis cette flèche empoisonnée à ses ennemis. « Dites bien, répétait-il en congédiant ce gentilhomme, dites bien au roi et aux deux reines que je

suis leur serviteur ; mais, par le ciel, dites-leur et dites aussi aux Guise que je suis bon huguenot , que j'entends être libre sur la religion, et qu'ils tiennent cela pour certain. »

Genlis continua son voyage vers Amboise, et Condé vers Nérac. Le prince avait brûlé ses vaisseaux en se proclamant calviniste. Il était tout ensemble compromis et soulagé. Il cheminait à petites journées et chassait de temps en temps le long de la route sans réussir à se distraire. Un tourbillon furieux l'entraînait déjà. Le mirage de l'inconnu l'attirait puissamment. Il était consumé de toutes les ardeurs de la guerre civile. Le sang chaud de sa race, le sang impétueux des Condé lui montait du cœur à la tête comme un vin trouble et fumeux, le précipitant dans mille résolutions : les unes possibles, les autres désespérées, toutes héroïques. Le prince parvint ainsi à Nérac. Il s'emporta contre son frère qui avait taillé en pièces, dans l'Agenois, deux mille insurgés de la conjuration de La Renaudie. Condé reprocha vivement à Antoine de Bourbon cette cruauté ingrate, cette flatterie barbare dont l'unique motif était le lâche désir de se raccommoder avec les Guise. La colère généreuse du prince, la nouvelle de sa conversion au protestantisme dans ce pays protestant, sa renommée de courage, l'audace de ses desseins que l'on pressentait, rallièrent autour de lui des troupes de gentilshommes prêts à tout affronter pour leur ambition ou pour leur foi. Il eut une cour à Nérac, où il était plus roi que le roi son frère, le faible et voluptueux Antoine de Bourbon.

Les Châtillon ne demeurèrent pas longtemps à Amboise, après le départ du prince de Condé. La reine mère n'avait cessé d'avoir pour eux les attentions les plus délicates. Lorsque l'amiral prit congé de cette princesse, elle redoubla ses assurances d'amitié. Elle lui promit de l'entretenir dans les bonnes grâces du roi. Elle couronna même tous ses manèges par une marque de haute confiance. Elle fit charger Coligny d'apaiser les désordres de Normandie en le priant de lui mander ensuite avec franchise son opinion sur ces désordres et sur les moyens de remédier au même mal dans tout le royaume. L'amiral, enchanté d'une double mission qui lui offrait deux grands biens à accomplir, se hâta d'aller en Normandie. A son nom, à sa voix, toute la province rentra dans le devoir. Cette tâche glorieusement remplie, Coligny écrivit à la reine mère que la province où elle l'avait envoyé était tranquille, mais que la cause des révoltes y subsistait encore autant que dans toutes les autres provinces de France. Cette cause flagrante, selon l'amiral, était la dictature des Guise. Ces princes, disait-il, seront toujours odieux aux Français comme étrangers, et aux protestants comme persécuteurs. La reine fut ravie de la rudesse de l'amiral. Elle lut la lettre aux Guise pour les inquiéter et pour accroître sa propre importance. Elle ne réussit qu'à augmenter contre elle les défiances des princes lorrains et leur haine contre Coligny qui ne fut pas trompé en cette circonstance. Sachant bien que le secret ne lui serait pas gardé, il avait laissé sa conscience parler stoïquement aux Guise sous le couvert de la reine.

Le connétable de Montmorency ne contenta pas plus les princes lorrains que son neveu l'amiral de Coligny. Il reçut à Chantilly une lettre de François II par un courrier extraordinaire aux livrées royales. Cette lettre lui enjoignait d'apprendre au parlement, avec une solennité officielle, la répression du tumulte d'Amboise, « abominable trahison, disait le roi, qui tendait à la subversion de mon État par ma mort et par celle de toute la maison de France, ou du moins à un tel abaissement de mon autorité qu'elle eût été à la merci de mes sujets et que de maître je serais devenu valet. » Le connétable ne donna pas dans le piège que lui dressait le cardinal de Lorraine, le véritable auteur de la lettre. Il réunit le parlement, mais par une adresse de vieux politique, il évita de faire entendre que l'entreprise eût été dirigée contre la famille royale. Au grand déplaisir du duc de Guise et du cardinal de Lorraine, il les mit seuls en question, insinuant que les attaques furieuses de la sédition n'avaient pour but que de les renverser, les louant du reste d'avoir réduit avec autant d'énergie que de promptitude cette émeute à main armée et d'avoir sauvé le gouvernement du roi. Le parlement, travaillé par les princes lorrains, décerna au duc de Guise le glorieux titre de « conservateur de la patrie. » Mais le duc fut moins flatté d'un tel honneur qu'offensé de ce qu'il appela hautement la duplicité du connétable. Il rejeta dédaigneusement les éloges perfides de Montmorency, ne se contraignant pas de dire qu'il n'en avait pas besoin et qu'il s'en serait bien passé.

Le tumulte d'Amboise, on le voit, ne termina rien ; il commença tout , au contraire. Il est le prélude tragique de nos guerres religieuses.

Les Guise sortirent de ce cratère triomphants, mais blessés. La cruauté du cardinal avait beaucoup nui à la cause catholique, plus peut-être que ne l'avait servie l'héroïsme du duc son frère qui, lui aussi, avait été prodigue de sang. Les princes lorrains ne comptaient qu'à demi sur l'opinion publique de la France et de l'Europe. Tout vainqueurs qu'ils étaient, ils adressèrent aux gouverneurs des provinces et aux souverains étrangers des lettres fort diplomatiques où ils racontaient la conjuration et où en même temps ils annonçaient un concile national pour la réforme des scandales de l'Église. Cette concession leur était arrachée par la fière attitude des partis.

Montmorency s'appuyait fermement sur la noblesse française presque tout entière hostile aux Lorrains. Les Châtillon, encore vibrants de l'horreur des supplices dont ils avaient été les témoins impuissants, répandaient comme une flamme leur indignation parmi les huguenots. L'amiral de Coligny, la grande tête des réformés, songeait à couvrir de l'amitié de Catherine et du nom de Condé les intérêts et les progrès de la liberté religieuse. La reine mère, que les princes lorrains avaient trop courbée, était pour eux une alliée équivoque et négociait avec leurs ennemis. Le prince de Condé, que la magnanimité du duc de Guise avait rendu aux conspirations, était plus dangereux, depuis qu'à Poitiers il avait renoncé hautement à la messe dans sa rencontre avec Genlis.

L'horizon s'assombrissait tous les jours davantage et voilà pourquoi les Guise, après avoir abusé de la force, usaient maintenant de la politique.

La doctrine de Calvin et de Bèze était alors accueillie comme tout ce qui est nouveau, conquérante comme tout ce qui est jeune. Les protestants se multipliaient par la persécution même. Le sang de leurs martyrs, qui teignait les pavés des places publiques, arrosait en coulant les racines de leur foi et la grandissait jusqu'au ciel, tandis que ce sang retombait en pluie d'anathème sur les oppresseurs, sur le duc de Guise et sur ses enfants, sur François II, sur la belle Marie Stuart, sur les petits princes qui furent plus tard Charles IX et Henri III et qui prenaient, dès cette époque néfaste, trop d'amusement aux échafauds. Quelques gouttes rejaillirent aussi sur la simarre du chancelier Olivier et la tachèrent à jamais. Noble, généreux et pur, coupable seulement d'entraînement et de faiblesse, il ne se consola point et le remords le tua vite. Quiconque a vu le portrait du chancelier devine d'un coup d'œil toute la destinée de ce grand magistrat, sa vie, ses illusions et sa fin lamentable qui témoigne bien plus de sa vertu que de ses fautes. Le portrait d'Olivier est un des plus expressifs du seizième siècle. Ces yeux sont assez perçants pour tout pénétrer, ce front assez vaste pour tout comprendre, cette bouche assez éloquente pour tout persuader. Seulement, il y a entre les deux sourcils un enfoncement et comme une défaillance qui, jointe à la mélancolie peu virile du visage, indique avec l'ensemble de la physionomie

palpitante, nerveuse, plus de génie que de volonté. Tous les dons de l'esprit et du talent éclatent sur cette toile, mais il y manque un caractère. Sous cette majesté imposante, il y a une sensibilité de femme. De là, les séductions d'Olivier; de là son élévation, ses succès et sa ruine.

Il était né d'une humble famille de la bourgeoisie. Son grand-père était procureur à Bourgneuf, près de la Rochelle. Son père s'était fixé à Paris et, par son mérite supérieur, était devenu premier président du parlement.

Olivier dépassa cette fortune. Des facultés plus transcendantes et un meilleur point de départ le portèrent à un plus haut rang dans l'État. Marguerite de Navarre l'avait fait son chancelier; le roi François I^{er} l'ôta à sa sœur et le fit chancelier de France. Olivier était digne de cette fonction. Elle ne fut pas pour lui une sinécure. Son intégrité, sa parole prophétique, sa profonde érudition, sa philosophie large, ses beaux instincts de tolérance religieuse, ses qualités pratiques rares chez un homme d'un si vaste esprit, trouvèrent leur théâtre et leur emploi dans cette suprême magistrature.

Le droit et l'équité fleurirent sous son administration. Il n'était pas moins accessible aux petits qu'aux grands, attentif uniquement à l'application impartiale de la loi sans acception de personnes. Il diminua beaucoup le nombre des meurtres si fréquents alors, en améliorant l'organisation de la police judiciaire et les conditions des ports d'armes. Il réprima le charlatanisme des truands, pacifia la mendicité et,

par de sages mesures , facilita tous les élans de la charité publique et privée. Gardien sévère des deniers du peuple, il s'opposait aux mauvais impôts. Il combattait dans les limites de ses prérogatives les prodigalités royales. Il fut odieux aux favoris et à Diane de Poitiers, importun même à Henri II. Ses ennemis attendirent une occasion de le renverser. Elle se présenta. Le chancelier fut atteint d'une ophthalmie qui ralentit momentanément l'expédition des affaires. On réclama de lui sa démission ; il la refusa. « J'ai conquis, dit-il, mon inamovibilité par trop de travaux pour y renoncer, mais tout en gardant l'honneur de mon titre, j'en résigne sans peine l'argent et les fonctions actives. » Il écrivit au roi et lui fit part de cette résolution. Le roi circonvenu prit au mot le chancelier auquel il ne laissa qu'un vain diplôme. Il confia le pouvoir réel à Bertrandi, qui, sous le nom de garde des sceaux, fut établi le chef suprême de la magistrature. Ce Bertrandi était un flatteur de Diane, une créature du parti catholique. Instrument docile, pour prix de ses complaisances aux dilapidations de la cour et de ses persécutions contre les huguenots, il fut appelé plus tard à l'archevêché de Reims.

Cependant Olivier s'était retiré dans sa terre de Leuville, près de Montlhéry. La reconnaissance universelle l'y suivit. La disgrâce lui donna un nouveau lustre. Entre autres hommes éminents qui l'entourèrent de respect et qui ne craignirent pas de lui exprimer leur enthousiasme, il faut compter Michel de L'Hôpital. Disciple et admirateur d'Olivier, il ac-

courut à Leuville, auprès du vénérable exilé, qu'il tint longtemps pressé contre sa poitrine. Vivement attendri, Olivier, montrant sa simple demeure, dit : « Ce n'est pas ici l'hôtel du ministère, c'est bien mieux, c'est le rendez-vous des amis courageux et fidèles. — Cette humble résidence, depuis que vous y êtes, s'écria L'Hôpital, est le sanctuaire de la justice. »

Le chancelier Olivier vécut en sage dans l'asile modeste où l'avait relégué sa vertu. Il s'y occupait du soin de ses fermes, des embellissements de sa maison et de son jardin. Il y cultivait surtout les bonnes lettres dans lesquelles il excellait, et qui, après avoir été les nourrices de sa jeunesse, étaient les consolatrices de son âge mûr. Il explorait en tout sens le droit romain, ce labyrinthe des siècles où chaque année avait tracé un sentier, et il se retrouvait toujours au milieu des mille détours du monument éternel, au seul flambeau qui l'éclaire : la philosophie. Il relisait Sénèque et Cicéron qui, avec Virgile, étaient les anciens de sa prédilection. Il méditait Calvin et Bèze pour lesquels il avait un goût de curiosité ou de doctrine. Il les recommandait aux jeunes seigneurs et aux jeunes magistrats qui le visitaient, soit qu'il aimât substantiellement le nouvel évangile, soit que dans le protestantisme il ne fût attiré que par le libre examen, ce cachet personnel d'indépendance sur toute foi et sur tout esprit.

Olivier était heureux au milieu de cette existence simple et rustique. « Leuville est le port, écrivait-il, j'y ai jeté l'ancre, et pour tous les trésors d'Attale je

ne renoncerais pas au calme dont je jouis. » Hélas ! il s'abusait lui-même. Un vent de tempête ne tarda pas à le lancer sur l'océan de toutes les passions politiques et religieuses.

A l'avènement de François II, le cardinal de Lorraine, voulant couvrir ses desseins tyranniques et homicides de la popularité d'un nom qui signifiait tolérance, talent, dévouement, bonté, rappela au gouvernement le chancelier Olivier. Cet auguste magistrat consentit à accepter les hautes fonctions qui lui étaient offertes ; il les accepta un peu par ambition sans doute, mais surtout dans l'intention de mettre un frein aux persécutions qu'il ne prévoyait que trop. Une fois au pouvoir, il s'y absorba. Il ne se retira pas aux premiers supplices. Lié à des princes inquisiteurs qui eux-mêmes étaient engagés envers le pape et Philippe II, Olivier se retrempait dans l'amitié de Coligny, et rêvait de promulguer la liberté des cultes. Le tumulte d'Amboise éclata. Toutes les fureurs se déchaînèrent contre les conjurés. Le chancelier, au lieu de déposer les sceaux, temporisa encore. Il proposait des mesures de modération qui étaient repoussées avec mépris. Il désirait que l'on restreignît les châtimens aux chefs de la conspiration, et le rusé cardinal de Lorraine éludait toutes les clémences du chancelier. Olivier parut le complice des tortures qu'il déplorait avec larmes. Les protestants le tinrent pour un transfuge et pour un traître. Plusieurs de ceux qu'il avait encouragés aux nouveautés lui reprochèrent ses concessions aux Guise. Sa présence dans l'administration était coupable.

ble, mais son unique faute avait été sa faiblesse. Il l'expia comme si elle eût été un forfait. Il tomba dans une mélancolie profonde. Il entendait des gémissements, il voyait des échafauds; il ne pouvait ni manger, ni boire, ni dormir, ni même se reposer un moment. Il s'agitait dans un mouvement continu. A la fin, il se coucha pour ne plus se relever. Le cardinal de Lorraine étant venu à son chevet, le chancelier manifesta une soudaine répulsion. Il se retourna dans son lit du côté du mur, et quand le cardinal l'eut quitté : « Maudit homme, s'écria-t-il, qui nous fera tous damner ! » Et ses convulsions le reprirent. La conscience était pour lui une fièvre morale qui lui imprimait sur son lit de douleur plus de soubresauts que ne l'eût fait une maladie. C'est ainsi qu'il mourut dans le désespoir et dans le repentir. Ses remords, qui achevèrent de le perdre aux yeux des hommes comme un aveu de ses attentats, l'ont sauvé sans doute devant Dieu et doivent témoigner devant l'histoire, par l'excès de ses scrupules, des délicatesses de son âme.

La disparition lamentable d'un personnage aussi illustre qu'Olivier laissa une immense place vide qu'il fallut songer à remplir. Pendant que les Guise cherchaient un chancelier, Catherine de Médicis le trouva.

Ce chancelier était Michel de L'Hôpital. Il fut désigné à la reine mère par la voix publique et chaudement recommandé par la duchesse de Montpensier. Comme il ne déplaisait point aux princes lorrains, Catherine le fit nommer garde des sceaux de France.

Il était absent, et ce fut sans intrigue, sans sollicitation que L'Hôpital devint le successeur d'Olivier. Ce fut un choix heureux, admirable même. Car L'Hôpital, qui égalait son prédécesseur en talents, le surpassait en fermeté et en vertu. On vantait son grand jugement; son grand cœur; on était ému de sa physionomie antique où la clémence luttait avec la justice, où l'autorité était empreinte en marques divines, où le courage était tempéré par la bonté, et dans laquelle une expression austère sans dureté révélait le sénateur d'une république bien plus que le serviteur d'une monarchie.

La vie de L'Hôpital avait été studieuse.

Il était d'Aigueperse, en Auvergne, de cette contrée où les rudes sommets et les riches plaines correspondent avec le caractère stoïque et le fertile cœur de Michel de L'Hôpital. Un rapport plus mystérieux et plus singulier frappe encore davantage aux environs du lieu qui fut le berceau du futur chancelier. On rencontre près de sa ville natale une fontaine dont l'eau bouillonne à la vue et demeure fraîche au toucher, semblable à cette âme orageuse et calme en qui les passions, malgré leur fougue et leurs élancements, n'altéraient jamais la sérénité limpide et froide de la raison.

Le père du jeune Michel, Jean de L'Hôpital, était attaché comme médecin et surtout comme ami au connétable de Bourbon. Lorsque ce grand capitaine, son protecteur, chassé de France par la plus redoutable des aversions, un amour de princesse et de femme changé en haine, alla offrir à Charles-Quint

l'épée qui devait vaincre à Pavie, Jean de L'Hôpital n'hésita point. Il se dévoua à l'exil, renonçant douloureusement à son pays pour suivre son maître sur les traces duquel sa fidélité l'attirait. Le patriotisme alors, c'était l'honneur. Jean de L'Hôpital n'esquiva pas ce qu'il tenait pour son devoir et il paya cher sa magnanimité. Ses biens furent confisqués, sa famille réduite au dénûment. Son fils Michel, qui étudiait le droit à Toulouse, fut même arrêté, jeté en prison et impliqué dans le procès du connétable; mais son innocence ayant été reconnue, il fut, sur l'ordre du roi, rendu à la liberté.

Il rejoignit au delà des Alpes son père qui était à Milan. François I^{er} délivré de sa captivité et ligué avec les princes italiens étant venu bloquer cette ville, l'embarras de Jean de L'Hôpital fut extrême. Il pressentait que le siège serait long. Et comment se livrer à l'étude au milieu d'une population en armes, toujours attaquée, toujours menacée des assauts, des pillages, des incendies? Que deviendrait l'éducation de son fils? En y réfléchissant, il se décida à une aventure qui paraîtrait téméraire aujourd'hui, mais qui était toute naturelle dans le siècle des poètes et des héros, de l'Arioste et du Tasse, du marquis de Pescaire et du chevalier Bayard. Jean de L'Hôpital donc commanda un costume complet de muletier pour l'aîné de ses enfants, qui, sous ce déguisement, sortit de Milan à travers mille dangers, dont le plus probable était d'être pris et pendu comme espion. Échappé aux Français et aux Italiens, le jeune Michel de L'Hôpital courut par monts et par vaux à la recherche de la science des

lois, comme l'eût fait un paladin pour l'amour ou pour la gloire, et il gagna ainsi Padoue, si célèbre alors par ses écoles, la cité du droit, la Toulouse de l'Italie.

Il y resta six ans dans le robuste labeur des législations et des littératures grecque et romaine. Il ne tarda pas à exceller dans toutes les branches de ces législations et de ces littératures. Il se montra dès lors un jurisconsulte éminent et un charmant poète latin. La poésie latine lui était un délassement délicieux autant qu'une inspiration. Ce fut la fleur délicate, le parfum de cet arbre puissant, si fécond en fruits savoureux.

De Padoue, le jeune L'Hôpital s'achemina vers Rome où son père s'était établi, après la mort du connétable de Bourbon. Jean de L'Hôpital obtint pour son fils, dont le mérite supérieur transpirait déjà, une nomination d'auditeur de rote. Le cardinal de Gramont persuada au jeune Michel de refuser ces fonctions et de l'accompagner en France où il se chargeait de l'avancer. Michel de L'Hôpital, sur cette promesse, dédaigna le poste qui lui était confié dans une patrie étrangère et reparut dans sa vraie patrie : la France. Mais le cardinal de Gramont ayant succombé à une maladie prompte, Michel de L'Hôpital, sans ressource au milieu de Paris, se vit forcé de fréquenter le palais comme simple avocat. Il plaida quelques années et se fit distinguer par tout ce qu'il y avait d'hommes d'intelligence dans le barreau et dans la magistrature. Il fut apprécié ce qu'il valait et se concilia un grand respect. C'est là qu'il posa peu à peu les fondements de cette solide considération

qu'il accrut toujours jusqu'à la vieillesse et qui fut de la gloire sur son tombeau :

Cette auréole lumineuse qui brillait au-dessus du jeune Michel de L'Hôpital éblouit même le farouche lieutenant criminel, Jean Morin. Ce fameux légiste, qui exerça tant de rigueurs contre les huguenots, leur ennemi autant que L'Hôpital en était l'ami, comprit les destinées de celui qui aspirait à être son gendre. Il avait une fille élevée rigide ment à tous les devoirs dans l'intérieur triste d'une mesure de juriste, au Marais. Elle était belle, pieuse, et répandait à l'ombre, comme une rose de Saron, l'odeur de toutes les vertus. Elle se complaisait dans cette sainte obscurité où son plus grand plaisir, quand elle avait rempli toutes ses tâches de la journée, était de lire les annales du peuple de Dieu. Michel de L'Hôpital la connut et l'aima. Il en fut aimé. Jean Morin qui s'aperçut de cette inclination mutuelle, la favorisa. Il consentit au mariage et donna pour dot de sa fille à L'Hôpital un titre de conseiller au parlement. Le vieux lieutenant criminel avait deviné avec son tact infail lible de praticien qu'il concluait une bonne affaire, et que ce jeune homme sans fortune, qui n'avait pas de présent, aurait un grand avenir.

L'Hôpital, lui, était au comble du bonheur. Il allait posséder un trésor intarissable d'amour, et sa vie d'isolement, de lutte, de travail, serait désormais colorée et adoucie d'un rayon de miel. Il ne s'enivrait point d'illusions. Le mariage lui apporta tout ce qu'il en attendait. Marie Morin, cette vierge timide formée selon les préceptes divins, fut en un instant

la femme forte des Écritures. Quand elle eut passé le seuil de Michel de L'Hôpital, et qu'il lui remit, selon les anciennes mœurs, le trousseau de clefs, elle le reçut religieusement pour entretenir l'ordre dans la maison, comme plus tard il reçut du roi les sceaux pour faire régner la justice dans l'État. Madame de L'Hôpital n'était pas seulement la joie de son mari, elle en était l'exemple. C'était l'épouse chrétienne dans toute sa dignité et dans toute sa grâce. L'Hôpital se sentait plus heureux et meilleur auprès d'elle. Le charme de cette union dura toujours. Le chancelier témoigna solennellement de cette constance d'affection, lorsque après une longue vie et avec un accent plein de larmes il continua par son testament sur sa fille et sur ses petits-enfants le gouvernement intérieur et absolu de celle qu'il vénérât comme mère autant qu'il l'avait chérie comme femme.

Madame de L'Hôpital méritait cette confiance, cet attachement. Elle était la consolation vivante, les délices du foyer. Elle diminuait les peines, elle centuplait les plaisirs en les partageant. Aussi candide que lorsqu'elle était entre les murs de la demeure paternelle, un peu plus assurée seulement, elle s'enveloppait ordinairement de voiles comme une Romaine dans le gynécée. Mais fallait-il se montrer à une fête, elle se parait modestement, elle revêtait la robe, le collier, les bracelets de ses noces, et, le visage souriant, elle se rendait agréable à tous pour mieux plaire à son mari. Elle filait la laine chaque jour, afin de pourvoir à l'habillement de la famille,

Elle maniait les fuseaux et l'aiguille mieux que les reines et que les princesses d'Homère, mieux que les compagnes des patriarches. Elle était par excellence bonne ménagère. Elle veillait à la cuisine, à l'office. Michel de L'Hôpital étant sobre, ennemi du luxe, sa femme avait soin de conformer les repas, ainsi que tout le reste, au goût de celui qu'elle aimait et qu'elle honorait. Elle recevait à dîner soit des conseillers au parlement, soit des présidents de chambre, soit même des gentilshommes de la cour et de très-grands seigneurs. Elle les traitait à la vieille mode française, sans invitation préalable et sans façon, leur présentant pour toute vaisselle précieuse une salière et un plat d'argent qu'elle transportait à la ville, à la campagne et en voyage, leur servant pour tous mets du potage, du bouilli, du fromage et des fruits, pour toute boisson du petit vin d'Orléans, alors, il est vrai, fort estimé. L'Hôpital lui-même et l'un des convives de ces repas, dont le meilleur assaisonnement était la conversation du chancelier, nous en ont laissé la description à la fois piquante et touchante. La sobriété de L'Hôpital conduisait donc sa femme à une stricte économie, deux vertus qui paraîtraient un peu égoïstes si elles n'eussent mené à une troisième, la charité. Tout ce qu'elle avait épargné et bien plus, madame de L'Hôpital le donnait sans mesure et sans cesse, à toute heure et en tout lieu, au grand ravissement du chancelier, qui disait et répétait souvent : « Ma femme, donnons, donnons toujours. On n'emporte que ce qu'on a donné. » Ainsi, sous ce toit béni de Dieu et des hommes, une vertu entraînait

à une vertu et à d'autres encore, et elles s'enchaînaient toutes.

Il est permis de croire que L'Hôpital puisa dans son mariage d'innombrables assistances morales et des forces merveilleuses pour les devoirs de sa vie publique. Voilà pourquoi elle fut si pure et si invincible. Soutenu par sa virile nature et par cette intimité domestique, il ne pliait sous aucun fardeau, ne reculait devant aucun péril, ne succombait à aucun piège. Lorsqu'il rentrait, le soir, brisé de travail et fatigué de luttés, l'air seul de sa maison le délassait, l'accueil de sa chère femme le ranimait, il se replongeait dans les saines et mystérieuses puissances du cœur, et le lendemain il sortait rajeuni pour un nouveau travail et pour des luttés nouvelles.

Quand il prit séance au parlement, cette compagnie était fort abaissée par la vénalité des charges. Ses traditions avaient été méconnues, sa renommée flétrie. L'argent avait usurpé sur les fleurs de lis la place du mérite. Beaucoup de conseillers qui avaient trafiqué de leur titre, à qui la richesse avait ouvert les portes sacrées du palais, et qui avaient acheté au poids de l'or leurs chaises curules, fidèles à cette origine honteuse, étaient cupides, ignorants, malversateurs. L'Hôpital fut de ceux qui, ne pouvant extirper le mal de la vénalité, le combattirent dans ses conséquences fatales par l'exercice du désintéressement, de l'assiduité, du courage, de l'impartialité. Lui, plus que tout autre, à la tête des bons et des meilleurs, il sauva la justice de la France en fondant les deux colonnes incorruptibles

et immortelles du droit : la science et la conscience.

Il s'acharna de longues années à ses fonctions modestes de juge. S'y sentant à l'étroit néanmoins, il rêvait le rôle de législateur. Son génie contenu aspirait à l'action politique. Il souhaitait des occasions grandes comme son âme où il pourrait, au péril de sa popularité et de sa vie, défendre les prérogatives du roi contre les nobles, les franchises du peuple contre le roi, les libertés religieuses contre tout le monde. Tel était son idéal ardent et multiple. Cet idéal était son tourment; car chaque fois qu'il était près d'y toucher, il ne saisissait que le vide. Alors, quand il était forcé de descendre de ces hauteurs pour les minuties du palais, quand, au lieu de la France et de l'Europe il ne rencontrait devant lui qu'une salle d'audience, quand il était contraint, le pauvre grand homme, à examiner des dossiers, à entendre les cris intéressés des plaideurs, les déclamations vaines des avocats, il se soumettait à ce supplice comme à un devoir, mais il n'avait pas trop des enseignements de la philosophie, des énergies profondes de la vertu, des dédommagements infinis de la famille pour échapper au découragement. « Cette pierre, écrivait-il, cette pierre que je suis obligé de rouler comme un autre Sisyphe, depuis le lever du soleil jusqu'à son coucher, et que le lendemain je retrouve encore au bas de mon rocher, m'accable de sa pesanteur. »

La première satisfaction à cette généreuse inquiétude qui n'était pas l'ambition des honneurs, mais l'ambition du bien, fut accordée à L'Hôpital l'année

même de la mort de François I^{er} auquel son nom seul était un ombrage. C'est le chancelier Olivier qui obtint du nouveau règne, pour son ami, une mission diplomatique auprès du concile de Trente. Ce concile ayant été transféré à Bologne, L'Hôpital se rendit dans cette ville, mais il n'y trouva que les évêques italiens. Les évêques des autres nations s'étaient obstinés à rester à Trente, malgré les instances du pape. Cette division entre les prélats les annula en quelque sorte et les plongea, soit au Nord, soit au Midi, dans une impuissance absolue. L'Hôpital, dont le gouvernement avait reconnu le concile de Bologne, se consumait d'anxiété près de ce simulacre de concile. L'oisiveté lui pesait autant que l'exil. Pour distraire son ennui, il rassembla des notes, s'absorba dans les commentateurs, et entreprit d'écrire sur le Droit un grand ouvrage qu'il méditait depuis longtemps. Tous ses efforts furent inutiles. L'incertitude de sa situation, la maladie, l'effroi de ses fonctions de juge qu'il lui faudrait reprendre et qui ne lui suffisaient plus, stérilisaient sa pensée. Enfin le pape Paul III suspendit le concile à moitié rebelle et L'Hôpital revint en France. Les choses étaient bien changées dans ce pays. Le chancelier Olivier, l'homme sur lequel il comptait pour son avancement, avait été remplacé par Bertrandi, que L'Hôpital n'estimait pas assez pour lui rien demander. Il replia donc ses espérances, tourna le dos au soleil levant, courut à Leuville féliciter le chancelier grandi par sa retraite même et laissa éclater avec une noble imprudence la fidélité de son amitié à une disgrâce si glorieuse.

Tandis qu'il se croyait, lui aussi, abandonné de la fortune, elle se manifesta sous la forme d'une grande princesse dont il n'aurait jamais osé rien attendre.

Fille de François I^{er} et nièce de cette Marguerite de Navarre qui jetait ses *Nouvelles* comme des fleurs aux pieds de son frère, Marguerite de Valois, duchesse de Berri, avait hérité de son père et de sa tante le goût des lettres et des gens de lettres. Elle était enjouée et sérieuse. Elle s'amusait à la poésie, sans négliger la philosophie, l'histoire et les autres sciences. Elle recherchait l'instruction autant qu'elle fuyait le pédantisme. Elle préférait à l'étude morte, celle des livres, l'étude vivante, celle qui naît avec charme de la conversation des hommes supérieurs. Elle en était entourée. Elle avait avec eux une grâce de femme et une munificence de princesse. Elle était bien plus qu'un Mécène, elle était une providence.

Elle avait beaucoup entendu parler de L'Hôpital. Elle désira le connaître. L'Hôpital montra quelque embarras dans cette première entrevue. Il eut avec Marguerite cette timidité qui ne sied pas moins au génie qu'à la beauté. La princesse, avec son tact délicat, découvrit dans ce personnage simple, mais grand, plus qu'un homme de Plutarque, un ancien au-dessus des anciens, parce qu'il joignait à toute la majesté des traditions l'intelligence des idées modernes et un caractère capable de soutenir ses facultés puissantes. Marguerite pénétra tout cela en L'Hôpital, et elle lui donna plus que son estime, elle lui donna son amitié. Elle le rapprocha de sa personne. Elle le mit à la tête de sa maison et le fit son chancelier,

Vers le même temps, il entra en relation avec les princes lorrains. Il plut à madame Renée de France, duchesse de Ferrare, et à la duchesse de Guise, sa fille. Le cardinal de Lorraine, qui se piquait de protéger les humanistes, et il ne comprenait pas autrement L'Hôpital, lui témoigna beaucoup de bienveillance. Afin d'obliger la duchesse de Berri, il s'unit même avec elle pour l'avancement du chancelier de la princesse. Il contribua à le faire nommer surintendant des finances du roi à la chambre des comptes.

L'Hôpital reçut cette faveur du gouvernement avec une double joie. Elle augmentait son importance personnelle et elle redoublait sa reconnaissance pour la princesse qu'il appelait, non par servilité, mais par affection, sa bonne maîtresse.

Le jour où L'Hôpital aborda un peu en tremblant la duchesse de Berri fut une grande date dans sa vie. Comme Marie Morin lui avait ouvert le sanctuaire du cœur et de l'intimité domestique, Marguerite de Valois lui ouvrit l'horizon des affaires d'État et de la cour. Elle l'initia aussi par la société des peintres, des sculpteurs, par la contemplation des chefs-d'œuvre, à la curiosité des arts. Elle compléta sa bibliothèque par des manuscrits et des ouvrages rares que L'Hôpital n'aurait pu acheter lui-même. Elle lui fit présent de quatre beaux vases d'Allemagne, d'une sorte de bouclier d'airain à tête de taureau, le fragment de sa collection auquel L'Hôpital tenait le plus. Marguerite ajoutait de temps en temps à cette modeste collection tantôt un tableau, tantôt des médailles de bronze ou de marbre, tantôt des monnaies

diverses d'or et d'argent. C'est ainsi que L'Hôpital eut à la longue une riche bibliothèque et un cabinet précieux d'antiquités. Il se récréait à cette archéologie et en causait avec la princesse, mais il ne se vouait tout entier qu'à ses livres de droit dont il couvrait les marges de notes. Il s'occupait beaucoup aussi des finances dont il était surintendant et du conseil privé où il était entré sous les auspices du cardinal de Lorraine.

Un événement vint modifier les habitudes et le bonheur de L'Hôpital. Par un article du traité de Cateau-Cambrésis, la duchesse de Berri avait été accordée en mariage à Emmanuel-Philibert, duc de Savoie. Ce fut L'Hôpital qui, sur le désir de la princesse, fut choisi pour l'accompagner en Piémont. Il y était près d'elle et du prince dans le même crédit qu'à Paris, lorsqu'Olivier mourut. Ce fut à Turin que Catherine de Médicis expédia le courrier qui portait à L'Hôpital sa nomination à la dignité de chancelier de France. Ce grand magistrat pleura sur son prédécesseur dont il avait été l'ami, il regretta profondément sa séparation d'avec la duchesse de Savoie, mais il accepta sans balancer la charge lourde et glorieuse à laquelle il était si bien préparé. Il l'accepta comme un devoir. Il l'accepta pour le roi dont il voulait sauvegarder l'autorité, pour la nation dont il voulait diminuer les impôts, pour Dieu dont il voulait assurer l'empire dans les cœurs, non par la tyrannie et par les supplices, mais par la liberté et par la persuasion.

Tels étaient les sentiments et les déterminations de

Michel de L'Hôpital lorsqu'il rejoignit la cour. Elle était fort orageuse. Les souvenirs du tumulte d'Amboise l'agitaient encore. Les Guise y étaient absolus. Mais ils étaient si attentifs aux murmures de l'opinion, et la ligue des Châtillon avec le connétable de Montmorency et avec les princes du sang leur inspirait tant d'inquiétude, qu'ils avaient promis avant six mois, à défaut d'un concile général, un concile gallican pour réformer les abus accumulés dans l'Église.

L'Hôpital s'entendit vite avec Catherine de Médicis à laquelle il devait sa nomination. Où elle ne recherchait que son influence, le chancelier ne se préoccupait que de l'autorité du roi. L'intrigue de l'une et la vertu de l'autre les ramenaient au même point. Supérieur, et non pas indifférent à tous les partis comme la reine mère, L'Hôpital ne songeait qu'à devenir, à travers mille obstacles, l'apôtre laborieux de la tolérance, de la modération et du droit. Il résolut de combattre la force où elle était, chez les Guise, mais il se garda bien de les braver en face, et par là de se faire broyer sur l'heure. Il comprit l'opportunité des ménagements, la nécessité d'une patience souple autant que persévérante, et, dans sa lutte avec de tels adversaires, dès l'abord il ne déploya pas moins de diplomatie que de fermeté.

Leur premier dissentiment fut l'inquisition. C'est sur ce terrain brûlant qu'ils se rencontrèrent. L'Hôpital évita leur choc en se détournant et c'est par une concession apparente qu'il vainquit. Devant les princes lorrains qui s'efforçaient d'enraciner parmi nous l'inquisition de la vieille Castille, ce grand homme, tout

en s'inclinant, préserva courageusement et habilement de la souillure espagnole l'honneur et les lois de la France.

Près de cette petite monarchie du Béarn où Jeanne d'Albret leva l'étendard de la liberté religieuse, la vaste Péninsule de Philippe II était depuis longtemps livrée à toutes les horreurs de l'inquisition.

Cet exécrable tribunal avait été fondé par les rois catholiques dans leurs États. Ximenès, confesseur d'Isabelle, et Mendoza, archevêque de Séville, le conseiller de Ferdinand, avaient imposé à ce prince et à cette princesse l'inquisition comme la plus sacrée de leurs obligations royales. Sixte IV encouragea ces souverains de son approbation. Ce fut Sixte IV, le même qui avait permis à Rome l'établissement des lupanars à la charge par chaque vierge folle de payer une taxe annuelle au saint-siège, ce fut lui encore, lui Sixte IV — l'histoire lui doit ce double souvenir — qui consacra l'inquisition de son autorisation pontificale.

L'inquisition alors, dès 1480, entra en exercice sous le dominicain Torquemada, un chef digne d'elle et de l'enfer.

Il fut ordonné aux juifs de se faire baptiser ou de quitter l'Espagne. Dix mille seulement s'exilèrent.

Tous les autres demeurèrent, confessant le Christ dans les églises, dans les processions, dans les cérémonies publiques, le reniant dans le secret de leurs consciences.

Un peu plus tard, en 1501, même injonction fut adressée aux Maures. Plutôt que de recevoir le bap-

tème, cent mille familles mauresques se déportèrent volontairement en Afrique. Dix mille familles restèrent, dans l'espérance de conserver, à l'exemple des juifs, sous des démonstrations vaines, la foi intérieure de leurs ancêtres.

Ce furent les deux proies sur lesquelles tomba d'abord l'inquisition. Elle était bien toujours cette institution dont le plus ancien tribunal débuta dans le monde par exterminer, au douzième siècle, les Albigeois et les Vaudois. La doctrine de ces croyants s'étant répandue au delà des Pyrénées, d'autres tribunaux se fondèrent sur le modèle du premier et centuplèrent les persécutions pendant le douzième, le treizième et le quatorzième siècle.

De 1481 à 1498, renouvelée, rajeunie par les souverains catholiques, l'inquisition se développa dans des proportions effrayantes. Elle emprisonna durant cette courte période, avec confiscation entière des biens, plus de quatre-vingt-dix-sept mille suspects. Elle en brûla plus de dix mille. Dans l'intervalle qui suivit jusqu'à la grande ère de la réforme, en 1517, quatre-vingt-trois mille autres suspects, Maures, Juifs, Espagnols — l'inquisition n'exceptait personne — avaient été précipités dans les cachots; six mille cent cinquante-six avaient été brûlés.

Voilà où en était l'inquisition espagnole lorsque Luther poussa son cri d'affranchissement. L'inquisition y répondit par une joie sauvage. Elle découvrait de nouvelles victimes à immoler. Elle ne faillit point à ce redoublement d'auto-da-fé, et sa férocité grandit

avec le protestantisme. Des familles entières disparaissaient dans la flamme des bûchers. « Et il était temps, dit l'inquisiteur Paramo ; deux mois de plus, c'était trop tard. Si les inquisiteurs n'avaient pas, avec la plus rare diligence, déployé toutes leurs rigueurs contre les savants infectés de cette doctrine, elle se serait indubitablement propagée dans toute l'Espagne, car de partout la passion la plus étonnante entraînait vers elle des personnages de tout sexe, de tout rang, de toute condition. »

Philippe II surpassa encore ses prédécesseurs en zèle catholique et il mêla de plus grandes fureurs à tant de fureurs. Il avait dans sa vieillesse le sentiment de ce qu'il avait fait et nul n'a témoigné contre lui plus effroyablement que lui-même. « Comment ! disait-il avec un orgueil naïf, à un médecin qui n'osait le saigner, tu hésites à tirer quelques gouttes de sang à celui qui a versé des fleuves de sang hérétique ! »

Presque tous les martyrs mouraient saintement et intrépidement.

« Ne renions pas notre Dieu, disait l'un, et il ne nous reniera pas non plus.

« O feu libérateur, disait un autre, tu changes ceux que tu consumes en un feu d'amour éternel ! »

Quelques-uns avaient des silences de prière et d'adoration aussi sublimes que les plus sublimes paroles.

Ils supportaient les tortures, raconte un témoin, comme s'ils eussent été de pierre et non de chair et d'os. — Ils subissaient les flammes, s'écrie un autre

témoin, comme s'ils eussent été une flamme plus divine !

Ces funestes hécatombes portèrent leur fruit : un effroi immense, universel. Tout ce qui n'était pas héroïque trembla. La peur prit possession des poitrines humaines et les visages pâlirent. Quelques fortes âmes, les deux frères Enzinas, Jean Diaz, Valdès et ses disciples embrassèrent bien au dehors les dogmes luthériens ou calvinistes ; mais au dedans la réforme fut étouffée sur les places fumantes. Elle ne parvint point à entamer cette terre calcinée et barbare. Les Espagnols continuèrent de vivre entre les râlements du cirque et les bûchers de l'inquisition, nation splendide, ardente, incendiée au soleil des sierras et digne d'un meilleur sort par son génie, par son courage ; et toutefois, telle que la pétrirent Torquemada, Philippe II et leurs pareils, nation rétrograde, pas même stationnaire, peuple de mendiants africains, de bédouins papistes, dont l'art est un spectacle d'agonies, dont les plaisirs sont les gémissements de l'arène, dont les conquêtes, dont la gloire, dont la religion, sont des poèmes de massacres !

Et c'est ainsi que les Guise, le cardinal de Lorraine surtout, avaient combiné de façonner la France, en la dotant de l'inquisition espagnole !

Le chancelier de L'Hôpital la repoussa. Il arracha son pays à ce fléau étranger en réservant aux tribunaux ecclésiastiques la compétence de tous les crimes d'hérésie. Par cette concession il tarit, dès l'origine, la source des meurtres juridiques en ma-

tière de foi. Il plaça entre le protestantisme et l'inquisition qui s'approchait les évêques, c'est-à-dire des juges connus, accessibles à la pitié, à l'opinion, des juges dont beaucoup penchaient vers les idées nouvelles, des juges d'ailleurs qui se contentaient d'appliquer des peines canoniques, et qui, même indirectement, s'interdisaient de condamner à mort.

Cet édit contre l'inquisition s'appela l'édit de Romorantin, du lieu où il fut rédigé et signé, lieu obscur jusque-là et dès lors illustre à jamais.

Les Guise, pris à ce piège d'humanité, cédèrent quoique avec impatience. Ils auraient craint, en persistant, de blesser le haut clergé dont le chancelier avait si habilement intéressé l'ambition. Quelques hommes violents et étroits dans le calvinisme et dans la magistrature, mécontents de cette avance aux évêques, murmurèrent contre L'Hôpital parce qu'ils ne comprirent pas. La majorité éclairée des contemporains comprit et applaudit. La postérité, qui comprend mieux que les contemporains, applaudit plus fort, et cet applaudissement définitif, c'est la gloire. N'eût-il fait que cela, L'Hôpital aurait mérité des statues.

LIVRE DOUZIÈME

Opposition calviniste. — Pamphlets. — Du Lyons. — Assemblée des notables à Fontainebleau. — Le roi, la reine mère, la reine Marie Stuart, les Guise, le connétable, l'amiral de Coligny, Jean de Montluc, évêque de Valence, Marillac, archevêque de Vienne. — L'Hôpital. — Dessèins du prince de Condé. — La Sague, son agent à Fontainebleau. — Le capitaine Bonval. — Le vidame de Chartres à la Bastille. — Révélation de La Sague.

L'opposition, de politique et religieuse qu'elle était, avait changé de nature en se passionnant. Maintenant elle était presque exclusivement calviniste. Les protestants avaient été plutôt exaspérés qu'abattus par les atrocités d'Amboise. Ils ressentaient moins la terreur que l'horreur.

Les pamphlets, un moment interrompus, reparaissaient avec des violences plus formidables. Ils étaient écrits avec le sang des martyrs, avec les larmes des veuves et des orphelins. Ces pamphlets insultaient, livraient aux vengeances et aux dérisions les princes lorrains. Ils attaquaient surtout le cardinal, ses mœurs cyniques, sa cruauté insatiable, son ambition effrénée. Ils lui reprochaient de travailler insolument et criminellement à mettre sur la tête de son frère la couronne de France et sur sa propre tête les trois couronnes papales. C'était la principale accusation qui éclatait toujours la même, mais avec des injures, des insinuations, des outrages inépuisables.

Le cardinal de Lorraine répondait par la potence.

Sa toute-puissance s'exerçait jusque sur le parlement, dont beaucoup de conseillers, méconnaissant le grand exemple de L'Hôpital, payaient des faveurs corruptrices par des servilités cruelles. Quand il n'y avait pas de coupables, l'immolation d'un innocent était une flatterie à l'usage de ces prévaricateurs.

Un fait montrera bien, par l'énormité et par l'effronterie des complaisances, la tyrannie des importunités dont la justice était obsédée. Un libelle plus âcre, plus mordant, plus emporté que les autres, intitulé *le Tygre*, s'étant répandu de maison en maison, de ville en ville, les Guise le déférèrent au parlement qui nomma une commission d'enquête. Cette commission n'aspirait qu'à plaire. Le cardinal de Lorraine, qui ne l'ignorait pas, désira pour juge d'instruction le plus zélé des magistrats qui la composaient. Il apprit que c'était Du Lyons et le fit élire par ses intelligences secrètes. Du Lyons chargé de poursuivre l'affaire, le cardinal lui promit une présidence à Bordeaux dont l'indigne conseiller pourrait trafiquer et battre monnaie. Du Lyons accepta le rôle et le salaire. Il rechercha par mille voies les auteurs du libelle, mais ils s'étaient enfuis dans leur nid d'aigle de Genève. A force de fureter, Du Lyons finit par découvrir au moins l'imprimeur. Il s'appelait Martin L'hommet. C'était un pauvre hère gagnant péniblement sa vie dans un faubourg, et une mince proie pour le cardinal. N'importe, cela valait mieux que rien. Du Lyons le pensait ainsi et il se hâta d'ob-

tenir une condamnation à mort, regrettant que ce fût contre un si petit compagnon.

Martin L'hommet devait avoir sa passion comme le Christ, son sauveur. Les archers le menant pendre, voilà que la plèbe s'assemble et s'ameute. Elle crie au huguenot. Elle l'entoure, elle le raille, elle le maudit, elle le frappe. Elle l'enveloppe de rugissements. Elle grossit à chaque carrefour. Elle va, elle vient, elle avance, elle vocifère toujours. Elle s'agite et mugit comme un élément tumultueux. Au moment où elle passe avec sa victime devant une hôtellerie du quartier Saint-Jacques, un marchand de Rouen arrivait et descendait de cheval à la porte de cette hôtellerie. Sans savoir la cause du supplice, sans connaître Martin L'hommet qui marchait en chancelant, meurtri et tout en sueur, sous les menaces et sous les insultes, le marchand, ému de pitié en apprenant qu'on le conduisait ainsi au gibet de la place Maubert, s'adresse aux plus furieux et leur dit : « Mes amis, épargnez ce malheureux, ne soyez pas plus rigoureux que sa sentence de mort. N'ajoutez pas à son agonie ; vous n'êtes pas le bourreau. »

Sur ces paroles sorties du cœur, des moines qui se trouvaient là apostrophent le marchand et le désignent du geste. La foule se rue sur lui, le renverse, le déchire, l'accable de coups. Sa malle est enlevée de la croupe du cheval, les courroies sont arrachées, le couvercle vole, les étoffes et les dentelles sont distribuées de main en main. Quelques archers du guet se détachent de la troupe qui entraîne Martin L'hommet. Ils ramassent le marchand. Une rumeur sourde

circule sur sa complicité probable avec l'imprimeur. Les archers, sans autre information, le poussent, dans la direction du palais, chez le conseiller préposé à l'enquête du *Tygre*.

Ce conseiller, Du Lyons, interroge le marchand. Il lui demande s'il est en effet un complice de Martin L'homme. Le marchand répond qu'il ne connaît ni le criminel, ni le crime, qu'il arrive de Rouen, qu'il a seulement prié de respecter le condamné jusqu'à la potence, qu'il a été battu, jeté à terre, foulé et pillé, qu'il a boutique et réputation en Normandie, qu'on s'informe de lui auprès de l'échevin et du commerce de Rouen, et que s'il n'est certifié par eux bon catholique, il se soumet à tout.

Du Lyons écouta le marchand, se joua de sa simplicité et de sa frayeur, loua ironiquement sa commiseration et fit sans désenparer un rapport sommaire, où il établissait une complicité avec l'imprimeur. Le lendemain, il déterminait contre le pauvre marchand la même sentence que contre Martin L'homme, et il l'envoyait pendre au même gibet de la place Maubert.

Ce qui aggrava la scélératesse de Du Lyons, ce fut son audace dans la honte. A quelques semaines de son forfait, dînant en grande compagnie, un convive blâma sévèrement l'iniquité du jugement sollicité et exécuté sur le marchand de Rouen. Du Lyons se mit à rire, revendiqua pour lui la responsabilité du jugement, et, loin d'en rougir, il s'en vanta. — « Que voulez-vous, dit-il, les auteurs du *Tygre* étaient dénichés, il y avait entre eux et moi l'épaisseur du Jura. Je me suis dédommagé sur l'imprimeur Martin L'hom-

met. C'était trop peu néanmoins pour M. le cardinal. Il fallait bien le contenter de quelqu'un de plus ; sans quoi, il ne nous eût jamais laissé de repos. »

On comprend que de pareilles justices n'étaient pas de nature à calmer les huguenots. Leur colère montait toujours. Leurs pamphlets avaient déjà l'accent mortel des guerres civiles. L'éloquence de ces terribles sectaires blessait ou tuait, car ce n'est pas avec la plume, c'est avec l'épée que, dans cette langue du seizième siècle qu'ils firent si grande, ils traçaient sur la chair ruisselante de leurs ennemis le sarcasme ou l'anathème. Ces ennemis sont nombreux, mais ce sont les chefs, le duc de Guise et le cardinal de Lorraine, qui sont les plus abhorrés. Le cardinal surtout est en exécution. C'est aussi sur lui qu'ils s'acharnent. —

« O cardinal, méchant homme, plus rouge de notre sang que de ta pourpre romaine, c'est toi qui as abîmé notre France pour te faire pape et pour faire roi ton aîné. Quel compte tu auras à rendre de tant de millions d'or que tu as dérobés ! C'est à toi que tant de femmes veuves réclament leurs maris, tant de maris la chasteté de leurs femmes, tant de pères leurs enfants, tant d'orphelins leurs pères et mères ! C'est contre toi et les tiens que tant de cœurs et de voix crient vengeance à Dieu ! Et encore si vous étiez chrétiens dans l'âme, mais non, la religion n'est qu'un manteau dont toi et tes frères, athéistes et épicuriens que vous êtes, vous couvrez vos dissolutions, vos concussions, vos rapt, vos incestes, vos meurtres, vos sodomies ; abominations si grandes que le diable en est surpassé. — C'est toi pourtant, cardinal, qui

effaces tous les tiens par tes convoitises insatiables. Tu accapares les faveurs, l'argent, les bénéfices d'église. Tu relègues à Rome, sous de beaux prétextes, tous les cardinaux français pour qu'ils ne partagent pas avec toi les os du crucifix, et pour que tu puisses ronger ces os tout seul à la cour. »

Quel ton et quel feu dans ces pamphlets ! Ils commençaient à incendier Paris et les provinces. La révolte était partout, à Valence, à Montélimart, dans le comtat Venaissin, en Provence, dans le pays de Caux. Elle était principalement en Gascogne où les Bourbons parlaient en mattres et d'où ils correspondaient avec le connétable et les Châtillon.

Au milieu de cette confusion, les huguenots et une partie de la noblesse exigeaient les États généraux. Les Guise n'en voulaient à aucun prix. La reine mère ne s'en souciait guère non plus, mais elle prévoyait des maux incalculables. La France tournait à une anarchie armée et violente. Où était le salut ? Question redoutable et insoluble. Dans son anxiété, jalouse de la jeune et belle Marie Stuart dont elle ne pouvait combattre l'influence auprès du roi, et lasse du joug des Guise dont l'impopularité rejaillirait sur elle si elle ne s'en séparait avec opportunité, Catherine de Médicis consulta, en dehors de la politique des princes lorrains, les deux plus grands caractères du protestantisme et de la magistrature : l'amiral de Coligny et le chancelier de L'Hôpital. Ces éminents personnages, après des conférences longues et approfondies, convinquirent la reine mère de la nécessité d'une assemblée des notables. Cette

assemblée serait composée de tous les seigneurs, prélats, chevaliers de l'ordre, conseillers, gouverneurs, capitaines d'autorité ou de considération qui honoraient le royaume soit par leur naissance, soit par leurs talents. Ils seraient invités à proposer les moyens les plus prompts et les plus efficaces de réconcilier les esprits et d'apaiser les troubles que l'amiral et le chancelier attribuaient à une cause principale : la persécution religieuse.

Catherine de Médicis, ayant donné son assentiment à cette idée, en parla aux Guise qui l'approuvèrent à leur tour et qui la convertirent en mesure de gouvernement, de concert avec cette princesse. Ils accueillirent favorablement le secret désir de la reine mère pour deux raisons : ils étaient par là dispensés des États généraux et ils comptaient dominer facilement les notables. Mais il n'en alla pas tout à fait selon leurs espérances.

Cette assemblée mémorable s'ouvrit, le 21 août 1560, à Fontainebleau. Le connétable et les Châtillon arrivèrent avec plus de huit cents gentilshommes. A peu de distance de la ville, le cheval de l'amiral ayant butté à plusieurs reprises, le connétable qui cheminait en causant avec son neveu s'en aperçut et lui offrit son propre cheval de rechange qui suivait. L'amiral, dont l'équipage était loin, accepta. Or, il se trouva que ce second cheval du connétable lui avait été donné autrefois par Coligny. Dès que le genet affectueux sentit en selle son ancien maître qu'il avait reconnu, il hennit d'amitié, bondit légèrement, s'animant ainsi que dans sa jeunesse comme

en souvenir des vieux temps, comme s'il fût sorti encore du manoir de Châtillon pour mener l'amiral à la guerre et à la gloire. Cette gaieté du généreux cheval à l'entrée de cette campagne politique fut interprétée à bon augure par d'Andelot, qui n'était point faible pourtant, ni superstitieux.

Condé voulait assister aussi à ce grand conseil des notables et Montmorency l'en pressait ; mais Antoine de Bourbon, auquel les Guise avaient fait passer de faux avis et qui se croyait menacé de dangers ténébreux, refusa de se mettre en route. Ce fut lui qui retint son frère. Cette absence des princes du sang ôta beaucoup de force à l'opposition.

Néanmoins rien n'était perdu, puisque l'amiral était là. Quand il fut introduit dans la chambre de la reine mère où s'était réunie l'assemblée après midi, il y eut un frémissement général. On pressentait confusément que ce grand homme portait le poids du siècle et qu'il était le vrai représentant des idées nouvelles.

Le roi se plaça sur son trône. A ses côtés étaient les deux reines et ses frères. La charmante Marie Stuart, dont la tête était ornée des couronnes de France et d'Écosse, brillait d'une splendeur de beauté qui ravissait de plaisir jusqu'aux vieillards et d'amour beaucoup de jeunes seigneurs parmi lesquels on remarquait Damville, l'un des fils de Montmorency. Bien qu'elle fût recueillie dans une douce majesté et que cette grave assemblée lui inspirât quelque timidité mêlée de tristesse, ses regards éclataient par moments sous ses longs cils comme des révélations

d'intelligence, de courage et de fougue. Tous les contemporains s'accordent en ce point que dès lors sa physionomie annonçait son âme. Elle avait de la bienveillance et des caresses, mais aussi je ne sais quoi de fatal et de résolu, une impétuosité méridionale sous sa réserve du Nord, et, même à travers ses sourires, des éclairs aux lèvres comme aux yeux.

Au-dessous des reines et des princes frères du roi, siégeaient les cardinaux de Bourbon, de Lorraine et de Guise, les ducs de Guise et d'Aumale, le connétable, le chancelier, l'amiral de Coligny, les maréchaux de Saint-André et de Brissac, plusieurs évêques et archevêques, les secrétaires d'État et les chevaliers de l'ordre. Venaient ensuite tous les notables, selon leur rang de noblesse et debout.

Le roi exposa en peu de mots ce qu'il attendait de l'assemblée. Il exhorta les notables, dans le dévouement et les lumières desquels il avait toute confiance, à lui dire librement ce qu'ils croiraient utile au bien de son royaume.

La reine mère parla dans le même sens, conjurant les seigneurs et les prélats d'affermir le sceptre de son fils, en satisfaisant aux justes vœux des sujets et même des mécontents.

Le chancelier développa ce que la reine mère et le roi avaient seulement indiqué. Il peignit les troubles de la France, la misère du peuple, les griefs de la noblesse, les orages de la religion, l'anarchie des consciences, l'affaiblissement du pouvoir, la défiance croissante envers l'autorité. Il déclara que les notables avaient été appelés pour étudier la dissolution

qui travaillait la société, que c'était à eux de remonter aux causes et de couper le mal dans ses racines. Il ajouta que s'il avait plu au roi de former cette assemblée de tous les États du royaume, hormis le tiers État, ce n'était pas une raison pour oublier les intérêts de cet ordre, qu'il fallait le servir avec d'autant plus de zèle qu'il était absent, et que moins on ferait par le peuple, plus il était urgent et généreux de faire pour lui.

L'Hôpital ne dit rien de plus. Il s'était appliqué sous main à ce que ses idées eussent un autre lui-même pour organe. Mais lui personnellement, après la victoire qu'il avait remportée sur l'inquisition, il s'était imposé la prudence. Plus près de Coligny que des Guise par son cœur, il se gardait de faire trop d'ombrage aux princes lorrains dont le crédit l'aurait écrasé, au détriment irréparable de la justice et du droit.

Le duc de Guise et le cardinal de Lorraine terminèrent la séance en rendant compte, l'un de l'administration de la guerre, et l'autre de celle des finances.

Cette première séance fut assez tranquille. Mais les passions couvaient d'autant plus brûlantes, qu'elles s'étaient contenues davantage.

Le surlendemain (23 août) fut très-agité. Quoique les âmes ne fissent pas explosion, il fut aisé de voir, par ce qui transpira, ce qu'elles renfermaient de tempêtes dans leur profondeur.

Le roi s'étant assis ordonna aux conseillers de dire leur avis. Le plus jeune d'entre eux, Jean de Montluc, évêque de Valence, se disposait à parler, lorsqu'il s'ar-

rêta tout à coup. L'amiral de Coligny s'était levé. Il resta un moment immobile, puis s'avançant jusqu'au trône, il ploya deux fois le genou en terre et remit à Sa Majesté une requête au nom des réformés de Normandie. — « Sire, dit-il, j'ai parcouru cette province selon vos commandements ; je me suis enquis partout de la cause des émotions populaires, et je me suis assuré partout qu'on n'en voulait ni à votre personne, ni à vos prérogatives, mais que l'unique source des troubles qui étaient près de déborder dans toute la France procédait des persécutions religieuses. Convaincu comme je le suis de l'injustice de ces persécutions, espérant d'ailleurs que Votre Majesté prendrait en bonne part ma conduite, je me suis chargé de déposer à vos pieds les supplications des opprimés. »

Le roi reçut très-gracieusement la requête de l'amiral, et, la passant au secrétaire d'État L'Aubespine, il lui recommanda de la lire. Les réformés sollicitaient le libre exercice de leur culte, dans des temples où ils auraient cette douceur de prier en commun. Leur souhait fut accueilli avec des sentiments divers. Le cardinal de Lorraine, par un geste de désapprobation ayant soulevé dans plusieurs groupes des rumeurs hostiles à la requête, Coligny, d'une voix ferme, déclara que ceux de qui il tenait cette requête trouveraient cinquante mille signatures, seulement en Normandie.

Les princes lorrains vivement irrités regardaient le roi qui suspendit leur colère par une dissimulation dont ils ne l'auraient pas cru capable. Il remercia Coligny de son zèle, de sa fidélité, et lui promit que

la requête des réformés serait examinée par le chancelier, par le duc de Guise et par le cardinal de Lorraine à qui il la recommandait.

Il permit ensuite à chacun d'opiner selon son tour.

L'opposition, secrètement encouragée par Catherine de Médicis et par L'Hôpital en même temps qu'appuyée par Coligny, ne se laissa pas intimider.

Jean de Montluc reparut dans la lutte si énergiquement engagée. Courtisan délié de la reine mère, homme d'avant-garde dans l'Église comme son frère l'était dans l'armée, l'évêque de Valence se fit remarquer par la vigueur de ses plaintes et de sa logique. Il imputa les fléaux qui désolaient la chrétienté à la corruption et au luxe des prélats qui avaient traversé à peine leurs diocèses et qui ne savaient vivre qu'à la cour ou à Paris. Il dit que les exécutions sanglantes pour cause de religion étaient des barbaries aussi contraires à l'Évangile qu'aux grands conciles de la primitive Église. Il sollicita la convocation d'un concile national où les ministres du protestantisme seraient admis à discuter leurs doctrines et où les amateurs de la concorde chercheraient à rapprocher les deux partis, enveloppant d'ailleurs toutes ses hardiesses de louanges habilement prodiguées au roi, aux deux reines et à messieurs de Guise.

Marillac, archevêque de Vienne, s'épancha avec plus de prestige encore et de retentissement.

C'était un orateur d'une puissance singulière. Il avait reçu du ciel et il avait cultivé en lui tous les dons de plaire. Il avait la grâce, toutes les grâces, celle de marcher, et de s'asseoir, et de représenter,

et de parler, et de se taire. Il était enjoué ou sérieux à propos. Il entraînait les foules, les auditoires; il captivait, il gagnait, il enchantait dans l'intimité. Il était homme de forum, d'affaires, de plaisir, d'église, de diplomatie.

Tous ses portraits sont vivants. Il avait le visage ovale, les cheveux rares, un peu flottants, le front large, les yeux vifs et perçants, la bouche éloquente, insinuante, grande pour convaincre, fine pour séduire. Son menton un peu fort rappelait les montagnards de son pays. Un cou flexible comme celui d'une femme soutenait cette tête virile.

La raison de Marillac était en harmonie avec ses talents. Elle s'était développée, éclairée dans la lecture, dans les voyages. Il connaissait les hommes autant que les livres. Il avait parcouru l'Europe dans des missions toujours heureuses et il avait été avec gloire quatre années ambassadeur à Constantinople. Sa tolérance était sans bornes. On le soupçonnait d'hérésie.

Plusieurs des vastes intelligences de ce siècle dépassèrent ainsi les sectes et allèrent, sans se formuler bien exactement leur doctrine, jusqu'au fond des religions, c'est-à-dire jusqu'à la philosophie. Seulement cette philosophie solidifiée par la foi, embrasée de charité, parfumée d'espérance; avait retenu librement, respectueusement, dans ses habitudes d'onction et de prière, l'empreinte auguste et douce du Christ. Les sectes étaient à cette religion suprême ce que les dialectes énergiques, mais barbares, sont à une langue parfaite.

L'archevêque de Vienne fut probablement un de

ces philosophes chrétiens. Car il ne faudrait pas s'imaginer que dès lors l'Infini n'eût pas ses fidèles, son Église.

Marillac était né en Auvergne comme L'Hôpital. Ils s'aimaient et ils s'entendaient sur tout.

L'Hôpital désirait que certaines vérités fussent dites très-haut, et, ne pouvant les dire lui-même, afin de ne pas compromettre avec les Guise son crédit entièrement consacré à ces vérités, il s'était concerté avec Marillac, qui se chargea de manifester leurs convictions semblables et de parler pour son ami, pour la patrie et pour Dieu.

C'est une grandeur de plus sur ce discours prononcé par Marillac d'être la double effusion du chancelier et de l'archevêque, ces âmes simples, ces esprits supérieurs. Quoique écrit par Marillac, il est senti, pensé par L'Hôpital et il exprime ces deux beaux génies si sympathiques dans leurs différences.

Quand donc l'évêque de Valence eut terminé sa harangue, l'archevêque de Vienne commença au milieu d'une émotion d'attente et d'intérêt.

Partant des troubles du royaume, du mécontentement des uns, de la pauvreté du plus grand nombre, de l'effroi qui avait gagné tout le monde, il arriva par degrés aux deux remèdes qui lui semblaient indispensables pour guérir tant de maux insupportables : le concile national et l'assemblée des États généraux.

« Avant tout, dit-il, veillons à ce qu'il ne se fasse rien dans l'Église par argent, afin que cette grande bête babylonique qui est avarice, laquelle a deschainé

tant de superstitions, tant d'abominations, donne des cornes en terre, et qu'on ne profère plus contre nous l'accusation de simonie.

« Outre la variété des doctrines, quand vit-on jamais la discipline catholique plus dissipée, plus abattue, plus négligée, les abus plus multipliés, les scandales plus fréquents, la vie des ministres plus reprenable et les tumultes du peuple plus menaçants ?

« Pour obvier à ce danger, le vrai remède ancien et accoutumé serait le concile général ; mais il n'est pas probable pour deux raisons : l'une qu'il n'est pas en notre puissance de faire que le pape, l'empereur, le roi et les Allemands soient d'accord incontinent du temps, du lieu et de la forme de ce concile ; l'autre que notre mal nous presse si fort, le feu étant allumé en plusieurs endroits de ce royaume, que nous ne pouvons invoquer un remède éloigné et incertain.

« Il faut donc venir au concile national, tant pour la nécessité qui nous presse, pour le déplorable état auquel l'Église est maintenant réduite, que pour la réputation du roi qui l'a annoncé par lettres marquées de son sceau.

« L'on ne doit donc plus différer à suivre le chemin de nos ancêtres, ni craindre en cet endroit d'être accusé de nouveauté, puisque nous en avons tant d'exemples, ni estimer qu'il en puisse découler autre chose que bien, puisque Dieu assiste ceux qui sont réunis en son nom.

« Par là je conclus à ce que l'on s'assemble soit sous le titre de concile national, soit sous le titre de

consultation, sans s'arrêter aux obstacles que le pape y voudrait mettre, puisque c'est notre droit et qu'il s'agit de notre conservation. Et autrement, quand nous aurions perdu une partie du royaume, serait-il en sa puissance de nous la restituer ? Dans tous les cas, nous ne voulons point périr pour lui complaire, mais suivre la règle que Dieu nous a inspirée et que nos prédécesseurs ont si souvent pratiquée.

« Le principal moyen de la guérison, c'est de confesser nos fautes. Recourons aux jeûnes publics, oraisons et larmes ; et surtout prenons le glaive de Dieu qui est sa parole, dont maintenant nous n'avons plus que la gaine, c'est-à-dire l'extérieur. Ne pensons plus que les mitres, crosses, rochets, chapeaux et tiare, qui étaient autrefois introduits pour accompagner l'intérieur, qui est la doctrine de bonne vie, et pour nous rendre par là plus admirables, soient pour nous garantir du mépris du peuple, puisque l'intérieur n'y est plus et qu'il n'y a que le masque extérieur. Proposons-nous plutôt cette redoutable sentence : que la cognée est à la racine et que tout arbre qui ne portera pas bon fruit sera coupé. »

L'archevêque de Vienne, après d'autres considérations non moins saisissantes, aborda avec la même franchise l'autre remède qu'il était urgent d'appliquer aux calamités de la France.

« Ce remède, s'écria-t-il, c'est d'assembler les États. Pour retenir le peuple dans l'obéissance, il suffit d'ouïr ses plaintes. Les surcharges extraordinaires imposées sur lui se sont accrues et multipliées

de sorte qu'il ne peut plus porter ce grand fardeau, ni satisfaire aux anciens devoirs. N'est-ce pas sujet digne d'être traité aux États ? Écouter seulement le gémissement des affligés, n'est-ce pas un commencement de consolation ?

« Quoique le roi soit seul auteur de la loi, et qu'à lui seul appartienne de commander, toutefois ce qu'il ordonne en telles assemblées a plus de force, parce que le peuple y voit la raison de plusieurs et non le caprice de quelques-uns.

« Les États sont d'ailleurs une coutume de la maison de France. C'est ainsi qu'elle s'est maintenue environ onze cents ans. Il n'y a d'ailleurs royaume bien réglé qui ne suive cet ancien et saint usage d'assembler les États, comme l'on voit en l'Empire où l'on tient les diètes, et aux royaumes d'Espagne, d'Angleterre, d'Écosse, de Suède, de Bohême, de Hongrie et partout ailleurs ; considération qui veut être pesée. Car puisque tant de rois se trouvent bien de telle observance, l'on ne se peut honnêtement départir de ce que nous avons si longtemps gardé. »

L'éloquent orateur, s'animant de plus en plus, parcourut toutes les objections et n'en négligea aucune. Les trois principales étaient : la longue interruption de ces assemblées, l'atteinte qu'elles pouvaient porter à l'autorité du roi et le redoublement de divisions qui en naissait.

« La cessation des États, reprit Marillac, a été un malheur public. Leur réintégration sera un bienfait royal. Car, tout ainsi que, par l'intermission des conciles en l'Église, s'est accumulé le comble du

désordre que l'on voit nous menacer de si grands changements, ainsi la discontinuation des États a ouvert le pays à toutes les inventions mauvaises, lesquelles sont augmentées au point, que le seul moyen d'y remédier est de recourir à l'ancienne forme de nos majeurs qui est de convoquer les États.

« Ceux qui ajoutent que l'autorité du roi serait diminuée me semblent ne connaître point le cœur des Français qui a toujours fait pour son roi ce qu'il a pu, et d'en requérir plus serait injustice, et de l'exiger, impossibilité.

« De plus, ce serait tarir les divisions au lieu de les accroître que de dire aux États comment les deniers sont dépensés, quel désir on a de régénérer l'Église, de soulager les pauvres et de relever les opprimés. Les États se joindraient alors à la reine mère, à tant de princes du sang, à tant de prélats pour la conservation de l'autorité du roi qu'il a plu à Dieu de nous donner. »

Ce discours de Marillac provoqua la désapprobation des catholiques, les applaudissements des huguenots mal contenus par la présence du roi et des reines.

Le soir et la nuit passèrent sur ces émotions diverses sans les amortir. Le lendemain 24 août, l'agitation de l'assemblée était la même que la veille. L'amiral de Coligny l'enflamma par une nouvelle agression.

L'impression qu'il produisit fut immense. Sa force sans jactance fut sentie et subie. Son attitude simple, mais résolue, imposa. Sa taille noble, aussi ferme sur

sa base que s'il eût été de granit, semblait inébranlable. Son visage, quoiqu'il fût illuminé d'un feu intérieur de courage et d'intelligence, conserva ce calme religieux qui lui était habituel. Bien qu'il ne fût encore que deviné, puisque la plus belle part de sa vie, celle où il fut l'Annibal chrétien des guerres civiles, était encore noyée dans les ombres de l'avenir, ce grand homme dut avoir, ce jour-là, par la commotion de l'assemblée à son aspect, la révélation de sa prodigieuse puissance. Il était certain pour tous qu'il pesait déjà dans les balances de Dieu plus que le poids des princes du sang, et qu'à l'heure des révoltes ce serait lui qui donnerait un chef aux factions, à l'anarchie même. Ce fut l'instinct des notables. Leur imagination dès lors grandit l'amiral à une hauteur où il n'était pas encore parvenu, et, soit l'enthousiasme des uns, soit l'aversion des autres, ils prophétisèrent sa gloire biblique.

Coligny méritera cette gloire; dès lors il méritait l'énergique et orageuse attention qu'on lui prêta. Car c'était plus qu'un seigneur rompu à la cour, aux affaires, aux intrigues, comme son frère le cardinal de Châtillon, plus qu'un héros tout d'une pièce comme le prince de Condé, plus qu'un orateur et un diplomate comme l'archevêque de Vienne, plus qu'un sage comme le chancelier de L'Hôpital, plus qu'un théologien comme Théodore de Bèze, c'était tout cela en équilibre, en harmonie, tout cela participant de la pensée et de l'action, prêt à méditer, à convaincre, à commander, à combattre, à mourir; tout cela, tantôt au conseil, tantôt à cheval, tantôt présentant sa poi-

trine à l'arquebuse d'un assassin, tantôt son cou au gibet d'une multitude ; c'était tout cela ensemble, dans la vertu du croyant, dans l'honneur du gentil-homme, dans l'abnégation du martyr !

Aussi, lorsqu'il parla, ce fut un silence plus passionné que le murmure soulevé par le discours de Marillac. La conscience, non pas seulement la conscience d'un homme, mais la conscience d'une nation, d'un siècle, de l'humanité éclata dans l'accent de Coligny, dans sa voix d'une sonorité grave et profonde.

Il répéta d'abord avec une originalité sobre toute l'argumentation de l'archevêque de Vienne. Il prouva que les États généraux étaient indispensables pour régler le royaume, et le concile pour régler la religion. Il persista dans ce qu'il avait dit des vœux de la Normandie qui étaient ceux de toute la France, puis, entrant dans le vif du débat et s'adressant aux princes lorrains, il leur demanda raison de la nouvelle garde. « C'est une institution pleine de danger, s'écria-t-il. N'est-ce pas un rempart de fer entre le prince et les sujets, entre le cœur du roi et le cœur du peuple ? Ne sera-ce pas une cause incessante de défiance et de haine ? Et si cette garde encore avait une vraisemblance d'utilité ? Mais non. Le roi n'était-il pas aimé de tous ? Ne pouvait-il pas aller du nord au midi, de l'orient à l'occident ? N'était-il pas assuré de trouver dans toutes les classes, dans toutes les communions, les témoignages les plus tendres de respect ? Telle est, dit l'amiral avec véhémence, la vérité si incontestable, si évidente, que j'y engagerais ma

tête, celle de ma femme et de mes enfants. D'où vient donc cette précaution injurieuse au royaume et dommageable au roi ? Quelle a donc été l'intention des ministres ? Ah ! reprit-il, serait-ce qu'ils auraient créé cette garde pour eux-mêmes ? Certes, plutôt que de s'abriter derrière le roi, plutôt que de s'en couvrir au lieu de le couvrir, plutôt que d'avoir recours à une mesure aussi dangereuse, aussi criminelle, les ministres auraient mieux agi de s'ôter jusqu'à la tentation d'une telle énormité, en usant d'une bonne administration, en s'abstenant de rigueurs et en faisant au royaume autant de bien qu'ils lui ont fait de mal. »

Coligny, qui avait secoué l'assemblée par cette mâle improvisation, ne recula pas devant la triple conclusion enfermée dans son discours. Il prononça lentement cette conclusion comme pour mieux l'enfoncer, et il réclama sans retard la suppression de la nouvelle garde, les États généraux et le concile national. Il supplia le roi d'interdire toute recherche et toute persécution religieuse, de permettre l'exercice des cultes dissidents et même de leur assigner des temples dans sa munificence. « Voilà, dit-il, et ce furent ses dernières paroles, voilà la politique magnanime qui tarirait la source des troubles et qui assurerait la paix du royaume. »

Quand l'amiral eut fini, des rumeurs, soit d'approbation, soit de mécontentement, et de sourds défis se croisèrent d'un parti à l'autre. Le roi garda le silence et l'imposa par son exemple. Un instant on n'entendit aucun bruit, si ce n'est le frôlement des

bannières aux fleurs de lis dressées au-dessus du trône et agitées par le vent des fenêtres entr'ouvertes à cause de la chaleur.

Plusieurs membres du conseil privé opinèrent alors sans qu'on songeât seulement à les écouter. Tous les yeux étaient dirigés vers le duc de Guise qui, malgré son empire sur lui-même, ne pouvait dominer la colère où l'avait jeté le discours de Coligny. Le duc n'était pas décidé à répondre, comme s'il eût appréhendé de s'emporter au delà de ce que l'habileté lui prescrivait. Une lutte, visible pour tous, le remuait et il flottait entre l'ardeur de parler et la convenance de se taire; mais son ressentiment l'entraînant, au lieu de s'en remettre à son frère du soin de réfuter l'amiral de Coligny, il se leva soudain. Quelques-uns remarquèrent avec un effroi superstitieux que, dans le mouvement qu'il fit, son épée résonna comme un présage. Ses joues étaient en feu, sa contenance fière et menaçante, sa voix irritée. « M. l'amiral, s'écria-t-il, a présenté à Sa Majesté une requête des dissidents de Normandie; il a patronné cette requête, et il a dit que les pétitionnaires se trouveraient pour la signer, dans leur seule province, en nombre de cinquante mille; et moi, je dis que partout où il se montrera cinquante mille de leur secte, d'un mot le roi leur opposera un million et plus de sa religion.

« Mais, continua le duc de Guise, on ne se borne pas à protéger les mécontents, on nous attaque, nous les ministres, touchant la nouvelle garde. Voilà ce que je ne puis souffrir. La nouvelle garde! Ah! nous

ne l'aurions jamais établie, monsieur mon frère et moi, sans le tumulte d'Amboise. Nous ne l'avons créée que contre les factieux qui avaient résolu d'envahir le palais du roi pour le dépouiller de la couronne et de la vie. Si donc cette garde existe, c'est par les factieux d'Amboise. Eux seuls nous ont forcés à l'organiser, et nous la maintiendrons. Car si elle a été bonne contre les révoltes du passé, elle sera bonne aussi contre les révoltes de l'avenir. On a beau séparer perfidement du roi les ministres ; leur cause est la même. C'est le manège des séditeux de tous les temps de passer sur le corps des ministres pour pénétrer jusqu'aux rois. La haine contre les ministres est, aujourd'hui comme toujours, un prétexte vain que nous connaissons et que nous dédaignons.

« Quant au concile national, reprit M. de Guise, je m'en réfère à de meilleurs théologiens que moi, confiant dans cette espérance que nul concile n'attentera jamais à l'antique foi. Je ne m'oppose pas non plus aux États généraux ; j'accepterai sur ce point et sur tous les autres la décision du roi, notre seigneur. »

Dès qu'il eut achevé, le duc de Guise salua le roi, la reine mère, la reine sa nièce, dont il était adoré et qui lui souriait, puis se tournant vers Coligny, il lui lança un regard que l'amiral soutint avec une assurance tranquille. Hélas ! ces deux hommes, les plus grands de leurs partis, ne se haïssaient pas seulement d'une haine individuelle, ils portaient déjà dans le cœur la guerre civile.

Le cardinal de Lorraine, à qui, son frère, le duc de Guise, avait fait un appel indirect, ne se réserva pas plus

longtemps. Son rôle dans cette grande discussion devait être de la résumer et de la clore. Son discours emmiellé, aiguisé par moments d'une pointe d'ironie, cachait, non moins que les plis astucieux de son visage, les desseins les plus sinistres. Il n'en laissa rien transpirer et ne s'écarta guère des bornes d'une douceur machiavélique. « Les pétitionnaires de M. l'amiral, dit-il, ne sont pas tous des agneaux; il y a bien quelques loups parmi eux. Ils ne sont pas tous des requêtes courtoises comme celle qui a été recommandée à Sa Majesté. Ils écrivent aussi des pamphlets incendiaires, et pour moi, j'en ai vingt-quatre sur ma table qui me sont entièrement personnels. Je les conserve précieusement. Ils sont, contre moi, des monuments de rancune des ennemis de Dieu et du roi. Ils seront l'honneur de ma vie et la gloire de ma maison. Je distingue cependant entre les sectaires. Il y en a de deux sortes qui seront traités diversement, selon leurs actes. A ceux qui prendront l'arquebuse et la dague, nous dépêcherons nos gendarmes. A ceux qui se contenteront de fuir la messe, d'ouïr les prêches et de chanter les psaumes, nous enverrons des évêques et des curés, afin de les convertir. Mais à aucuns le roi n'accordera des temples; car il ne voudra pas se perpétuellement damner pour de tels galants! »

Le cardinal ne chercha pas à éluder les grandes mesures que les notables réclamaient tout haut, ou souhaitaient tout bas. Il s'y associa en dissimulant ses raisons secrètes. Soit embûche pour endormir ses adversaires, soit politique pour ménager les tendances de la majorité, il ne repoussa point les États

généraux. Il les fixa même au 10 décembre et il annonça que le concile national les suivrait de près. Les chevaliers de l'ordre, les princes et les seigneurs opinèrent tous à la manière du cardinal qui s'était d'abord conformé à leur esprit. Le roi et la reine mère remercièrent les notables de leurs conseils et de leurs vœux qui furent aussitôt rédigés en ordonnances. L'assemblée se sépara (26 août 1560), heureuse du bien qu'elle avait tenté et accompli. Ce bien était incalculable. De grandes vérités avaient été dites, de saints principes proclamés, les États généraux et le concile national avaient été imposés au ministère, et, pour couronner une si glorieuse session, il avait été décidé que, jusqu'à la réunion du concile, les protestants ne seraient ni inquiétés, ni jugés sur leurs croyances. Jamais représentation sortie du suffrage populaire ne fut plus généreuse et plus libérale que cette immortelle assemblée des notables choisie par les ministres. Les Guise avaient cependant pour eux le roi, les fonctionnaires, le clergé, la plèbe, et l'or, et l'argent, et toutes les habiletés, mais Dieu et l'opinion travaillèrent contre eux.

Je n'ai jamais franchi, à Fontainebleau, cette chambre de la reine mère sans un saisissement intérieur. Car c'est là que l'amiral de Coligny, le premier entre tous, revendiqua la liberté de conscience dans une assemblée française. Des grands personnages qui remplissaient cette salle aujourd'hui solitaire, de cet archevêque de Vienne, Marillac, et de ce chancelier de L'Hôpital qui devaient l'un et l'autre succomber au désespoir des dissensions civiles, de ce

duc François de Guise, le plus grand de sa maison, invincible dans sa vie, sublime dans son agonie, de tant de prélats, de politiques et de guerriers, le caractère qui me touche le plus, c'est Coligny, l'homme du droit nouveau en apparence, mais en réalité l'homme du droit éternel. En ces jours-là, nos pères de toutes les conditions furent meilleurs que nous ne sommes. Au milieu de leurs passions, de leurs crimes et de leurs fautes, ils étaient dévoués à un drapeau religieux. Le prestige d'une foi les ennoblissait tous, depuis les prolétaires et les bourgeois jusqu'aux ducs, jusqu'aux princes. Les oppresseurs eux-mêmes empruntaient à leur conscience sincère, quoique faussée, je ne sais quelle dignité sérieuse, imposante. Qu'était-ce donc des opprimés, — et du plus antique, du plus persévérant, du plus désintéressé de leurs défenseurs, de l'amiral de Coligny ?

Le protestantisme avait eu sur notre terre une mystérieuse et puissante enfance. Il avait grandi peu à peu dans les clairières des forêts, dans les perspectives des nefs de feuillage, tandis que, sur des chaires de pierres brutes, des prédicateurs mutilés échappés au martyre confessaient leur vérité à un auditoire de paysans, d'ouvriers, de femmes, d'enfants, de vieillards, de nobles et de héros. La nature était le temple habité par l'homme au-dessous et par Dieu au-dessus de la voûte infinie des cieux. Le fidèle, proscrit des cités, retrouvait la liberté et la religion à l'ombre des chênes. Les bois étaient redevenus sacrés.

Par les Châtillon et par les princes du sang le protestantisme émergea des cavernes et des fourrés, laissant leurs retraites aux bêtes fauves. Il compta désormais des représentants à la cour, dans l'Église, dans l'armée. Il eut solennellement à Fontainebleau, grâce à Coligny, son avènement dans la vie politique.

L'archevêque de Vienne, Marillac, qui n'était pas, comme l'amiral, le grand homme de l'assemblée des notables et qui en était seulement le grand orateur, ne survécut guère que de quelques mois à son triomphe. Sourdement persécuté pour ce qu'il avait osé, il se retira dans la solitude, à Saint-Pierre de Melun, sous les arceaux de son abbaye. C'est là qu'il expira, après avoir réduit en cendres ses papiers, libres épanchements de son âme. En les consumant afin de mettre sa mémoire à l'abri de toute recherche, de toute insulte, il avait dit ce vers de Platon brûlant ses poésies : *Vulcain, viens ici : Platon a besoin de toi*. Les calomnies qu'avait attirées à Marillac son indépendance ébranlèrent sa santé, et la mélancolie des temps, le sentiment de son impuissance à réaliser le bien qu'il rêvait, l'achevèrent. La discorde était partout, et la haine et le chaos, pendant que l'amour, la paix et l'ordre étaient en lui. Il lutta, mais en vain, pour substituer à l'immense anarchie du mal le règne de Dieu. Hélas ! la tristesse le prit en route et l'enleva trop tôt à cette tâche ingrate, à ce labeur mortel qui use ou qui brise tous les grands cœurs.

Les Guise, si contraires d'abord aux États généraux parce qu'ils y voyaient l'éclipse de la royauté et l'affaiblissement du ministère, les avaient concédés

néanmoins à l'assemblée des notables dont ils voulaient avoir l'air d'exaucer le souhait le plus cher. Leur intention au fond était tout autre. Ils se proposaient par là de tendre un piège au prince de Condé et de préparer une occasion infaillible de l'arrêter. Le duc de Guise avait quelques scrupules ; mais ils furent levés par l'audace des huguenots , par la vigueur de Coligny à l'assemblée des notables et par une circonstance fortuite que nous allons rapporter.

Le prince de Condé, depuis qu'il s'était déclaré calviniste, avait une cour à Nérac. Il y était plus roi que son frère. Tous les protestants illustres accouraient en Guienne pour lui offrir, soit leur épée, soit leur influence, soit leur dévouement. Les uns répondaient d'une ville, les autres d'une province. Tous aspiraient à s'enrôler sous la bannière de Condé. Les Guise étaient avertis des moindres détails par les espions qu'ils soudoyaient à Nérac, dans le palais même des Bourbons.

Le prince de Condé recevait tant d'hommages avec une joie qui perçait sous l'étiquette. Dévoré de ressentiments au souvenir d'Amboise, ulcéré contre les Guise, il se promettait avec l'ardeur de son âme de faire tourner la popularité qui lui arrivait à leur ruine et à sa grandeur.

Il méditait une nouvelle et formidable conjuration.

Il en dévoila le plan à La Sague, gentilhomme très-attaché à la maison de Bourbon et le chargea de lettres fort importantes pour les seigneurs les plus puissants de la cour. Il l'envoyait aussi pour observer les sentiments, les projets, les cabales et les paroles

des notables, soit dans l'assemblée, soit hors de l'assemblée.

La Sague était plein de zèle. Il s'acquitta de ses diverses missions avec beaucoup de promptitude et de hardiesse. Il vit le connétable à Chantilly, le maréchal de Montmorency et le vidame de Chartres à Paris. Il les entretint de la part du prince de Condé, leur rendit les lettres à leur adresse, reçut les réponses, puis s'empressa de s'installer à Fontainebleau avec les notables, afin de remettre à d'autres amis d'autres lettres du prince ; tout en suivant attentivement les débats et les brigues de l'assemblée.

Or, un matin qu'il se promenait le long du château, il fit rencontre d'un ancien sergent-major qu'il avait intimement connu dans les bandes françaises du Piémont. Ce sergent-major était devenu le capitaine Bonval. Il avait changé de grade sans changer d'humeur. C'était un aventurier, comme il y en avait tant alors, prêt à tout dire et à tout faire, du reste un gai compagnon, un pilier d'hôtelleries, de lieux suspects et de tripots. La Sague fut enchanté de le trouver pour passer le temps. Il le mena dîner et ils parlèrent complaisamment de leurs campagnes d'Italie, sous le maréchal de Brissac.

La conversation prenant un tour personnel, La Sague demanda au capitaine ce qu'il faisait à Fontainebleau, et s'il était partisan des Guise. — Leur partisan, non, répondit Bonval ; leur courtisan, oui. Je sollicite d'eux depuis longtemps un avancement qui est dû à mes services. Je n'ai rien eu jusqu'ici, malgré mes instances. J'ai même dissipé mon petit pa-

trimoine dans toutes ces démarches que les maudits Lorrains traitent d'importunités. Aussi je les hais. Je suis presque désespéré et j'aurais plus d'avantage d'aller me faire Turc et palen dans les lointains pays, que d'être chrétien en France sous de pareils tyrans. Que Dieu confonde les Guise ! si quelqu'un voulait les égorger, j'aurais de la joie à tenir le bassin. »

Ces horribles plaintes, ces violentes invectives, jointes à l'ancienne familiarité des camps, inclinèrent La Sague aux confidences. Il dit au capitaine de patienter un peu, que les choses n'iraient pas toujours de mal en pis, que les Guise avaient offensé un plus grand qu'eux et qu'ils s'en repentiraient bientôt. Sur quoi, Bonval le pressant de s'expliquer, La Sague ajouta que si son vieux camarade lui promettait le secret, il lui en raconterait davantage. Bonval s'engagea au silence le plus absolu et La Sague lui découvrit toute la conspiration, lui avouant qu'il était l'agent de Condé, qu'il avait porté les propositions du prince aux plus grands seigneurs du royaume et qu'il rapportait au prince leurs adhésions écrites, scellées de leurs sceaux. Bonval embrassa son ami avec transport, l'assura qu'il était tout à une si belle entreprise et que le lendemain il lui prêterait serment de fidélité sur l'Évangile.

Il quitta ainsi La Sague charmé de tant de protestations de zèle. Mais la finesse du Basque était en défaut. Bonval marcha un peu au grand air, agitant en lui-même s'il n'y aurait pas plus de profit à perdre son ami qu'à le servir. Il n'hésita pas longtemps et se décida vite pour la trahison. Il allait enfin saisir la

fortune si obstinée à le fuir. Dans l'ardeur de sa cupidité, il se rendit chez le duc de Guise. La porte qui avait été fermée à l'aventurier s'ouvrit d'elle-même au délateur. Il dénonça au duc tout ce qui se tramait contre les maisons de Lorraine et de France, contre les ministres et contre le roi. Le duc de Guise, déguisant sous l'éloge officiel son mépris, remercia Bonval des révélations qu'il avait faites dans l'intérêt de l'État, lui prescrivit la prudence, la dissimulation, et lui recommanda de savoir exactement le moment où La Sague quitterait Fontainebleau pour retourner en Guienne.

Bonval, se conformant à ces instructions, revit son ami, renouvela les témoignages de son exécution contre les Guise, de son dévouement aux Bourbons et jura qu'avant un mois il irait rejoindre le prince de Condé avec une compagnie des meilleurs hommes d'armes du Piémont, errants comme lui sur le pavé par l'ingratitude des Lorrains.

La Sague feignit de le croire, mais il se repentait d'en avoir trop dit, car il essaya d'échapper à une surveillance qu'il soupçonnait et qui l'inquiétait. Il fixa le jour de son départ en causant avec Bonval; puis, la veille de ce jour, il s'éloigna à franc étrier sans prévenir personne.

Le capitaine Bonval, ne trouvant plus La Sague à son hôtellerie, et apprenant qu'il avait douze heures d'avance, court au château, instruit M. de Guise de la disparition du Basque, se désolant lui-même et réclamant gens et chevaux pour faire la chasse au fugitif. Le duc met sur-le-champ à la disposition du

capitaine Bonval du Croq, échanson de la reine Marie Stuart et quelques autres hommes déterminés. Il leur désigne les meilleurs courtauds de ses écuries et les lance sur les traces de La Sague. Cette troupe, animée par les encouragements et par les promesses de M. de Guise, se précipite. Elle franchit la porte d'Étampes au moment où La Sague en allait partir. Elle l'entoure, lui fait rebrousser chemin et le ramène à Fontainebleau avec tous les papiers dont il était porteur.

Ces papiers n'étaient pas très-importants au premier coup d'œil. C'étaient surtout des lettres de politesse ou d'amitié, soit du connétable, soit du maréchal de Montmorency, soit de l'amiral, soit de plusieurs autres seigneurs connus par leur fidélité à la maison de Bourbon. Parmi tant de lettres, il y en avait une, qui, sans être précisément coupable, était plus compromettante que les autres. Elle avait été écrite et signée par le vidame de Chartres. Il mandait au prince de Condé « qu'il lui était serviteur, et qu'il le soutiendrait envers et contre tous, le roi et les reines exceptés, dans ce qu'il entreprendrait, selon son grand cœur, pour le bien de l'État. » Les Guise étaient pénétrants, intéressés à deviner, et cette lettre éveilla toute leur rigueur. Ils traitèrent le vidame en criminel. Il sortait à peine d'une cruelle maladie. Il était encore mourant. Malgré les supplications de sa famille et de ses médecins, il fut enlevé de son hôtel et jeté brutalement à la Bastille. On eut pour ce grand personnage, parent du connétable, allié des Bourbons, toujours prodigue de son or et de son sang pour la royauté, moins d'égards que pour un

simple gentilhomme. On ne permit pas même à sa femme de s'enfermer avec lui dans la prison pour le soigner. Mais si le vidame s'était accusé par ses insinuations au prince de Condé, il ne nommait aucun conjuré et il ne donnait aucun renseignement précis sur la conjuration.

Pour suppléer à l'insignifiance des dépêches dont il était chargé, on interrogea sévèrement La Sague. Il se refusa d'abord à toute révélation, alléguant son ignorance et affirmant l'impossibilité pour lui de répéter ce qu'on ne lui avait pas dit. Cependant sa constance fut vaincue par l'effroi de la question. La menace de la torture, l'horrible appareil des instruments de supplice et l'aspect farouche du tourmenteur lui desserrèrent les lèvres.

Il avoua dans une grande angoisse, où la terreur dominait le remords, que le prince de Condé, avec ou sans le roi de Navarre encore indécis, devait quitter Nérac sous prétexte de se rendre à la cour. Le plan était mûr. Le prince rallierait en route de puissants renforts de noblesse, entre autres six cents gentilshommes, le maréchal Damville en tête. Suivi de cette armée chevaleresque, aux deux tiers calviniste, Condé s'emparerait en chemin des principales villes, de Poitiers, de Tours, d'Orléans. Il soulèverait Paris par le maréchal de Montmorency qui en était gouverneur, la Bretagne par le duc d'Etampes, la Provence par le comte de Tende, la Picardie par MM. de Senarpont et de Bouchavannes. Il arriverait ainsi aux États, déjà maître du royaume. Il ôterait le gouvernement à la reine mère et à MM. de Guise. Il ferait

décréter la majorité du roi à vingt-deux ans. Jusquelà il prendrait la dictature sous le nom de régence, avec le roi de Navarre et le connétable de Montmorency pour seconds. Il attaquerait alors MM. de Guise comme dilapidateurs et comme traitres, il les frapperait soit de l'épée de combat, soit de l'épée de justice, et les poursuivrait sans trêve ni merci, jusqu'à la mort.

Cette déposition ayant été bien accueillie, on insinua au malheureux prisonnier que la liberté serait le prix d'une franchise entière. Cédant à cette espérance, La Sague, qui d'ailleurs en avait trop dit pour ne pas compléter ses révélations, ajouta que l'enveloppe de la lettre du vidame cachait des secrets importants. Il engagea seulement, comme un préliminaire indispensable, si l'on voulait déchiffrer les caractères de cette enveloppe, à la tremper dans l'eau. L'expérience réussit parfaitement. Dès que le papier fut mouillé, les lignes qui le couvraient devinrent visibles, et l'Aubespine put les lire sans difficulté. Il y trouva la confirmation de tout ce qu'avait rapporté La Sague. Fremin Dardois, secrétaire du connétable de Montmorency et créature des Bourbons, avait écrit de sa main les mots de cette enveloppe et il les terminait par un appel à l'audace du prince de Condé. « Ayez pour certain, monseigneur, disait-il, que M. le connétable désire l'éloignement des Guise. Mais il le désire par une délibération légale des États généraux. C'est un projet mal conçu et qui échouera, si vous ne le poussez. Le moyen est bien simple. Attaquez les Guise à votre arrivée à la

cour et ils seront désarçonnés ; car toute la noblesse et M. le connétable lui-même seront avec vous contre eux. »

Les princes lorrains reçurent de ces communications une commotion profonde. Ils les ensevelirent dans un silence absolu et se préparèrent aux événements.

LIVRE TREIZIÈME

Plan des Guise. — États généraux à Orléans. — Le bailli M. de Groslois. — Le roi, la reine. — Diplomatie du duc de Guise. — Le cardinal de Tournon, le maréchal de Brissac. — La terreur partout. — Arrivée des princes du sang aux États. — Condé arrêté, le roi de Navarre surveillé. — Procès de Condé, sentence de mort. — La princesse de Condé. — Courage d'Antoine de Bourbon. — Sinistres projets du duc de Guise. — Catherine de Médicis. — Conseils de L'Hôpital. — Scène de réconciliation entre les Guise et Antoine de Navarre au chevet de François II. — Funérailles du jeune roi.

Le cardinal de Lorraine, d'abord atterré et tremblant, éclata bientôt dans l'intimité en d'ardentes colères qu'il réprimait au dehors. Son épouvante se changea en fureur, au gré de son tempérament pétri de peur et d'orgueil, prompt aux abattements, puis aux vengeances.

Le duc de Guise, naturellement intrépide, résista plus froidement à l'assaut de ces nouvelles. Il fut saisi d'une inquiétude tout impersonnelle en face de tant d'ennemis qui conspiraient dans l'ombre. Mais son courage était toujours plus grand que le péril. A Fontainebleau, comme à Amboise, l'occasion le trouva ferme, résolu, actif. Il ne tarda pas même à s'associer aux desseins machiavéliques de son frère le cardinal. Cette seconde conjuration semblait lui faire un devoir terrible de l'extermination, puisque c'était par là

seulement qu'il pouvait sauver sa maison, la royauté et l'Église. Soulagé de ses scrupules, il ne balançait plus et il prit, avec le cardinal de Lorraine, une détermination formidable.

Il fut convenu entre eux que les États généraux dont ils avaient tant redouté la convocation seraient l'arène sanglante où ils immoleraient les factieux. Leurs mesures étaient infaillibles. Ils rédigèrent une confession de foi entièrement semblable à celle qu'avait promulguée la Sorbonne en 1542. Ils s'entendirent pour présenter, dès l'ouverture des États, cette confession étroitement orthodoxe à la signature des députés et des chevaliers de l'ordre. Les députés et les chevaliers qui refuseraient leur adhésion seraient livrés à la mort, après avoir été dégradés. Par là, les Guise ne pouvaient manquer d'étouffer dans leur trappe leurs adversaires politiques et religieux. Par là, ils anéantiraient, au nom de Dieu, tous les chefs du calvinisme et les premiers entre ces chefs, les Châtillon. Le prince de Condé au moins, parmi les Bourbons, et peut-être le roi de Navarre avec lui, seraient décapités avant les États pour crime de lèse-majesté.

Et les Guise ne s'endormaient pas dans ces projets. Ils en aplanissaient l'exécution par une vigueur d'action incessante. Leur vigilance était égale à leur énergie. Le duc surtout, infatigable à prévoir, à commander, sans paraître sortir de son calme habituel, travaillait dès l'aurore, et le soir venu, au lieu de se reposer, redoublait ses labeurs, soulevant plus haut le poids des affaires renaissantes, semblable au grand fleuve de sa Lorraine dont le courant est plus fort à

l'intérieur qu'à la surface et qui, les nuits, selon les géographes, s'enfle d'un pied au-dessus des crues du jour. C'est ainsi que faisait le duc dans ces grandes conjonctures ; c'est ainsi qu'il suffisait aux nécessités du gouvernement.

Il déconcerta par l'abbé Apchon, neveu du maréchal de Saint-André, les frères Maligny, agents du prince de Condé, dans leur expédition contre la ville de Lyon. Il écrasa par ses lieutenants les révoltes dans le midi de la France. Montbrun qui dirigeait l'insurrection du Dauphiné et du Comtat, Mouvans qui avait suscité les troubles de la Provence furent forcés de licencier leurs bandes et de s'enfuir en Suisse.

Pendant qu'il remportait ces succès contre les huguenots, le duc employait toutes les ressources de l'administration pour influencer les élections dans le sens le plus favorable à ses projets ultérieurs. Il autorisait les juges, les baillis, les échevins, tous les fonctionnaires, dans toutes les hiérarchies, à n'épargner ni intimidations, ni promesses, pour le triomphe des bons députés, c'est-à-dire des seuls catholiques romains, et le cardinal de Lorraine mêlait des violences à ces injonctions tyranniques.

Le duc de Guise, en même temps, intervertissait les garnisons du nord au midi. Il les échelonnait avec discernement, selon l'esprit des populations et la convenance des territoires. Il destituait dans les provinces les gouverneurs douteux et les remplaçait par des princes, des seigneurs ou des maréchaux dévoués à sa personne. Il augmentait la garde du roi. Il accumulait des troupes sûres à sa portée. Il multipliait les

espions à Nérac, la capitale des Bourbons, à Chantilly, la résidence du connétable, et à Châtillon, le séjour de l'amiral de Coligny. La police était une de ses grandes aptitudes. Il la payait fort cher, soit avec les deniers du fisc, soit à ses propres dépens. Partout où il avait des adversaires, il prenait langue aussitôt. Il savait, heure par heure, tout ce qu'ils faisaient et tout ce qui se faisait autour d'eux dans un tel détail et avec une telle précision, qu'il pouvait presque toujours les surprendre sans être jamais surpris. « Monsieur mon frère, disait-il au cardinal de Lorraine, je suis encore plus tenu que vous à une bonne police. Car si c'est votre devoir d'être averti comme ministre, c'est deux fois le mien, comme ministre et comme capitaine. »

Il ne se borna pas à tant de précautions. Il démontra devant le conseil privé de quel intérêt et de quelle urgence il était de transporter de Meaux à Orléans le rendez-vous des États. Meaux, place très-faible, située à l'écart de toute grande communication, peuplée d'hérétiques très-attachés aux Bourbons, n'offrirait que des inconvénients à la cour. Orléans, au contraire, était une ville bien fortifiée, moins infectée de huguenots. Elle avait une position centrale, et, soit par son fleuve, soit par ses routes, le gouvernement recevrait des nouvelles de partout et transmettrait des ordres dans toutes les directions du royaume.

Ces considérations prévalurent et les États généraux furent convoqués à Orléans. M. de Cipierre, serviteur des Guise, y fut envoyé avec des pouvoirs discrétionnaires. Il désarma les habitants, distribua des

troupes dans tous les quartiers, et, quand le roi arriva, le 18 octobre 1560, à Orléans, avec la jeune reine Marie Stuart, sa bonne ville, ainsi qu'il l'appelait, présentait l'aspect d'une ville de guerre qui aurait attendu l'ennemi.

Une maison avait été préparée dans les faubourgs. Leurs Majestés y entrèrent pour se reposer, puis, d'un échafaud dressé à cette intention, elles virent défiler le peuple, le bailli, les échevins, le clergé, l'université et la magistrature, qui étaient accourus à la rencontre du couple royal. Toute cette foule à la merci des soldats était inquiète dans son désordre. Le bailli Groslot monta vers Leurs Majestés avec les principaux de la ville et fit un discours qui fut assez peu accueilli des courtisans. M. de Groslot était soupçonné d'être favorable aux huguenots et d'avoir voulu leur ouvrir Orléans. Il ne se troubla point des improbations qu'il lut sur presque tous les visages. Sa conscience le soutenait contre ces improbations qu'il jugeait ce qu'elles étaient : de lâches flatteries à l'adresse du cardinal de Lorraine, son persécuteur.

La jeune reine essaya de consoler Groslot par quelques paroles obligeantes. Le roi fut contraint et morne. Il congédia la députation de sa bonne ville, quitta la reine, descendit l'escalier de cette maison d'une heure et enjamba languissamment un cheval d'apparat. Il s'achemina dans la direction de la grande église de Sainte-Croix. Il était précédé de quatre cents archers, d'autant d'arquebusiers de sa garde, et des Suisses. Il était suivi de ses frères, d'un cortège nombreux de seigneurs, de chevaliers de Saint-

Michel et de gentilshommes. Le prince de La Rochesur-Yon, gouverneur de la province, accompagnait de très-près le roi, qui s'avança ainsi au carillon des cloches, au son des trompettes jusqu'à l'église, où il fut complimenté par l'évêque et où il fit une prière. Cette station achevée, il alla loger chez la chancelière d'Alençon, mère du bailli suspect Gros-lot. L'hôtel de la chancelière était situé sur la place de l'Étape, non loin de la grande salle improvisée en charpente légère pour les États généraux. On remarqua avec effroi que, dans le trajet de l'église à la place de l'Étape, le cheval du roi fit un faux pas, ce qui fut interprété à mauvais présage, par plusieurs, contre le roi lui-même; par quelques-uns, contre la reine; par d'autres, contre les Guise; par d'autres encore, contre la ville d'Orléans. Dans les crises suprêmes comme celle où l'on était, la superstition jette ses lueurs sinistres au fond des cœurs et toute passion devient une sibylle intérieure qui prophétise, selon le secret désir de chacun, le bien ou le mal.

L'après-dîner, la reine fit son entrée avec le même cérémonial que le roi. Elle était inexprimablement belle, sous son dais d'or et sur sa haquenée blanche, dont la crinière, couleur d'argent, secouait mille étincelles. La bride, la selle, les courroies des étriers étaient plaquées de métaux précieux. Le poitrail de la haquenée brillait de deux escarboucles pareilles à deux yeux de feu pleins de rayonnements et d'éclairs. Cette pompe s'harmoniait avec la magnifique parure de la jeune reine Marie. Ce qui frappa surtout l'ima-

gination dans cette parure, ce fut son manteau semé de lis de France et de chardons d'Écosse en diamants, son collier de perles à cinq rangs et sa toque de velours que six rubis environnaient de lueurs. Elle était majestueuse et charmante dans ses atours, Marie Stuart, mais ses joues étaient pâles, et elle souriait tristement à la foule qui applaudissait tristement aussi, comme si tout le monde eût pressenti des catastrophes.

Les Guise, qui ne s'étaient pas mêlés au cortège du roi, ne se montrèrent pas non plus dans le cortège de leur nièce. Le cardinal de Lorraine les avait retenus, un astrologue lui ayant prédit autrefois à Rome que la postérité de Charlemagne trouverait son tombeau dans la ville d'Orléans. Donc le cardinal, qui faisait semblant de se croire ou qui se croyait réellement, lui et sa maison, de race carlovingienne, avait supplié ses frères de ne pas paraître à la cérémonie. Les princes lorrains qui étaient tous braves condescendirent, par égard seulement pour le cardinal, à ne pas accompagner le roi et à ménager une peur qu'ils ne partageaient pas. Le duc de Guise, qui était le maître de la France et qu'on accusait d'être le maire du palais, avait une raison plus solide de s'effacer, une raison politique, et c'est celle qui le détermina. Il ne voulait pas offrir au peuple, par sa présence et par celle des siens, l'image trop frappante du roi en tutelle.

Ce grand duc de Guise gouvernait tout, l'armée, l'Église, la cour et l'État. Il était le vrai souverain. Les premiers seigneurs de France, et parmi eux des princes qui touchaient au trône, s'empres-
saient au-

tour de lui avec une respectueuse déférence. On venait le voir au souper comme s'il eût été le roi. Il n'était pas rare de trouver chez lui, à l'heure de son repas du soir, M. de Montpensier, M. de Nemours, M. de Cipierre, M. de La Rochefoucauld, M. de Randan, MM. de Givry, de Genlis et cent autres de cette qualité. M. de Guise mangeait peu, parlait peu, ne disait que ce qu'il fallait dire et n'entendait que ce qu'il fallait entendre. Il proportionnait ses courtoisies, avec un tact parfait, au rang et à la considération de chacun.

Il y avait surtout deux personnages pour qui, en ce temps-là, il était particulièrement attentif : c'étaient le cardinal de Tournon et le maréchal de Brisac. Il les obligeait à subir son charme. Ces grands dignitaires de la monarchie, qui étaient avant tout attachés au roi, à la reine mère, et hostiles au cardinal de Lorraine, penchaient vers le duc de Guise qui les caressait, comme s'il eût espéré d'eux quelque chose.

Il s'efforçait de les enlacer à lui dans sa lutte avec les princes du sang. Ils étaient difficilement abordables à cause de leur indépendance et de leur animosité contre le cardinal de Lorraine. Mais ils étaient faibles de certains côtés, et c'est par là que les attaquait le duc de Guise.

Le cardinal de Tournon était un vieux fauteur du pouvoir absolu et des persécutions religieuses. C'était lui qui avait rédigé l'édit de sang contre les Vaudois, ces pauvres peuplades qui vivaient dans la simplicité des mœurs primitives et de la morale chrétienne. Le baron d'Oppède, président du parlement de Provence,

et l'avocat général Guérin n'avaient été que les exécuteurs des hautes œuvres du cardinal de Tournon. Sa haine contre les nouveautés était toujours la même. Il continuait de les foudroyer dans des mandemens incendiaires, et il y ajoutait le bûcher. Tout hérétique était condamné par lui au catéchisme, et, si le catéchisme échouait, au feu. Son apostolat avait été, sous François I^{er}, un apostolat de bourreau. Les édits de rigueur et les supplices étaient ses dernières raisons. Il avait introduit en France un commencement d'inquisition que le chancelier de L'Hôpital déracina, et le premier collège de jésuites qu'aucune philosophie et qu'aucun homme ne purent extirper.

Bien qu'il eût en aversion le cardinal de Lorraine qui lui avait enlevé le titre de chancelier de l'ordre de Saint-Michel pour s'en revêtir, le culte des mêmes doctrines laissait prise sur lui au duc de Guise. Le cardinal de Tournon inclina vite, en effet, sous les insinuations du prince lorrain, à réprimer les Bourbons dans leur double révolte contre le roi et contre l'Église.

Le duc de Guise essaya de faire impression sur Brissac par des arguments chevaleresques.

Charles de Cossé, comte de Brissac, maréchal de France, gouverneur et presque vice-roi de Savoie, de Piémont et d'Italie, appartenait à une maison originaire du Maine et l'une des plus illustres de France. Il était né au château de Brissac, en Anjou, vers l'an 1505.

Quoique d'une complexion délicate, il fut capitaine dès l'adolescence. Il était d'une beauté féminine

et d'une taille élégante, mais si frêle, que ses compagnons ne pouvaient s'empêcher de l'en railler. Brissac affrontait ces plaisanteries avec un calme stolque. « Allez, disait-il, si je n'ai pas la force d'un soldat, j'aurai la valeur et l'habileté d'un général. » Il tint parole. Sa capacité militaire vraiment transcendante, ses études, son bonheur, la sollicitude de Diane de Poitiers dont il fut aimé, l'élevèrent successivement aux premiers grades. En 1550, appelé à remplacer le prince de Melphe en Piémont, il fut fait, pour ainsi dire à la fois, gouverneur de province frontière, chef d'armée, plénipotentiaire, maréchal de France, proconsul et dictateur au delà des Alpes. Il se maintint pendant plus de dix ans dans ce poste difficile, redoutable aux meilleurs généraux espagnols, presque toujours vainqueur, bien que souvent sans argent, et avec une poignée de soldats. Malgré des obstacles inouïs, des disettes, des combats meurtriers, mille pièges de cour et de guerre, il rehaussa plus que tous ses prédécesseurs le nom de la France.

Il était le gardien vigilant de la discipline. Il prenait toutes les mesures les plus favorables à la santé et au bien-être des troupes ; mais il était sévère et il assouplissait par sa sévérité même ses hommes aux fatigues et aux dangers. Il voulait que le soldat fût sans cesse sous le harnais, obéît au premier signe et ne se reposât jamais à l'ombre ; il n'avait pas de moindres exigences pour les officiers, et il ne leur permettait pas même en route de s'alléger de leurs armes.

Son armée était ainsi devenue l'école de la jeune noblesse et la pépinière des généraux. Les princes du

sang, les plus grands seigneurs sollicitaient l'honneur de servir sous lui. Très-poli avec eux, il les tenait cependant à distance : « Monsieur, disait-il au prince de Condé qui se plaignait de la morgue du maréchal, ici je représente le roi. Au Louvre, je vous rendrai mes devoirs ; à l'armée, c'est à vous de me rendre les vôtres. »

Il fut le modèle des deux meilleurs généraux de son temps, du duc de Guise et de l'amiral de Coligny. Ces grands hommes se plaisaient à reconnaître tout ce qu'ils avaient appris de M. de Brissac.

Le connétable, moins heureux et moins éminent que le maréchal sur les champs de bataille, était jaloux de lui. Les jeunes Montmorency, qui aimaient Brissac, cherchèrent quelquefois, mais vainement, à éteindre cette jalousie de leur père. Le cardinal de Lorraine était jaloux aussi, et, soit comme courtisan, soit comme ministre, il nuisait autant qu'il le pouvait au maréchal. Il lui retranchait faveur et argent, afin qu'il n'y eût pas en Europe un autre nom militaire que celui de son frère.

Le duc de Guise, qui avait trop de supériorité pour être envieux, ne manquait, au contraire, aucune occasion de témoigner sa bienveillance à l'illustre maréchal. Sa principale séduction était envers les gens de guerre et pour rien au monde il n'aurait négligé le premier d'entre eux. Aussi saisissait-il toute circonstance d'être agréable à M. de Brissac.

Henri II envoyait-il au maréchal, en témoignage de sa satisfaction royale, sa propre épée, M. de Guise écrivait au gouverneur du Piémont :

« Monsieur le maréchal,

« Vous savez que je vous suis entier et parfaitement ami. Je l'éprouve en ce moment, et je vous félicite du don que vous a fait le roi, notre seigneur, de sa bonne épée. J'en suis content comme gentilhomme et comme votre compagnon, vous voulant bien dire, par la présente, que nul ne la portera plus dignement que vous.

« Votre bien bon amy. »

Madame de Brissac accouchait-elle d'un fils, le duc de Guise écrivait encore au maréchal et lui disait à la fin de sa lettre :

« Madame de Guise va se trouver en même situation. Si elle a une fille, nous aurons le pouvoir de joindre l'alliance à l'amitié qui nous unit, et ce serait bientôt si le petit Brissac était homme d'aussi bonne heure que son père a été grand homme. »

La conjuration d'Amboise était-elle réprimée, le duc de Guise écrivait de nouveau à Brissac, lui apprenait les nouvelles et terminait ainsi : « J'ai désiré m'en réjouir avec vous, comme avec mon cher ami qui sait de longue main ce que vaut l'aune de telle marchandise. »

Le maréchal loua beaucoup le génie du duc de Guise, les ressources et le courage qu'il avait déployés dans cette tragique conjoncture, mais il blâma les rigueurs sanguinaires qui avaient suivi la découverte de la conjuration et dont le principal coupable était le cardinal de Lorraine.

Malgré quelques nuages qui furent toujours dissipés, le maréchal était dans les meilleurs termes avec le duc de Guise. Le duc sentait qu'il pouvait compter sur lui, mais qu'il fallait gagner ce grand capitaine autrement que le cardinal de Tournon, un inquisiteur opiniâtre, autrement aussi que le maréchal de Saint-André, un voluptueux insatiablement cupide. Brissac n'avait que des passions nobles. Le duc de Guise l'entraîna par les avances de la jeune reine qui admirait le maréchal, et qui n'avait pas de peine à être aimable avec lui. Il fit aussi un appel à la fidélité du vieux guerrier en lui montrant les preuves certaines de la conspiration des princes du sang. Ce qui décida peut-être Brissac à se rallier au duc de Guise, ce fut la participation au complot du vidame de Chartres qui n'avait jamais rendu justice au maréchal, et qui n'avait pas cessé de fomenter des cabales contre lui. Brissac fut heureux de mettre d'accord sa déférence pour la jeune reine, pour le roi, pour le duc de Guise avec ses longues rancunes envers le vidame de Chartres, et il prit des engagements contre les princes.

Quand le duc de Guise eut acquis, soit par la persuasion, soit par les promesses, tous ceux dont il avait besoin, quand il eut réparti selon sa politique les troupes et les généraux, il combina avec le cardinal de Lorraine les moyens les plus efficaces pour enflammer le peuple, pour effrayer la bourgeoisie, pour encourager le clergé, pour ensorceler le roi, pour entretenir dans le parti catholique la confiance, et dans les autres partis la terreur. Les deux frères jouèrent bien ce jeu et leur tactique

réussit. Ils consternèrent la cour et la France. Les députés qui se rendaient aux États, et tous n'avaient pas cette audace, se demandaient avec épouvante s'ils allaient à une assemblée de législateurs ou à la boucherie. Les huguenots surtout se défiaient. D'Andelot, qui s'aperçut d'une insubordination excitée d'en haut parmi ses propres soldats, s'en plaignit hardiment à M. de Guise, lui déclarant qu'il était inutile dans l'Orléanais, et qu'il s'en allait planter ses choux en Bretagne. Il partit en effet sur un bateau où il se jeta avec quelques capitaines et il descendit la Loire jusqu'à Ancenis, où il attendit les événements. La reine mère était indécise, le chancelier de L'Hôpital anxieux. L'amiral de Coligny et son frère le cardinal se tenaient en observation au château de Châtillon-sur-Loing. Le connétable de Montmorency ne quittait pas Chantilly, où il feignait un violent accès de goutte.

Les Guise souhaitaient aux États tous les chefs de faction ou d'idées, mais ils souhaitaient par-dessus tout les princes du sang. Ils ne négligèrent rien pour les attirer.

Le jeune roi, l'esclave couronné de leur nièce et leur instrument docile, s'adressant au roi de Navarre, le somma d'amener Condé à Orléans, afin que le prince pût se justifier des charges qui pesaient sur lui. La lettre était impérieuse et hautaine. François de Valois intimait ses ordres à ses cousins de Bourbon et les menaçait, au moindre retard, d'aller lui-même les chercher en si grande compagnie que forcés leur serait bien d'obéir.

Le roi de Navarre, moins indigné que sa femme, la fière Jeanne d'Albret, moins irrité que son frère, mais cependant animé par eux, répondit à Sa Majesté qu'il s'offrait comme caution de l'innocence du prince de Condé et qu'il s'empresserait de le conduire à la cour, dès que les adversaires de sa maison n'y domineraient plus. Le prince de Condé ajouta sous le même pli quelques mots de respect pour le roi de France, déclarant qu'il irait de bon cœur se soumettre à son arrêt, lorsque les ennemis mortels du nom de Bourbon se feraient parties et ne seraient plus juges. Du reste, il ne concluait pas plus que son aîné, le roi de Navarre, et l'un et l'autre éludaient ainsi le voyage d'Orléans.

C'eût été la confusion des Guise, qui changèrent soudainement de ton et de tactique. D'une part, ils multiplièrent les séductions autour des princes, subornant leurs serviteurs les plus intimes, entre autres Bouchard, le chancelier de Navarre; et d'un autre côté, ils dictèrent à François II des lettres plus douces que le maréchal de Saint-André fut chargé de porter en Guienne et de commenter avec toutes les souplesses d'un courtisan. Le maréchal, qui sentait l'importance de sa mission, fut insinuant, adroit, pressant. Il prodigua les artifices, les flatteries, les assurances. Il affirma sur son honneur que les Bourbons ne trouveraient pas seulement justice à Orléans, mais bienveillance et amitié. Ces efforts de Saint-André, déguisés sous un air insouciant et sous une grâce facile, avaient ébranlé les princes sans les convaincre. Ils balançaient donc encore à partir, lorsque

le cardinal de Bourbon arriva. Ce nouvel ambassadeur n'était pas suspect. Abusé par le cardinal de Lorraine et par François II, il parla des bonnes intentions des Guise et du roi avec tant de chaleur, que les princes n'hésitèrent plus. Le roi de Navarre craignit qu'un plus long retard ne lui fût imputé à sédition ; et Condé, oubliant la disparition de La Sague, l'échauffourée de Lyon, n'eut désormais qu'un scrupule de héros, c'est que, s'il résistait davantage, on ne le soupçonnât de peur.

Ainsi le cardinal de Lorraine triomphait d'avance. A force de mensonges et de faux serments, il avait trompé le cardinal de Bourbon et l'avait fait tromper par le jeune François II. Il avait sacrilègement recouvert du manteau royal et de la pourpre romaine son sanguinaire guet-apens. Il avait choisi un vénérable prélat, un descendant de saint Louis, pour entremetteur funèbre, et, ce qui est plus atroce, un frère pour amorcer des frères et pour les amener affectueusement au bourreau !

Et le barbare disait à ses familiers : « Qu'ils viennent seulement les deux apostats, et la hache tranchera leurs cous, et la honte dégradera leur mémoire, et leur hôtel de Paris sera jeté bas, rasé, semé de sel, et la façade de leurs châteaux sera peinte en jaune, la couleur des traitres. Ils seront flétris à jamais comme le connétable de Bourbon, leur parent, après la bataille de Pavie et le sac de Rome. »

Tandis que le cardinal de Lorraine et ses partisans se complaisaient en de tels entretiens, les princes du sang quittaient la Guienne avec leur petit

train pour ne pas effaroucher le roi et son gouvernement.

Dans cette crise, les femmes de la maison de Bourbon eurent un instinct plus pénétrant et plus juste que les hommes. Jeanne d'Albret augurait mal de ce voyage et elle y demeura contraire. Mais la princesse de Condé, surtout, s'y opposa de loin, d'abord, et puis de près, avec des cris d'aigle éperdu, avec des ardeurs et des accents qui avaient quelque chose de prophétique. Elle expédia de l'Ile-de-France et de l'Orléanais courriers sur courriers à son mari pour qu'il rebroussât chemin. Tout fut inutile. Le prince avait la détermination aveugle, et quelques-uns de ses serviteurs, vendus, comme on sait, aux Guise, épaississaient les ténèbres autour de lui.

La princesse de Condé était cette charmante Éléonore de Roye, nièce de l'amiral de Coligny et petite-nièce du connétable, que ces deux seigneurs, d'accord avec le roi de Navarre, avaient donnée pour femme, neuf ans auparavant, au jeune Louis de Bourbon. Elle avait été un gage d'alliance contre l'ambition des Guise entre les maisons de Montmorency, de Châtillon, et les princes de la maison royale. Ce mariage, tout politique dans l'origine, était devenu pour Éléonore de Roye un mariage d'amour. La princesse de Condé adorait celui qui lui avait fait tant d'honneur en l'épousant et en l'élevant jusque sur les marches du trône. Elle lui avait pardonné son humeur volage et ses infidélités passagères. Vertueuse pour elle, indulgente pour lui, son plus grand bonheur était de le savoir heureux, et elle lui aurait sacrifié mille vies,

Quand elle comprit que ses lettres étaient impuissantes et que le prince ne retournait point en arrière, elle accourut elle-même. Elle eut une longue et pathétique entrevue avec son mari. Elle le supplia de ne pas aller plus loin. Elle lui dit qu'elle était bien instruite et de bon lieu que le dessein des Guise était toujours l'extermination. Elle lui conseilla d'appeler autour de lui la noblesse française, et, s'il voulait mourir, de mourir l'épée au poing, ainsi qu'il lui convenait, plutôt que d'aller se livrer aux robes rouges du parlement, qui l'attendaient pour le jeter en proie au vil exécuteur des criminels d'État. « Songez, monseigneur, ajouta-t-elle, que je ne vous prie pas en mon nom seul, mais au nom de ma mère et de mes oncles l'amiral et le connétable. Ayez pour certain que mes raisons sont sérieuses et valent encore mieux que mes larmes; car chaque pas que vous ferez vers Orléans sera un pas vers la mort. »

Condé fut ému, mais il ne céda point; et la princesse éplorée, ne pouvant l'écarter du danger, le précéda, afin de l'assister du moins dans les extrémités où il se précipitait. Bien qu'il y résistât, la douleur de sa femme fut une tentation pour Condé.

Une tentation plus forte fut l'enthousiasme de la noblesse du Midi. Cette vaillante noblesse, animée de pitié pour les princes, d'indignation contre les Lorrains, brûlait de sauver les uns, de combattre les autres, et de se signaler dans la cause de Dieu. Sept ou huit cents gentilshommes se réunirent à Limoges autour du roi de Navarre et de Condé. Ils promettaient dix mille soldats sous peu de jours de la

part des Églises réformées. Ils se proposaient eux-mêmes corps et biens, ils offraient le fer de leurs lances, l'or de leurs bourses, le sang de leurs veines, à la seule condition que les princes essayeraient avec eux d'enlever le roi aux Guise. L'entreprise était hardie, téméraire même; elle n'était ni folle, ni impraticable. Elle souriait au génie chevaleresque de Condé. L'esprit toujours flottant du roi de Navarre l'éluda. M. d'Escars et le cardinal d'Armagnac, non moins subornés par les Guise que le chancelier Bourchard, contribuèrent aussi à intimider leur maître. Il n'écoula que sa propre faiblesse et ses conseillers équivoques. Il pesa sur son frère de tout le poids de son droit d'aînesse et il congédia cette armée de gentilshommes. Il s'efforça de prouver aux principaux seigneurs de cette noblesse que le moment n'était pas propice et les pria de se réserver pour des circonstances plus opportunes. Il ajouta que si quelques-uns d'entre eux étaient inquiétés pour leur généreuse démarche, il s'empresserait de les protéger et qu'il obtiendrait leur grâce. « Notre grâce! s'écria vivement un de ces rudes seigneurs protestants, Votre Majesté est trop bonne de penser à nous; qu'elle pense à elle, qu'elle s'étudie à l'humilité, qu'elle demande à deux genoux sa grâce et celle de son frère, et qu'elle s'estime heureuse si les Lorrains daignent pardonner aux Bourbons. »

Tel fut l'adieu amer de la noblesse du Midi aux princes du sang. Ils sortirent de Limoges poussés par une sorte de fatalité. A quelques lieues de là, ils furent abordés par le maréchal de Thermes qui s'avancait à

leur rencontre avec une troupe nombreuse de cavalerie. Il les complimenta au nom du roi, et leur dit qu'il venait au-devant d'eux pour leur faire rendre partout les honneurs dus à leur qualité. Il les enveloppait en même temps à distance, et les princes se sentirent prisonniers, mais ils n'en témoignèrent rien; car il était trop tard pour reculer. Ils arrivèrent ainsi à Orléans, le 31 octobre. La ville était en armes. La nouvelle garde et les troupes les plus dévouées aux Guise furent échelonnées des faubourgs au logis du roi. Personne, si ce n'est le cardinal de Bourbon qui avait devancé ses frères et M. de la Roche-sur-Yon, ne se présenta aux barrières d'Orléans pour recevoir les princes. Ils traversèrent donc, mal accompagnés, une longue et double haie formée par les sicaires des Lorrains, essayant les insolences d'attitudes et de gestes, les brocards grossiers de cette soldatesque, jusqu'à la maison habitée par François II. Ils voulurent, comme c'était leur habitude et la prérogative de leur rang, entrer à cheval dans la cour de cette maison, mais la grande porte ne s'ouvrit pas. Ils furent obligés de mettre pied à terre dans la rue et de passer par le guichet.

Ils trouvèrent le roi sur un siège élevé, entouré de son conseil, de ses oncles de Guise et de ses grands officiers. Les princes se hâtèrent vers lui, sans regarder ni à droite, ni à gauche. Il leur parla à peine et les reçut avec une froideur presque insultante. Les Guise demeurèrent immobiles, et, à leur exemple, tous les seigneurs qui étaient là restèrent à leur place. Aucune avance, aucune courtoisie, ne furent faites

aux Bourbons. Comme la situation devenait embarrassante et que les premières ombres du soir commençaient, le roi quitta cette salle d'apparat et emmena les princes dans la chambre de la reine mère. Certains que tout irait comme ils l'avaient prescrit, les Guise se retirèrent dans leurs appartements pour ne pas être témoins de ce qui allait s'accomplir.

L'accueil de la reine mère fut entremêlé de caresses, de tristesse et de regrets. Elle eut des exclamations de pitié et des effusions feintes qui redoublèrent l'incertitude des princes. Cependant cet attendrissement énigmatique, ce visage de sphinx que Catherine de Médicis leur montrait avec tant d'art, ne leur annonçaient rien que de lugubre.

Le roi rompit enfin cette comédie et reprocha avec violence au prince de Condé ses intrigues coupables contre la religion catholique et contre le bon ordre du royaume. Le prince répondit sans se troubler que Sa Majesté avait été induite en erreur et qu'il était là tout exprès, appuyé de sa seule innocence, pour confondre les Guise en se justifiant de leurs calomnies. « Eh bien ! dit le roi, je contenterai votre désir, et je vous donnerai des juges. » Il n'ajouta pas un mot de plus et sortit précipitamment. Il fit un signe à Maillé-Brézé et à Chavigny, ses capitaines des gardes, qui étaient postés, par ordre du duc de Guise, sur le grand escalier. S'étant approchés du roi, il leur commanda avec un bégaiement et un tremblement qui trahissaient soit la colère, soit la faiblesse, d'arrêter le prince de Condé, ce qu'ils firent aussitôt, après avoir pénétré dans la chambre de la reine mère. Ils

demandèrent respectueusement au prince son épée, au nom du roi. Le prince la leur rendit sans résistance. Le calme de son visage et la dignité de son maintien témoignaient seulement de la fermeté de son âme. Comme il allait suivre les deux officiers, il aperçut le cardinal de Bourbon et lui dit : « Mon frère, avec vos belles protestations fondées sur la parole du roi, de la reine mère et des Lorrains, vous envoyez à la mort le fils de votre père. » Le cardinal de Bourbon fut tellement saisi de ce reproche et de l'accent de son frère, que les larmes lui jaillirent des yeux.

Le prince de Condé fut conduit, près des Jacobins, dans une maison qui avait été destinée au connétable. On l'avait transformée en prison et flanquée d'un bastion en bois et en brique avec une plateforme. Ce bastion fut percé de canonniers avec lesquelles on aurait pu soutenir un siège et battre trois rues. On ajouta de nouveaux verrous aux lourdes portes fermées sur le prince; on mura le bas de ses fenêtres et on les treillisa de fer par le haut. Il fut entouré de gardes, tenu au secret, et il ne put communiquer qu'avec un seul valet de chambre.

Indigné des rigueurs exercées sur son frère, le roi de Navarre s'en plaignit avec emportement à la reine mère. Cette princesse lui dit 'en pleurant qu'elle en était aussi affligée que lui et qu'elle n'avait pas été consultée. Elle était sincère dans cet aveu et ses larmes seules mentaient; car, indifférente aux princes et aux ministres, jalouse de l'accroissement indéfini de la fortune des Guise, elle souhaitait l'abaissement,

mais non pas l'extinction des Bourbons. Ils étaient le contre-poids nécessaire de sa politique ambiguë.

Le roi de Navarre continua de se plaindre à tous les seigneurs, se portant la caution de son frère, comme si lui-même n'eût pas été soupçonné. Au plus fort de ses récriminations, le sang-froid lui fut rendu par l'un des capitaines des gardes, Chavigny, qui, après avoir mis en sûreté le prince de Condé, s'offrait au roi de Navarre pour l'accompagner dans une maison voisine. Il comprit alors que s'il n'était pas tout à fait prisonnier, il l'était à demi. On ne lui ôta pas son épée, on lui permit d'aller de sa résidence à celle du roi, mais on ne lui laissa qu'un petit nombre de serviteurs.

On avait arrêté, pour la forme, Bouchard, son chancelier; on arrêta sérieusement La Haye, intendant du prince de Condé. Grosloot, bailli d'Orléans, fut détenu dans les cachots de cette ville; le vidame de Chartres, quoique très-malade, était enfermé à la Bastille. Madame de Roye, sœur de l'amiral de Coligny, nièce du connétable de Montmorency, belle-mère du prince de Condé, fut reléguée au château de Saint-Germain-en-Laye. On s'empara de tous les papiers où l'on espérait trouver de vives lumières sur les menées de l'opposition protestante et politique, depuis la conjuration d'Amboise.

Le duc de Guise avait agi avec une grande habileté. Il avait beaucoup osé, et cependant il s'était donné l'air de la modération. Il avait amorti jusqu'aux véhémences de son frère, et ils avaient paru marcher tous deux comme un seul homme dans des voies d'indul-

gence. Ils s'étaient abstenus d'assister à l'arrestation du prince de Condé. Ils n'avaient point apposé leur sceau sur l'acte de prise de corps dressé par le conseil privé contre ce prince. Le duc de Guise avait eu l'art de faire proposer une mesure si extrême par un seigneur qui était son ami, mais qui n'était pas sa créature et qui jouissait à juste titre de l'estime de l'Europe, par le maréchal de Brissac. Le décret adopté sous la responsabilité d'un si beau nom, le duc de Guise l'avait confié à l'animosité du roi. Lui et son frère s'étaient effacés derrière la gloire militaire de Brissac, puis derrière la majesté de François II. Cette prudence, ou plutôt cette hypocrisie, fut transformée en impartialité par les uns, par les autres en magnanimité et intéressa l'opinion publique. Non contents de l'avoir prévenue en leur faveur, les Guise travaillèrent à la soulever, à l'enflammer contre le prince de Condé, le chef de tous les séditeux et de tous les huguenots du royaume.

Le cardinal de Lorraine se chargea de cette noire tactique. Il déchaina dans l'ombre les serpents de sa haute et de sa basse police, qui, mêlant un peu de vérité à beaucoup de mensonges, sifflèrent partout et sur tous les airs les crimes du prince de Condé. Il avait ourdi la conjuration d'Amboise, celle de Lyon et les complots, soit politiques, soit calvinistes, qui avaient désolé la France. Il avait absous les conspirateurs, quand la justice les condamnait. La Sague avait parlé, et les magistrats avaient frémi à ses révélations. Car ce n'était pas le pouvoir des Guise que le prince de Condé depuis si longtemps convoitait,

ce n'était pas si peu, c'était la couronne même qu'il voulait arracher avec la vie aux Valois pour la transmettre toute sanglante aux Bourbons.

Et non-seulement ce sacrilège avait attenté à la monarchie légitime, non-seulement il avait essayé d'usurper le sceptre en immolant le roi et le frère du roi, mais il aspirait à détrôner Dieu lui-même en ruinant de fond en comble son Église. N'avait-il pas déclaré à Genlis sa profession de foi et son horreur des saints dogmes catholiques ?

Ces rumeurs et mille autres descendirent de la famille royale à la noblesse, de la noblesse à la bourgeoisie, de la bourgeoisie au peuple.

Le rusé cardinal, qui avait le plus diffamé auprès de François II le prince de Condé, poursuivait son œuvre de haine. Il imagina un stratagème dans lequel le prince se précipiterait et qui achèverait de le rendre odieux au roi et à la nation. Après avoir bien médité ce coup à deux tranchants, le cardinal s'empressa de prêcher au jeune monarque la clémence. Il ne lui dissimula point que les plus grands criminels avaient des retours imprévus, qu'il était bon et chrétien de ne désespérer d'eux qu'à la dernière extrémité. Le roi ne sachant où tendait ce discours, le cardinal le lui apprit en lui disant qu'il serait digne de sa jeunesse et de sa générosité de faire encore un effort pour la conversion du prince de Condé. François II y consentit, et il se prêta sans défiance à un expédient que lui suggéra le cardinal. Il dépêcha un prêtre pour célébrer la messe devant Condé. Le prêtre, qui avait ses instructions,

se revêt du surplis et de l'étole. Il pénètre dans la maison du prince et jusque dans sa chambre. Il se présente, le saint ciboire entre les mains, avec toute la pompe de ses habits sacerdotaux, suivi de deux enfants de chœur, des gardes et des geôliers qui ont l'ordre d'assister à la cérémonie religieuse. Le prince demande au prêtre son intention. Le prêtre lui répond qu'il est envoyé par le roi afin de lui dire la messe. Alors le prince s'indigne de cette violence faite à sa foi. Il chasse le prêtre du geste et s'écrie : « Sortez, retournez au roi et dites-lui que je suis ici pour repousser les calomnies des Guise, mais non pour m'associer aux impiétés, aux superstitions, aux idolâtries de l'Antechrist romain. »

Le prêtre, effrayé et irrité, revint en toute hâte, chez le roi, auquel il raconta, en présence du cardinal de Lorraine, tout ce qui était arrivé. Ce récit confirmé par les gardes et les geôliers, les imprécations et les blasphèmes du prince, son opiniâtreté farouche dans l'hérésie autant que dans les séditions, furent commentés auprès du roi par le cardinal lui-même, et auprès de la multitude par d'innombrables émissaires de la police.

Décidément les embûches réussissaient. Le prince de Condé dédaignait de feindre, et sa bouche était aussi hardie que son cœur.

On ne lui épargna donc pas les provocations. Elles avaient deux avantages : elles lui déliaient la langue et elles animaient le roi contre lui. Voici l'une des dernières :

Un gentilhomme, qui avait été au prince de Condé

et qui était depuis quelques années au duc de Guise, frappa un matin à la porte de l'illustre prisonnier, sollicitant l'honneur de l'entretenir. Après quelques difficultés le prince consentit à l'entendre. Ce gentilhomme lui fit d'abord mille protestations de reconnaissance et de dévouement, lui rappela les anciens jours, les bienfaits reçus ; puis, dans une sorte d'attendrissement, il implora la grâce d'être un intermédiaire de réconciliation entre lui et MM. de Guise. Le prince l'écouta froidement, sévèrement, et lui répondit en le congédiant : « On vous a envoyé méchamment ici, sans que vous le sachiez peut-être. Si vos intentions sont bonnes, je vous remercie ; je vous pardonne, si elles sont mauvaises. Dans l'un et l'autre cas, dites à vos nouveaux maîtres que s'ils sont mes ennemis je suis le leur, et que je désire ardemment une rencontre avec eux, une seule, mais en champ clos, et à la pointe de la lance. »

Exaspéré de ce que les Guise appelaient l'endurcissement du prince de Condé, le roi ordonna de faire à ce superbe son procès dans les formes et nomma pour le juger quatre commissaires. C'étaient le chancelier de L'Hôpital, le président de Thou, père de l'historien, Barthélemy Faye et Jacques Viole, conseillers au parlement. Gilbert Bourdin et Jean du Tillet furent adjoints aux commissaires, l'un comme procureur général, l'autre comme greffier.

Les commissaires s'étant présentés à Condé dans sa prison, il les reçut sans forfanterie, mais aussi sans complaisance. Il leur déclara qu'il ne les reconnaissait pas pour juges. « Un de ma qualité, dit-il, n'a

qu'un juge : le parlement, toutes chambres assemblées en présence du roi et des pairs du royaume. »

Cette déclaration du prince était une récusation des commissaires. Loin d'en être offensés, ils s'en applaudirent entre eux. Cet expédient que le chancelier de L'Hôpital et le président de Thou avaient insinué aux amis de Condé et dont la fierté du prince, devançant la sagesse des magistrats, s'était tout d'abord avisé, cet expédient naturel et digne était le seul qui eût chance de mener le procès à une solution légale. Le cardinal de Lorraine ne permit pas ce triomphe de l'équité. La récusation du prince fut rejetée par le conseil du roi. Condé ayant appelé de cette inique décision, le conseil la confirma de nouveau et enjoignit au prince de répondre par l'intermédiaire de Claude Robert et de François de Marillac, qui lui furent accordés comme avocats.

L'illustre accusé subit alors la situation qu'on lui faisait violemment, sous peine du crime de lèse-majesté. Tout en maintenant le privilège des princes du sang, il se résigna, non sans un murmure intérieur, à parler aux commissaires.

Il protesta énergiquement de son dévouement au roi dont la vie et la couronne lui avaient toujours été sacrées. Il nia toutes les conséquences que l'on cherchait à tirer de ses relations, soit avec La Renaudie, soit avec La Sague, et toute participation de sa part à un complot quelconque dans aucun temps. Et comme on lui avait reproché sa complicité avec les conjurés d'Amboise, sur des paroles qui lui seraient échappées à la vue des supplices, il s'écria qu'il n'avait

point refusé sa pitié aux victimes. « J'ai regretté seulement, dit-il, sans approuver la sédition, que tant de brave noblesse tombât sous la hache du bourreau, plutôt que de mourir à la frontière pour le roi contre l'Allemand, l'Anglais et l'Espagnol. »

« On m'a imputé deux attentats, reprit-il : l'un de révolte, j'y ai répondu ; l'autre d'hérésie, je ne m'en défendrai pas. Non, je ne démentirai pas ma foi, et si c'est un forfait d'être calviniste, j'affirme que je suis coupable.

« Maintenant me voilà. Les hommes de ma maison n'ont pas accoutumé de craindre, et je ne crains rien. J'espère en la justice du roi, non en celle de ses ministres. Sachez, du reste, que je compte sur Dieu et sur mon droit. Je m'estime plus libre, quoique prisonnier, avec mon esprit ferme et mon cœur loyal, que mes ennemis avec leur longue astuce, leur envie implacable et leur mauvaise conscience. »

Tandis que les commissaires interrogeaient le prince, entendaient ses justifications, notaient les incidents, les circonstances diverses de ce grand procès, on institua un autre tribunal. Il se composait des commissaires eux-mêmes, de dix-huit chevaliers de l'ordre, de plusieurs pairs de France, de présidents, de maîtres des requêtes et de conseillers au parlement. C'est devant ce tribunal exceptionnel choisi par les Guise que le prince, sur le rapport des commissaires, fut condamné à mort. L'exécution de cette terrible sentence fut fixée au 10 décembre, jour de l'ouverture des états généraux. Il fut décidé que ce jour-là Louis de Condé, le plus chevaleresque

des Bourbons, aurait la tête ignominieusement tranchée sur un échafaud, au milieu du peuple et en face des fenêtres du palais du roi.

De Thou prétend que cet arrêt cruel fut dressé, mais qu'il ne fut pas signé. Le grave et judicieux historien est ici suspect de piété filiale et se cache à lui-même la vérité, afin de justifier son père, l'un des juges. Il est certain que l'arrêt fut dressé en bonne forme et qu'il fut signé de tous, excepté du chancelier de L'Hôpital, de M. du Mortier et du comte de Sancerre.

Ce seigneur étonna tout le monde par son opposition pathétique et imprévue. Il était vieux et faible, il avait été courtisan dès sa jeunesse. La faveur des rois et des ministres semblait pour lui d'un prix inestimable. Le cardinal de Lorraine doutait si peu de son assentiment, qu'il lui envoya simplement l'arrêt par un secrétaire, lui mandant de signer sans retard et sans réserve, après tant de grands personnages aussi scrupuleux que lui. Le comte prit l'arrêt des mains du messenger, lut l'acte fatal, les signatures tentatrices et refusa la sienne. Le respect, la compassion enchaînent son bras. Tout ému, il court chez le roi. Le cardinal y était. « Sire, dit le comte, pardonnez-moi de ne pas signer. » Et le roi lui montrant un visage irrité, le noble vieillard éclate en sanglots, fond en larmes, et s'écrie : « Ah ! sire, commandez-moi chose faisable et vous éprouverez si je suis un fidèle serviteur. Mais d'apposer mon seing, le seing de mes ancêtres à cet arrêt, mais de livrer au bourreau un prince de votre race, un Bourbon, je ne le

puis, dussé-je y perdre vos bontés et même la vie. » Après cette explosion, le comte sort précipitamment, laissant le roi aussi surpris que touché. Le cardinal, redoutant l'impression de cet accent de délicatesse et de douleur sur l'âme du jeune monarque, s'étudia, selon sa coutume, à le calmer, à le distraire, puis à le ramener, se moquant du comte de Sancerre qui était, assurait-il, dans ses enfances, et promettant d'ailleurs à Sa Majesté de faire revenir le bonhomme à de meilleures résolutions.

Pendant ces formidables préliminaires, la princesse de Condé s'était acheminée vers Orléans. Retenue par ordre du roi dans une maison de la Beauce, à douze lieues de la cour, elle avait enfin obtenu, à force de supplications, l'autorisation de se rendre où sa tendresse ne l'appelait pas moins que son devoir. Dès son entrée dans les faubourgs, elle avait sollicité. Elle avait consacré toutes ses pensées, toutes ses actions à son mari. Elle s'était heurtée à chaque pas contre des obstacles sans nombre. La peur des Guise avait fait le vide autour d'elle. Orléans ne lui fut qu'un désert. Elle se trouva seule, abandonnée. Elle, la nièce de l'amiral, la petite-nièce du connétable, la femme du prince de Condé, elle, dans les veines de qui coulait le sang des Montmorency, des Châtillon, et dont un Bourbon avait demandé la main, elle fut traitée, selon l'énergique expression d'un témoin, « comme la moindre demoiselle de France. » Elle n'avait plus d'amis. Les anciens courtisans de ses grandeurs avaient changé avec la fortune. Beaucoup feignaient de ne pas la reconnaître. Les plus honnêtes

se cachaiient, les plus hardis osaient à peine la saluer.

Le roi de Navarre n'était pas un appui pour la princesse. Il avait assez de lui-même, de sa propre sûreté. Aucune humiliation ne lui avait été épargnée. Le cardinal de Lorraine lui assignait des rendez-vous et le faisait attendre à sa porte. Un jour l'insolent prélat reçut le roi dans son jardin par un froid très-vif; et tandis que le chef de la maison de Bourbon lui parlait tête nue, il affecta de rester couvert à l'étonnement de ses propres officiers.

L'amiral n'était qu'un soutien moral. Il gardait sa dignité intacte. Il ne daignait solliciter pour personne. C'eût été abaisser en vain son caractère. Il était venu à Orléans par magnanimité. Il aurait pu ne pas quitter son manoir de Châtillon et, de là, épier les événements, comme d'Andelot les épiait de ses donjons de Bretagne, le connétable, de ses maisons d'Écouen et de Chantilly. Son cœur l'emporta. Dans le pressentiment de l'effroyable catastrophe qui se préparait et qui allait engloutir non-seulement les Bourbons, mais les plus illustres représentants de la liberté civile et religieuse, il ne voulut pas demeurer à l'écart. Puisqu'il n'avait aucun moyen efficace de les sauver, il aima mieux se jeter à la mer afin de périr dans un même naufrage avec sa cause et avec ses amis. Il en avertit sa femme, une Romaine féodale et chrétienne. « Ma chère compagne, lui dit-il, pensez que je vais en une furieuse bataille et réconfortez-vous en Notre-Seigneur. Si vous ne devez plus me revoir, ne renoncez pas à la vraie foi, mais persistez-y bien, au

contraire. Élevez suivant le saint Évangile l'enfant que vous portez dans vos entrailles et que rien ne vous détourne de la voie droite. Ne désespérez pas de moi, néanmoins. Car lorsque l'homme se met en péril pour Dieu, Dieu est avec lui. » Madame l'amirale était trop accoutumée au sacrifice pour chercher à dissuader son mari. Elle n'était pas moins héroïque dans son gynécée calviniste que lui dans les camps. Elle l'embrassa saintement et l'approuva. A l'heure du départ, elle l'accompagna sans pleurer jusqu'à son cheval et, après le dernier adieu, elle rentra silencieusement sous les voûtes sombres de son appartement, supprimant, selon ses habitudes d'austérité, toute marque de faiblesse et répandant plus de prières que de larmes.

L'amiral n'était pas en position d'être utile à la princesse de Condé, sa nièce. Sa présence était plutôt une aggravation pour elle. Son intervention lui eût été fatale. Elle était réduite à puiser en elle-même la résolution de tout entreprendre. Elle s'aidait de l'amour, de la nécessité. Elle oubliait son rang, sa fierté. Elle renonçait aux vanités de l'étiquette. Elle allait au-devant des affronts. Elle supportait avec douceur les confusions, les duretés, pour celui qu'elle aimait uniquement.

Elle avait demandé qu'il ne lui fût pas interdit de s'établir près du prince son époux, afin de le consoler de la captivité solitaire, de la mort prochaine, afin d'incliner à la résignation, s'il était possible, cette âme guerrière et violente. Elle avait été refusée. Elle demanda qu'il lui fût du moins accordé de voir

d'une fenêtre le héros qui lui était si cher, lorsqu'il se promenait le long du funèbre préau de sa prison, s'engageant à ne pas jeter un cri, à ne pas se permettre un signe qui pût la trahir et indiquer au prince qu'elle était là. Elle fut encore refusée. Exaspérée par ces sévérités sauvages, emportée hors des convenances et des prudences de cour par une espérance inquiète et vague, elle fit irruption jusque dans la chambre du roi. Dès qu'il l'aperçut, il marcha au-devant d'elle d'un air impitoyable. La pauvre princesse tout en pleurs tomba aux genoux du monarque. Elle n'osa parler; mais son attitude n'était-elle pas un éloquent appel à la clémence? Le roi montra plus de mauvaise humeur que de sensibilité. Il dit brusquement qu'il ne pardonnerait pas à un Bourbon qui avait tenté de lui arracher la couronne et la vie. Le cardinal de Lorraine, étant survenu, commenta ces paroles du roi et aborda la princesse avec une fureur qui eût été malséante d'un simple gentilhomme à une simple femme, mais qui, d'un tel prélat à une telle suppliante, était odieuse et barbare. Elle se releva sous l'outrage, et lui, comme offensé de cette dignité calme, affligée et supérieure, continua d'insulter la princesse, la chassant devant lui, la nommant importune, et s'écriant que si on lui faisait justice, on la condamnerait au même échafaud que son mari.

Le moment était terrible. Les Guise, ces grands agitateurs de la tempête, poussaient leurs ennemis dans un gouffre béant.

Leur détermination était vraiment tragique.

La subornation leur avait livré le prince de Condé. La politique leur livrerait le connétable, qu'il serait facile d'écraser sous les aveux de La Sague et sous les pièces écrites qui confirmaient ces aveux accablants. La religion livrerait à son tour les adversaires les plus redoutables des Lorrains. Le plan était infailible. Les Guise, on le sait, avaient rédigé une profession de foi conforme aux articles rédigés par la Sorbonne en 1552. Cette profession de foi allait être présentée à la magistrature, à l'armée, au clergé, à la noblesse. Elle devait être apportée à l'assemblée des états et à une réunion extraordinaire des chevaliers de l'ordre. C'était le piège infailible où seraient pris tous les chefs, soit du libéralisme aristocratique d'alors, soit du protestantisme. Quiconque n'apposerait pas son sceau à ce formulaire des Guise serait, sans autre procédure, envoyé aux bûchers. L'amiral de Coligny, d'Andelot et le cardinal de Châtillon, trop obstinés et trop fiers pour se soumettre et pour apostasier le calvinisme, périraient certainement dans cette embûche de feu, après avoir été ignominieusement dégradés de l'ordre.

Les Guise touchaient donc par tant de supplices à un pouvoir suprême, peut-être un peu plus tard à l'élévation de leur dynastie sur les ruines de la dynastie des Valois. Mais il ne s'agissait d'abord que d'une dictature plus durable et moins orageuse. Pour atteindre leur grand but, il ne leur fallait pas que la mort du prince de Condé, du connétable, des Châtillon et des partisans de ces rebelles, il leur fallait celle du roi de Navarre, le chef de la maison de Bour-

bon, dont le nom seul, lui vivant, eût été un ralliement pour tous les séditionnaires du royaume.

Dans l'absence de tout prétexte judiciaire, l'utilité d'abaisser ce dangereux drapeau, d'anéantir ce puissant ennemi, suggéra au cardinal de Lorraine et au maréchal de Saint-André la plus monstrueuse embûche qu'ait jamais inventée la scélératesse des partis. Le duc de Guise et le maréchal de Brissac y donnèrent leur assentiment.

Il fut arrêté que François II serait mis dans la confidence. Le cardinal de Lorraine se chargea d'obtenir et obtint son agrément. Le roi de France se prêta honteusement à ce crime atroce. Il convint avec le cardinal de simuler une indisposition et d'attirer par un message le roi de Navarre. François II serait entouré des seigneurs les plus dévoués à la bonne cause, choisis par les princes lorrains. Le maréchal de Saint-André les dirigerait. Les Guise eux-mêmes ne seraient séparés de cette grande scène que par une porte vitrée. Ils verraient tout, ils entendraient tout. Au besoin, ils apparaîtraient soudainement et ils agiraient. Cette tragédie ainsi préparée, le Navarrais cerné dans cette trappe, le roi lui chercherait « une querelle allemande » et, sur sa réponse, le roi élevant un peu la voix, tout ce qui était là se jetterait sur Antoine de Bourbon et le tuerait à coups de dague.

Le roi parla un soir de ce plan à la reine mère. Catherine ne fut pas indignée, mais elle fut mécontente. Elle se plaignit du secret qu'on avait gardé avec elle, disant qu'on lui avait caché cet attentat parce qu'on se doutait bien qu'elle n'y consentirait pas,

tant il était nuisible à son fils. C'est dans ce sens qu'elle essaya de dissuader le roi, à la manière florentine, moins par vertu que par politique. En même temps, elle envoya Jacqueline de Longvi, duchesse de Montpensier, au roi de Navarre, afin de lui prouver son zèle et de l'avertir. Catherine ne voulait pas qu'on anéantît les Bourbons. Elle en avait besoin pour contre-balancer les Guise, pour louver et pour gouverner à travers leurs divisions farouches.

De son côté, le cardinal de Tournon, qui redevenait honnête homme dès que le fanatisme ne l'égarait plus, prévint le roi de Navarre du complot exécrable et s'efforça d'en détacher le roi de France, non pas uniquement au nom de la raison d'État comme Catherine de Médicis, mais au nom de la religion et du salut éternel.

Ces influences salutaires n'empêchèrent pas François II de préluder à ce forfait odieux. Elles eurent néanmoins cela d'excellent, qu'elles énervèrent sa résolution au moment décisif où éclatèrent également, si près de l'exécution, toute la faiblesse du monarque et toute la bonté de la Providence.

Poussé par le cardinal de Lorraine, François II, au jour indiqué, manda une première fois Antoine de Bourbon qui s'excusa. Tous les amis des Guise étant à leur poste, le roi manda une seconde fois le Navarrais qui, trop bien instruit, s'excusa encore. Piqué au jeu, le roi dépêcha un troisième message à son cousin dont le courage ne put s'abaisser à une nouvelle diplomatie. Sourd aux prières de ses serviteurs, dédaignant toute prudence : « J'irai, » dit-il, et il par-

tit bien armé avec quelques amis. Il franchit intrépidement le seuil du palais et monta le grand escalier avec calme, bien qu'il fût presque certain de ne le pas redescendre. Il n'avait plus que trois marches, lorsqu'un gentilhomme qui n'était pas à lui le pressa vivement de ne point passer outre. Le roi de Navarre se tournant alors vers ceux qui l'accompagnaient : « Attendez-moi, dit-il, dans la salle des gardes. » Puis, s'adressant particulièrement au capitaine Ranty avec lequel il avait été nourri et qu'il aimait : « Toi-même, tu ne saurais me suivre, dit-il, là où l'on a juré ma mort. Sois assuré que jamais peau n'aura été vendue plus cher que je vendrai la mienne ; si je succombe, recueille mon corps et enterre-le ; mais ne te dessaisis pas de ma chemise sanglante et percée de dagues. Porte-la à ma femme et que son amour pour moi se change en haine inextinguible contre mes assassins. Puisque mon fils est trop jeune encore, qu'elle confie sa vengeance à tous les princes chrétiens et qu'à tous successivement elle envoie cette chemise rouge et trouée de pointes d'acier. Solidaires avec moi, comme têtes couronnées, ils puniront sans doute la détestable trahison dont j'aurai été victime et que mon honneur est de braver. »

Après ces paroles, et une protestation d'obéissance de la part du capitaine Ranty, le chef des Bourbons entra hardiment dans l'appartement de François II. Ils'y trouva au milieu de ses ennemis. Le roi l'interrogea sur les motifs de son retard. Le Navarrais, qui avait l'esprit facile et brillant, répondit avec une adroite modération, tout en regardant d'un air fa-

rouche ceux qu'il présuait devoir être ses meurtriers et en tenant sa main droite prête à tirer l'épée. Le roi ne haussa point la voix. Soit remords anticipé, soit souvenir de sa mère et du cardinal de Tournon, soit pitié, soit peur, soit toutes ces causes ensemble, il parut satisfait d'Antoine de Bourbon, et le crime tant souhaité des princes lorrains avorta. Le conseil dura peu. Le maréchal de Saint-André et ses complices laissèrent partir le Navarrais et se dispersèrent les uns après les autres. Le duc de Guise se retira pâle de colère, disant de François II à son frère le cardinal : « Voilà le plus poltron cœur qui ait jamais été ! » Ce mot échappé au duc, un huissier le recueillit entre deux portes et le répéta soudain à la reine mère.

Le duc de Guise était au terme de sa longue attente. L'heure venue, il ne l'ajournait pas. Des calculs mystérieux la marquaient juste à ses regards et l'ambition la sonnait puissamment à son oreille. Lui qui s'était tant réprimé, lui si grand, si fidèle à de certaines règles, s'abandonnait à sa passion et ne reculait pas plus que son frère, même devant un massacre. Il allait serrer enfin comme *Macheth* dans son gantelet ce qu'il avait tant rêvé : une dictature incontestée, présage éclatant du sceptre. Sa vertu s'enveloppait de sophismes pour se dispenser de persévérance ; elle prétendait servir les intérêts de la religion en servant l'égoïsme d'une maison, d'une race dont le duc était le représentant. Elle disparaissait, cette vertu, dans l'orgueil des pensées du prince lorrain, dans l'embrasement de ses cupidités et dans l'explosion de ses désirs. Ces grands hommes flegmatiques,

longtemps contenus sous leurs neiges et dans leurs glaces, ne sont que plus terribles; à mesure qu'ils s'échauffent aux troubles civils, leurs neiges fondent, leurs glaces rompent et l'on ne rencontre plus en eux qu'irruptions et feux de volcan.

Tel était alors le duc de Guise et tels étaient ses projets, lorsque Dieu intervint heureusement et, par un acte de décision souveraine, changea le cours des craintes, des espérances et des événements.

Tandis qu'on travaillait aux préparatifs de la tenue des états, le roi devait partir, dès le 19 novembre, pour les grandes chasses de Chenonceaux et de Chambord. Le 18, comme il entendait vêpres aux Jacobins, il fut pris d'un subit évanouissement qui effraya fort la jeune reine Marie Stuart. On se hâta de le transporter au palais. Quand on l'eut couché et qu'il fut revenu à lui, il se plaignit d'une douleur aiguë à l'oreille gauche. C'était une ancienne fistule qui s'était rouverte. Ce qui aggrava la souffrance du roi, ce furent des redoublements de mal de tête et de fièvre.

Le cardinal de Lorraine fit faire, pour la guérison de François II, des processions et des neuvaines, particulièrement à Paris et dans les lieux auxquels se rattachait plus vivement la superstition populaire.

Le pauvre roi avait recours aussi à tous les saints du paradis et à Notre-Dame de Cléry, qui lui inspirait une dévotion particulière. Il les suppliait de le sauver, leur promettant avec effusion d'exterminer les huguenots dans son royaume, et jurant de n'épar-

guier personne, même ses frères, ses sœurs, même sa mère, même sa femme, s'ils étaient atteints d'hérésie.

Pendant que le cardinal de Lorraine s'adressait aux prêtres, le roi aux puissances surnaturelles, le duc de Guise s'adressait aux médecins. Il commença par dérouler à leurs yeux des perspectives de fortune, de considération et d'avancement ; il leur annonça des récompenses proportionnées à cet inappréciable service de la santé du roi qu'on leur devrait et il s'obligea envers eux sur son honneur à une bienveillance sans bornes. Mais les jours s'écoulant et la maladie empirant, le duc de Guise, dont l'âme était violemment agitée, passa des caresses aux menaces. Il reprocha aux médecins épouvantés leur ignorance, peut-être leur crime, il leur dit qu'ils volaient leurs gages, il les appela bourreaux, il les accusa d'avoir reçu de l'or des huguenots pour tuer François II, il affirma qu'il avait des preuves de cette lâche conspiration, et, sa fureur croissant avec la stupéfaction de ceux qu'il calomniait en face, il s'écria qu'ils y prisent garde, qu'il lui fallait la vie du roi, que s'ils ne le sauvaient, il les ferait tous pendre comme des traitres infâmes qu'ils étaient.

Ses amorces furent vaines et sa colère se brisa contre l'impuissance des médecins. La nature était rebelle à leur science et aux vœux désespérés du duc. Dès que ce ferme et invincible esprit ne compta plus sur le rétablissement du roi, son sang-froid lui revint et il imagina d'autres expédients.

L'altier duc de Guise s'enveloppa d'astuce contre

la plus rusée des princesses, des Italiennes et des femmes. Il alla chez la reine mère dans le double dessein de l'intimider et de la tromper. Il lui peignit la situation politique sous les couleurs les plus sinistres. Il lui protesta de son dévouement personnel, du dévouement de ses frères, de son parti, de tous les catholiques de France. Il lui avoua que, même avec toutes ces ressources, le salut de la postérité de Henri II était à une condition tragique, mais nécessaire : la mort du prince de Condé et du roi de Navarre. « A ce prix, dit-il, le succès est certain. Si, au contraire, vous vous refusez, madame, à ce qu'exige la raison d'État, c'en est fait du trône de vos enfants. Les Bourbons sont les implacables et naturels ennemis des Valois. Ils iront aussi loin que les poussera leur passion de régner. Le connétable, qui s'avance à petites journées avec une suite nombreuse, les soutiendra sans savoir jusqu'où ils le mèneront. L'amiral surtout, qui dans l'intérêt de l'hérésie est prêt à toutes les rébellions, les inspirera et les guidera. Il parle haut déjà dans Orléans, depuis la maladie du roi. Avisez donc, madame, et avisez promptement. Ne vous tourmentez point des obstacles : C'est moi qui les surmonterai. Votre rôle est facile. Sur un simple ordre de Votre Majesté, je me chargerai de l'exécution du prince de Condé, du jugement et de l'exécution du roi de Navarre. Les moments sont précieux, ne les prodiguez pas. »

Le duc se tut, et la reine mère, surprise de cette proposition hardie sur laquelle, sans réflexion, elle

ne pouvait ni ne voulait s'expliquer, ne répondit que par ses larmes. Les larmes n'exprimaient pas ses émotions, mais son embarras ou ses pièges. Pour se dispenser, soit d'une entreprise, soit d'une promesse, soit d'un serment, elle pleurait. C'était aussi pour elle un moyen de gagner du temps.

Impatienté de ces larmes fausses dont il connaissait toute la perfidie, le duc de Guise dit à la reine, avant de se retirer, qu'il la laissait se recueillir dans sa sagesse et qu'il reviendrait. En cet instant, il était aussi fourbe qu'elle, mais infiniment plus triste quoiqu'il ne pleurât pas, triste de voir que la grandeur de sa maison, appuyée sur l'amour du roi pour Marie Stuart, un fondement inébranlable, il fallait, malgré son dégoût, l'établir sur les craintes de Catherine de Médicis, une base fragile, un sable mouvant qui ne paraissait porter que pour engloutir.

La reine, délivrée de la présence du duc, se hâta d'appeler le chancelier de L'Hôpital. Ce vice couronné s'aidait au besoin de cette vertu modeste et savante. Catherine considérait L'Hôpital pour les secours qu'elle recevait de sa haute intelligence et de son grand caractère. L'Hôpital servait Catherine comme la mère de ses jeunes rois qu'il voulait maintenir intacts contre les factions.

Le chancelier avait deviné le machiavélisme cruel des Guise en cette conjoncture. Quand ce machiavélisme lui fut confirmé par la reine, il parla des princes lorrains avec une véhémence indignée. « Madame, s'écria-t-il, méfiez-vous d'eux comme de vos mauvais anges. Ils vous tentent pour vous anéantir. Si vous

tuez le prince de Condé, le roi de Navarre le vengera ; si vous les immolez l'un et l'autre, vous serez en horreur au monde entier. Ah ! protégez plutôt les Bourbons contre les Guise et défendez les Guise contre les Bourbons. Par là, vous serez leur maîtresse. Vous les dominerez, et, à la faveur de leurs divisions, vous régnerez entre les partis, et au-dessus des partis. »

Cette politique de L'Hôpital était trop dans les intérêts et dans les convoitises de Catherine pour qu'elle ne s'empressât pas de l'adopter. L'artificieuse Florentine se sentait singulièrement fortifiée par l'approbation du chancelier, ce grand personnage qui était un sénateur antique, un citoyen monarchique, un poète érudit, un grave orateur, et qui, par delà tous ses talents, avait le génie de la loi, la soif du droit, la conscience du devoir, la passion de la justice.

Sûre de lui, Catherine congédia L'Hôpital et envoya un page au duc de Guise qui reparut. Il ne trouva plus cette femme multiple dans la même attitude et sous le même aspect. Elle avait un air de reine, un accent d'autorité qu'elle prenait à l'occasion et dont le duc fut frappé. Elle lui déclara énergiquement qu'elle n'agréait point les propositions dont il l'avait entretenue et que pas un cheveu ne tomberait de la tête du prince de Condé ni de celle du roi de Navarre. Elle daigna lui dire encore qu'elle serait le bouclier des Guise contre la haine des Bourbons et qu'elle changerait cette haine en amitié.

Le duc, d'un cœur humilié, mais d'un esprit net

qui scrute vite les horizons nouveaux, répondit à la reine que puisqu'il en était ainsi la réconciliation entre lui, les siens et les Bourbons devait être complète. « Pour cela, madame, insinua le duc de Guise, n'est-il pas convenable que les princes du sang entendent de votre bouche et de celle du roi que tout ce qui a été fait contre eux a été fait par les ordres seuls de Sa Majesté? Oui, continua-t-il, cette précaution est indispensable. Il importe à votre avenir et au nôtre que, sous la foi d'une double parole royale, nous puissions nier, fort et fermé dans la suite, les imputations de nos ennemis. »

La reine s'empara de cet expédient qu'elle jugea utile, et jura au duc qu'il serait content. Après avoir disposé François II, elle fit informer le roi de Navarre qu'elle avait à lui parler d'affaires. Antoine de Bourbon vint aussitôt. Le messenger de la reine l'avait aiguillonné en lui confiant qu'il s'agissait de bonnes nouvelles. Au seuil de l'appartement de Catherine de Médicis et comme il allait le franchir, une femme du palais mit un doigt sur sa bouche et, s'étant penchée, dit mystérieusement au roi de Navarre « de ne rien refuser à la reine mère, qu'il y allait pour lui de la vie et de la couronne. » Cette rencontre imprévue, ces mots énigmatiques émurent le chef des Bourbons et le disposèrent à tout ce que voulait Catherine. Elle redoubla l'anxiété du prince en lui affirmant qu'elle avait la preuve d'un complot ourdi par Condé et par lui-même contre le roi de France. Antoine essayant de nier ces imputations : « Ne vous défendez pas, reprit la reine; quand il me serait si

facile de vous sacrifier, je vous préserverai l'un et l'autre. Je désire seulement deux concessions de votre part. J'exige que vous renonciez à la régence du royaume dont vous me laisserez l'administration, et que vous déposiez tout ressentiment contre MM. de Guise avec lesquels vous ferez amitié, sous mes auspices. C'est ainsi que vous obtiendrez votre grâce, celle de votre frère, et bien plus, ajouta-t-elle, la lieutenance générale des armées. »

Ces assurances de la reine donnèrent une grande joie à Antoine de Bourbon. Allégé de ses terreurs, il ne discuta pas sur la régence et se hâta de l'abdiquer par écrit entre les mains de Catherine. Il se montra moins docile à l'égard des Guise. La mémoire des outrages infligés à sa maison par les Lorrains était trop récente et il ne pouvait se décider à immoler sa rancune. A la fin pourtant, il céda et il consentit à les voir. Ils se présentèrent avec aisance, d'un visage souriant et s'avancèrent les premiers vers le roi de Navarre qui les embrassa. Catherine de Médicis était digne de présider à cette scène de mensonge, où les cœurs se révoltaient contre les physionomies et contre les lèvres qui se déclaraient satisfaites.

Elle profita de cet instant pour mener le roi de Navarre et les Guise dans la chambre de François II. La leçon faite par Catherine avait été répétée au pauvre malade par Marie Stuart et par le cardinal de Lorraine. Sur la nouvelle d'une réconciliation, le roi dit à son cousin Antoine de Bourbon que toutes les procédures contre lui et contre le prince de Condé

avaient été dressées par ses ordres et que ses oncles de Guise n'en avaient été que les exécuteurs. Catherine était heureuse. Elle avait conquis une grande place ce jour-là. Les Bourbons, qu'elle avait sauvés de l'échafaud, et les Guise, qu'elle sauvait des vengeances et des proscriptions, étaient ses obligés. C'était une supériorité de plus qu'elle avait sur eux. Elle espérait les gouverner en les opposant les uns aux autres. Le soir même, elle disait à Antoine de Bourbon que ces Lorrains étaient trop orgueilleux, trop puissants, et qu'elle l'aiderait à les mater. Elle jouait ainsi, la cruelle mère, au chevet de son fils agonisant, et sur le bord même de cette tombe royale; les égoïstes combinaisons de la politique, les calculs dénaturés de l'ambition écartaient de son âme sèche la douleur.

François II mourut le 5 décembre 1560, après dix-sept jours de maladie. Sa jeune veuve Marie Stuart, qui perdait en lui un époux, un amant et le premier trône de l'univers, était au désespoir. Le reste de la cour n'était préoccupé que d'un nouveau règne. Catherine de Médicis, entourée déjà plus qu'elle ne l'avait jamais été, simulait le deuil, mais elle n'éprouvait que la joie de l'empire. Sous Charles IX, un enfant de dix ans et demi, elle se sentait plus reine que sous Henri II et que sous François II. Elle ne serait plus éclipsée par une duchesse de Valentinois et par une Marie Stuart. Elle serait l'astre éclatant d'une longue minorité. Elle négocierait entre tous les partis et elle les gouvernerait tous avec son génie italien. Ces partis étaient pleins de

vie, agités de mille passions, fiers de leurs vaillants chefs et ils se mesuraient du regard. Pendant ce temps, on conduisait, comme un obscur gentilhomme, à Saint-Denis, sans cortège et sans pompe, le pauvre roi de la veille. Son convoi se composait de deux anciens gouverneurs et d'un vieil évêque aveugle. Cet abandon fut un scandale. Le blâme pesa principalement sur les Guise. Pas un des six frères n'accompagna à sa dernière demeure, à sa cathédrale de mort, à son palais de l'éternité, le prince qui durant son court passage les avait tant aimés, leur avait tant obéi, les avait comblés de tant de faveurs et de tant de biens. Au reproche sanglant d'ingratitude, ils répondirent que la pitié, la tendresse, autant que la reconnaissance, les retenaient auprès de leur nièce Marie Stuart pour la consoler. Le duc de Guise, qui était grand maître, fut le plus vivement attaqué. L'opinion publique s'émut. On attacha au pilori du cercueil ces mots élégiaques et satiriques : « Tannegui du Châtel, où es-tu ? » Allusion foudroyante ! Car Tannegui du Châtel, disgracié par Charles VII, n'eut pas plutôt appris la mort de ce prince, qu'il accourut, arrosa de larmes le corps de son maître et lui fit faire à ses frais de magnifiques obsèques. Contraste accablant pour les Guise qui oubliaient le roi dont le plus grand tort était de leur avoir livré, par bonté, par faiblesse, les trésors, les armées, le sceptre entier. Le duc ne songea pas même à s'excuser. Il fortifiait, il barricadait son hôtel. Il rassemblait ses amis. Il se préparait, lui, le représentant de sa maison, lui, le but de toutes les jalousies, de toutes les fureurs, à soutenir le choc de ses enne-

mis. La réaction formidable du règne nouveau contre le règne ancien n'allait-elle pas fondre sur tout ce qui était lorrain et catholique ? Le duc, centre et chef de ce grand parti, attendit la réaction, la main sur la garde de son épée.

FIN DU TOME PREMIER.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE PREMIER.

Plan de l'historien. — La conscience, les hérésies; Arius, les Albigeois, Jean Huss. — Luther, son voyage à Rome. — Les indulgences. — Léon X. — Tetzcl. — Caletano. — Diète d'Augsbourg. — Luther contre Léon X, contre Henri VIII. — Diète de Worms. — Château de Warthbourg. — La tête de Luther, par Lucas Cranach. — Retour du Réformateur à Wittenberg, sa fermeté révolutionnaire, sa mort. — Son portrait, son influence. — Calvin, son Institution chrétienne. — Farel et Viret le retiennent à Genève. — Sa dictature. — Ses rigueurs, sa procédure contre Servet, ses travaux d'écrivain, de professeur, de prédicateur. — Son caractère. — Son portrait. — Philippe Mélanchthon et Théodore de Bèze. — Leurs portraits. — Genève, la Rome du calvinisme. Pages 1 à 35

LIVRE DEUXIÈME.

Le catholicisme s'émeut. — Le pape, l'Espagne et l'inquisition. — François I^{er} traite avec les hérétiques d'Allemagne et il brûle les hérétiques de France. — Massacre des Vaudois. — Mérindol, Cabrières, la Côte incendiées. — Le baron de La Garde, le baron d'Oppède, l'avocat général Guérin. — Genève, asile des fugitifs. — Paroles de Calvin. — François I^{er} s'amuse, lit Rabelais et ne lit point l'Institution chrétienne. — La cour, les dames, les cardinaux. — Luxe prodigieux du roi. — Anne de Montmorency. — Marguerite, sœur de François I^{er}. — Briçonnet, évêque de Meaux. — Renée, duchesse de Ferrare. — Henri II. — Catherine de Médicis. — Diane de Poitiers. — Les martyrs. — M. de Berquin. — Une jeune fille de Flandre. — Étienne Dolet. — Adam Wallace. — Morel, précepteur d'Agrippa d'Aubigné. Pages 36 à 69

LIVRE TROISIÈME.

Henri II. — Persécutions. — Jeanne d'Albret et sa mère, patronne des proscrits. — Portrait de Jeanne ; son mariage avec Antoine de Bourbon. — Gaspard de Coligny et le prince de Joinville. — Leur amitié, leur courage, leurs blessures. — Ambroise Paré. — Il sauve le prince lorrain à Boulogne. — Célébration à Moulins des noces de Jeanne d'Albret et d'Antoine de Bourbon. — La *Saulée* de la reine de Navarre. — Mort de Marguerite, sa gloire. — Rôle de Renée, duchesse de Ferrare, et de Jeanne d'Albret. Pages 70 à 100

LIVRE QUATRIÈME.

Douleur de Jeanne d'Albret, ses scrupules, mort de ses deux premiers enfants. — Naissance de Henri de Bourbon. — Joie de Henri d'Albret. — Cour de Pau. — Cette cour et la duchesse de Vendôme altristées par la nouvelle du supplice de Jane Grey. — Le roi de Navarre, Henri d'Albret, tombe malade à Hagetmau, en Gascogne. — Sa tendresse pour Henri de Bourbon, son petit-fils ; ses derniers moments. — François de Guise. — Siège de Metz. — Débauches et cruautés de Henri II et de sa cour. Pages 101 à 134

LIVRE CINQUIÈME.

Henri II multiplie les fêtes autour de lui, après la belle défense de Metz. — Il permet qu'on se moque de l'empereur. — Cependant l'empereur reparaît en Artois. — Résidence d'Epanvilliers. — D'Essé. — Sa mort. — Prise de Théroutanne et de Hesdin. — Henri II entre en campagne. — Combat de Renty. — Le duc de Guise, l'amiral de Coligny. — La haine succède à leur amitié. — Le petit Henri de Bourbon au château de Coarrazze. — Ses habitudes, son éducation ; légende. — Charles-Quint abdique. — Philippe II. — Trêve entre la France et l'Espagne. — D'Andelot délivré de sa captivité. — Paul IV, par le cardinal Caraffa, son neveu et son légat, entraîne Henri II à la guerre. — Le duc de Guise en Italie. — Le pape se réconcilie avec Philippe II. Pages 135 à 164

LIVRE SIXIÈME.

Le duc de Guise revient en France. — L'armée espagnole s'avance sur Saint-Quentin. — Coligny se jette dans la place. — Enthou-

siasme des habitants et des soldats. — Portrait de Coligny. — Son génie opiniâtre. — Mort de M. de Téliigny. — Continuation du siège. — Bataille de Saint-Quentin. — D'Andelot, Gibercourt, Saint-Remy. — Ressources de Coligny. — Épisodes. — Brèches ouvertes. — Prise de la ville. — Captivité de Coligny et de d'Andelot. — D'Andelot s'échappe. — Coligny au fort de l'Écluse, puis au château de Gand ; sa maladie, sa relation du siège, sa résignation religieuse Pages 165 à 196

LIVRE SEPTIÈME.

Disposition de l'armée espagnole après la prise de Saint-Quentin. — Formation d'une armée française. — Le duc de Guise généralissime. — Plan de Coligny pour la conquête de Calais. — Le duc de Guise repousse ce plan, puis il l'accepte afin de plaire au roi. — Prise de Calais. — Popularité du prince lorrain. — Mariage de Marie Stuart avec le dauphin François. — Le duc de Guise fait les fonctions de grand maître à la cérémonie, en l'absence du connétable. — Conférence entre le cardinal de Lorraine et l'évêque d'Arras au village de Marcoing. — L'hérésie. — Henri II. — D'Andelot emprisonné à Meaux, puis à Melun. — Siège de Thionville. — Strozzi, son athéisme, sa mort. — Prise de Thionville. — Montluc arme soldats le fils et le neveu du duc de Guise Pages 197 à 225

LIVRE HUITIÈME.

Henri II avec ses Français et le duc de Guise sur la Somme ; Philippe II avec ses Espagnols et le duc de Savoie sur l'Authie. — Nouvelle de la mort de Charles-Quint. — Couvent de Saint-Just. — Elisabeth succède à sa sœur Marie Tudor. — Traité de Cateau-Cambrésis. — Paix menaçante pour les protestants. — Coligny, d'Andelot, le cardinal Odet de Châtillon. — Le connétable de Montmorency. — Henri II au parlement. — Anne du Bourg. — Mariage d'Elisabeth et de Marguerite de France. — Philippe II épouse par procuration, et le duc de Savoie en personne. — Tournoi à propos de ces mariages. — Mort de Henri II Pages 226 à 249

LIVRE NEUVIÈME.

François II. — Marie Stuart. — Catherine de Médicis. — Diane de Poitiers. — La cour à Saint-Germain. — Anne de Montmorency,

ses résidences, sa vie de famille. — Le connétable dépouillé de la dignité de grand maître. — Compensation. — Les Bourbons froissés et humiliés par les Guise. — Antoine, roi de Navarre, Jeanne d'Albret, le prince de Condé. — Sacre de François II. — État des partis. — Le président Minard assassiné. — Supplice de du Bourg. — Haine contre les Guise..... Pages 250 à 277

LIVRE DIXIÈME.

Calomnies et persécutions contre les protestants. — Union des huguenots et des mécontents contre les Guise. — Le connétable, Coligny et ses frères. — Le vidame de Chartres. — Le prince de Condé. — Conjuraton. — La Renaudie, ses voyages. — Assemblée à Nantes. — Discours de La Renaudie. — Serment, pacte entre les conspirateurs. — La Renaudie à La Ferté, puis à Paris. — Avenelles et Linières, deux traîtres. — Castelnau. — Le duc de Guise. — Rencontre de Pardaillan et de La Renaudie. — Supplices. — Pressentiments de la duchesse de Guise. — Le duc cède par politique autant au moins que par humanité..... Pages 278 à 319

LIVRE ONZIÈME.

Le prince de Condé. — Son arrestation. — Son défi chevaleresque devant le conseil. — Réponse du duc de Guise. — Condé quitte la cour. — Il se rend à La Ferté, puis à Poitiers, où il se déclare huguenot. — Fièr attitude de Condé en Gascogne, de Coligny en Normandie, du connétable au parlement. — Les partis. — Le chancelier Olivier. — Sa faiblesse, sa mort. — Michel de L'Hôpital. — Sa vertu, son habileté. — Il esquivé, par l'édit de Romorantin, l'inquisition espagnole Pages 320 à 358

LIVRE DOUZIÈME.

Opposition calviniste. — Pamphlets. — Du Lyons. — Assemblée des notables à Fontainebleau. — Le roi, la reine mère, la reine Marie Stuart, les Guise, le connétable, l'amiral de Coligny, Jean de Montluc, évêque de Valence, Marillac, archevêque de Vienne. — L'Hôpital. — Desseins du prince de Condé. — La Sague, son agent à Fontainebleau. — Le capitaine Bonval. — Le vidame de Chartres à la Bastille. — Révélation de La Sague..... Pages 359 à 393

LIVRE TREIZIÈME.

Plan des Guise. — États généraux à Orléans. — Le bailli M. de Groslois. — Le roi, la reine. — Diplomatie du duc de Guise. — Le cardinal de Tournon, le maréchal de Brissac. — La terreur partout. — Arrivée des princes du sang aux États. — Condé arrêté, le roi de Navarre surveillé. — Procès de Condé, sentence de mort. — La princesse de Condé. — Courage d'Antoine de Bourbon. — Sinistres projets du duc de Guise. — Catherine de Médicis. — Conseils de L'Hôpital. — Scène de réconciliation entre les Guise et Antoine de Navarre au chevet de François II. — Funérailles du jeune roi..... Pages 394 à 442

FIN DE LA TABLE.

DARGAUD, J

Histoire de la liberté
religieuse en France

919.39

D217hi

1859

vol.1

